

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15634 - 7 P

MERCREDI 3 MAI 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Chirac
a amélioré
son image en
Nouvelle-Calédonie

Les Etats-Unis imposent un embargo à l'Iran

Dans un geste dont il espère qu'il servira d'exemple aux autres membres du G7 et à la Russie, le président Bill Clinton a décidé, dimanche 30 avril, d'imposer un embargo commercial et financier à l'Iran.

Les assassins du juge Falcone jugés en Sicile

Trois ans après l'attentat qui a coûté la vie au juge anti-Mafia, ainsi qu'à sa femme et à trois gardes, s'est ouvert mardi 2 mai le procès de quarante accusés, au premier rang desquels Totò Riina, le « parrain des parrains » de la Mafia sicilienne.

Enquête sur la défaite en politique



Profondément meurtris, tous ceux qui ont connu l'échec en politique l'ont vécu comme une injustice, dont ils ont cru ne jamais se remettre, en proie à un sentiment d'abandon et d'amour brisé.

Tribune présidentielle

Jacques Attali, ancien conseiller de François Mitterrand, Olivier Duhamel, professeur à l'université Paris-4, et Jean-Christophe Cambadélis, membre de l'équipe de campagne de Lionel Jospin, exposent les raisons de leur soutien au candidat socialiste.

L'architecture de la Renaissance italienne

Le Musée des monuments français présente, à Paris, une exposition sur l'architecture de la Renaissance italienne, illustrée notamment par deux maquettes pour la basilique Saint-Pierre de Rome, dues à Michel-Ange et à Sangallo.

Les éditoriaux du « Monde »

La politique de l'embargo. L'impair social.

Demain dans « Le Monde »

Nous publierons dans notre édition de mercredi (datée jeudi 4 mai) le compte-rendu intégral du débat opposant mardi soir Jacques Chirac à Lionel Jospin, avant le second tour de l'élection présidentielle.

Auvergne, 3 DM; Alsace, 9 F; Anjou, 5 F; Artois, 15 F; Belgique, 45 F; Bretagne, 2,25 SCAN; Champagne, 22 F; Corse, 14 F; Dordogne, 14 F; Flandre, 22 F; Franche-Comté, 1 F; Gironde, 22 F; Haute-Normandie, 1 F; Ile-de-France, 14 F; Jura, 14 F; Languedoc, 14 F; Limousin, 14 F; Lorraine, 14 F; Midi-Pyrénées, 14 F; Nord, 14 F; Pays de la Loire, 14 F; Picardie, 14 F; Poitou-Charentes, 14 F; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 14 F; Rhône-Alpes, 14 F; Saint-Pierre et Miquelon, 14 F; Seine-Maritime, 14 F; Somme, 14 F; Tarn-et-Garonne, 14 F; Vendée, 14 F; Vaucluse, 14 F; Vosges, 14 F; Yvelines, 14 F.

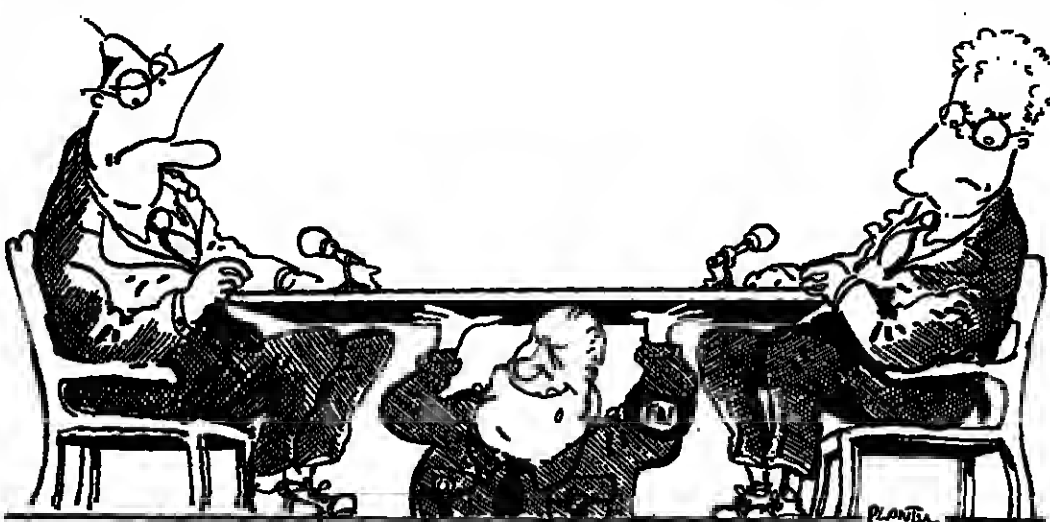
M 0147-0503 - 7.00 F

La pression de l'extrême droite pèse sur le débat entre M. Jospin et M. Chirac

Les deux candidats ont dénoncé le crime « raciste » dont a été victime un jeune Marocain

LE DÉBAT télévisé entre Lionel Jospin et Jacques Chirac, organisé mardi 2 mai par TF1 et France 2, devait permettre aux deux candidats au second tour de l'élection présidentielle de préciser leurs intentions dans plusieurs domaines essentiels : la fiscalité, la protection sociale, la lutte contre le chômage, les institutions, la politique européenne. L'ancien président du RPR et l'ancien premier secrétaire du PS ont préparé soigneusement cette rencontre, prévue pour durer deux heures et dont les règles et les modalités ont été établies dans les moindres détails par les chaînes, en accord avec les spécialistes choisis par chacun des candidats.

Alors que Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a réservé l'annonce de son choix personnel pour le second tour, la manifestation au terme de laquelle il a pris la parole, lundi 1^{er} mai, à Paris, a été marquée par la mort d'un passant marocain, précipité dans la Seine par des individus qui venaient du cortège et l'auraient ensuite rejoint. Quel-



ques semaines après le meurtre d'un jeune Marocain par des militants du Front national, cet épisode a mis la question de l'extrême droite et de ses dangers au cœur du débat politique. MM. Chirac et Jospin ont tous deux condamné avec la plus ex-

trême vigueur les agissements des activistes présents dans le sillage du Front national.

Le 1^{er} mai a été l'occasion, aussi, de manifestations syndicales et sociales plus importantes que les années passées, à Paris et dans les grandes villes de province.

L'attente du débat de mardi soir s'est traduite, sur les marchés monétaires, par une baisse du franc, le deutschemark cotant 3,5680 francs mardi matin, contre moins de 3,55 francs le 28 avril.

Lire page 6 à 9

Le silence du fleuve

Sous le pont du Carrousel, coule la haine. S'il en reste, les poètes sont en deuil. Ce printemps, la Seine n'est plus belle. La mort d'un homme vient d'en faire le miroir d'une France qui nous fait honte. Ce 1^{er} mai, Brahim Bouraïm goûtait un soleil printanier en flânant sur ses berges. En surplomb, le cortège annuel du Front national passait de la rive gauche à la rive droite. Selon les témoins du drame, trois skinheads au crâne rasé s'en sont détachés, puis se sont rendus sur les quais où ils s'en sont pris à ce Marocain âgé de trente ans. Poussé dans le fleuve par l'un d'entre eux, Brahim Bouraïm a coulé à pic. La brigade fluviale repêchera un corps sans vie, tandis que, leur forfait accompli, les trois skinheads s'en seraient allés rejoindre le défilé d'extrême droite.

« Un fait divers », a commenté M. Le Pen. Un chien écrasé, en somme. Un fait de rien, un crime ordinaire. « Dans une agglomération de dix millions d'habitants, a ainsi ajouté le chef du Front national, ce genre de fait divers peut toujours se produire ou même être créé à volonté. » Aucune excuse, aucune condamnation dans sa bouche, juste le regret « qu'un mou-

reux se soit noyé », entre deux déclarations véhémentes des « déclarations scandaleuses d'irresponsables politiques » et de « politiciens véreux ». Comme à Marseille en février, où son lieutenant Bruno Mégret avait invoqué la « légitime défense » lors du meurtre d'un jeune Français d'origine comorienne par un colleur d'affiche du FN, c'est la faute aux autres, au « parti de l'étranger » dont MM. Chirac et Jospin seraient les représentants, aux ennemis comptant contre cette « France aux Français » que nous promet l'extrême droite.

« L'abbé Pierre à la Seine », avaient lancé, prophétiques, les supporters de M. Le Pen en passant devant le squat de la rue du Dragon. Ce fut finalement un Marocain à la Seine. Un nouveau crime raciste à inscrire au compte de l'ascension de l'extrême droite. De rapports en rapports, la Commission nationale consultative des droits de l'homme affirme, dans l'indifférence, que « les skinheads sont à l'origine d'une part importante de la violence d'extrême droite ». De 1980 à 1994, 553 actions racistes contre des Maghrébins ont été répertoriées, faisant 24 morts et 270 blessés. La France s'y ha-

bitue, comme elle s'habitue aux scores du FN, à ses défilés au cœur de Paris et à ses affiches promettant « Avec Le Pen, 3 millions d'immigrés rapatriés ».

Un fait-divers, c'est un train qui déraile. La France déraile, suspendue au chantage de l'extrême droite. Aucun des deux candidats ne se veut complaisant à son égard, mais l'on entend, ici et là, des refrains séducteurs sur l'immigration ou la sécurité. Et, dans l'affolement des urnes, on oublie que c'est justement la priorité donnée à ces thèmes-là qui fait le lit du racisme.

La France serait-elle oubliée ? En 1990, la profanation du cimetière juif de Carpentras avait suscité une émotion unanime. Jusqu'à maintenant, le racisme ordinaire, banal et quotidien, dont sont victimes les Maghrébins n'a jamais soulevé l'opinion. C'est pourtant de mémoire que nous parle aussi le crime des skinheads : en octobre 1961, des dizaines d'Algériens - près de deux cents - étaient jetés dans la Seine par la police française.

Edwy Plenel

La rhétorique du changement

LES FRANÇAIS vont devoir choisir entre Jacques Chirac, le candidat du « changement », et Lionel Jospin, le candidat du « vrai changement ». Edouard Balladur, qualifié par tous les autres comme le candidat de « l'immobilisme », écarté au premier tour, restent deux hommes qui nous annoncent vouloir rompre avec les politiques conduites ces dernières années. Les 3,3 millions de chômeurs, les exclus, les inégalités croissantes, de même que la brutalité des « changements » extérieurs qui ont secoué la décennie passée (chute du mur de Berlin, réunification allemande, guerre en Bosnie...) expliquent l'angoisse des Français et leur vote en défaveur du premier ministre, considéré, à tort ou à raison, comme le sortant.

« La France va mal ! » Jacques Chirac n'a cessé, durant la campagne, de professer ce diagnostic qui a l'avantage, dans sa brièveté, de rencontrer l'intuition populaire.

Changer ? Changer encore ? Après une longue continuité de gouvernements de droite de 1958 à 1981, les Français ont connu quatre alternances en quatorze ans (1981, 1986, 1988, 1993). On pouvait les croire vaccinés contre ces changements « par le haut ». Ils ont connu le socialisme de la relance et des lois sociales, puis l'ultralibéralisme avec Jacques Chirac de 1986 à 1988. Ensuite,

pendant le second septennat de François Mitterrand, ils ont eu droit au socialisme doux de Michel Rocard et au conservatisme social d'Edouard Balladur, deux premiers ministres qui ont choisi une méthode semblable : pas de changement qui ne fasse l'objet d'un consensus préalable.

Au bout du compte, les Français pourraient penser qu'ils ont, sur le fond et sur la forme, « tout essayé », selon le mot pessimiste de M. Mitterrand à propos des politiques contre le chômage. L'hédonisme britannique The Economist le pense : « Les électeurs français sont divisés et démoralisés. Beaucoup, sinon tous, ne croient pas que leurs politiciens puissent réformer la France. »

Le corps électoral apprécierait la rhétorique du changement, mais serait devenu sceptique, voire réticent, sur sa mise en œuvre. La préoccupation principale des Français serait de s'intégrer dans la société, non de la changer. Virage majeur, s'il en est : les alternances et les affaires de corruption auraient tué l'exception française, cet amour spécifique pour la politique.

Eric Le Boucher

Lire la suite page 16 et le premier volet de notre série sur les limites du « changement » page 11

L'armée croate a lancé une importante offensive contre les Serbes

L'ARMÉE CROATE poursuivait, mardi 2 mai, son offensive déclenchée la veille contre les Serbes indépendantistes de Croatie. A l'aube, l'aviation croate a lancé deux nouveaux raids contre un pont stratégique sur la Save, rivière qui marque la frontière internationale entre la Croatie et la Bosnie et que peuvent emprunter d'éventuels renforts serbes bosniaques. Quelques heures plus tôt, le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence à New York, avait appelé la Croatie à mettre fin « immédiatement » à son offensive. Cette attaque, la plus importante depuis dix-neuf mois et présentée comme « limitée » par les autorités de Zagreb, vise à dégager une portion d'autoroute reliant la capitale à l'est du pays et traversant une enclave sous contrôle des milices séparatistes serbes depuis septembre 1991. La reprise des combats en Croatie, au moment où la trêve maintes fois violée en Bosnie est arrivée à échéance sans pouvoir être reconduite, inquiète la communauté internationale. Le groupe de contact des grandes puissances devrait se réunir mercredi, à Londres, pour tenter une nouvelle fois de relancer le processus de paix dans l'ex-Yougoslavie.

Lire page 5

Les supplications de l'abbé Pierre



L'ABBÉ PIERRE

LE CHARISME de l'abbé Pierre est tel que les deux candidats à l'Élysée, interpellés lundi 1^{er} mai à la télévision par le fondateur d'Emmaüs, ne devraient pas pouvoir décevoir l'économie d'une réponse au cours de leur duel audiovisuel de mardi soir. L'inlassable défenseur des déshérités les a « suppliés d'agir vite » en faveur des « millions » d'exclus, sous peine de voir « notre fragile démocratie voler en éclats ».

L'abbé Pierre réclame quatre « mesures d'urgence » : la réquisition de logements pour les sans-abri, un revenu minimal pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans en difficulté, l'accès généralisé à la protection sociale et la gratuité des transports pour les chômeurs. Ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin - ni du reste la grande majorité des associations de solidarité - ne sont favorables, en particulier, à une allocation de pur et simple assistantat pour les « 18-25 ans ».

En revanche, tous deux se sont prononcés pour l'instauration d'une loi-cadre contre la pauvreté et l'exclusion, allant bien au-delà de l'« urgence » pour s'attaquer aux racines mêmes de la précarité. Il leur appartenait de préciser, en détaillant leurs propositions, le contenu de cette loi-programme devant l'ensemble des Français.

Lire page 8

et nos informations pages 12 et 17

حکومت ایران

EMBARGO Le président Bill Clinton a annoncé, dimanche 30 avril, à New York, devant le Congrès juif mondial, l'arrêt de tous les investissements et échanges commerciaux américains

avec l'Iran. Washington a invité le président russe Boris Eltsine à annuler la vente de réacteurs nucléaires russes à Téhéran, et les partenaires des États-Unis à « revoir en profondeur » leurs

relations économiques avec le régime des mollahs. ● **DÉLAI.** La décision américaine, justifiée par « le soutien [de Téhéran] au terrorisme », et la volonté de l'Iran de se doter d'armes

nucléaires, doit entrer en vigueur dans un délai de trente jours. Les sociétés pétrolières américaines risquent d'être les principales victimes de cette décision. ● **MANŒUVRE.** Radio-

Téhéran a qualifié cette décision de « déraisonnable », estimant qu'elle était « dictée par une manœuvre électorale de la faction sioniste aux États-Unis ».

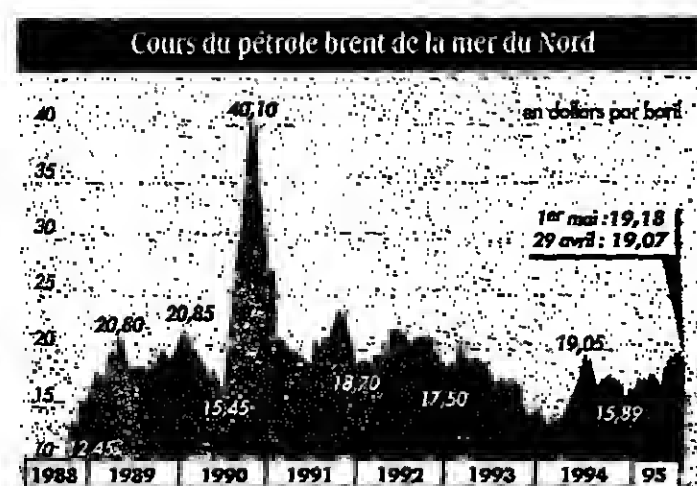
Les Etats-Unis veulent contrer les ambitions du régime iranien

Après avoir annoncé l'arrêt de tous ses investissements et de ses échanges commerciaux avec Téhéran, Bill Clinton souhaite que la Russie mette fin à sa coopération nucléaire avec le régime des mollahs

L'IRAN a dénoncé, lundi 1^{er} mai, la décision du président Clinton de lui imposer un embargo commercial, et a formellement rejeté les accusations américaines selon lesquelles il soutient le terrorisme. Plus inattendu - mais cela relève sans doute de la pure rhétorique « révolutionnaire » -, le chef des « gardiens de la révolution », Mohsen Rezai, a estimé qu'un affrontement militaire avec les États-Unis était désormais « inévitable ».

Point d'orgue d'un vieux conflit entre Washington et Téhéran, qui s'est sensiblement envenimé depuis mars, la décision américaine tire son importance du fait que pour la première fois, les États-Unis accordent leur comportement avec leur discours pour forcer leurs alliés à les suivre. Depuis des années, ils plaident auprès de leurs partenaires, européens et japonais notamment, pour un double endiguement (dual containment) de l'Iran et de l'Irak. Cela n'a pas empêché le volume de leurs échanges commerciaux avec l'Iran d'aller croissant, ni non plus dissuadé leurs sociétés pétrolières de traiter avec le régime des mollahs.

Cette double attitude avait largement contribué à rendre inefficace le plaidoyer anti-iranien de Washington. Tout en accusant, elle aus-



L'annonce de l'embargo économique américain contre l'Iran a provoqué, lundi 1^{er} mai, une réaction violente des marchés. A New York, le baril de brut de référence aux États-Unis (light sweet crude) grimpait de 12 cents à 20,85 dollars par rapport au précédent 28 avril. A Londres, le brut, qualité de référence de la mer du Nord, s'est apprécié à 21 cents pour suivre son redressement amorcé depuis le début de l'année.

si, le régime iranien de soutenir le terrorisme, l'Union européenne a toujours considéré que sa mise à l'index risquait de le radicaliser davantage. Sa position officielle a donc été de maintenir un « dialogue critique » avec Téhéran, étant entendu qu'il serait stupide de bou-

der un marché de soixante millions de consommateurs, et un pays dont l'infrastructure est presque entièrement à refaire, depuis la fin de la guerre avec l'Irak, en 1988.

Quelles que soient ses arrière-pensées politiques et économiques et sa volonté de reprendre pied

dans une région devenue une chasse-gardée américaine, la Russie a, elle aussi, pris prétexte, dans une certaine mesure, de l'incohérence de la position américaine pour refuser d'arrêter sa coopération nucléaire avec l'Iran.

L'annulation, en mars, d'un contrat signé par une filiale de la compagnie américaine Conoco avec Téhéran pour l'exploitation de gisements offshore a marqué le début d'une véritable « offensive » américaine contre Téhéran. Dès le 4 mars, les traniens faisaient état de « pressions politiques » de Washington vis-à-vis de l'exclure d'un consortium international mis en place pour exploiter quelque 4 milliards de barils de pétrole léger de la mer Caspienne, au large de l'Azerbaïdjan.

● **EXPANSIONNISME.** Un mois plus tard, l'Azerbaïdjan résiliait effectivement un contrat signé, en février, avec Téhéran, en vertu duquel la compagnie iranienne des pétroles entrerait dans le consortium, au sein duquel des compagnies américaines sont majoritaires. L'Iran, qui projetait d'investir entre 300 millions et 350 millions de dollars, y voyait surtout un intérêt stratégique et souhaitait que l'oléoduc, achevé, acheminât le brut azé-

baïdjanais vers l'Europe, traverse son territoire.

En excluant l'Iran du consortium, les États-Unis faisaient d'une pierre deux coups : ils infligeaient une « défaite » ponctuelle à l'Iran, pourtant riverain de la mer Caspienne, et le court-circuitaient dans une région où il prétend à un certain droit de regard. Des accords de coopération, y compris pétrolière

publiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale, l'Iran se propose d'être un pont entre ces dernières et l'Asie. Ainsi, lors d'une récente visite à New Delhi, le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani a-t-il signé un accord, en vertu duquel les marchandises indiennes accèderaient au marché turkmène - et éventuellement à d'autres marchés d'Asie centrale -, en utilisant l'Iran

Pas d'avions géorgiens pour Téhéran

Le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevarnadze, a démenti, vendredi 28 avril, à Tbilissi, à l'envoyé spécial du Monde, la rumeur de vente d'avions Sukhoï à l'Iran contre du pétrole : « Nous avons eu effectivement des pourparlers, a-t-il dit, mais ils n'ont pas abouti. Je puis vous certifier qu'il n'y a pas un avion géorgien dans l'armée de l'air iranienne. » Faute d'accord avec l'Azerbaïdjan pour évacuer le pétrole de Bakou, la Géorgie souhaite négocier avec Téhéran l'éventuelle construction d'un oléoduc.

comme point de transit. Il a su aussi obtenir l'accord du Pakistan pour le passage, sur son territoire, d'un gazoduc reliant l'Iran à l'Inde. En janvier déjà, Téhéran et Islamabad avaient décidé de construire un gazoduc pour approvisionner le Pakistan en gaz naturel iranien.

L'exaspération du président Clinton face à cet activisme iranien n'est sans doute pas étrangère à la décision annoncée, dimanche. Le New York Times rapportait récemment que la CIA a demandé au Congrès 19 millions de dollars pour l'an prochain, en vue de continuer de déstabiliser l'Irak et de contrer les ambitions « expansionnistes » de l'Iran.

Qui plus est, non content de faire des affaires avec les anciennes Ré-

Washington entend donner l'exemple à ses partenaires

WASHINGTON

de notre correspondant.

En annonçant l'arrêt de tous les investissements et échanges commerciaux américains avec l'Iran, Bill Clinton vise deux objectifs : le premier s'inscrit dans la logique d'une politique destinée à affaiblir un régime qui « soutient le terrorisme international ». Le second est lié à la rencontre du président américain avec Boris Eltsine, mardi 9 mai, à Moscou.

Ce sommet est à l'avance obscurci par la volonté de la Russie de ne pas renoncer à vendre des réacteurs nucléaires à l'Iran, comme le lui demande Washington. En montrant qu'ils acceptent de faire des sacrifices au nom d'une politique d'« isolement » du régime de Téhéran, les Américains entendent montrer l'exemple, et faire fléchir la détermination russe.

Un décret présidentiel devrait confirmer, cette semaine, la décision de M. Clinton, annoncée à New York, devant le Congrès juif mondial, en présence de Shimon Pérès, ministre israélien des affaires étrangères. Le choix de cette tribune ne devait rien au hasard : les États-Unis entendent aussi punir un pays qu'ils accusent d'entraver les efforts de paix au Proche-Orient. Alors que ces efforts se sont intensifiés, a souligné M. Clinton, « l'Iran a élargi son rôle d'inspireur et de

baillleur de fonds du terrorisme ». L'administration américaine avait franchi une première étape, le 14 mars, en interdisant aux ressortissants américains de participer au « développement des ressources pétrolières » iraniennes. Cette mesure - réclamée par le groupe de pression juif - a entraîné l'annulation de l'accord d'exploitation pétrolière signé entre l'Iran et Conoco (Le Monde du 16 mars). L'embargo commercial, qui prendra effet dans un délai de trente jours, devra se traduire par l'interdiction des exportations agricoles et industrielles à destination de l'Iran, dont le montant s'est élevé à 326 millions de dollars en 1994 au lieu de 800 millions en 1992.

Il s'agit du « moyen le plus efficace » pour lutter contre la volonté de l'Iran d'acquiescer des « armes dévastatrices » et de « soutenir les activités terroristes », a estimé M. Clinton. Cette escalade des sanctions va notamment s'exercer au détriment des compagnies pétrolières américaines, qui achètent le brut iranien pour le revendre sur le marché mondial. Avec leurs filiales, elles sont aujourd'hui l'acheteur le plus important du brut iranien, la valeur de leurs enlèvements ayant atteint 4 milliards de dollars, l'an dernier, soit plus de 25 % de la production iranienne.

Bien que l'embargo prive les compagnies

américaines de plus d'un million de barils par jour, la plupart des experts estiment que, d'autres sources d'approvisionnement sont disponibles, et que Téhéran peut facilement trouver de nouveaux acheteurs, en Europe et au Japon.

CONVAINCRE LA RUSSIE

Selon l'un de ces spécialistes : « La seule conséquence de la décision américaine sera d'entraîner une restructuration du marché pétrolier ». Les compagnies américaines vont cependant être pénalisées par rapport à leurs concurrents, puisque l'accès à une part non négligeable du marché - en Iran et en Libye - leur est désormais fermé.

La sauvegarde des intérêts américains avait été le principal argument invoqué par une partie de l'administration fédérale, notamment les départements du trésor, de l'énergie et du commerce, pour s'opposer à cet embargo, jugé inutile, dans la mesure où les partenaires commerciaux des États-Unis ne sont pas prêts à leur emboîter le pas. Mais le chef de la Maison Blanche était soumis à la surenchère des républicains : le sénateur de New York, Alfonse D'Amato, a déposé un projet visant à instituer une sorte de boycott par ricochet des compagnies étrangères qui commerceraient avec l'Iran.

Washington va maintenant demander à ses partenaires du G7 de « revoir en profondeur » leurs relations économiques avec l'Iran. Les États-Unis, pour leur part, accentuent les conséquences d'une politique qui va se traduire par la perte de « quelques milliers d'emplois » américains. « Si nous voulons obtenir des sacrifices d'autres pays, pour changer le comportement de l'Iran, nous devons nous aussi faire des sacrifices. Ne rien faire de plus, alors que l'Iran reste en quête d'armes nucléaires serait désastreux », a estimé M. Clinton.

Cette allusion vise directement la Russie. « Les informations les plus récentes sur un accord de vente (par Moscou) d'une centrifugeuse à gaz aux iraniens et sur la formation de techniciens nucléaires iraniens sont inquiétantes », a insisté M. Clinton.

Mais les pressions exercées sur Moscou sont restées, à ce jour, inopérantes. Vendredi encore, Andreï Kozyrev, ministre russe des affaires étrangères, avait réaffirmé, à Washington, que son pays ne voyait pas pourquoi il ne pourrait pas proposer à l'Iran des réacteurs nucléaires, qui sont du même type - à eau légère - que ceux que les États-Unis s'approprient à livrer à la Corée du Nord.

Laurent Zecchini

Vingt ans après la capitulation de Saïgon, les destins croisés des vétérans vietnamiens

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Parce qu'il était alors l'officier le plus gradé de l'armée populaire à portée de main, le colonel Bui Tin avait reçu la capitulation de Saïgon, le 30 avril 1975, des mains du général Duong Van Minh, le « grand Minh », revenu au pouvoir trois jours auparavant. Ayant choisi, voilà une douzaine d'années, de rejoindre ses enfants en France, le général Minh vit aujourd'hui dans la banlieue parisienne. Bui Tin, pour sa part, a profité d'un séjour en France, en 1991, pour diffuser une « pétition d'un citoyen » appelant à une réforme du Parti communiste vietnamien. Il a assisté été exclu de ce parti et il vit aussi à Paris. L'un, l'ancien officier communiste, a écrit ses Mémoires et ira probablement droit en prison si jamais l'envie lui prendrait de retourner au Vietnam. L'autre, âgé de près de soixante-dix-neuf ans, s'est enfoncé dans le silence de la défaite et serait sans doute autorisé à terminer ses jours à Saïgon, rebaptisée entretiens Ho-Chi-Minh-Ville, si jamais il en faisait la demande.

Alors que le Vietnam vient de célébrer, le 30 avril, le vingtième anniversaire de la chute de Saïgon,

le constat s'impose : les acteurs de l'histoire n'en suivent pas toujours tous les détours, à moins que ce ne soit l'inverse. Aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans, Nguyen Thi Binh, la célèbre M^{me} Binh qui, en tant que ministre des affaires étrangères du GRP (gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud, 1969-1976), avait cosigné, en janvier 1973, à Paris, un accord de paix sans lendemain, a suivi une carrière classique au sein du PC et occupe, depuis 1992, la vice-présidence de la République socialiste du Vietnam. En revanche, une autre femme connue du GRP, elle en était la ministre de la santé, le docteur Duong Quynh Hoa, a démissionné du PC vietnamien en 1979 et, infatigable, continue de diriger le principal hôpital pédiatrique de Saïgon tout en réclamant, avec un franc-parler qui agace les autorités, « la liberté d'expression, la justice sociale, la tolérance et le respect des droits de l'homme ».

MONUMENT VIVANT

Les célébrations offrent aussi à un monument vivant de l'histoire nationale, le général Vo Nguyen Giap, apparemment en pleine forme à la veille de son quatre-

vingt-cinquième anniversaire, l'occasion de faire des apparitions publiques. Mais le vainqueur de Dien-Bien-Phu et le stratège de la campagne de 1975 a perdu toute fonction officielle : après avoir abandonné le commandement en chef de l'armée populaire en 1976, il a quitté le ministère de la défense en 1980. Il a été limogé du bureau politique du PC en 1982 et du comité central en 1991.

Le pilote de l'armée de l'air du Sud qui, après avoir changé de camp, avait lâché, le 8 avril 1975, quatre bombes de deux cent-vingt-sept kilogrammes chacune sur le Palais de l'indépendance à Saïgon et qui, vingt jours plus tard, avait conduit un raid de la chasse communiste sur l'aéroport de Tan-Son-Nhat, est aujourd'hui commandant de bord à Vietnam Airlines. « Je voulais que ce pays retrouve la paix. Peut-être que dans cinquante ou soixante ans, l'histoire dira que l'action d'un homme a été juste ou non. Aujourd'hui, je n'en suis pas sûr », a récemment déclaré Nguyen Thanh Trung, âgé de quarante-huit ans. La prise de Tan-Son-Nhat, dès le 29 avril, avait en effet entraîné les Américains à évacuer leurs derniers ressortissants ou protégés à l'aide

d'une fameuse noria d'hélicoptères qui se sont posés, à tour de rôle, sur le toit de leur ambassade à Saïgon.

Un autre pilote de chasse de l'armée du Sud, formé par les Français à Marrakech, ne fait plus guère parler de lui alors que, en 1965, l'une de ses premières décisions en tant que premier ministre avait été de rompre les relations diplomatiques avec Paris. « Qui est Ky ? », avait alors rétorqué de Gaulle.

« DÉTERIORATION DES VALEURS »

L'intéressé, le vice-maréchal de l'air Nguyen Cao Ky, s'est enfui avant la reddition de Saïgon et mène, à soixante-cinq ans, un train de vie modeste en Californie, alors que son principal rival politique, le général Nguyen Van Thieu, qui s'est révélé fort piètre stratège militaire en 1975, a dû démissionner de la présidence et s'enfuir, le 25 avril, à Taïwan. Aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, cet ancien président (1965-1975) du Sud vivrait en Amérique du Nord après avoir séjourné à l'abri des regards indiscrets dans la banlieue de Londres.

L'un des dix survivants sur cinquante d'une glorieuse unité

communiste, la vingt-septième brigade de la jeunesse, qui a participé à la prise de Tan-Son-Nhat, le 29 avril 1975, est devenu l'un des chefs de file de la littérature vietnamienne avec son premier roman, *Le Chagrin de la Guerre*, traduit en français en 1994 (Editions Piquet). Âgé de soixante-cinq ans, Trinh Thi Ngo, que les soldats américains avaient surnommé « Hanol Hamam », car elle tentait, sur les ondes de Radio-Hanoi, de les convaincre de renoncer au combat, s'est retirée en 1976 à Ho-Chi-Minh-Ville.

Dans la grande métropole méridionale, le Palais de l'indépendance est devenu, en 1976, celui de la réunification. A deux pas de là, la porte ouverte dans un mur mitoyen, qui permettait en 1975 aux ambassadeurs français et américains de communiquer à l'insu des autorités, a été obstruée. L'ambassade de France est redevenue un consulat général, et le gouvernement américain s'approprie à reprendre possession de son ancienne chancellerie.

En 1975, Nguyen Van Linh était l'adjoint de Pham Hung à la tête de ce que les Américains appelaient COSVN, l'organe communiste chargé de la lutte politique

Jean-Claude Pomonti

Les Hutus rwandais tentent un périlleux retour au village

Les réfugiés qui ont retrouvé leur maison et échappé aux actes de vengeance craignent toujours de devoir repartir sur les routes de l'exode

Après avoir fui le massacre du camp de Kibeho - qui a fait, le 22 avril, plusieurs milliers de morts -, quatorze Hutus ont été tués, jeudi 27 avril, à leur retour dans leur village, près de Butare, dans le sud-ouest du Rwanda.

Ils ont été accusés par leurs voisins d'avoir participé au génocide de l'an dernier. D'autre part, environ 500 personnes ont manifesté, lundi 1^{er} mai, à Kigali contre la présence étrangère au Rwanda et la manière

dont la communauté internationale a intervenu lors des événements de Kibeho, faisant porter l'essentiel de la responsabilité du massacre sur l'Armée patriotique rwandaise (APR). Armée à laquelle les militaires de la

Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) ont reproché, lundi 1^{er} mai, de déterrer et de dissimuler les corps de victimes du camp de Kibeho, où demeurent encore plus d'un millier de Hutus.

NGENDA

Pieds nus, en baillons, les « déplacés » sautent des camions de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Hébétés, après trois heures de voyage sur des pistes cahoteuses, ils cignent des yeux, surpris par la lumière crue d'un soleil implacable, incongru en pleine saison des pluies.

D'instinct - ou par habitude -, ils s'alignent spontanément à la queue d'une file déjà longue. Sur un immense terrain vague, en contrebas de la mairie de Ngenda, dernière commune de la Bugesera avant la frontière burundaise, le HCR a dressé quatre vastes tentes bleues. Tous les nouveaux arrivants sont recensés.

UN Avenir incertain

Ils quittent la tente, une feuille de papier à la main portant le nom de chaque membre de la famille. Document indispensable pour recevoir le minimum nécessaire à leur réinstallation, fourni par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : couvertures, bâches de plastique, marmittes, huile, haricots, farine de maïs, etc. C'est le bout de la route. La fin

d'un long exil intérieur. Ils viennent tous des camps de « déplacés » installés dans le sud-ouest du pays, dans l'ancienne « zone humanitaire sûre », créée par les militaires français de l'opération « Turquoise », en juillet 1994. Ils avaient fui l'avancée du

chez eux, contre leur gré, très inquiets. Les nouvelles autorités rwandaises les ont contraints à quitter les camps, en utilisant l'intimidation, puis la force, en faisant donner l'armée à Kibeho. Plusieurs milliers ont été tués. Deux mille se sont retranchés

tal psychiatrique de Ndera, à quelques kilomètres de Kigali. Deux mille quatre cents personnes sont arrivées à Ngenda, samedi 29 avril. Les derniers à rentrer ont quitté Ndera, dimanche. Exténués par plusieurs jours de jeûne, ils partent à pieds, baluchon sur la tête, vers un avenir incertain. Un grand nombre d'habitants ont été détruits, d'autres sont occupés par d'anciens exilés tutsis récemment rentrés d'Ouganda ou du Burundi. Les « revenants » ne savent pas ce qui les attend.

LE TOUR DU PROPRIÉTAIRE

Après 7 kilomètres de marche, à travers les bananeraies, Cassien Ngendahayo et les sept membres de sa famille qui l'accompagnent, peuvent enfin souffler, soulagés. La mesure qu'ils habitaient est toujours debout. Elle est vide. Tout a disparu. La porte et les volets ont été arrachés.

Paquets posés, Cassien fait le tour du « propriétaire ». La bananeraie est à l'abandon, et le reste de son lopin de terre est en friche. Par petits groupes, des voisins s'approchent. Pas d'effusion, mais des salutations polies. Ils échangent des nouvelles, comme

Battus et lapidés

Cassien aurait pu être dénoncé, comme deux mille autres « déplacés », la semaine dernière. Cent vingt-six d'entre eux ont été arrêtés à Ngenda, montrés du doigt par leurs anciens voisins, qui les accusent - à tort ou à raison - d'avoir participé au génocide. Ils sont entassés, torse et pieds nus, sous une tente fournaie par le HCR. « Ce sont des génocidaires, on va les transférer dans les prisons », affirme Jean-Bosco Sagahutu, l'adjoint du bourgmestre.

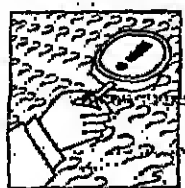
Cassien aurait pu être tué, comme l'ont été, jeudi, ces quatorze « déplacés » qui rentraient chez eux, à Hinye, une commune située au nord de Butare, battus et lapidés par des villageois revanchards. Une centaine de personnes ont été tuées, au cours des dix derniers jours, sur la route du retour.

Front patriotique rwandais (FPR), craignant des représailles généralisées après le génocide qui a fait plus de cinq cent mille morts dans la minorité tutsie et chez les Hutus opposés au régime du président Juvenal Habyarimana, assassiné le 6 avril 1994, ils recroient

dans les bâtiments d'une école. Les autres se sont jetés sur les pistes et les routes, étroitement surveillés par les soldats de l'APR. La plupart ont passé quelques jours dans le stade de Butare avant d'être dirigés sur un centre de transit installé derrière l'hôpi-

La trompeuse politique du « chacun chez soi »

LES IDÉES SIMPLES ont souvent pour elles d'être, à première vue, séduisantes. De retour du Burundi et du Rwanda, George Moose, secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, a confié à l'AFP, mardi 28 avril, à Nairobi, que les Etats-



Unis étudiaient le concept d'un « Hutuland » et d'un « Tutsiland », « comme de nombreux autres pays ». Le département d'Etat et l'auteur de ces propos ont eu beau démentir, le président kényan Daniel arap Moi y a fait aussitôt écho, évoquant la possibilité « d'insérer tous les Hutus au Burundi et tous les Tutsis au Rwanda, ou vice versa », et ce « afin de mettre fin au bain de sang dans la région ».

Il est vrai que la violence endémique qui sévit dans ces deux anciennes colonies belges, et qui, l'an dernier, au Rwanda, a pris l'allure d'un véritable génocide, incite à chercher des remèdes drastiques, à traiter le mal à sa racine. En désespoir de cause, d'aucuns en viennent donc à assimiler la vie d'un pays à une vie de couple, et, pour mettre un terme à d'incessantes et monumentales « scènes de ménage », à prôner une séparation de corps, voire un divorce en bonne et due forme.

Ce siècle finissant est riche de tentatives - souvent vaines - qui visaient à gommer les contraintes imposées par l'histoire et la géographie et, pour ce faire, à dresser des frontières, à en recréer certaines, à en ressusciter d'autres. Au nom d'une politique du « chacun chez soi » qui, en Afrique d'avant-guerre, sur le reste de la planète, s'accommodait mal de frontières héritées de la colonisation, tracées sans référence aux lignes de fracture ethniques.

SURPOPULATION

En Afrique du Sud, cette politique a eu un nom - le « développement séparé » - et des points d'ancrage - les bantoustans. Son échec patent a conduit la minorité blanche à déclarer forfait et à remettre le pouvoir à la majorité noire, qui s'est promise de bâtir un pays « démocratique, non racialement divisé ». Pour l'heure, les compatriotes de Nelson Mandela paraissent s'en porter mieux.

Pourquoi ce qui est peut-être en passe de réussir au côté de Pretoria ne pourrait-il être valable du côté de Kigali et de Bujumbura ? De trop forts atavismes ethniques empêcheraient-ils donc Hutus et Tutsis de cohabiter paisiblement ?

Certes, en temps de crise, le réflexe identitaire, dûment exploité, resurgit. Après l'indépendance, le pouvoir a, en effet, hérité de cette vieille manie coloniale qui consistait à jouer les uns contre les autres au point de nourrir des sentiments de frustration et de provoquer des explosions de haine. Pourtant, au quotidien, Hutus et Tutsis ont appris, par la force des choses, à vivre en bonne intelligence, mêlant leur sang et partageant une même langue, une même culture et une même religion. Il n'empêche que la surpopulation de ces mini-pays que sont le Rwanda et le Burundi - dont le nombre d'habitants au kilomètre carré est comparable à celui de la Belgique - a singulièrement durci la compétition pour le contrôle des terres de culture et de pâturage.

ESPRIT DE REVANCHE

Cette compétition économique est d'autant plus vive que Hutus et Tutsis, réfugiés de longue date dans les pays voisins, n'entendent pas être tenus à l'écart d'une éventuelle redistribution des cartes et revendiquent, plus que jamais, le droit de regagner leurs collines. Ainsi, au Rwanda, beaucoup de Tutsis, de retour d'exil, ont-ils occupé des terres précieusement abandonnées par leurs « frères » hutus, qui attendent, au Zaïre, des jours meilleurs pour rentrer chez eux. Inévitablement, cette chasse-croisée dans un pays qui affiche le complet... C'est donc d'abord en termes économiques que se pose ce drame humain, recouvre souvent des clivages ethniques. Dans l'hypothèse d'un « divorce » dont les extrémistes des deux bords se sont faits les héritiers, les Hutus - qui composent environ 85 % de la population tant au Rwanda qu'au Burundi - ne devraient-ils pas être rassemblés dans les deux pays à la fois pour vivre à leur aise ? Quel sort faudrait-il réserver à la minorité tutsie, qui détient la réalité du pouvoir à Kigali et à Bujumbura ? Convendrait-il d'installer les familles mixtes dans une zone tampon ?

Le vent de la démocratie, qui n'a pas épargné Kigali et Bujumbura, où le pouvoir est désormais censé représenter la diversité sociologique du pays, n'a pourtant pas encore réussi à chasser les réflexes ethniques de la tête des puissants du moment et de leurs adversaires. Le patriotisme de l'armée, qui, aujourd'hui, au Rwanda comme au Burundi, fait la pluie et le beau temps, se réduit, pour l'heure, à la défense prioritaire du clan qui majoritairement

remont la composité : celui des Tutsis. Dans ce contexte-là, il y a toujours une revanche à prendre, inscrite dans la tête des uns ou des autres. Revanche qui alimente la peur de ceux qui s'accrochent au pouvoir et justifie la tentation totalitaire, à laquelle ils ont du mal à ne pas succomber. Les partisans d'une démocratie moderne, qui refusent d'inscrire leur action dans cette logique tribaliste, s'exclament du jeu politique. Lors du génocide rwandais, les Hutus mo-

dérés ont même payé de leur vie cette audace. Hutus et Tutsis sont victimes d'enjeux de pouvoir qui les dépassent et qui les ont jetés dans des guerres fratricides. Ils ne gagneraient rien, pour régler leurs différends, à « faire chambre à part ». Et une Afrique ainsi peu à peu tribalisée et balkanisée ne trouverait pas - loin s'en faut - la paix nécessaire à son développement.

Jacques de Barrin

Frédéric Fritscher

Les écoles kabyles n'ont retrouvé qu'une partie de leurs élèves après le boycottage

MOINS DE LA MOITIÉ des écoliers et étudiants berbères auraient repris les cours, en début de semaine, après huit mois de grève scolaire en Kabylie, selon la radio d'Etat algérienne. La fin du boycottage des écoles, décidée après un accord passé avec le gouvernement, a profondément divisé le Mouvement culturel berbère (MCB), qui réclame la reconnaissance du tamazigh (berbère) comme langue nationale et officielle (Le Monde du 29 avril). Les deux tendances rivales du MCB, la Coordination nationale (RCD) et les Commissions nationales (FFS), donnent des indications contradictoires sur la reprise des cours.

De plus, Belaid Abdesslam, ancien premier ministre, a demandé au pouvoir et à l'ex-Front islamique du salut (FIS) de modérer leurs positions pour mettre fin à une « logique de massacres ». Dans une interview publiée, dimanche 30 avril, par le quotidien algérien l'Opinion, il estime que l'élection présidentielle, prévue avant la fin de l'année, devrait être précédée d'un « accord entre le pouvoir et la mouvance islamiste, le FIS et ceux qui évoluent derrière lui », concrétisé par une « trêve de deux à trois mois ». M. Abdesslam avait remplacé Sid Ahmed Ghazali à la tête du gouvernement, fin 1992, avant de céder son poste, moins d'une année plus tard, à Redha Malek. Depuis son éviction, il s'était fait remarquer par son discrét et n'avait pris part, publiquement, ni pour les thèses du « tout sécuritaire », défendues par les militaires, ni pour celles avancées par l'ex-parti unique, le Front de libération nationale (FLN). Ce dernier et les autres partis signataires de l'accord de Rome, en janvier, réclament la participation de l'ex-FIS aux négociations avec le pouvoir et s'opposent au projet du président Zeroual d'organiser un scrutin présidentiel avant l'arrêt des violences.

e iranien

a molans

ens pour Teheran

vietnamiens



Barrick Gold Corporation:
Bénéfice et cash flow records pour la neuvième année consécutive

Pour la neuvième année consécutive, Barrick a annoncé des bénéfices et un cash flow records au 31 décembre 1994, grâce à une croissance soutenue de sa production et une acquisition majeure. Barrick a enregistré d'excellents résultats au premier trimestre 1995, avec une production, des bénéfices et un cash flow supérieurs à période comparable en 1994.

« Une production record allée de faibles coûts d'exploitation et à un système efficace de couverture contre les fluctuations des cours de l'or ont permis à Barrick de devenir la société aurifère la plus rentable au monde en 1994 », a déclaré le Président-Directeur Général, Robert M. Smith.

Barrick est désormais présent sur trois des plus riches ceintures aurifères en Amérique du Nord et du Sud : le Carlin Trend, au Nevada, El Indio Belt, au Chili, et le Cadillac Break, au Québec. Grâce à ses onze sites d'exploitation, Barrick Gold détient les plus grandes réserves d'or des Amériques.

	Exercice terminé les 31 décembre		% variation
	1994	1993	
Production d'or (en milliers d'onces)	2 326	1 632	42
Réserves d'or (en milliers d'onces)	44 031	30 648	44
Bénéfice net (en millions de dollars US)	250,5	213,4	17
Cash flow d'exploitation (en millions de dollars US)	375,7	317,0	19
Bénéfice net par action (en dollars US)	0,80	0,74	
Cash flow d'exploitation par action (en dollars US)	1,22	1,11	

LE RAPPORT ANNUEL 1994 EST DISPONIBLE SUR DEMANDE ÉCRITE AUPRÈS DU CRÉDIT LYONNAIS - DIRECTION DES MARCHÉS D' ACTIONS - SECTEUR DOCUMENTATION - 19, BOULEVARD DES ITALIENS, 75002 PARIS.

حکومت من الاصل

4 / LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995

INTERNATIONAL

Le procès des assassins du juge anti-Mafia Giovanni Falcone s'est ouvert en Sicile

Le « parrain » Toto Riina et quarante coaccusés sont jugés après une enquête exemplaire

Trois ans presque jour pour jour après l'assassinat du juge Giovanni Falcone, s'est ouvert mardi 2 mai à Caltanissetta, en Sicile, le procès des

commanditaires et des exécutants de l'attentat où périrent le juge, sa femme et trois gardes. Le « parrain » Salvatore (Toto) Riina et quarante

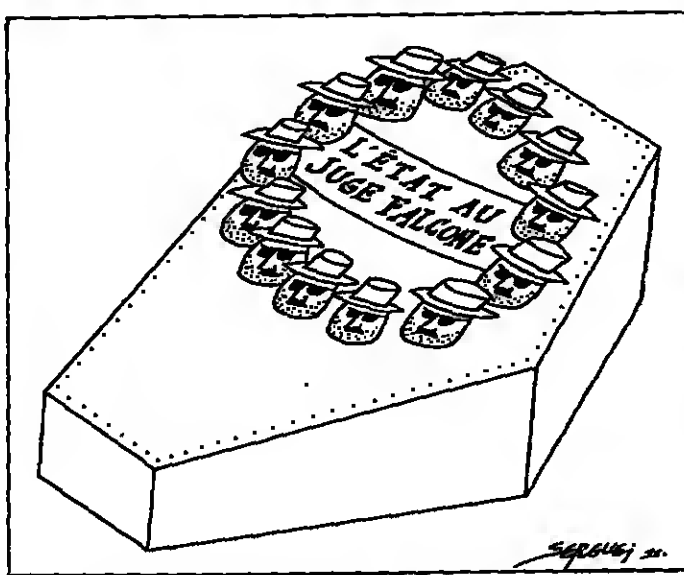
coaccusés mafieux comparaissent au terme d'une instruction où tous les représentants de l'Etat ont, pour une fois, travaillé main dans la main.

CALTANISSETTA (Sicile)
de notre envoyé spécial

C'était le 23 mai 1992, au sortir d'une course, sur l'autoroute A29 qui, le long de la mer, mène de l'aéroport de Punta Raisi à Palermo, peu avant Capaci : à 17 heures, 56 minutes et 49 secondes très exactement, l'Institut national de géophysique enregistrerait le signal d'une onde de choc gigantesque. Cinq cent-cinquante kilos d'explosifs puissants, dont du TNT et de la nitroglycérine, cachés dans une conduite d'eau souterraine et activés à distance, venaient de sauter. Dans l'immense cratère, sous les tôles tordues à demi enterrées par les gravats, le juge anti-mafia le plus célèbre d'Italie, Giovanni Falcone, sa femme, Francesca Morvillo, et trois hommes de l'escorte venaient de mourir.

Et, tandis que le pays tout entier, frappé de stupeur, était rivé sur ses écrans de télévision, quelque part dans Palermo, autour de Salvatore (Toto) Riina, le « parrain des parrains », l'état-major de la « coupole » mafieuse, sûr de son impunité, arrosait au champagne sa victoire sur celui qu'elle avait condamné à mort depuis dix ans : ce juge Falcone, sicilien lui aussi, qui avait su si bien lever un coin du voile sur ses activités, deviner sa structure et, plus impardonnable encore, rendre possible le « maxi-probe » où nombre de chefs mafieux avaient été condamnés.

Un nouveau « crime exquis », comme on dit en Sicile, qui allait rester impuni ? Non, car ce mardi 2 mai 1995, trois ans, presque jour pour jour, après l'attentat, s'est ouvert dans Caltanissetta, mise en état de siège par les forces de sécurité, le procès des assassins de Giovanni Falcone, symbole de la revanche de l'Etat. Un tour de force en tout cas, en si peu de temps, car, comme l'explique avec une satis-



faction compréhensible le procureur de Caltanissetta, Giovanni Tinbera : « C'est un tournant : justice, forces de police spéciales, tout le monde o travaillait comme jamais, moi dans la main. Exécutants et commanditaires de l'attentat, tous ont été identifiés, et pour la première fois, il y aura sur le banc des accusés tous les personnages importants de la « coupole » provinciale et régionale de Cosa Nostra. Du jamais vu. »

PREUVES ACCABANTES

En tout, quarante et un inculpés, dont trente-deux sont détenus et neuf « en cavale ». Parmi les voyageurs commanditaires de l'attentat, sous les verrous : Toto Riina, bien sûr, dit « la Belta » la « bête fauve », soixante-sept ans, capturé le 15 janvier 1993 après vingt-quatre ans de clandestinité et qui, pendant le procès, sera placé dans une « cage » de fer isolée. A ses côtés devraient comparaître les hommes du commando, dont Sal-

vatore Biondino, quarante et un ans, l'organisateur, chauffeur et homme de confiance de Riina, arrêté en même temps que lui ; Pietro Rampulla, quarante-deux ans, l'artificier ; ou encore Giusto Sciarabba, soixante-deux ans, le « mouchard » qui épia le départ du juge Falcone de Rome pour la Sicile. Une « distribution » à laquelle ont participé les plus grandes « familles » de la mafia, mais où manquent encore trois personnages-clés, toujours recherchés : Leoluca Bagarella, beau-frère de Riina, qui avait effectué la « répétition générale » avant l'attentat ; Bernardo Provenzano, donné comme le successeur de Riina à la tête de la « coupole », et enfin Giovanni Brusca, trente-sept ans, qui a appuyé sur le déclencheur.

En savoir plus n'a pas été facile : « Pour l'attentat contre Paolo Borsellino, l'autre juge anti-mafia tué en 1992, dont le procès des assassins est également en cours, explique encore

le procureur Tinbera, nous sommes partis d'un petit morceau calciné de moteur de voiture : pour Falcone, nous n'avions pratiquement rien au départ. » Retracer chaque minute de cet attentat, dont le récit, dans les enquêtes, se fit comme un roman noir, a nécessité un travail de fourmi. Grâce à l'acharnement, entre autres, du juge Ilda Boccassini (aujourd'hui transférée à Palermo), les éléments vont se mettre en place. Un sac en papier, des mégots oubliés sur la colline qui domine l'autoroute par les tuteurs qui attendaient le passage de Falcone, un morceau de câble métallique : avec ces simples indices, il faudra tout reconstruire. L'appui du ROS (service spécial des carabinieri) sera fondamental, comme plus tard celui de la police criminelle et scientifique, et même du FBI américain. L'examen de l'ADN sur les mégots des tuteurs permettra même de pousser l'un d'eux, identifié ainsi, Santino Di Matteo, à parler ; plus tard, le boss Salvatore Cancemi et l'exécutant Giocchino La Barbera collaboreront à leur tour : les preuves, comme fois, sont accablantes.

Est-ce le point final de l'enquête ? A l'heure où les nouveaux « repentis » de la mafia élaient d'un jour nouveau les liens de Cosa Nostra avec certains milieux politiques et les services secrets, la question reste ouverte : et s'il y avait « d'autres » commanditaires du meurtre de Giovanni Falcone ? Déjà sa sœur, Maria Falcone, a déclaré : « Ce procès n'est qu'un premier pas ; il faut aller au-delà du niveau « militaire » de l'attentat. » C'est une piste que nous entendons suivre, répond le procureur Tinbera : après tout, d'après le « repentis » Cancemi, Toto Riina ne s'était-il pas vanté pour l'attentat d'avoir le feu vert de hautes personnalités ?

Marie-Claude Decamps

Le chauffeur rescapé se plaint d'être abandonné par l'Etat

PALERME
de notre envoyé spécial

Jeans et blouson de toile verte, rien ne distingue Giuseppe Costanza, quarante-huit ans, des autres clients de ce café de Palermo. Rien, sauf cette cicatrice en demi-lune sur le front, une certaine lenteur pour s'exprimer, due à une fracture de la mâchoire, et surtout l'histoire qu'il raconte. Celle d'un « survivant » de l'attentat du 23 mai 1992, qui estime être la double victime « de la Mafia et de l'Etat ». Car, chauffeur attitré du juge Giovanni Falcone depuis huit ans, Giuseppe a été le seul survivant de la Fiat Croma blindée dans laquelle le juge et sa femme ont trouvé la mort, lors de l'attentat du 23 mai 1992.

« Falcone a voulu conduire, raconte-t-il, pour être à côté de sa femme qui, malade en voiture, préférait rester devant. Moi j'étais à l'arrière. Si j'avais conduit, nous serions tous morts, car allant plus vite que lui, au lieu d'être sur le côté du cratère de la bombe nous au-

riens étés en plein milieu. » De l'attentat, Giuseppe ne se souvient de rien, sinon de cette dernière image du juge qui, après avoir imprudemment fait couper le contact à pleine vitesse, se tourne vers lui et lui dit, souriant : « Pardon Giuseppe, je n'ai pas fait attention. » Et lui de répondre : « Dottore, si vous continuez, on va se tuer. » L'instant d'après, c'était l'explosion. Les 550 kilos d'explosifs, Giuseppe ne se souvient pas de leur nombre, mais il se souvient que plusieurs jours plus tard à l'hôpital, où le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, dispense promesses et reconfort d'usage à son chef.

C'est alors qu'a commencé la seconde vie de Giuseppe Costanza. De toute façon, la première était enterrée : il lui en reste des peurs insaisissables, sans image, la nuit et une invalidité à 54 %. Déclaré inapte à la conduite, il voulait au moins s'occuper de la maintenance du parc automobile du Palais de justice : rien à faire. Au point que l'armée dernière,

pour l'universitaire de l'attentat, il s'est enchaîné aux grilles du tribunal, expliquant qu'il était « payé seulement pour pointer, abandonné, sans statut ». Plus, ajoute-t-il, le ministère de la Justice l'a envoyé passer un concours de dactylo : « J'ai rendu fouille blanche ; sur le clavier de la machine, j'ai griblé la photo de Falcone et celle de moi avec Scalfaro à l'hôpital et personne n'a rien dit. »

La Mafia ? Giuseppe ne s'en préoccupe pas outre mesure : « En cas d'attentat, j'aurais pris une assurance. Seulement, pour que ma famille touche l'argent, il m'aurait fallu mourir ; survivre n'est pas prévu. » Quant au « boss », Toto Riina, cerveau de l'attentat, Giuseppe l'a vu un jour de procès : « Il avait l'air d'un brave père de famille. Nous avons échangé un regard, mais même lui qui a failli me tuer ne savait pas qui j'étais. Personne ne sait jamais qui j'étais. »

M.-C.D.

Les blocs commerciaux n'entravent pas les échanges mondiaux, selon l'OMC

Nouvelles menaces américaines de sanctions contre le Japon dans le différend automobile

DANS LA PREMIÈRE déclaration qu'il a faite en tant que directeur général de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), M. Renato Ruggiero - qui a pris ses fonctions lundi 1^{er} mai - a demandé aux États-Unis et au Japon de résoudre leur différend automobile « immédiatement ou le plus vite possible ». Après l'échec de leurs négociations, la semaine dernière, les deux pays se sont retrouvés lundi pour trois jours à Vancouver. M. Kantor, le représentant américain pour le commerce, a menacé les Japonais de sanctions commerciales si les négociations d'aboutissement pas, tandis que Tokyo déclarait qu'il porterait le dossier devant l'OMC.

Au moment où les relations commerciales se tendent entre pays industrialisés et où la tendance est à la multiplication des zones de libre-échange (la Commission de Bruxelles songe même à une zone UE - États-Unis), un rapport publié par l'OMC vient opportunément absoudre ces blocs commerciaux dont on craignait les effets nocifs sur le commerce international.

« Les initiatives d'intégration ré-

gionale et multilatérale sont complémentaires plutôt que concurrentes dans la poursuite des échanges », écrit l'OMC, qui a succédé au GATT. C'est grâce au libre-échange que ces ensembles existent, car « c'est le système commercial multilatéral - dont la portée est mondiale - qui a jeté les fondements juridiques d'un commerce plus ouvert. Les accords d'intégration régionale servent à renforcer les relations avec les pays voisins. »

L'EXCEPTION EUROPÉENNE

Le rapport nie l'existence de « blocs » commerciaux centrés en Amérique du Nord, en Europe occidentale et en Asie-Pacifique, de même qu'il rejette l'idée d'une régionalisation croissante du commerce mondial. L'OMC estime que les participants aux accords régionaux prennent des engagements à l'égard de leurs partenaires plus contraignants que les règles communes, et libéralisent donc plus vite leur commerce extérieur. A l'inverse, l'OMC complète les règles applicables à l'échelle régionale dans certains domaines, comme la propriété intellectuelle.

Entre 1990 et 1994, trente-trois accords d'intégration régionale ont été signés et notifiés au GATT, l'Aléna, accord de libre-échange nord-américain, étant le plus connu. Actuellement, parmi les quelque cent vingt membres de l'OMC, seuls Hongkong et le Japon ne font pas partie d'accords d'intégration régionale. Mais cette exception risque de disparaître si l'APÉC (Coopération économique Asie-Pacifique), pour l'instant simple forum, devient une véritable zone de libre-échange. On comprend l'importance qu'il y a pour l'OMC à « gérer » les blocs commerciaux et leur appartenance commune à l'économie mondiale. Ses experts proposent donc, entre autres, de « moderniser » l'article XXIV des dispositions du GATT, repris par l'OMC.

Selon cet article, les accords établissant les unions douanières et les zones de libre-échange sont une exception autorisée au principe de non-discrimination, mais doivent « avoir pour objet de faciliter le commerce entre les territoires constitués, et non d'opposer des obstacles ou commerce d'autres parties

contractantes [d'autres membres du GATT] avec ces territoires ». En particulier, les tarifs extérieurs communs des unions douanières ne doivent pas être plus élevés que les droits de douane imposés par les pays membres avant la constitution de l'union. L'OMC envisage également de développer une activité de surveillance des zones régionales, qui permettrait aux pays membres de débattre de leur double appartenance : à un système multilatéral d'un côté, à un accord régional de l'autre. Les projets d'accords régionaux pourraient être examinés avant leur signature définitive. Le rapport sur le régionalisme insiste sur « l'exception européenne », qui fait de l'UE la seule union douanière membre en son nom de l'Organisation. Il rappelle que, malgré la forte poussée des ventes intra-communautaires (de 53 % du total en 1958 à 70 % en 1993), le poids des échanges avec les autres régions du monde n'a pratiquement pas diminué au cours de cette période.

F.L.

Le service militaire russe passe à deux ans

MALGRÉ LES MANIFESTATIONS DE JEUNES, notamment d'étudiants, le président russe Boris Eltsine, dont l'armée est embourbée en Tchétchénie, a annoncé, dimanche 30 avril, la signature d'un texte, adopté en catimini par les députés, qui fait passer le service militaire d'un an et demi à deux ans et supprime la plupart des dispenses pour les étudiants. Alors que près de la moitié des conscrits ne répondent pas à l'appel, Boris Eltsine a justifié cette mesure par des raisons « de sécurité de l'Etat », la nécessité de trouver des officiers pour « assurer une copacité élevée des forces armées, réformer l'armée et renforcer la discipline. »

Les étudiants, qui étaient généralement dispensés de service à condition de suivre des cours sur la défense, devront accomplir un service militaire, sauf ceux qui sont en thèse de troisième cycle ou qui se destinent au service de l'Etat. Le ministre russe de la Défense a assuré que les conscrits ne serviraient pas « dans des zones de fortes tensions », mais beaucoup d'appelés ont déjà été envoyés en Tchétchénie. (Car- resp.)

EUROPE

■ RUSSIE : un train transportant trente-cinq tonnes de pétrole brut a pris feu après être entré en collision, dimanche 30 avril, avec une petite locomotive près de la ville sibérienne de Tchita, causant la mort de trois personnes. (Nar-Tuss.)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : la police fédérale américaine (FBI), enquêtant sur l'attentat d'Oklahoma City, a publié, lundi 1^{er} mai, un nouveau portrait-robot du suspect connu comme « Monsieur X numéro deux ». Il est montré de profil, une casquette sur la tête : « Musclé », il « pourrait être hétérophile », a indiqué au cours d'une conférence de presse un agent du FBI spécialement chargé de l'enquête sur l'attentat, qui, selon un nouveau bilan provisoire, a fait 136 morts et 49 disparus. (AFP)

■ CANADA : le premier ministre canadien Jean Chrétien a ironisé, dimanche 30 avril, sur les « séparatistes québécois » et leur décision récente de reporter à l'automne le référendum sur la souveraineté de la province francophone. Dans un discours devant les membres de la section québécoise du Parti libéral du Canada, M. Chrétien s'est dit « fatigué » de devoir parler de « constitution et de séparation ». (AFP)

■ BOLIVIE : la Confédération générale du travail (COB) a mis fin, samedi 29 avril, à une grève générale lancée un mois plus tôt pour appuyer les revendications des enseignants. Un accord est intervenu pour la libération de plusieurs syndicalistes emprisonnés. Le gouvernement étudie par ailleurs la levée de l'état de siège décrété le 18 avril. (Reuters)

ASIE

■ CORÉE DU SUD : cinq personnes ont été arrêtées et dix autres interrogées, dimanche 30 avril et lundi 1^{er} mai, après l'explosion accidentelle du 28 avril sur le chantier de Teagu, qui a fait, selon un dernier bilan officiel, 100 morts, 190 blessés et 3 disparus. Ces suspects et ces témoins appartiennent à deux sociétés de travaux publics et à une compagnie de distribution de gaz. (AFP)

■ KAZAKHSTAN : le président Noursoultan Nazarbaev voit son mandat présidentiel prolongé jusqu'à l'an 2000 à l'issue d'un référendum approuvé à 95,4 % par la population, samedi 29 avril. Le président du Kazakhstan a laissé entendre qu'il pourrait encore recourir à ce type de consultation. (AFP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : un projet de construction de 2.500 logements juifs à Jérusalem-Est a été approuvé par le gouvernement. Selon le maire Ehud Olmert, « 30 % des terres qui vont servir à la construction ont été confiées aux Arabes et 70 % à des juifs ». (AFP)

AFRIQUE

■ AFRIQUE DU SUD : le président Nelson Mandela a dit quitter précipitamment, dans une voiture blindée de la police, la cité noire d'Umlazi, où il prononçait, lundi 1^{er} mai, un discours. De violents incidents ont éclaté entre ses partisans et ceux du parti nationaliste zoulou Inkatha. Six personnes ont été blessées. (AFP)

L'industrie allemande supprimera des emplois jusqu'en 1999

L'INDUSTRIE ALLEMANDE table sur une diminution continue de ses emplois au cours des cinq prochaines années en Allemagne. Selon les résultats d'une enquête de l'Institut économique IFO, publiée lundi 1^{er} mai à Munich, la baisse devra atteindre 3 % en 1995, après 6 % en 1994. Entre 1996 et 1999, elle se situera en moyenne à 2,5 %. En revanche, le nombre des salariés des entreprises allemandes à l'étranger devrait augmenter. IFO prévoit ainsi, dans les cinq prochaines années, une augmentation de la productivité de 5,2 %. Après une poussée des investissements en 1995, une augmentation plus faible est attendue dans les quatre prochaines années, avec un renforcement des investissements à l'étranger. A l'occasion du 1^{er} mai, les syndicats allemands ont réaffirmé, pour lutter contre le chômage, leur revendication d'une baisse du temps de travail à salaire égal, défendant l'introduction de la semaine de quatre jours. Ces revendications ont été rejetées par le ministre (libéral) de l'Économie, Günter Rexrodt. (AFP)

RAFAL
Reussir
AVANT LE BAC
TERMINALE ES
Révision BAC
Toutes matières, toutes séries
SÉRIE - VISA
APRÈS LE BAC
HSC - SCIENCES-PO
Stages intensifs et Classes préparatoires
MATH SUP et SPE
Stages intensifs et Math Spé P
MEDICINE-PHARMACIE
Pré-rentre et soutien annuel
DROIT - Sciences ECO
Pré-rentre et soutien annuel
INGÉNIEUR-ARCHITECTURE
HSC - ESCP / ESSEC
SCIENCES-PO/OTPA
MEILLEURS RESULTATS
NATIONAUX
ipesup prepaup
43 25 63 30 3515 IPESUP

ECOLE EUROPEENNE DES TRANSPORTS
Formations supérieures
Transport et Logistique :
DIPLOME BAC + 3 homologues
MASTER en formation continue
3 av. P. Doumer-92500 Rueil
(1) 47 49 49 99
(autre site à LYON en Sept-95)

L'armée croate lance une offensive contre les Serbes sécessionnistes

Alors que le cessez-le-feu signé il y a quatre mois a expiré en Bosnie, la Croatie menace de s'embraser. Le Conseil de sécurité de l'ONU demande à Zagreb de cesser immédiatement ses attaques contre les milices de la « République » de Krajina

Au moment où la trêve signée il y a quatre mois expirait dans la Bosnie voisine, le 1^{er} mai, l'armée croate enfonçait d'une vingtaine de kilomètres les lignes des milices serbes indépendantistes de

Krajina, dans la région de Pakrac, pour dégager une portion d'autoroute reliant l'est à l'ouest de la Croatie, coupée par la formation d'une enclave serbe. La reprise des combats en Croatie qui inter-

vient parallèlement à l'échec des efforts diplomatiques en Bosnie rappelle l'embrasement des conflits et les risques d'un nouvel embrasement de toute l'ex-Yugoslavie. Alors que Belgrade se contente

pour l'instant de condamner une « agression brutale », le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence dans la nuit de lundi à mardi 2 mai, a exigé de la Croatie qu'elle cesse « immédiatement »

son offensive. Les négociations entre Serbes et Croates n'ont cependant pas abouti. Enfin, des explosions non identifiées ont été entendues mardi matin à Zagreb.

SARAJEVO

de notre correspondant
L'armée croate a lancé, lundi 1^{er} mai, une offensive d'envergure contre les indépendantistes serbes dans la région de Pakrac afin de reprendre le contrôle d'une portion d'autoroute reliant Zagreb à l'est du pays, coupée par la création d'une enclave serbe. Depuis septembre 1991, les milices indépendantistes serbes détiennent vingt-trois kilomètres de cet axe stratégique qui traverse une partie de la « République serbe de Krajina » (RSK), autoproclamée sur 25 % du territoire de la Croatie. L'offensive, présentée par les autorités croates comme « limitée », semble avoir été consciencieusement préparée.

A l'aube, lundi 1^{er} mai, environ

deux mille soldats, appuyés de colonnes de blindés, ont enfoncé les lignes serbes près de Pakrac, où des « casques bleus » jordaniens sont déployés en force d'interposition. Dans la soirée, les forces croates avaient avancé d'une vingtaine de kilomètres, prenant plusieurs villages, et bombardaient la ville d'Okucani. Plus à l'ouest, elles se sont emparées de Jasenovac, un village près de la frontière avec la Bosnie et tristement célèbre pour avoir accueilli un camp d'extermination du régime croate pro-nazi durant la seconde guerre mondiale.

Parallèlement à cette attaque ter-

restre, l'aviation croate a pénétré un pont sur la rivière Save, à la frontière entre la Croatie et la Bosnie, ainsi que plusieurs routes logis-

tiques, afin d'empêcher un éventuel soutien des Serbes de Bosnie à leurs « frères » de Croatie. Dans son fief de Pale, le chef des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, venait d'annoncer que ses forces et celles des séparatistes serbes de Croatie « se défendraient ensemble ». Depuis plusieurs mois, les Serbes de Krajina soutiennent ceux de Bosnie dans leurs multiples attaques contre l'enclave de Bihać. Les raids aériens croates pourraient retarder considérablement l'arrivée d'éventuels renforts et mettre les Serbes de Croatie dans une position délicate. D'autant plus que Belgrade est demeurée silencieuse lundi, se contentant de diffuser en fin d'après-midi un communiqué pour condamner l'« agression bru-

te » contre la Krajina. Depuis la fin de la guerre serbo-croate en janvier 1992, c'est la deuxième fois que les Croates déclenchent une offensive de cette envergure. En janvier 1993, ils étaient ainsi parvenus à reconquérir le pont de Maslenica et l'aéroport de Zadar, dans l'ouest du pays.

Dans la soirée du vendredi 28 avril, des tireurs serbes abattaient quatre automobilistes croates, en représailles à l'assassinat d'un Serbe, poignardé sur l'autoroute. Hier, en affirmant que l'offensive n'était qu'une simple « opération de police », Zagreb déclarait vouloir « empêcher à l'avenir toutes les attaques terroristes, et assurer une circulation normale » sur cet axe. La Croatie, en lançant cette attaque après quatre mois de tensions sur son sol, et un difficile renouvellement du mandat des « casques bleus », prend toutefois le risque que la situation dégénère rapidement. Lundi, les Serbes ont répliqué en bombardant les villes de Karlovac et de Sisak, à une soixantaine de kilomètres au sud

Rémy Ourdan

Fin d'une trêve théorique en Bosnie

SARAJEVO

de notre correspondant
La journée du 1^{er} mai s'est achevée, à Sarajevo, par de sporadiques tirs d'artillerie et de fréquents survols des avions de l'OTAN. Une journée ordinaire, entamée sous un doux soleil printanier, tandis que Yasushi Akashi, le représentant spécial de l'ONU en ex-Yugoslavie, s'entendait répéter par la présidence bosniaque qu'il n'était pas souhaitable de prolonger une « trêve » qui n'en a que le nom. Les premiers mauges sont apparus alors que M. Akashi se rendait à Pale, le fief des séparatistes serbes. Leur chef, Radovan Karadzic, a lui aussi réaffirmé son opposition à la signature d'un cessez-le-feu. Yasushi Akashi a quitté les collines sous contrôle serbe pour rejoindre l'aéroport de Sarajevo où il a confirmé son échec. La « trêve », parvenue à expiration lundi à midi, ne sera pas renouvelée.

La population de la capitale assiégée n'a pas prêté attention à ces péripéties diplomatiques. Trêve ou pas, la situation demeure tendue, sans toutefois empêcher les Sarajéviens de vaquer à leurs occupations. Chaque matin, les rues s'animent, pour se vider peu à peu, au fil des heures et des tirs, au son des sirènes.

« PLUS D'ARMES, MOINS DE COMBATS »

Les civils bosniaques s'inquiètent de la fermeture prolongée de l'aéroport aux vols humanitaires et du pilonnage régulier de la route du mont Igman, qu'em-

barge sur les ventes d'armes. M. Silajdzic a défendu la thèse de « plus d'armes, moins de combats », évoquant la nécessité de parvenir à un équilibre des forces afin d'obliger les Serbes à accepter le plan de paix du « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, Allemagne, France et Grande-Bretagne). « Il y a un an, il y avait davantage de combats. Aujourd'hui, il y en a moins. Pourquoi ? Parce que nous avons plus d'armes », a expliqué le premier ministre.

De son côté, Radovan Karadzic, une nouvelle fois, fait preuve d'intransigeance. Il a réitéré le refus serbe au plan de paix international et a exigé la levée des sanctions économiques en préalable à toute négociation future. « Les conditions de négociation ne seront pas égales, a-t-il déploré, si les Serbes sont sous embargo, et que la partie croato-musulmane ne l'est pas. » « Nous prônons une cessation permanente des hostilités », a ajouté le leader serbe, intéressé par ce statu quo qui effraye tant les Bosniaques. Les milices de Radovan Karadzic contrôlent actuellement près de 70 % du pays, et le plan du « groupe de contact » prévoit qu'elles en retiendront 20 % à la Fédération croato-musulmane, ce que les Serbes refusent depuis l'été 1994. D'autre part, M. Karadzic a répété que Pale ne souhaitait pas la reprise des vols humanitaires vers Sarajevo et que l'aéroport restait également fermé aux délégations diplomatiques.

La fin de la « trêve » ne signifie pas que la Bosnie-Herzégovine va s'embraser demain. Si les Bosniaques n'ont, de toute évidence, aucune envie de soit entérinée une situation qui leur est défavorable, ils n'ont cependant pas les moyens de déclencher une offensive générale. Une poursuite de combats sporadiques est à craindre, porteurs du risque que les forces serbes, fidèles à leurs habitudes, en profitent pour répliquer violemment.

R. O.

Les Tchétchènes intensifient leurs attaques dans les régions contrôlées par Moscou

La mission de l'OSCE essuie des tirs russes à Bamout

MOSCOU

de notre correspondant
Alors que les troupes russes en Tchétchénie ont tiré sur des délégués de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), les militants indépendantistes ont voulu offrir à Moscou pour le week-end du 1^{er} mai un avant-goût du « feu d'artifice » qu'ils préparent pour le 9 mai. Malgré la trêve décrétée par le Kremlin « pour les fêtes », les combattants indépendantistes ont lancé, ce week-end, des attaques sous azimut, jusque dans la capitale tchétchène prise par les Russes mi-février et très théoriquement « sous contrôle ».

Un porte-parole des forces russes, cité par l'agence Interfax, a reconnu que les Tchétchènes avaient attaqué au mortier et à l'arme automatique, dans la nuit de dimanche à lundi 1^{er} mai, un poste militaire russe à Grozny, blessant cinq soldats russes. Un couvre-feu a été instauré lundi pour une durée de deux mois, ce qui ne devrait rien changer à la situation puisqu'il existait déjà de facto. A la frontière du Daghestan, un hélicoptère russe a aussi essuyé, ce week-end, des

tirs des combattants tchétchènes, qui semblent opérer dans toutes les régions théoriquement « contrôlées » par Moscou. D'autres attaques non précisées ont fait un nombre indéterminé de morts et de blessés du côté russe. Comme d'habitude, tous « les bandits » ont, officiellement, été « liquidés ». Ce n'est certes pas la première fois que les combattants indépendantistes s'en prennent aux postes russes dans les zones « contrôlées » : des attaques sont lancées presque chaque nuit par la résistance intérieure. Les combattants s'évaluent le jour, se fondant dans une population complice. Mais c'est l'une des premières fois que les Russes, qui, en général, insistent sur la « normalisation », reconnaissent qu'ils ne maîtrisent pas la situation. Il s'agit peut-être de préparer l'opinion publique à de désagréables surprises pour le 9 mai, de renforcer la répression pour tenter de les éviter. Le président indépendantiste Djokhar Doudaev a rejeté lui-même la trêve offerte par le Kremlin pour les commémorations de la victoire sur le nazisme, le 9 mai à Moscou. « Le peuple et le gouverne-

ment tchétchènes n'ont pas besoin d'un ornement temporaire, ni d'un moratoire, ni d'une amnistie », a déclaré Djokhar Doudaev samedi à Interfax, depuis son bastion de Vedeno, niché dans les montagnes du Sud. Le général Doudaev a estimé que le moratoire avait pour but de « montrer que la Russie est éprise de paix ». Mais, sur le front, les bombardements russes se sont poursuivis, malgré le « moratoire », contre les villages de l'ouest encore aux mains des indépendantistes. A Bamout, principale poche de résistance tchétchène de l'ouest, les Russes ont même tiré, samedi 29 avril, sur une mission de l'OSCE, selon l'envoyé spécial de l'AFP, Sebastian Smith. Les cinq membres de l'OSCE parcouraient le village quand des soldats russes, positionnés à moins d'un kilomètre, ont ouvert le feu sur le minibus jaune de l'OSCE. Les membres de la mission ont dû s'abriter pour échapper aux tirs, rapporte l'AFP. L'OSCE avait averti les autorités militaires russes de la visite de ses délégués à Bamout.

Jean-Baptiste Naudet

Les travaillistes britanniques renoncent à leur dogme traditionnel

LONDRES

de notre correspondant
Des lustres après les autres socialistes européens, les travaillistes britanniques viennent d'effectuer leur révolution culturelle. A l'image du SPD allemand lors de son congrès de Bad Godesberg en 1959, du PS français et du PSOE espagnol, le Labour a coupé les derniers liens qui l'unissaient avec son passé « rouge ». Réuni dans le Methodist Central Hall de Westminster - les locaux mêmes où, en 1918, au lendemain de la révolution d'Octobre, le parti s'était prononcé en faveur de « la propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échanges » - le « nouveau Labour » de Tony Blair a voté samedi 29 avril, par 65 % contre 35 %, l'enterrement de ce texte emblématique du socialisme d'antrax, remplacé par une formulation plus longue, plus vague, mais, a-t-on dit, mieux adaptée à notre époque.

Il s'agit d'un triomphe personnel pour le jeune chef du Labour, aux commandes depuis à peine un an et qui a réussi là où ses cinq prédécesseurs avaient échoué. Seul Hugh Gaitskell avait tenté, en 1959, de réformer la sacrosainte « Clause IV », mais il avait dû y renoncer devant l'opposition de la gauche et des syndicats. Cette fois-ci, M. Blair, après neuf mois d'une campagne à la base du parti, est parvenu à exorciser les vieux démons idéologiques qui bloquaient le retour du Labour au 10, Downing Street. Sillonant le pays, court-circuitant Pappapouli, il a obtenu le soutien des militants à 85 % et celui de 438 des 441 cir-

conscriptions. Les deux principaux syndicats - le Transport and General Workers' Union et l'Union (fonctionnaires) - ont voté contre. Le chef du premier, Bill Morris, s'est déclaré prêt à accepter le changement, « mais pas d'importance quel prix ». Cependant, leur opposition, de même que celle des caciques de la gauche travailliste, d'Arthur Scargill le mineur à Tony Benn l'aristocrate

La « propriété commune » aux oubliettes

Le texte original de la Clause IV, imprimé au dos des cartes des militants, promettait « aux travailleurs manuels et intellectuels le fruit de leur travail et sa distribution la plus équitable possible sur la base de la propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échanges (...) ». Selon le nouveau texte, six fois plus long, « le Labour est un parti démocrate-socialiste qui croit que, par nos efforts communs, nous obtiendrons plus qu'individuellement, afin de fournir à chacun les moyens de réaliser ses vraies possibilités et d'être une communauté dans laquelle le pouvoir, la richesse et les chances sont entre les mains de la majorité et non d'un petit nombre, où nos droits reflètent nos devoirs, et où nous vivons ensemble librement, dans un esprit de solidarité, de tolérance et de respect », au travers d'« une économie dynamique servant l'intérêt général, dans laquelle l'initiative du marché et la rigueur de la compétitivité s'unissent aux forces du partenariat et de la coopération pour produire la richesse nécessaire à la nation et à chacun sa chance de réussir, avec un secteur privé florissant et des services publics de qualité (...) ».

gauchiste ou à Ken Livingstone « le Rouge », aura été vain. Lors de la dernière conférence d'octobre, les syndicats rebelles avaient réussi à bloquer le changement, mais sans consulter la base. A la suite d'une militante syndicale indignée, Tony Blair ne s'est pas privé de le leur reprocher. Il a annoncé le 1^{er} mai son intention de réduire le poids des syndicats dans le parti. Il veut qu'à

l'avenir ils ne contrôlent pas plus de 50 % des votes et ne puissent plus bloquer les réformes d'un futur gouvernement travailliste. Tâche ardue tant que le TUC (Trade Union Congress) demeure le principal bailleur de fonds du Labour.

Dans un discours rempli d'émotion, celui que ses adversaires de gauche surnommaient « Tony Blair » a défini le « nouveau Labour » et

notre parti et notre pays » ne s'achèvera pas la révolution du Labour : « Le changement et la modernisation ne s'opèrent pas d'un coup de baguette magique. Ils nécessitent, dans le développement du parti et de son programme », M. Blair a promis, dans la foulée, l'introduction d'un SMIC, la « renationalisation » de la santé et des chemins de fer.

Le premier ministre conservateur, John Major, a brocardé la décision du Labour, pourtant considérée par la presse de droite comme historique. Pour lui, le discours de M. Blair est « la tentative la plus grossière d'appâter les gogos depuis que le loup s'est déguisé en mère-grand du Petit Chaperon rouge ». Reste à transformer l'essai. Comme l'expliquait au lendemain du vote un député travailliste pro-Blair, « on ne gouverne pas d'un coup de communiqué de presse. Il faut un projet pour mobiliser l'opinion » et la convaincre que le Labour a vraiment changé, maintenant qu'il s'est doté d'un véritable chef. « Pour présenter une vision claire du socialisme adapté au XXI^e siècle, il faudra poser les vraies questions et proposer des réponses acceptables pour les militants et les électeurs, sur le salaire minimum, l'éducation, l'économie, l'Europe, la décentralisation ».

Les élections locales de jeudi en Angleterre et au Pays de Galles seront une rude épreuve pour M. Major. S'il y survit, les travaillistes devront attendre encore deux ans avant de tester leur nouveau look devant les électeurs.

Patrice de Beir

LE DEBAT PLANETAIRE

Universalité et Identité

BOLYA

L'AFRIQUE À LA JAPONAISE

Et si l'Afrique était mal mariée ?

« L'idée-phare de BOLYA BAENGA est que les pays sous-développés doivent rompre avec le modèle de développement occidental ». Marie-Chantal Benjamin, (France-Anilles), Guadeloupe. « BOLYA BAENGA tourne... son regard vers le Japon qui a réussi à devenir moderne sans être occidental ». Henri Vernet, (Ca M'intéresse).

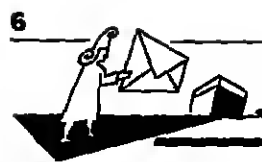
PAR L'AUTEUR DE « L'AFRIQUE EN KIMONO »

« Zairean sees Japan as Model for Africa ». Mark O'Neil, (Japan Times)

Editions Nouvelles du Sud
Diffusion l'Harmattan

AL REUS
TERMINALE ES
REVISION SAC
ESAME VISA
MRC SCIENCES
MATH SUP et SP
MEDECINE-PHAR
DROIT - Sciences
MRC ESCI
SCIENCES-PO-CE
MATHS
COMPTABILITE
DROIT

حکذا من الاجل



FACE-À-FACE Le seul débat opposant à la télévision les candidats à l'élection présidentielle devait avoir lieu, mardi 2 mai, entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. Ce face-à-face

constitue toujours un moment important de la campagne présidentielle. Il devrait l'être encore cette fois, puisque 20 % des électeurs n'ont toujours pas choisi celui pour qui ils

voteront le 7 mai. ● **QUESTIONS.** De nombreuses zones d'ombre subsistent dans les programmes des deux candidats. ● **EXCLUSION.** Après les dernières opérations de droit au

logement, l'abbé Pierre a lancé un appel solennel aux deux candidats afin qu'ils prennent des mesures d'urgence pour les sans-abri (lire page 8). ● **EXTRÊME DROITE.** A la fin

de la manifestation organisée, lundi 1^{er} mai, par M. Le Pen, un jeune Marocain a été jeté à la Seine où il s'est noyé. Ce crime révèle l'importance des réactions racistes (lire page 9).

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995

De nombreuses questions en suspens avant le débat entre M. Chirac et M. Jospin

Alors que 20 % des électeurs n'ont pas encore fait leur choix, les intentions des candidats en matière de réforme institutionnelle, de changement de la fiscalité, de politique européenne et de diminution du temps de travail restaient à préciser

LA TÉLÉVISION reprend ses droits. Après une campagne où il est apparu qu'à l'ère du tout-cathodique, les meetings et déplacements en province gardent une grande importance, l'événement redevient le traditionnel face-à-face qui oppose les deux candidats du second tour devant des millions d'électeurs, dont, selon les dernières enquêtes d'opinion publiées, 20 % n'ont pas encore choisi celui dont ils veulent faire le président de la République. Jacques Chirac et Lionel Jospin ayant intérêt, chacun, à mettre au jour les contradictions du programme de son adversaire, à le contraindre à préciser les propositions sur lesquelles il est resté vague, il est possible que des questions, jusqu'alors esquivées par l'un ou l'autre, reçoivent, enfin, des réponses précises.

Les thèses de l'extrême droite sont condamnées par M. Chirac et par M. Jospin. Cela est acquis, mais l'un et l'autre ou, plus exactement, certains lieutenants de l'un et de l'autre n'ont pas de mots assez aimables pour les électeurs du Front national, souhaitant que le besoin de sécurité qu'ils ont ex-

primé soit largement pris en compte par le futur président de la République. Le drame du 1^{er} mai à Paris prouve pourtant à quelles extrémités, jusqu'au crime, peuvent aller certains de ceux qui sont sensibles aux propos de M. Le Pen. La dénonciation de cet acte va de soi, mais des hommes prétendant à la plus haute charge de l'Etat ne peuvent pas se contenter de paroles. Ils doivent annoncer des actes organisant une lutte, enfin efficace, contre le développement du racisme en France.

Malheureusement, le débat autour de la représentation proportionnelle renvoie à l'attitude face à M. Le Pen. Malheureusement, parce que l'établissement de ce mode de scrutin est une de ses plus vieilles revendications, alors qu'il peut paraître légitime de permettre aux porte-parole des principales familles politiques de s'exprimer dans une enceinte parlementaire sans avoir à se faire élire dans une circonscription. M. Chirac devrait donc préciser s'il souhaite introduire une dose de proportionnelle avant les prochaines élections législatives, qui, pour lui, ne doivent avoir lieu

qu'au terme du mandat de l'actuelle Assemblée nationale; jusqu'à maintenant, il n'a parlé que d'un débat au Parlement sur ce sujet.

M. Jospin a dit clairement qu'il souhaite une telle réforme, mais qu'elle ne s'appliquerait pas pour les élections qu'il provoquerait très vite en prononçant la dissolution de l'Assemblée. En revanche, le candidat de la gauche est encore très flou sur le calendrier de mise en œuvre des autres révisions institutionnelles qu'il souhaite: quand aura lieu le référendum qu'il annonce pour réduire le mandat présidentiel à cinq ans et pour interdire à un ministre ou à un député de détenir un mandat exécutif dans une collectivité locale? Comment fera-t-il pour que ce changement, dont il espère un profond renouvellement de la classe politique, puisse entrer en vigueur assez vite?

POLITISATION

La nouvelle pratique institutionnelle promise par l'un et par l'autre ne va-t-elle pas conduire à une accentuation de la politisation de l'administration? M. Jospin

veut réduire le nombre des ministres, mais pour que le «politique» impose ses vues aux directions d'administration centrale, ne faut-il pas que les patrons de celles-ci partagent les vues de la majorité du moment? De même, M. Chirac dénonce l'importance des cabinets ministériels, qui constituent justement l'équipe politique travaillant avec le ministre. S'inspirant du rapport de Jean Piquet, que M. Balladur avait entériné (Le Monde du 27 août 1994), il souhaite que les membres du gouvernement travaillent directement avec les directeurs d'administration, mais cela n'implique-t-il pas que les directeurs partagent les opinions de leur ministre?

M. Chirac ne souhaite pas modifier la lettre de la Constitution. Pourtant, il veut soumettre à référendum une grande réforme de l'éducation; or il n'est pas évident que cela soit possible dans l'état actuel du texte constitutionnel. Surtout, il va lui falloir préciser la réforme qu'il entend faire approuver par les électeurs, selon une modalité que les balladuristes avaient stérilement contestée. C'est aussi sur l'Europe, et son or-

ganisation institutionnelle, que le candidat de la droite devrait être plus clair qu'il ne l'a été jusqu'à maintenant.

INCERTITUDES

Ce face-à-face devrait permettre de mettre un terme aux nombreuses incertitudes sur la politique économique et sociale que l'un et l'autre préconisent. L'exemple le plus flagrant est celui des mesures fiscales proposées par M. Chirac, car ce dernier a fréquemment laissé entendre qu'elles pourraient être très ambitieuses. Dans le cas de la réforme de la protection sociale, l'équivoque est encore plus importante. Le maire de Paris a admis (Le Monde du 22 avril) que les allègements de charges sociales auraient pour contrepartie un relèvement soit de la TVA, soit de la CSG, mais, encore une fois, seuls ses partisans ont précisé les contours de cette réforme. Or, il s'avère qu'elle pourrait modifier de fond en comble le paysage fiscal français (lire aussi page 10). De même, M. Chirac n'a pas expliqué s'il fait sienne la proposition d'une baisse du taux supérieur de l'impôt sur le

revenu, formulée par MM. Juppé et Madelin.

Dans le domaine de la politique économique et sociale, M. Jospin ne s'est guère plus appuyé sur certains aspects ambigus de ses propositions. La réforme qu'il préconise pour alléger les coûts du travail en dessous d'une barre de 14 000 francs de revenus mensuels, et l'alourdir au-dessus, pourrait ainsi avoir de forts effets pervers, en bloquant de nombreux profils de carrière sous la barre fatidique, et en pénalisant les industries à haute valeur ajoutée au profit des industries de main d'œuvre. A cette critique de la droite, le candidat socialiste n'a pas franchement répondu.

Autre interrogation: qu'advient-il de la réduction à trente-sept heures de la durée hebdomadaire du travail si les partenaires sociaux, dans des négociations décentralisées portant sur l'organisation du travail, ne parviennent pas à se mettre d'accord? La encore, la campagne n'a pas épuisé le débat.

Thierry Bréher
et Laurent Mauduit

Une formule éternelle en 1974

DEPUIS sa première édition en 1974, le face-à-face diffusé à la télévision entre les deux tours de l'élection présidentielle a toujours été considéré comme le point d'orgue de la campagne. Vingt-cinq millions de téléspectateurs français en 1974, trente millions en 1981 et en 1988. «Aucun candidat ne peut s'y dérober», constate-t-on au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), alors même que l'émission n'est pas prévue par les textes organisant la campagne officielle.

La formule n'a, pourtant, pas toujours existé. Evidemment inconnue avant 1962 - et l'adoption par référendum du principe de l'élection du président de la République au suffrage universel -, le face-à-face est absent en 1965 de la confrontation entre le général de Gaulle et François Mitterrand. Il est vrai que le général avait à peine daigné user d'une fraction de son temps de parole au cours de la campagne officielle. Quatre ans plus tard, en 1969, et malgré l'explosion du parc de récepteurs (70 % des ménages seront équipés en 1970, contre 13 % en 1960), le duel Pompidou-Poher a encore lieu hors la présence des caméras.

«Peut-être y voyait-on alors quelque chose de peu convenable», explique Marceau Long, PDG de l'ORTF en 1973-1974, en ajoutant: «Les choses ont changé quand les institutions américaines ont eu un grand prestige en France. Le face-à-face, notamment, nous fascinaient.» Début 1974, Marceau Long obtient l'assentiment de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand, par l'intermédiaire de leurs représentants respectifs, Xavier Gouyou-Beauchamps et Claude Estier. Une fois obtenu l'accord des deux candidats, ce premier débat du genre est enregistré à la Maison de la radio le vendredi 10 mai 1974 - soit plus de treize ans après le match Kennedy-Nixon qui avait marqué le début de la formule outre-Atlantique -, et diffusé en direct à 20 h 30 sur les deux chaînes de télévision ainsi que sur France-Inter. Directrice de la première chaîne, Jacqueline Baudrier fait acte de présence aux côtés - déjà - d'Alain Duhamel.

Tous deux sont réduits - contrairement à ce qui se faisait aux États-Unis - au rôle de chronométrateurs. «Il fallait des journalistes aussi transparents que possibles»,

raconte Marceau Long. L'élection - sinon le débat - ayant eu le résultat que l'on sait, il s'est agi pour le candidat socialiste, lorsque vint le temps de la «revanche» sept ans plus tard, de parler à toute épreuve. «Il fallait le rassurer, le sécuriser», explique Serge Moati, conseiller de François Mitterrand en 1981 et 1988, aujourd'hui aux côtés de Lionel Jospin. Il s'ensuivit une impressionnante liste de conditions techniques posées par le PS pour assurer l'objectivité du déroulement du débat. Dans l'entourage de Valéry Giscard d'Estaing, on cria à la «dérégulation» avant d'accepter ces exigences. «Pour la première fois, note Serge Moati, on prenait au sérieux le langage audiovisuel.»

DRAMATISATION

Restait à désigner les journalistes susceptibles d'animer, le mardi 5 mai 1981, une heure quarante de débat, et non plus seulement de chronométrer. Sur les quatre noms proposés par le PS, M. Giscard d'Estaing - après avoir déclaré à M. Mitterrand: «C'est avec vous que je veux parler et non avec des tiers» - choisit Michèle Cotta, de RTL, et Jean Boissonnat, alors journaliste à L'Expansion et chroniqueur à Europe 1. Au présumé - victorieux - «Vous n'avez pas le monopole du cœur!», lancé par M. Giscard d'Estaing sept ans auparavant, succédait en 1981 la dénonciation, par le même, de l'homme - M. Mitterrand - qui aurait géré le «ministère de la parole». Ce qui valut, en retour, au président sortant les non moins fameux «homme du passé» et «homme du présent» dans le répertoire des petites phrases inhérentes à l'exercice.

En présence de Michèle Cotta et d'Elie Vauvrie, alors directeurs de l'information de TF1 et d'Antenne 2, le duel entre M. Mitterrand et M. Chirac, le 28 avril 1988, fut marqué par une dramatisation culminant avec l'évocation des conditions dans lesquelles avait été libéré l'iranien Wabid Gerdji, soupçonné de terrorisme. Ce jour-là, la cohabitation volait en éclats, en direct, sous les yeux de trente millions de Français.

Jean-Baptiste de Montvalon

Trois hommes et une régie, sept ans après

«LE PLATEAU était électrique: si l'on avait tiré une allumette, il aurait explosé. En régie, il régnait une ambiance à couper au couteau.» A l'approche du face-à-face télévisé, les souvenirs de Serge Moati ressemblent à un récit d'anticipation. Même lieu - le Studio 101 de la Maison de la radio -, même enjeu, et mêmes protagonistes en régie: Jean-Luc Léridon, «aux manettes», assisté d'Alexandre Tarta et de Serge Moati, respectivement conseillers de Jacques Chirac et de Lionel Jospin, trois réalisateurs dont les parcours se sont rejoins une première fois le 28 avril 1988.

Caméra et politique: très vite, la vie de Serge Moati, né à Tunis le 17 août 1946, a été marquée par ce diptyque. Le réalisateur alterne fictions et documentaires, tandis que, dès le début des années 70, le jeune militant socialiste expert en images, «flotté», est invité à conseiller un futur président alors fort dépourvu en ce domaine. «Le 10 mai, on a gagné»: Moati peut filmer la cérémonie du Panthéon. Peu après, il est nommé à la tête de FR3. Quatre ans plus tard, à l'approche de la cohabitation, il «préfère démissionner le mouvement» et quitte la Maison de la radio. Quand survient la défaite, Moati la filme (Chroniques de mars) en s'attachant plus particulièrement à deux hommes: Laurent Fabius et Philippe Séguin, un homme qu'il «aime vraiment bien». Lorsque les «dégus» se multiplient, Moati enregistre «la mélangée des illusions perdues» (10 ans

après). «Indigné» par la mort de Pierre Bérégovoy, le militant recueille les témoignages des amis de l'ancien premier ministre. L'hagiographie supplante l'information, et son film est controversé. Aujourd'hui, Moati pilote les émissions officielles de Lionel Jospin et a entrepris de filmer le candidat en campagne. Lors d'un meeting, à Lille, le réalisateur a posé sa caméra à terre, pressé par le désir du militant d'applaudir à tout rompre...

VIVES DISCUSSIONS

«J'ai un engagement politique, explique Alexandre Tarta. Mais je me suis toujours gardé d'en faire état.» Le parcours de ce réalisateur d'origine russe, né le 1^{er} juin 1928 à Moscou, qui affirme qu'il aurait pu «mettre ses compétences de réalisateur au service de Lionel Jospin», n'a, en ce sens, rien de commun avec celui de Serge Moati. Diplômé de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC), Alexandre Tarta a obtenu son premier poste à la télévision en octobre 1951. Du fait de son expérience du direct, on fait appel à lui pour réaliser la plupart des interventions officielles du général de Gaulle. Sous Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, il filme quelques cérémonies, puis enchaîne, notamment, sur les garden-parties de François Mitterrand et l'émission mensuelle «Questions à domicile», présentée par Anne Sinclair et Pierre-Luc Séguillon.

Les discussions entre les deux

conseillers sur les conditions techniques du face-à-face ont été vives ces derniers jours (Le Monde du 27 avril). Mais, mardi 2 mai à 21 heures précises, ils seront pratiquement réduits au silence. «Comme je l'ai déjà fait, explique Jean-Luc Léridon, choisis d'un commun accord par les états-majors des deux candidats, j'écouterai les deux conseillers. Mais la responsabilité finale sera la mienne. Je serai le seul à disposer de l'autorité.»

Après des études de lettres et de théâtre, Jean-Luc Léridon s'est orienté vers le cinéma avant de rejoindre la télévision dans les années 60. Au service de la recherche, il travaille tout d'abord sur des «émissions à caractère sociologique», avant de rejoindre Pierre Desgranges et de faire connaissance avec le direct du journal télévisé. Dans les années 70, il collabore à des émissions présentées par Jean-Pierre Elkabbach et Jean-Marc Cavada. Depuis 1982, il réalise «l'Heure de vérité» de François-Henri de Vitrac.

A la veille de l'émission, seule la décontraction semble faire quelque peu défaut à un homme qui totalise, selon ses dires, «le plus d'heures de direct depuis 1970», et fait sien le mot de Paul Valéry: «Je n'aime rien tant que ce qui va se produire.» «Depuis quelques jours, c'est devenu une obsession: je visualise le face-à-face et j'imagine tous les cas de figure...»

J.-B. de M.

Caméléon, roue de secours et vieilles ficelles

DU DÉBAT télévisé organisé, mardi 2 mai, entre les deux candidats à l'élection présidentielle, les téléspectateurs attendent des réponses aux grands enjeux de la société.

Chaque tour de la roue de secours de Jacques Chirac, de Valéry Giscard d'Estaing, de René Monory, de la famille parfaitement conservée des barons gaullistes et de spécimens plus rares comme Philippe de Villiers, soit quelques-uns des plus illustres brontosaures, à ses yeux, de la vie politique française.

Plus attentif à l'évolution des espèces, Bernard Kouchner a déclaré qu'en matière de changement, Jacques Chirac, déjà premier ministre en 1974, «cela fait un peu cheval de retour et vu ses changements, cheval à bascule». Pour un

peu, le professeur Kouchner aurait porté réclamation pour drapeau dans la course à l'Elysée en diagonale: «En ce moment, Jacques Chirac est sous perfusion de MM. Séguin et Juppé.» Dominique Voynet, qui a lui ignorait, turlesse avérée, s'est empressée d'ajouter: «Entre Jacques Chirac et Lionel Jospin, il n'y a pas photo.» Sans doute faut-il comprendre que les «avancées» du candidat socialiste lui assurent une bonne cote auprès des écologistes. Incapable de tenir ce registre, Michel Barnier, ministre de l'environnement, a observé, platement, qu'«en devenant la petite roue de secours de Lionel Jospin, certains écologistes de M^{me} Voynet prennent le risque de perdre leur indépendance et donc leur crédibilité».

Heureusement, Laurent Fabius a relancé la bagarre. Rangé en 1985, dans la famille des «roquets» par le candidat RPR, il lui a rendu la

politesse animalière. «On a l'impression que si le fond doit être bleu, il devient bleu, si le fond doit être rouge, il devient rouge», mais «il s'agit de désigner le président de la République, pas le champion des caméléons», s'est exclamé l'ancien premier ministre avant d'ajouter, pour faire bonne mesure: Jacques Chirac, «c'est caméléon Bonaparte».

MÉTAPHORE ZOOPHILE

Décidément en veine, les petits camarades de Lionel Jospin ont même réussi à dévergander Jacques Delors. La «bande» du maître de Paris avait, il est vrai, moqué l'inexpérience du candidat socialiste. François Barnin, Jean-François Mancel et Elisabeth Huibert le taxant de «débutant», tandis que Philippe Séguin l'aurait, impétueux, que M. Jospin «n'a pas une stature et une expérience d'homme d'Etat». Pour répondre à

ces blancs-becs, l'ancien président de la commission de Bruxelles s'est donc risqué à une délicate métaphore zoophile. «Est-ce une expérience que celle d'un papillon qui tourne autour d'une lampe pendant des années?»

Bonne élève, sa fille, Martine Aubry, s'en est tenue à la définition du dictionnaire: «Chacun sait ce qu'est la bagatelle. C'est une amulette sans importance et sans lendemain.» Jacques Chirac et Edouard Balladur avaient pourtant tout fait, samedi, à Bagatelle, pour montrer leur recommandation sous les dehors les plus convenables. Les fils n'ont pas convaincu Dominique Strauss-Kahn qui n'y a vu que «vieilles ficelles, vieilles mesures et rabibochage de vieux candidats».

Venu d'être tenu à l'écart du second tour, furieux de se voir interdire l'entrée en classe supérieure, Jean-Marie Le Pen a piqué sa colère dans son coin: «Jospin, c'est un so-

cialiste en peu de lapin» et «Chirac, c'est Jospin en pré». Ce qui, il faut en convenir, ressemble davantage au mouton à cinq pattes qu'à un candidat à l'élection présidentielle.

Mais le bonnet d'âne du week-end revient sans doute à François Bayrou. Sans doute perturbé par le furtif obligé de Bagatelle, le ministre de l'éducation nationale a été victime de son inconscient, alors qu'il dressait, devant le conseil politique du CDS, le bilan du premier tour de l'élection présidentielle. Vouloir, en bon président de sa formation, «traduire» la pensée des responsables centristes, il s'est exécuté, en embrassant d'un geste l'assemblée de ses camarades: «Je crois trahir leur pensée...» Les candidats au débat de mardi soir étaient avertis que le lapsus peut, lui aussi, valoir note éliminatoire.

Récit de la séquence France

IL Y A AU
RTL

FRANCE
2^e RADIO
DE FRANCE
avec
12%
d'audience
soit
5 500 000
auditeurs
chaque jour

france inter

FRANCE
NRJ
EUROPE 1

هكذا عن الأصل

LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995 / 7

IL Y A AU MOINS UNE VÉRITÉ INCONTESTABLE :

RTL EST LA 1^{ÈRE} RADIO DE FRANCE !

FRANCE INTER
2^È RADIO
DE FRANCE
avec
12%
d'audience*
soit
5 500 000
auditeurs
chaque jour

France inter
ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

EUROPE 1

Le dernier
sondage médiamétrie
confirme Europe 1

2^{ème} radio privée
de France*

1^{ère} radio
privée des cadres*

NRJ PASSE
DEVANT
EUROPE 1.

Musique !

UNE PAGE EST TOURNÉE DANS L'HISTOIRE DE LA RADIO.
Avec 4 780 000 auditeurs quotidiens, LA 1^{ÈRE} FM devient
EN PLUS LA 2^{ÈME} RADIO COMMERCIALE DE FRANCE. CHAMPAGNE !

LA VÉRITÉ, LA VOICI :

	NOMBRE D'AUDITEURS QUOTIDIENS	PART D'AUDIENCE
RTL	8 518 000	19,5 %
FRANCE INTER	5 541 000	10,7 %
NRJ	4 776 000	6,7 %
EUROPE 1	4 615 000	7,8 %

RTL

75000 MEDIAMETRIE JANVIER/MARS 1995

صكنا من الاجل

Les manifestations syndicales unitaires ont été nombreuses pour célébrer le 1^{er} mai

A Paris, la CGT a réussi à occuper le terrain social

La CGT a réuni entre 15 000 et 20 000 manifestants à Paris pour célébrer le 1^{er} mai. Le secrétaire général de la CGT, Louis Vianet, a assuré que les grèves en cours se

poursuivraient après le 7 mai. Quarante manifestations en province ont rassemblé plusieurs organisations syndicales au lieu de la trentaine prévue.

ILS SE SONT TENU la main de la République à la gare Saint-Lazare. Ils ont suivi le cortège à leur rythme puis s'en sont repartis prendre le métro, contents de « n'avoir pas laissé le pavé parisien au Front national ». Robert et Jeanne, trente-cinq ans de syndicalisme chacun, lui, ancien gazier, elle, ancienne employée des postes, étaient là, discrets, parmi les 15 000 à 20 000 manifestants - 10 000 selon la police et 25 000 selon les organisateurs - qui ont défilé sur les grands boulevards parisiens lundi 1^{er} mai. La CGT a réussi à rassembler une quarantaine d'autres organisations, allant des mouvements de chômeurs (Apeis, ACI) aux associations antiracistes et de défense des droits de l'homme (SOS-Racisme, MRAP, Fasti), en passant par les syndicats FSU (Fédération syndicale unitaire), SUD-PTT, l'UNEF et l'UNEF-ID, la Jeunesse ouvrière chrétienne, des militants du DAL (Droit au logement), de Droits devant, de Lutte ouvrière (LO), de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et du Parti communiste. Elle a même battu le rappel des grands anciens : Georges Séguy et Henri Krasucki, qui ont été successivement secrétaire général de la CGT, le premier de 1967 à 1982 et le second de 1982 à 1992, entouraient Louis Vianet, l'actuel titulaire du poste.

« AVANCÉES UNITAIRES »

C'est sous une bannière « Ensemble contre le chômage, les exclusions et le racisme, pour le progrès, la solidarité et la paix », qui résumait les objectifs de la journée que le cortège s'est mis en marche. Louis Vianet avait à ses côtés Rodé Sylva, le président de SOS-Racisme. Parmi les personnalités, Mgr Jacques Gallot, l'ancien évêque d'Evreux, le professeur Jacquard et l'ancien ministre communiste Jack Ralite ont fait leur apparition. Très présents aussi, des militants de la cause kurde, des femmes algériennes, du Front de libération du Sri-Lanka, ou de Plein Droit, l'association de soutien aux enfants français de parents étrangers. Aux approches de l'Opéra, les militants de Ras l'front veillaient avec le service d'ordre, pour éviter toute escarmouche. En fin de parcours, Arlette Laguille, « madame 5 % », a rejoint le petit bataillon de Lutte ouvrière et a en-



tonné l'Internationale avant l'ordre de dispersion, non sans avoir promis un « troisième tour social ».

Louis Vianet avait donné le la, en début de parcours. Dans une courte déclaration à la presse, le secrétaire général de la CGT a estimé que « ce 1^{er} mai 1995, par les avancées unitaires dont il témoigne, par la combativité dont il est entouré, constitue un moment fort de la mobilisation des salariés, dans le prolongement de toutes les luttes sociales qui se déroulent depuis des semaines et dont nous pouvons dire qu'elles vont se poursuivre, y compris après le second tour » de l'élection présidentielle. Face au défilé des troupes du Front national, qui avait quelque peu défilé le 1^{er} mai syndical, la mobilisation sociale autour de la CGT a montré que la centrale syndicale savait encore occuper le terrain. Le matin, de la place des Fêtes à la République, plusieurs centaines de militants de la Confédération nationale du travail (CNT) ont aussi manifesté, sans créer d'incidents, pour célébrer « les cent ans de l'onomatopée ». Mais c'est de la province que la surprise est venue, avec un nombre de cortèges unitaires plus important que prévu. On en décomptait au total plus de quarante contre une trentaine annoncée. Si, à de rares exceptions près, comme à Chambéry ou à Nantes, Force ouvrière a préféré

faire cavalier seul, d'autres organisations ont défilé aux côtés de la CGT. A Lyon, la CFDT, la CGT, la JOC, LO, etc. - a rassemblé entre 1 500 personnes et 4 500 personnes. De même à Marseille, de 2 500 à 5 000 manifestants ont défilé sur la Canebière. A Toulouse, il y a eu 2 000 manifestants, à Grenoble, Strasbourg et Nice autour de 1 500, 1 000 à Nantes, 700 à Clermont-Ferrand et Metz, et encore plusieurs centaines à Tours, Mulhouse, Dijon, Nancy, Calais, Rouen, Besançon et Lille. Près de 3 000 chômeurs et salariés « en colère » ont défilé dans les rues de Bordeaux.

DIMENSION EUROPÉENNE

Les organisations syndicales ont parfois pris aussi des initiatives originales, comme dans la Drôme et dans l'Ardèche où les unions départementales CFDT-CFCC-CGT-FSU-FO ont publié une déclaration commune sur le thème « Penser différemment, agir ensemble » pour un « renforcement de la solidarité ». Le 1^{er} mai a ainsi eu parfois une dimension européenne comme à Chambéry (Savoie), où trois syndicats du Piémont (Italie) ont fait le déplacement pour former avec FO, la CFDT et la CFCC le Comité inter-régional Piémont-Val d'Aoste-Rhône-Alpes. Dans le Bas-Rhin, la CFDT a appelé à manifester en commun avec la confédération allemande DGB de l'Ortenau-Kreis à Offenburg (Allemagne), afin « de construire une véritable démocratie européenne ». De même l'union départementale FO a appelé à se joindre aux cortèges du DGB de Karlsruhe (Allemagne).

Alain Beuve-Méry

M. Vianet : « Beaucoup plus qu'un avertissement »

LA CÉLÉBRATION syndicale du 1^{er} mai s'est accompagnée d'appels à la mobilisation des salariés de la part des principaux dirigeants confédéraux. Sur France 2, Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, a appelé de ses vœux un rassemblement des forces syndicales et a encouragé une multiplication « des initiatives unitaires », marque des conflits récents. « Il faut que le syndicalisme soit rassemblé. Il faut que les organisations syndicales se retrouvent sur les objectifs de l'emploi, de la précarité, de l'exclusion. » Ne croyons pas que les luttes qui se sont déroulées avant le premier tour, entre les deux tours, et qui se dérouleront après le deuxième tour, aient un lien quelconque avec des motivations politiques. Le candidat, quel qu'il soit, devra tenir compte de ce qui est beaucoup plus qu'un avertissement, a conclu M. Vianet.

La réponse de Marc Blondel a été immédiate. A Sète (Hérault), où il célébrait le 1^{er} mai, le secrétaire général de FO a estimé qu'il fallait « respecter le syndicalisme à la française ». C'est une « perversion » de considérer « les syndicats comme des auditeurs des organisations politiques. Je ne peux oublier qu'il y a dix, quinze jours, Louis Vianet dans l'Humanité écrivait qu'il fallait voter Robert Hue. Il changeait de terrain en passant sur le terrain politique. Nous, nous ne le souhaitons pas », a tranché M. Blondel. Sur la cam-

pagne présidentielle, M. Blondel a aussi lancé un avertissement : « Si les hommes politiques ne créent pas l'espérance, par la force des choses il y aura des réactions, vraisemblablement peut-être quelque chose qui pourrait ressembler à mai 68. » A défaut d'une politique sociale « ambitieuse » après le second tour, « je crains qu'il n'y ait pas d'état de grâce », a-t-il ajouté.

Il restait à Nicole Notat, invitée au « Club de la presse » d'Europe 1, à lever toute contradiction entre sa volonté d'« assumer le leadership de première organisation syndicale » et son absence du pavé parisien le 1^{er} mai. « Ce n'est pas seulement parce que le 1^{er} mai ne se célèbre plus aujourd'hui selon les formes d'hier. C'est parce que nous n'avons pas voulu faire de la contre-manifestation à Le Pen », qui est « une manière de le banaliser, de le légitimer », a-t-elle expliqué. M^{me} Notat a reconnu que « la manifestation et la grève » faisaient partie des moyens classiques d'intervention des salariés, avant de concentrer ses critiques sur les patrons, en estimant que si « le président du CNPF a changé, le patronat n'a pas du tout changé. La journée d'action prévue par la CFDT le 14 juin, jour d'un nouveau sommet patronat-syndicats, ou un seul objectif : faire changer le mandat de la délégation patronale sur les questions du temps de travail », a-t-elle conclu.

La loi-programme contre l'exclusion au cœur du débat présidentiel

L'abbé Pierre réclame des mesures d'urgence pour les sans-abri

En lançant un appel solennel en faveur des exclus, lundi 1^{er} mai, l'abbé Pierre a interpellé Lionel Jospin et Jacques Chirac à la veille de leur débat télévisé. De son

côté, l'association Droit au logement, qui reçoit le soutien constant du « retraité d'Esteville », a mené ce week-end deux actions à Toulouse et Marseille.

L'APPEL SOLENNEL en faveur des exclus, lancé lundi 1^{er} mai à la télévision par l'abbé Pierre aux deux candidats à la présidence de la République, n'a pas eu le même retentissement, tant s'en faut, que sa pathétique supplique du 1^{er} février 1994, ni même sa « réplique » du 1^{er} février 1994, adressée quarante ans plus tard aux maîtres de France, toujours à l'égard des « plus souffrants ».

Le fondateur des communautés Emmaüs n'a certes rien perdu de son influence morale. Son constant soutien à l'action de l'association Droit au logement (DAL) - laquelle a encore prouvé son efficacité ce week-end dernier à Toulouse et à Marseille - est déterminant pour la médiatisation du dramatique problème des sans-abri.

Mais, lundi, la mort abominable de ce jeune Marocain, projeté dans la Seine par des skinheads, a autrement dominé l'actualité ; et puis, il faut le dire, l'abbé Pierre n'a peut-être pas eu son souffle habituel.

Assurément, son intervention n'était pas « innocente » à la veille du débat télévisé entre Lionel Jospin et Jacques Chirac et il était nécessaire que « l'apôtre des sans-logis » attire une fois de plus l'attention sur « ces hommes, ces femmes et ces enfants qui n'ont plus de toit, plus de famille, plus d'emploi, plus d'espoir ». Mardi soir, aucun des deux candidats ne pouvait se permettre de faire l'économie d'une réponse au « retraité d'Esteville ».

Cependant, le fondateur d'Emmaüs s'est contenté, si l'on ose dire, de réclamer des « mesures d'urgence », sans placer le problème de l'exclusion dans une perspective globale.

Parmi les dispositions réclamées, celle qui a trait à l'institution d'un revenu minimum

pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans en difficulté est pour le moins sujette à caution. Elle n'est, du reste, défendue ni par Jacques Chirac, ni par Lionel Jospin, ni, en dehors de DAL, par les grandes associations de solidarité.

Le problème est d'une telle ampleur qu'il ne peut évidemment être résolu par l'attribution d'une simple allocation.

De quoi s'agit-il ? Le RMI est attribué à tout bénéficiaire, quel que soit son âge, ayant au moins un enfant. De ce fait, procurer un revenu minimum d'existence (RMI) aux « 18-25 ans » isolés et sans ressources pourrait apparaître d'emblée comme une solution d'une dangereuse facilité.

Il s'agirait, en fin de compte, d'instituer un sous-RMI, de la même façon que le CIP (contrat d'insertion professionnelle) a été - avant d'être abandonné - immédiatement considéré, par ses potentiels bénéficiaires eux-mêmes, comme un sous-SMIC.

La situation des jeunes de moins de vingt-cinq ans sans formation ni emploi est d'une angoissante réalité. An 30 juin 1994 - dernière statistique connue - ils étaient 489 000 à être inscrits à l'ANPE sans avoir la moindre indemnité de chômage.

Déjà, le rapport Chassériau dénombrait, pour 1992, « 200 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans en grande difficulté dans des dis-

positifs d'insertion » et « 100 000 » autres « hors des dispositifs d'insertion, dont 40 000 sortant d'établissements sociaux ». Le problème est d'une telle ampleur qu'il ne peut évidemment être résolu par l'attribution d'une simple allocation. A tout le moins, celle-ci, si elle était décidée, devrait être accompagnée d'un dispositif innovant et incitatif de mise au travail.

En l'état actuel de son application, le volant insertion du RMI est devenu aujourd'hui pratiquement inexistant. Du même coup, on se retrouve aujourd'hui dans un système absurde : il est plus « avantageux » de percevoir cette allocation minimum (2 325 francs par mois) et d'être purement assisté que de signer un contrat emploi-solidarité (CES, 2 200 francs mensuels) et vouloir vraiment travailler.

En fait, c'est le système entier de la lutte contre l'exclusion qui doit être remis à plat, avec, en particulier, la mise en œuvre d'une loi-programme agréée, c'est à noter, par les deux candidats à l'Elysée.

M. C.

Les actions du DAL à Toulouse et à Marseille

Sept familles de sans-logis, qui occupent depuis samedi 29 avril une demeure du centre de Toulouse, sont parvenues dimanche à trouver un accord avec le propriétaire. La Société mutuelle des étudiants du Sud-Ouest autorise les neuf adultes et deux enfants à résider jusqu'au 30 mai dans cette maison de 1 200 m² qu'elle a rachetée à la mairie en mars. Les familles et l'association Droit au logement (DAL) s'étant engagées à quitter alors les lieux, la mutuelle ne fera pas appel à la police. Le DAL, dont les 400 militants croyaient investir un local municipal, a demandé à la mairie et au conseil général de Haute-Garonne de trouver une solution pour ces familles. Les militants du DAL sont également intervenus samedi à Marseille pour réclamer un logement pour une vingtaine de familles. Après avoir tenté sans succès d'investir un immeuble de bureaux inoccupé appartenant au conseil général des Bouches-du-Rhône, ils ont installé des canapés sur un carrefour du centre-ville qu'ils ont bloqué jusqu'à dimanche après-midi. Le conseil général s'est engagé à loger les familles avec enfants à l'hôtel en attendant de leur avoir trouvé un logement.

L'appel de l'abbé Pierre

A LA VEILLE du débat télévisé entre M. Chirac et M. Jospin, l'abbé Pierre a adressé, lundi 1^{er} mai aux deux candidats à la présidence de la République l'appel suivant :



« Des de-mol, vous ou-rez à agir pour l'avenir du pays, l'un comme l'autre vous promettez et vous le savez, les paroles que vous prononcerez ne tomberont pas dans l'oubli. Des mesures d'urgence sont attendues par les électeurs, car elles seront le premier signe de votre vraie volonté d'agir et de restaurer

la vraie solidarité envers ceux qui souffrent. Lorsque vous serez élus, ferez-vous en sorte que l'on réhabilite les logements de la spéculation pour les sans-logis, que l'on donne aux jeunes en difficulté un revenu minimum et une occupation utile, que l'on ouvre à tous l'accès à la couverture sociale et que l'on permette aux chômeurs de circuler sans frais pour trouver un emploi ? Pour ces hommes, ces femmes et ces enfants qui n'ont plus de toit, plus de famille, plus d'emploi, plus d'espoir, je vous en supplie, agissez et vite. Ils sont des millions, si nombreux que sans cela notre fragile démocratie pourrait, vous le savez, voler en éclats soudainement. »

L'Aude entre tradition « rouge » et tentation lepéniste

CARCASSONNE

de notre envoyée spéciale

Ici, les beaux touristes, l'agneau et même le vin se vendent « cathare ». Mais ce pays vibre aussi d'une autre tradition, celle du socialisme qu'incarnèrent jusqu'au rêve Jaurès et Léon Blum, enfants du pays. Si l'utopie s'esoupe, l'Aude, avec 31,14 % des suffrages le 23 avril en faveur de Lionel Jospin, reste le quatrième département socialiste de France. En 1988, elle arrivait en tête : François Mitterrand s'y retrouvait fort de 36 %. Des militants du PS le rappellent aujourd'hui avec regret. Ils vous promettent aussitôt une « vraie surprise » au second tour. « Mais rien n'est sûr : le challenge sera très serré, beaucoup plus que les sondages ne le prédisent. » Tant d'inconnues sont nées de ce premier tour, dans les cantons urbains et plus encore dans les villages farouchement arc-boutés sur leurs traditions ! De nombreux bourgs ont choisi Lionel Jospin et, derrière lui, Le Pen. Ils ont leurs « déçus » qui s'alignent du coup porté à Edouard Balladur. Que vont faire tous ces électeurs dans le secret de l'isolement ? L'esprit républicain laïc, volontiers franc-maçon, s'enracine au plus profond des vignes. Dans ces campagnes, il y a peu encore, on organisait deux bals, l'un pour les rouges, l'autre pour les blancs, et il n'était pas question de se mélanger. Aujourd'hui, « les hommes politiques ne possèdent pas les voix. Ils ne mobilisent pas leur électeur totalement. »

Aux législatives de 1993, alors que le camp socialiste s'étripait et que les villeduans s'enflammaient contre la loi Bvin, le PS a perdu ses députés, à Carcassonne, Narbonne - où il tenait depuis cent quatre ans -, et Castelnaudary. Les maires, élus, étaient déjà repassés à droite.

« Ce fut une gifle » : les socialistes veulent prendre leur revanche. Carcassonne s'est déjà lancée dans une campagne très tendue pour les municipales de juin. Le scrutin présidentiel lui-même semble être passé au second plan. C'est dans ce contexte que Lionel Jospin est arrivé en tête, « créant une sacrée dynamique ». Pour la reconquête de la mairie, s'entend... Alors, qu'importe si trois jeunes filles sans emploi, réduites à vivre chez papa-maman, avouent en chœur « ne rien comprendre aux déclarations des candidats ». « De toute façon, la politique est impuissante à nous fournir du travail. »

FERVENS RÉPUBLICAINS

Mais les bourgeois, autour de la préfecture, tendent à devenir des cités-dortoirs ou des refuges pour un troisième âge venu du Nord. « Ces vieux prennent peur de tout. Chez nous, au village, il n'y a pas de problèmes d'immigration, nos ouvriers agricoles sont portugais ou magrébins bien intégrés. Le Pen (prononcé Le Pin), avec sa faconde et son charisme, réussit à convaincre ces vieux du danger de l'immigration », fait remarquer dans un grand rire Michel Bayle, villeduain à Aigues-Vives, une commune de

150 habitants dans le Minervois. L'homme est un villeduain du PS, jovial, autodidacte, cultivé. Il ne se prive pas de critiquer François Mitterrand et même Lionel Jospin. Mais s'il s'agit de faire barage à la droite, à l'extrême droite, alors Michel Bayle se démonte comme un diable. « Droite et gauche, ça existe plus que jamais. » Yves Béziau, boulanger à Laredorte (700 ins-crits) est son ami. Avec la même ferveur républicaine enrobée de drôlerie, lui aussi bat la campagne, non sans réalisme : « A Laredorte comme à Aigues-Vives, peut-être Le Pen 0-1-5 % de supporters fascistes de cœur. Les 3 % restants votent en sa faveur le fort pour condescendre, les néo-socialistes. Déjà, ils viennent discuter avec nous, hésitant pour le second tour. » Le maire d'Aigues-Vives soutient le Front national. « On se connaît depuis toujours, peut-être est-il agité ? ». Dans ces deux villages, Lionel Jospin fait plus de 40 %, Jean-Marie Le Pen moins de 10 %.

Michel Bayle et Yves Béziau sont contre l'élection au suffrage universel du président de la République. « C'est au Parlement de le faire. » Mais « même si on a des journaux dans les jantes, on s'engage à fond. » L'élection présidentielle est aussi pour les deux larrons, comme pour beaucoup d'autres Audois de gauche, une formidable bataille, bien au-delà des querelles de clocher : dans ce département pauvre se poursuit l'éternelle fronde contre le pouvoir de Paris.

Danielle Rouard

هكذا عن الأصل

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995 / 9

Un Marocain a été tué pendant la manifestation du Front national

Les auteurs du meurtre de Brahim Bouraam se seraient détachés du cortège, selon le parquet de Paris.
Mardi matin, deux personnes étaient entendues comme témoins

Lors de la manifestation du Front national, le 1^{er} mai à Paris, un groupe de trois skinheads a agressé un Marocain de trente ans, Brahim Bouraam, qui se promenait sur les quais de la Seine. Après avoir été jeté à la

Seine à la hauteur du pont du Carrousel, le jeune homme est mort noyé. Mardi matin, ses agresseurs n'avaient pas été identifiés et deux personnes ont été entendues comme témoins. Selon le parquet de Paris,

« il est plus que probable que les auteurs de ce crime faisaient partie de la queue du cortège et qu'ils s'en sont détachés pour bifurquer à droite sur le quai du Louvre ». Selon un témoin, les trois skin-

heads auraient, une fois leur agression perpétrée, regagné le cortège du Front national. Ce crime a été unanimement condamné par la classe politique et, en particulier, par MM. Chirac et Jospin, M. Le Pen se

contenant pour sa part d'évoquer un « incident ». S'agissant de l'élection présidentielle, le président du Front National s'est refusé à donner des consignes de vote, laissant à chacun « sa liberté ».

UN GROUPE de trois skinheads a agressé Brahim Bouraam, un Marocain né en 1965, qui se promenait tranquillement sur les quais de la Seine lundi 1^{er} mai. L'homme a été jeté à l'eau, à la hauteur du pont du Carrousel, et il est mort noyé après avoir coulé à pic. Alerté par des témoins de la scène, la brigade fluviale de la préfecture de police de Paris a repêché son corps peu avant midi. Les agresseurs auraient regagné ensuite la queue du cortège du FN, auquel, comme à leur habitude depuis qu'existe le cortège en l'honneur de Jeanne d'Arc, participaient des bandes de ces jeunes gens au crime rasé avant tout partisans de la violence et de la haine raciale.

Mardi 2 mai dans la matinée, les enquêteurs de la brigade criminelle ont interpellé en région parisienne deux hommes appartenant à la mouvance « skin », qui étaient encore entendus comme témoins mardi en fin de matinée. Selon le parquet de Paris, « il est plus que probable que les auteurs faisaient partie de la queue du cortège et qu'ils s'en sont détachés pour bifurquer, à droite sur le quai du Louvre, et descendre par la rampe qui mène au bas-port ». Une dizaine de skinheads avaient quitté la manifestation, selon les témoins, et trois auraient directement participé à l'agression du Marocain. La berge de la Seine était alors fréquentée

notamment par des musiciens et de nombreux badauds. Quatre témoins ont été interrogés par la brigade criminelle de la police judiciaire, qui a été chargée de l'enquête par le parquet, dont un représentant s'était immédiatement rendu sur place. L'un des témoins affirme que les skin-heads ont ensuite regagné le cortège. Aucune injektive n'aurait été échangée. Le jeune Marocain précipité à la Seine aurait tenté de se débattre. Une embarcation de la brigade fluviale, présente sur place en raison du passage du cortège, serait rapidement venue à son secours, mais en vain. L'autopsie du corps de Brahim Bouraam devrait être pratiquée mardi 2 mai en fin d'après-midi. L'enquête de flagrance devrait déboucher, mercredi, sur l'ouverture d'une information pour « homicide volontaire », voire « assassinat ». Tout semble indiquer que les faits relèvent de l'acte gratuit et que aucun des skin-heads n'a cherché à porter secours à la victime.

Jean-Marie Le Pen a, comme toujours quand des incidents violents émaillent les manifestations du FN, affirmé que son parti est étranger au meurtre du Marocain. « Cet incident s'est produit hors du défilé de Jeanne d'Arc », a-t-il commenté, affirmant : « Personne dans la police ne met en cause le Front national ». L'enquête de la brigade criminelle ne fait en réalité que commencer. Des cassettes vidéo du défilé ont

été aussi visionnées par les enquêteurs, à la recherche d'éléments d'identification des skinheads meurtriers. L'autopsie du corps de Brahim Bouraam devrait notamment permettre de savoir si des coups lui ont été portés avant sa noyade. L'attitude du FN à l'égard des groupes de « skins » est, quoi qu'il en soit, traditionnellement ambiguë. Les dirigeants du Front se satisfont de la présence de ces jeunes quand ils s'attaquent aux manifestants venus porter, à Paris ou en province, la contradiction face aux rassemblements du FN. A l'inverse, des heurts ont régulièrement lieu entre le service d'ordre officiel du parti de Jean-Marie Le Pen - la Délégation à la protection et à la sécurité (DPS) - et les skins, comme ce fut notamment le cas lors de la manifestation parisienne du 1^{er} mai 1994. Cette ambiguïté est d'autant

plus forte que certains mouvements skins - quelques centaines de membres dans l'ensemble de l'Hexagone - sont effectivement proches de la jeune garde du FN, le Front national de la jeunesse (FNTJ), dont les principaux référents politiques empruntent davantage à la dialectique de la barre de fer qu'au discours politique. Appartenant souvent aux rangs du FNJ, les étudiants du GUD s'étaient ainsi dernièrement affrontés, dans la nuit du premier tour de l'élection présidentielle, aux membres de la DPS qui gardaient la permanence de campagne de Jean-Marie Le Pen à Saint-Cloud.

Lundi, vers midi, des gros bras du FN armés de barres de fer avaient fait irruption dans l'Opéra de Paris, où quatre membres du « réseau de lutte antifasciste » Ras l'Front avaient pacifiquement perturbé le début du discours de Jean-Marie Le

Une campagne émaillée de violence

● Le 21 février, à Marseille, trois colliers d'affiches du Front national tuent un jeune Français d'origine comorienne, âgé de dix-sept ans. Selon les amis d'Ibrahim Ali, aucune altercation n'a précédé les coups de feu. Bruno Mégret évoque la « légitime défense ». Les trois hommes ont été mis en examen pour « homicide ». Quelques jours plus tard, Jean-Marie Le Pen parlera d'un « triste accident », assurant que la balle a « ricoché », bien que l'enquête démonte cette thèse.

● Le 21 mars, à Auch (Gers), de violents affrontements opposent la caravane des Jeunes du FN à une manifestation d'étudiants. Samuel Manéchal, gendre de Jean-Marie Le Pen, et un autre militant du Front, sont condamnés pour « coups et blessures » à huit mois de prison avec sursis et 5000 francs d'amende.

● Le 20 avril, à Courbevoie, trois militants d'extrême-droite, sortant d'un meeting de Jean-Marie Le Pen, brutalisent une jeune Algérienne enceinte. Se faisant passer pour des policiers, ils lui dérobent ses papiers puis tentent de lui passer les menottes. Elle parvient à avertir la police. Les enquêteurs trouveront à leurs domiciles toute une panoplie néonazie ainsi qu'une carte du FN.

Jean-Marie Le Pen a, comme toujours quand des incidents violents émaillent les manifestations du FN, affirmé que son parti est étranger au meurtre du Marocain. « Cet incident s'est produit hors du défilé de Jeanne d'Arc », a-t-il commenté, affirmant : « Personne dans la police ne met en cause le Front national ». L'enquête de la brigade criminelle ne fait en réalité que commencer. Des cassettes vidéo du défilé ont

été aussi visionnées par les enquêteurs, à la recherche d'éléments d'identification des skinheads meurtriers. L'autopsie du corps de Brahim Bouraam devrait notamment permettre de savoir si des coups lui ont été portés avant sa noyade. L'attitude du FN à l'égard des groupes de « skins » est, quoi qu'il en soit, traditionnellement ambiguë. Les dirigeants du Front se satisfont de la présence de ces jeunes quand ils s'attaquent aux manifestants venus porter, à Paris ou en province, la contradiction face aux rassemblements du FN. A l'inverse, des heurts ont régulièrement lieu entre le service d'ordre officiel du parti de Jean-Marie Le Pen - la Délégation à la protection et à la sécurité (DPS) - et les skins, comme ce fut notamment le cas lors de la manifestation parisienne du 1^{er} mai 1994. Cette ambiguïté est d'autant

Philippe Bernard et Éric Inciyan

MM. Chirac et Jospin dénoncent un crime « raciste »

LA MORT du jeune Marocain Brahim Bouraam en marge de la manifestation du Front national, lundi 1^{er} mai à Paris, a suscité de nombreuses réactions : ● Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a affirmé, sur France Info, que cette noyade n'avait « aucun rapport » avec la manifestation du FN, en précisant que « cet incident mar-

tel s'est produit après le passage du cortège du Front national ». A propos des agissements des skinheads, M. Le Pen a indiqué qu'à chaque manifestation, le service d'ordre du FN devait « se défendre de raids de skinheads ».

● L'indignation et la consternation devant un geste sauvage qui semble être de nature raciste. Cet acte odieux nous rappelle une fois encore la vigilance qui s'impose devant toutes les formes de l'intolérance », a-t-il indiqué.

Après le pont du Carrousel, les manifestants ont profité de l'écho renvoyé par les guilchets du Louvre pour faire résonner leur slogan de l'entre-deux tours : « Chirac ou placard ! » Produisant une rancune que même l'honneur du socialisme ne semble pas pouvoir compenser, l'expression a sonné comme une consigne de vote. Même si M. Le Pen n'a pas explicitement appelé à barrer la route au maire de Paris, le noyau dur des manifestants ne s'y est pas trompé. « Pour la première fois de ma vie, je vais voter à gauche », indiquait l'un des trente-quatre conseillers régionaux de la région Provence.

● L'indignation et la consternation devant un geste sauvage qui semble être de nature raciste. Cet acte odieux nous rappelle une fois encore la vigilance qui s'impose devant toutes les formes de l'intolérance », a-t-il indiqué.

● L'indignation et la consternation devant un geste sauvage qui semble être de nature raciste. Cet acte odieux nous rappelle une fois encore la vigilance qui s'impose devant toutes les formes de l'intolérance », a-t-il indiqué.

● L'indignation et la consternation devant un geste sauvage qui semble être de nature raciste. Cet acte odieux nous rappelle une fois encore la vigilance qui s'impose devant toutes les formes de l'intolérance », a-t-il indiqué.

● L'indignation et la consternation devant un geste sauvage qui semble être de nature raciste. Cet acte odieux nous rappelle une fois encore la vigilance qui s'impose devant toutes les formes de l'intolérance », a-t-il indiqué.

● L'indignation et la consternation devant un geste sauvage qui semble être de nature raciste. Cet acte odieux nous rappelle une fois encore la vigilance qui s'impose devant toutes les formes de l'intolérance », a-t-il indiqué.

Le défilé triomphal des « arbitres » à Paris

RIEN ne laissait présager, lundi matin, le drame qui s'est produit en marge de la manifestation du Front national : lorsque le cortège a quitté le quartier de Saint-Germain-des-Près, peu avant 10 heures, l'atmosphère était quasi conviviale. Évalués à quinze mille par la police, les sympathisants de Jean-Marie Le Pen n'avaient jamais été aussi nombreux pour la fête de Jeanne d'Arc. Venus par cars de toute la France, à un prix d'ami par rapport au tarif ordinaire - 20 francs le déplacement depuis Lille, contre 80 francs l'année précédente -, ils n'étaient pas peu fiers de se voir placés en position d'« arbitres » par l'arithmétique électorale du second tour, et cela semblait suffire à leur bonne humeur.

admirateurs de Blanqui et de Proudhon, trouvaient qu'il fallait «... en l'air » tout le « système », et la mieux placée dans leur cœur, après Le Pen, c'était Arlette Laguiller. « Barbare ou chrétien », menaçait un tract de l'association Péténage et Tradition, « il faut choisir ». La barbarie, c'est « le désir des plaisirs sensuels jusqu'au dégoût du bonheur ».

Après le pont du Carrousel, les manifestants ont profité de l'écho renvoyé par les guilchets du Louvre pour faire résonner leur slogan de l'entre-deux tours : « Chirac ou placard ! » Produisant une rancune que même l'honneur du socialisme ne semble pas pouvoir compenser, l'expression a sonné comme une consigne de vote. Même si M. Le Pen n'a pas explicitement appelé à barrer la route au maire de Paris, le noyau dur des manifestants ne s'y est pas trompé. « Pour la première fois de ma vie, je vais voter à gauche », indiquait l'un des trente-quatre conseillers régionaux de la région Provence.

Rangés derrière leurs banderoles tricolores, les manifestants composaient l'habituel défilé hétéroclite des partisans de Jean-Marie Le Pen. « Français depuis Saint-Louis », comme dit M. Daniel Gallimard, de Cabriès, « le Neully marseillais ». Les chrétiens vendaient l'insigne du Sacré-Cœur des choux ou proposaient de participer au pèlerinage de Chartres, « cela fait du bien, vous verrez ». Un père de famille avait amené son fils aux cheveux longs pour lui montrer « autre chose », mais le jeune homme, assis au pied d'un feu rouge, s'était pris la tête dans les mains et ne regardait rien. Deux retraités,

présence nouvelle dans le paysage de l'extrême droite, des chiens, qu'une sorte de phénomène contagieux semblait attirer aux pas des jeunes au crâne rasé. Le maître avait toujours de solides rangiers, le portefeuille attaché à la ceinture par une chaîne à gros maillons, parfois une casquette du Paris-Saint-Germain. Un chien était venu s'ajouter à sa panoplie. Généralement replet et court sur pattes, l'animal avait parfois le cou agrémenté d'un collier à pointes métalliques. Traînant à l'arrière du cortège, la brigade canine s'est notamment signalée à l'arrivée, place de l'Opéra, lorsqu'un immense collier jaune, « Nan au racisme, nan au fascisme », est apparu au fronton du Palais-Garnier. Volontaires pour tenter l'escalade, plusieurs jeunes gens sont partis en courant mais le temps qu'ils s'élancent, la banderole disparaissait déjà du monument.

● L'indignation et la consternation devant un geste sauvage qui semble être de nature raciste. Cet acte odieux nous rappelle une fois encore la vigilance qui s'impose devant toutes les formes de l'intolérance », a-t-il indiqué.

M. Le Pen laisse la liberté de vote à ses électeurs, mais attaque surtout M. Chirac

« CHIRAC, C'EST JOSPIN en pire ! Dans ces conditions, vous comprendrez que je ne peux ni ne veux vous recommander de voter pour l'un ou pour l'autre des candidats résiduels », a déclaré Jean-Marie Le Pen à ses militants et sympathisants, lors du rassemblement organisé place de l'Opéra à Paris lundi 1^{er} mai. En guise de consigne de vote, il a laissé « à chacun sa liberté, sa responsabilité de voter en fonction de ses origines, sympathies et antipathies ». Mais le président du Front national a fortement teinté son « non-choix » d'une incitation à ne pas voter Chirac. Car c'est à une véritable attaque en règle qu'a eu droit le maire de Paris.

« CHIRAC, C'EST JOSPIN en pire ! Dans ces conditions, vous comprendrez que je ne peux ni ne veux vous recommander de voter pour l'un ou pour l'autre des candidats résiduels », a déclaré Jean-Marie Le Pen à ses militants et sympathisants, lors du rassemblement organisé place de l'Opéra à Paris lundi 1^{er} mai. En guise de consigne de vote, il a laissé « à chacun sa liberté, sa responsabilité de voter en fonction de ses origines, sympathies et antipathies ». Mais le président du Front national a fortement teinté son « non-choix » d'une incitation à ne pas voter Chirac. Car c'est à une véritable attaque en règle qu'a eu droit le maire de Paris.

« CHIRAC, C'EST JOSPIN en pire ! Dans ces conditions, vous comprendrez que je ne peux ni ne veux vous recommander de voter pour l'un ou pour l'autre des candidats résiduels », a déclaré Jean-Marie Le Pen à ses militants et sympathisants, lors du rassemblement organisé place de l'Opéra à Paris lundi 1^{er} mai. En guise de consigne de vote, il a laissé « à chacun sa liberté, sa responsabilité de voter en fonction de ses origines, sympathies et antipathies ». Mais le président du Front national a fortement teinté son « non-choix » d'une incitation à ne pas voter Chirac. Car c'est à une véritable attaque en règle qu'a eu droit le maire de Paris.

« CHIRAC, C'EST JOSPIN en pire ! Dans ces conditions, vous comprendrez que je ne peux ni ne veux vous recommander de voter pour l'un ou pour l'autre des candidats résiduels », a déclaré Jean-Marie Le Pen à ses militants et sympathisants, lors du rassemblement organisé place de l'Opéra à Paris lundi 1^{er} mai. En guise de consigne de vote, il a laissé « à chacun sa liberté, sa responsabilité de voter en fonction de ses origines, sympathies et antipathies ». Mais le président du Front national a fortement teinté son « non-choix » d'une incitation à ne pas voter Chirac. Car c'est à une véritable attaque en règle qu'a eu droit le maire de Paris.

Pour le leader d'extrême droite, M. Chirac n'a pas fait moins que « trahir son peuple », avec le traité de Maastricht et les accords du GATT, « trahir sa nation » avec notamment la loi sur le regroupement familial, et « trahir sa foi en choisissant, aux pieds des Templiers des temps modernes, le saint empire eu-

ropéen mafieux ». Et M. Le Pen a demandé à ses électeurs, parmi lesquels se comptent un nombre important d'ouvriers et de chômeurs, si M. Chirac « est bien l'homme du social qu'il a tenté de paraître » au cours de sa campagne électorale.

M. Le Pen ne leur pardonnant pas leurs « véritables déclarations de guerre lancées sur les ondes » au soir du premier tour, il a pris pour cibles les lieutenants du maire de Paris, qu'il a qualifiés de « petits marquis », de « marchands de foie gras » et d'« ennemis du séral oligarchique ». Il reproche aux représentants du RPR d'avoir proféré des « calomnies », « des mensonges blessants », « des insinuations » et d'avoir « témoigné du mépris » à ses électeurs en les décrivant « comme des défilés, des minis » et en les comparant « à des nazis ».

M. Le Pen ne leur pardonnant pas leurs « véritables déclarations de guerre lancées sur les ondes » au soir du premier tour, il a pris pour cibles les lieutenants du maire de Paris, qu'il a qualifiés de « petits marquis », de « marchands de foie gras » et d'« ennemis du séral oligarchique ». Il reproche aux représentants du RPR d'avoir proféré des « calomnies », « des mensonges blessants », « des insinuations » et d'avoir « témoigné du mépris » à ses électeurs en les décrivant « comme des défilés, des minis » et en les comparant « à des nazis ».

Pour le leader d'extrême droite, M. Chirac n'a pas fait moins que « trahir son peuple », avec le traité de Maastricht et les accords du GATT, « trahir sa nation » avec notamment la loi sur le regroupement familial, et « trahir sa foi en choisissant, aux pieds des Templiers des temps modernes, le saint empire eu-

Pour le leader d'extrême droite, M. Chirac n'a pas fait moins que « trahir son peuple », avec le traité de Maastricht et les accords du GATT, « trahir sa nation » avec notamment la loi sur le regroupement familial, et « trahir sa foi en choisissant, aux pieds des Templiers des temps modernes, le saint empire eu-

Pour le leader d'extrême droite, M. Chirac n'a pas fait moins que « trahir son peuple », avec le traité de Maastricht et les accords du GATT, « trahir sa nation » avec notamment la loi sur le regroupement familial, et « trahir sa foi en choisissant, aux pieds des Templiers des temps modernes, le saint empire eu-

Pour le leader d'extrême droite, M. Chirac n'a pas fait moins que « trahir son peuple », avec le traité de Maastricht et les accords du GATT, « trahir sa nation » avec notamment la loi sur le regroupement familial, et « trahir sa foi en choisissant, aux pieds des Templiers des temps modernes, le saint empire eu-

Plus sérieux que les sondages, un document.

Claude Angeli Stéphanie Masnier

LE NID DE SERPENTS

Bataille pour l'Elysée 1993-1995

Grasset

"Je n'ai jamais vu de campagne aussi dégueulasse."

Charles Pasqua, à TF1

"Cet épisode de la 'Comédie humaine politique' est révélateur des passions des hommes pour le pouvoir. Ou est donc dans tout cela, la préoccupation des affaires nationales pourtant mal en point ?"

Raymond Barre, lettre aux électeurs

Grasset

Christiane Chombeau

هكذا من الاجل

La difficile équation budgétaire du nouveau président de la République

Le financement des promesses électorales pourrait contrarier la baisse du déficit

L'élaboration d'un collectif budgétaire pour 1995 et la préparation du projet de loi de finances pour 1996 attendent le nouveau gouvernement dans les

trois mois qui suivront son installation. Quel que soit l'écu, les arbitrages qu'il devra rendre seront délicats. Il devra trouver des financements pour les

mesures annoncées mais également veiller à ce que le déficit ne dépasse pas 275 milliards de francs en 1995 ni 245 milliards en 1996.

DE TOUS LES DOSSIERS qui attendent le futur gouvernement au lendemain de l'élection présidentielle, le budget est assurément un de ceux sur lesquels le président devra se pencher le plus vite et qui requerra de sa part les arbitrages les plus délicats.

Pour tenir compte des engagements présidentiels et montrer qu'il met en œuvre, sans délai, les changements annoncés, il devra d'abord dès le courant du mois de juin élaborer un projet de loi de finances rectificative pour 1995. Ensuite, il devra mettre les bouchées doubles pour boucler dans le courant de l'été le projet de loi de finances pour 1996.

En moins de trois mois, le nouveau président aura donc une double occasion d'imprimer sa marque à la politique économique et sociale. Haotement symbolique, l'exercice sera aussi difficile car, si, à des degrés divers, les deux candidats ont beaucoup promis, ils ont aussi annoncé qu'ils réduiraient les déficits. Cela risque de se révéler beaucoup plus facile à dire qu'à faire.

Certes, l'un et l'autre ont annoncé qu'ils procéderaient à une modification de la procédure budgétaire. M. Chirac a préconisé la mise en œuvre d'un « audit » des finances publiques, avec le concours de la Cour des comptes. De son côté, M. Jospin a indiqué que ses actions prioritaires seraient financées par un « réexamen systématique des dépenses budgétaires en fonction de leur effet sur l'emploi ». L'annonce d'est pas franchement nouvelle : en entrant en fonction, tous les gouvernements, ou presque, ont pour habitude de dire qu'ils feraient un

meilleur usage que par le passé des deniers publics, mais ils peinent ensuite à y parvenir. Edouard Balladur en a fait la cruelle expérience. Il avait souhaité que les dépenses budgétaires n'évoluent pas plus vite que les prix, en 1994 et 1995, mais il a dû, finalement, abandonner l'objectif en cours de route.

Quoi qu'il en soit, la procédure de réexamen annoncée par les deux candidats est suffisamment complexe pour ne pas aboutir avant de longs mois. Quel que soit l'écu, il devra donc élaborer, dans un premier temps, un « collectif » budgétaire sans pouvoir tenir compte des résultats de l'audit. Et c'est là que tout se complique.

UNE CAGNOTTE DE 20 MILLIARDS

Dans le cas de M. Chirac, on connaît déjà les contours de ce collectif. Invité de l'émission « 7 sur 7 », sur TF1, Alain Juppé a annoncé, dimanche 30 avril, que l'une des premières mesures consisterait à modifier le financement de la protection sociale, pour un montant de 50 milliards de francs. Pour alléger le coût du travail, des charges sociales seraient donc abaissées, et, en contrepartie, le collectif budgétaire prévoirait une hausse de certains impôts, pour un montant équivalent. S'agirait-il de la TVA, dont le taux majoré pourrait être relevé de 18,6 % à 20 %, ou sinon de la contribution sociale généralisée ? Durant toute sa campagne, M. Chirac s'est refusé à lever le voile sur ses intentions, même s'il s'agit d'une réforme dont les conséquences sociales sont considérables. En tout cas, le changement n'affecterait pas l'équilibre de la loi de finances.

Il n'en ira pas de même avec une autre proposition. Annoncée elle aussi par M. Juppé, celle-ci

visait à faire figurer dans le collectif une « mesure spectaculaire » destinée au logement social pour les plus démunis. Comment cette action serait-elle financée ? La réponse n'est pas connue. De même, on peut supposer que le futur gouvernement aurait à cœur de mettre en œuvre très rapidement le fameux contrat initiative-emploi déposé par M. Chirac. Selon son initiateur, le projet ne coûterait rien. En est-on si sûr ?

M. Jospin, lui, n'a pas précisé quelles mesures pourraient figurer

de février, le gouvernement actuel a pris la décision de geler 20 milliards de francs de crédits budgétaires. Cette « cagnotte » pourrait donc être utilisée pour financer des actions prioritaires. Pourtant, le casse-tête ne serait pas entièrement résolu car les deux candidats ne pourront plus compter, en contrepartie, sur les recettes de privatisation (lire ci-contre). Le nouveau gouvernement aura donc une équation très difficile à résoudre pour contenir le déficit budgétaire à 275 milliards de francs.

Le casse-tête des privatisations

Le déficit budgétaire dépassera-t-il les 275 milliards de francs prévus pour 1995 ? L'écu du 7 mai aura un difficile problème à résoudre, car, outre le financement de ses propositions, il devra trouver une solution au problème des privatisations. Le maître de Paris a souvent reproché à M. Balladur d'affecter les recettes de privatisations aux dépenses courantes du budget, au lieu de s'en servir pour désendetter l'Etat. Le candidat socialiste, lui, n'entend pas vendre les « bijoux de famille ». Ces deux orientations risquent donc de modifier l'équilibre du budget de 1995, car celui-ci a été construit sur une hypothèse de 55 milliards de francs de recettes de privatisations et, sur ce montant, une vingtaine de milliards seulement a fait l'objet d'une cession en début d'année. Quel qu'il arrive, il manquera donc une trentaine de milliards de francs pour boucler le budget.

rer dans une loi de finances rectificative, mais on devine qu'il pourrait être confronté à un problème similaire. De toutes les mesures qu'il a annoncées, les plus simples à mettre en œuvre sont celles qui ont trait au lancement de quatre grands programmes (reconstruction des banlieues, services aux personnes, préservation du paysage, aide à l'action humanitaire) pour un coût annuel estimé à 35 milliards de francs. Comment financer ces programmes ?

En fait, M. Chirac et M. Jospin peuvent compter sur une petite marge de manœuvre. Au mois

L'élaboration du projet de loi de finances pour 1996, qui suivra, pose un problème différent, car, cette fois, M. Jospin a clairement annoncé la couleur, alors que M. Chirac s'est montré sensiblement moins précis. Dans le cas du candidat socialiste, on connaît avec précision les grandes lignes de ce qui pourrait être le prochain budget pour 1996. D'un côté 90 milliards de francs de dépenses, dont 35 milliards pour les quatre grands programmes, 30 milliards pour les allègements fiscaux, 5 milliards pour l'aide à la réduction du temps de travail, 5 milliards pour les chômeurs de longue durée et 15 milliards d'actions diverses ; de l'autre 90 milliards de francs de recettes, dont 30 milliards au titre du relèvement de 33 % à 40 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués, 35 milliards provenant du relèvement de la fiscalité de l'épargne, 20 milliards en taxation sur les pollutions. A cela s'ajoutent 50 milliards de francs de dépenses dont l'utilité sera réexaminée, afin de permettre une réduction de 45 milliards de francs du déficit : on sait déjà tout de la politique budgétaire que mettrait en œuvre un gouvernement socialiste.

DES MESURES COÛTEUSES revanche, M. Chirac s'est montré beaucoup moins précis sur le sujet. On peut, certes, faire un recensement des très nombreuses dispositions qu'il a recommandées. Création du contrat initiative-emploi, baisse de l'impôt sur le revenu, allègement de la fiscalité sur les droits de mutation et sur les transmissions d'entreprise, créations des fonds de pension, détaxation du bénéfice réinvesti dans les PME, augmentation du salaire direct, mesures d'aide à la politique familiale ou en faveur des personnes dépendantes... Les mesures sont si nombreuses et, pour certaines, si coûteuses qu'en février les experts de M. Balladur avaient avancé un chiffre exorbitant de 500 milliards de francs. Aujourd'hui éteinte, la polémique n'en a pas moins été réveillée, car, si l'on connaît les mesures chiraquiennes, on en ignore le calendrier.

Les deux projets budgétaires s'écartent donc sensiblement l'un de l'autre, dans leur calibrage mais aussi dans leur philosophie. Relèvement de la TVA et allègement des droits de succession sur les entreprises pour M. Chirac, hausse de la fiscalité de l'épargne et de la fiscalité des entreprises pour M. Jospin : chaque projet a ses symboles. Ce n'est plus la même polémique qu'en 1988, entre partisans et adversaires de l'impôt sur la fortune, mais ce sont les mêmes clivages.

Laurent Mauduit

Martine Aubry contre les « y a qu'à »

SAINT-BRIEUC de notre envoyé spécial. Initialement, la « fête de la gauche » organisée par les socialistes des Côtes-d'Armor devait accueillir Lionel Jospin. La préparation du débat télévisé qui allait l'opposer, mardi 2 mai, à Jacques Chirac a finalement retenu le candidat socialiste à Paris. Ce dernier avait donc demandé à Martine Aubry, son porte-parole pour la campagne électorale, de le remplacer. Le 1^{er} mai, à l'hippodrome d'Yffiniac, près de Saint-Brieuc. Les quelques milliers de sympathisants venus fêter l'espoir qu'a fait naître le score de M. Jospin au premier tour de l'élection présidentielle ont accepté l'excuse et prouvé qu'ils n'en concevaient pas de dépit en scandant, à l'arrivée, de « Martine à Matignon, Jospin à l'Elysée ! ».

Accueillant avec bonne grâce cet augure, l'ancien ministre des af-

aires sociales a entraîné sans peine les rires de la salle en s'en prenant longuement à Jacques Chirac, « un homme qui change tout le temps ». « Ce n'est pas avec des « y a qu'à » et des « faut » que l'on succède à François Mitterrand », a-t-elle lancé à l'intention du maire de Paris, au début duquel elle a imputé la « politique d'immobilisme, de clientélisme et de conservatisme » mise en œuvre par le gouvernement d'Edouard Balladur. Toutefois, en dépit de la note d'euphorie suscitée par la « surprise » du premier tour, c'est d'abord sur un autre terrain que M^{me} Aubry a rencontré l'adhésion la plus manifeste et, parfois, grave, de son auditoire.

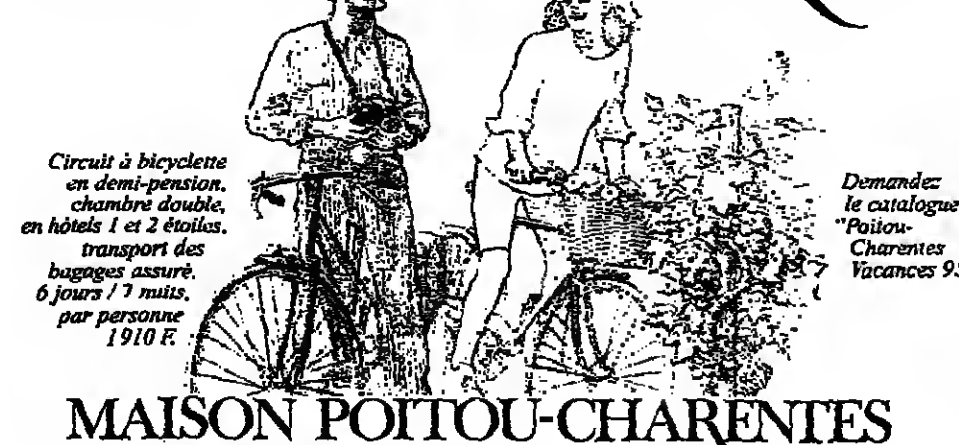
En émaillant ses discours de références aux « erreurs » commises par la gauche durant ses années au pouvoir, le porte-parole de Lionel Jospin avait déjà touché une corde sensible. En invitant les socialistes

à « être fiers de leur bilan, mais aussi à regarder leurs échecs » et en insistant sur l'idée que « la gauche, ce doit être la morale », elle a déclenché les applaudissements les plus nourris. Et lorsqu'elle a conclu que « ce qui l'emportera, le 7 mai, ce sera une nouvelle façon de faire de la politique : servir les autres et non pas se servir soi-même, ne pas faire de la politique d'en haut », chacun, dans l'hippodrome, a compris qu'elle ne faisait pas seulement référence à la pratique politique de l'actuelle majorité.

M^{me} Aubry a par ailleurs profité de ce déplacement pour réagir au « non-choix » proclamé le matin même par le président du Front national entre les deux candidats du second tour, en affirmant que ce n'est pas « Jean-Marie Le Pen qui fera le second tour, mais les Français ».

Cécile Chambraud

VACANCES PAYS DE COGNAC



MAISON POITOU-CHARENTES
68-70, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. (1) 42.22.83.74, fax (1) 45.49.18.84

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

UN IMMEUBLE à PARIS (11^e)
14, RUE de VAUCOULEURS
compt. 2 corps de bdt. de 5 et 6 ét. - SURT. TOT. 315 m² env.
MISE à PRIX : 4 500 000 F
(pouvant être baissée d'un quart, puis d'un tiers)
S'adresser à M^{re} J.-F. AUDUC, avocat à PARIS (75008),
65, rue La Boétie. Tél. : 45-62-88-88 - MINITEL 3616 AVOCAT VENTES

135 AVENUE MOZART à PARIS 16^e
APPELLEMENT de 4 Pces au 2^e étage porte gauche et une cave
APPELLEMENT de 4 Pces au 3^e étage porte droite et une cave
APPELLEMENT de 3 Pces au 3^e étage porte face droite et cave
**MISES à PRIX : 450 000 F (1^{er} Lot) - 400 000 F (2^e Lot)
350 000 F (3^e Lot)**
S'adresser à M^{re} J.-R. COMEN, avocat à PARIS-16^e, 11, bd Jules-Sandeau
Tél. : 45-20-83-83 (du lundi au vendredi de 10 h à 12 h)
Pour visiter sur place JEUDI 4 MAI 1995 de 14 h à 15 h 30

UN APPARTEMENT de 5 P. P. à PARIS-13^e
au 1^{er} étage, escalier 7 du bâtiment B et une cave
133 à 139, avenue d'Italie
Mise à Prix : 800 000 F
S'adresser à M^{re} Jean-Claude BOUTOT, avocat à PARIS-13^e,
87, bd Saint-Michel. Tél. : 46-34-11-42 (de 14 h à 18 h). Au Greffe du TGI
de PARIS, 4, bd du Palais où une copie de l'enchère est déposée.
Visite sur place le 10 mai 1995 de 14 h à 15 h

UN APPARTEMENT à PARIS-6^e
au 3^e étage, porte face et porte droite, compt., entrée, cuisine sur cour,
W.C., dégarment, salle de bains, salle de séjour, salon, chambre grde.
Au sous-sol : Cave
11, rue de Condé
Mise à Prix : 2 500 000 F
Pour renseignements, s'adresser à M^{re} Doris TALON, avocat à PARIS-13^e,
24, quai de la Mégisserie. Tél. : 40-26-06-47 de 9 h à 13 h.
Au Greffe des Créances au Palais de Justice à Paris, n^o 10
où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter
du lundi au vendredi de 14 h à 15 h 30

APPARTEMENT de 7 PIÈCES PRINC.
2 Chambres de domestique et 2 caves
53, AV. RAYMOND-POINCARÉ - PARIS-16^e
2 BOX - 42-46, rue Saint-Didier PARIS-16^e
Mise à Prix : 4 000 000 F
S'adr. à M^{re} G. LAURIN, avocat à PARIS-16^e, 10, rue de l'Isly
Tél. : 45-22-31-26 de 10 h à 12 h - au Greffe du TGI Paris
VISITES s/p, les 12 et 15 mai 1995, de 14 h 30 à 15 h 30

STUDIO à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
10-12 et 14, avenue du Général-de-Gaulle - au 1^{er} étage, escalier A
au 2^e sous-sol : Cave et emplacement de garage
Mise à Prix : 30 000 F
S'adr. M^{re} Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison d'Or à CRÉTIL (94)
Tél. : 49-80-01-85 (exclusivement de 9 h 30 à 12 h) - Pour visiter sur place
le Vendredi 5 Mai 1995 de 11 heures à 12 heures

IMMEUBLE à CREGY-LES-MEAUX (77)
COMPRENANT 21 APPARTEMENTS
15 et 17, rue Henri-Bataillon
Mise à Prix : 6 000 000 F
six millions de francs
Renseignements : SCP TOURAULT DUBREUIL PERRET,
avocats, 26, rue des Cordeliers. Tél. : 64-33-47-25. MINITEL 3617 JAVEN
Visites : jeudi 4 mai 1995 à partir de 14 heures

PUBLICATION JUDICIAIRE
Dans une action opposant la société THE COCA-COLA COMPANY à la société anonyme D'EXPLOITATION DES SOURCES D'ARCELS, la cour d'appel de Lyon a, par arrêt du 13 mai 1991, confirmé en toutes ses dispositions le jugement du Tribunal de Grande Instance de Lyon en date du 5 février 1991, dans lequel le tribunal a dit et jugé que la marque COOL-COLA, enregistrée par la société anonyme D'EXPLOITATION DES SOURCES D'ARCELS sous numéro 1 382 022, constituait la contrefaçon des marques COCA-COLA enregistrées sous les numéros 1 520 054 et 1 150 090 et que la marque COOL-COLA était décevante et en conséquence celle-ci a ordonné la radiation dudit enregistrement n^o 1 382 022 de la marque COOL-COLA, a interdit à la société anonyme D'EXPLOITATION DES SOURCES D'ARCELS tout usage à quelque titre que ce soit, et en particulier à titre de marque, de la dénomination COOL-COLA, ainsi que de toute dénomination, graphisme et/ou présentation pouvant prêter à confusion avec les marques COCA-COLA, confondues et ce sous astreinte de 1 000 F par usage constaté, a ordonné une expertise aux fins de déterminer l'importance du préjudice causé à la société THE COCA-COLA COMPANY et a condamné la société anonyme D'EXPLOITATION DES SOURCES D'ARCELS à payer à la société THE COCA-COLA COMPANY une indemnité provisoirement de 100 000 F, a ordonné la publication du jugement dans dix journaux ou périodiques au choix de la société THE COCA-COLA COMPANY et aux frais de la société anonyme D'EXPLOITATION DES SOURCES D'ARCELS sans que le coût de chaque insertion dépasse la somme de 20 000 F, a ordonné l'exécution provisoire du jugement et a condamné la société anonyme D'EXPLOITATION DES SOURCES D'ARCELS à payer à la société THE COCA-COLA COMPANY la somme de 8 000 F en application de l'article 700 NCP, par William J. REZAC, avocat.

Les limites de « l'autre politique » étrangère de la France

Les programmes des deux candidats convergent dans le cadre de choix contraignants

Jusqu'où Jacques Chirac et Lionel Jospin peuvent-ils aller dans le sens du changement ? Avec quelle liberté, avec quelles contraintes ? Avec la poli-

tique étrangère, nous commençons aujourd'hui une série d'analyses dont l'objectif est d'éclairer les possibilités réelles du changement sur quel-

ques-unes des questions essentielles de l'époque. Nous y traiterons des crises respectives du travail, des éfins, des libertés et de la vie quotidienne.

C'ÉTAIT EN FIN de décembre, il y a quelques semaines, Alain Juppé réfléchissait à voix haute sur ce qu'avait été son action à la tête du

Quai d'Orsay : quelle est la marge de manœuvre laissée à un ministre des affaires étrangères ? « Je crois qu'on peut faire des choses, disait-il, j'ai été très heureux dans cette maison. » En somme, les contraintes liées à la géographie, de l'histoire et des alliances de la France ne prédisposeraient pas tout. Dans la manière dont la France gère ses relations extérieures, dont elle tente d'infléchir le cours des choses sur la scène internationale, il pourrait y avoir une « autre politique ».

C'est sans doute vrai en théorie, mais s'il y a tant de similitudes entre les programmes de politique étrangère de Jacques Chirac et de Lionel Jospin, si leurs projets reflètent une grande continuité avec ce qui a été fait ces dernières années, c'est bien parce que, dans ce domaine, le cadre est étroit, contraignant, et la liberté de choix, limitée. Le champ laissé à ce qui serait une « autre politique » n'est pas aussi vaste que ce que le discours militant peut laisser entendre. Moins qu'ailleurs, la politique étrangère est un domaine où l'on décide seul ; moins encore que par le passé, l'action de la France à

l'étranger se déploie dans un cadre purement bilatéral. C'est la définition d'une puissance moyenne : elle ne pèse que si elle arrive à convaincre d'autres de la suivre. En théorie, bien sûr, la France est toujours libre de « sortir » de ses alliances (pacte atlantique et Union européenne) ; en pratique, ce serait se condamner à l'impuissance et à la pauvreté. Ce serait, au pire, une régression inspirée par des modèles d'isolement aussi tentants que le Portugal de Salazar ou l'Albanie d'Enver Hoxha ou, au mieux, un isolationnisme à la Suisse, la prospérité en moins.

Au fil de leurs grands textes de politique étrangère, Jacques Chirac (le 16 mars) et Lionel Jospin (le 14 avril) le constatent dans les mêmes termes : le premier observe que « la France isolée serait affaiblie », que « ce serait folie que de céder à la tentation du repli ou de l'oubli », que « notre capacité d'influence [dans le monde] dépend de notre union [avec nos partenaires européens] » ; le second promet de rester « fidèle à l'Union européenne », parce que « l'Europe est devenue le cadre naturel de notre action » dans le monde. L'un et l'autre affirment, en toutes lettres, leur détermination à respecter les alliances de la France (Union européenne et pacte atlantique) : c'est dans ce champ, très précisément borné, qu'une éventuelle « autre politique » étrangère devrait se déployer.

Dossier par dossier, à commencer par certains des plus chauds (Bosnie, Algérie), la réalité de l'« autre politique » apparaît souvent difficilement. Dans le cas de l'ex-Yugoslavie, l'« autre politique », c'est été, au tout début des années 90, la démonstration de force sur le terrain - des Américains ou des Européens ou des deux à la fois -, une démonstration de force suffisamment convaincante pour dissuader Slobodan Milosevic d'entrer en guerre, en Croatie comme en Bosnie-Herzégovine. Deux cent mille morts et quatre années plus tard, c'est une option dont même le plus « pacifiste des diplomates » - pour reprendre une expression de Jacques Julliard - ne peut que regretter qu'elle n'ait pas été prise. Elle ne l'a pas été, et ni M. Chirac ni M. Jospin ne proposent que la France aille seule faire la guerre en Bosnie. Aujourd'hui, l'autre politique imaginaire serait, faute d'évolution diplomatique satisfaisante, de retirer les « casques bleus » français de la Forpro et de lever l'embargo sur les armes à destination de l'ex-Yugoslavie. D'une manière très vague, M. Jospin paraît envisager, mais dans l'un et l'autre cas, c'est une décision que la France ne peut concrétiser seule. Le retrait des « casques bleus » suppose une opération militaire de grande ampleur (pour les protéger), impensable sans une forte participation américaine. La levée de l'embargo dépend d'un vote au Conseil de sécurité des Nations unies, et une le-

vée unilatérale de l'embargo par la France ne changerait pas grand-chose.

En Algérie, la France aurait pu décider une politique radicalement autre : « peser » auprès des militaires algériens pour qu'ils n'interrompent pas le scrutin de 1991 et qu'ils laissent les vainqueurs annoncés, les islamistes du FIS, faire leurs preuves au pouvoir - une option qui a, un moment, tenté la diplomatie américaine. Encore eût-il

choses l'a imposée plus que la volonté des dirigeants. La France ne réalise plus que 3 % de son commerce extérieur avec l'Afrique francophone. Elle se désengage. La dévaluation du franc CFA a clairement manifesté cette évolution.

En Afrique, comme au Proche-Orient, en Asie ou en Amérique latine, la France ne peut « compter » qu'avec l'Europe, que grâce à la médiation d'une politique commune développée au sein de

M. Jospin : « Incarner des valeurs »

Dans son discours du 14 avril, M. Jospin affirme que, si son « premier guide » doit être l'intérêt de la France, « il n'y a pas de politique étrangère sans principes » et qu'on attend de la France qu'elle « incarne des valeurs ». Plaçant l'Europe « au cœur » de son programme, il estime que « le futur de notre continent repose largement sur notre capacité à accueillir les nouvelles démocraties nées de la chute du mur de Berlin et de procéder simultanément au renforcement de l'Union ». Il se prononce pour une Europe qui assure notamment « la pérennité de son modèle social » et « la protection de [sa] culture ». Il souhaite une Commission « qui garde son pouvoir d'initiative », un Conseil « plus efficace dans son fonctionnement », un Parlement européen « plus représentatif » et des Parlements nationaux « réellement associés à la construction commune ». M. Jospin propose de « reprendre sur des bases nouvelles » l'aide au développement, qu'il juge inséparable de la démocratie. Il se prononce également pour « la reconnaissance réciproque de la Serbie, de la Croatie, de la Bosnie » et, en Afrique, pour la construction d'« une force d'interposition permanente » au service des organisations internationales.

faillir que Paris puisse se montrer assez convaincant, c'est-à-dire menacer Alger de suspendre toute assistance économique et financière. Le résultat n'était nullement garanti.

CONDAMNÉS À L'IMPOSSIBLE

Aujourd'hui, alors que la guerre est engagée entre militaires et militants islamistes, M. Chirac et M. Jospin sont condamnés à l'impossible exercice auquel se livre la diplomatie française depuis quelques temps. Un haut responsable du Quai d'Orsay le résumait ainsi : « Si nous disons trop fort que nous sommes pour un dialogue entre le pouvoir et toute l'opposition, on nous accuse de trahir ceux des Algériens qui n'entendent pas céder à l'islamisme ; si nous ne disons rien, on nous accuse de soutenir le camp des militaires « éradicateurs », ceux qui n'envisagent que la force comme solution. » La marge de manœuvre de la France est d'autant plus limitée que toute initiative trop ostentatoire de sa part serait condamnée par l'ensemble des Algériens comme une tentative d'ingérence de l'ancienne puissance coloniale. L'« autre politique » algérienne de la France est encore à trouver - si elle existe.

Plus au sud, l'Afrique francophone est censée constituer une zone d'influence privilégiée. Elle est l'objet d'une politique de coopération étroite, certes, mais aussi le théâtre du copinage politico-financier que pratiquent la classe politique et certains groupes industriels français avec des régimes souvent douteux. L'« autre politique » serait, ici, une certaine prise de distance, préconisée, au début des années 80, par Jean-Pierre Cot. En fait, le cours des

l'Union européenne. Là encore, M. Jospin et M. Chirac sont sur la même longueur d'onde. Tous deux n'envisagent pas d'autre politique que la mise sur pied d'une politique extérieure et de sécurité de l'Europe pour préserver l'influence de la France. Faut-il, pour cela, que l'Union européenne évolue vers un modèle plus fédéral ? L'« autre politique » serait, alors, de limiter l'usage du droit de veto au sein de l'Union dans les domaines de la politique étrangère et de la défense.

L'Allemagne le souhaite, mais ni M. Jospin ni M. Chirac ne paraissent très enthousiastes. De même rejettent-ils l'« autre politique » possible en matière d'élargissement de l'Union aux pays d'Europe de l'Est, celle qui, selon le vœu des Britanniques, transformerait l'UE en une vaste zone de libre-échange. L'un et l'autre veulent préserver les politiques communes et entendent que l'élargissement ne se fasse pas aux dépens de l'approfondissement. Pour cela, ils jugent essentiel de préserver le couple franco-allemand.

Définissant ainsi de manière très semblable les relations extérieures de la France, M. Jospin et M. Chirac n'auraient pour se départager que la « manière », le geste-symbolique, celui qui marque la singularité de la France et son attachement à un certain nombre de valeurs. L'« autre politique », ce serait, par exemple, de dire à M. Mitterrand qu'il ne faut pas aller le 9 mai à Moscou pour cause de bain de sang en Tchétchénie. Cette « autre politique » - là, ni l'un ni l'autre ne l'a encore choisie.

Alain Frachon

M. Mitterrand sur la tombe de Pierre Bérégovoy

LE PRÉSIDENT de la République s'est incliné, lundi 1^{er} mai à Nevers, dans la Nièvre, sur la tombe de son ancien premier ministre, Pierre Bérégovoy, à l'occasion du deuxième anniversaire du suicide de celui-ci. François Mitterrand était accompagné de la veuve du disparu, Gilberte Bérégovoy. Il a qualifié la disparition de Pierre Bérégovoy de « tragique et injuste », avant de déclarer : « Je suis avec des amis pour célébrer la mémoire de quelqu'un qui nous a tant aimé et qui le reste. »

Auparavant, le président de la République avait assisté à un concert donné devant le palais ducal de Nevers par le pianiste argentin Miguel Angel Estrella dans le cadre des manifestations organisées depuis le samedi 29 avril en l'honneur de Pierre Bérégovoy. Plusieurs personnalités socialistes locales étaient présentes et notamment le successeur de celui-ci à la mairie de Nevers, Didier Boulaud. M. Mitterrand s'était rendu, l'an dernier, sur la tombe de son ancien premier ministre pour le premier anniversaire de sa mort.

DROITE

■ LALONDE : l'ancien ministre de l'environnement, Brice Lalonde, indique, dans une tribune publiée mardi 2 mai dans *Le Figaro*, qu'il a « choisi Chirac au premier tour parce qu'il représentait la réforme contre le conformisme ». L'ancien ministre de Michel Rocard explique qu'il « persiste » au second tour et qu'il a choisi de se « rapprocher du centre ».

■ BAYROU : le CDS s'est félicité, samedi 29 avril, au cours de son conseil politique, du score obtenu par Edouard Balladur au premier tour de l'élection présidentielle. François Bayrou, président du CDS, a assuré qu'il est « prometteur pour l'avenir » du CDS en soulignant la corrélation entre les terres centristes et les résultats du premier ministre. « Il existe un courant politique majeur dans la vie politique française qui doit à présent se réaliser », a-t-il ajouté avant d'appeler à voter au second tour pour Jacques Chirac.

■ JUPPÉ : le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé dimanche 30 avril, sur TF1, que « Jacques Chirac, candidat à l'élection présidentielle, s'adresse à tous les électeurs et qu'aucun n'est pestiféré », ajoutant que, s'agissant du RPR, « il n'a jamais composé et ne composera jamais avec le Front national ». Interrogé sur un relèvement du SMIC, proposé par M. Lionel Jospin, M. Juppé a déclaré qu'il faudra « donner un coup de pouce », se refusant à donner un pourcentage.

■ DEBRÉ : le premier secrétaire général adjoint du RPR, Jean-Louis Debré, a déclaré, lundi 1^{er} mai, que les électeurs du Front national « feront confiance à Jacques Chirac pour garantir l'ordre républicain », ajoutant qu'avec Lionel Jospin, « ce sera plus d'immigration, de chômage et moins de sécurité ». « Quelles que soient les consignes de Jean-Marie Le Pen, ils ne prendront pas le risque de voir la France retomber dans le piège du socialisme », a indiqué M. Debré dans un communiqué intitulé : « Tout ce qui est excessif est insignifiant » et diffusé peu après le refus du président du Front national de donner une consigne de vote pour le second tour de l'élection présidentielle.

GAUCHE

■ VERTS : l'Alternative rouge et verte (AREV), qui soutenait la candidature de Dominique Voynet au premier tour, a décidé, samedi 29 avril, d'appeler à voter pour M. Jospin au second tour. Elle considère que les réponses apportées par celui-ci constituent « une ouverture pour le dialogue », « un encouragement pour reprendre et élargir (...) les débats et les initiatives pour une alliance rouge-rose-verte, pour une large majorité pour le changement ».

■ LANG : Jack Lang a appelé, le 30 avril en direct du Printemps de Bourges sur TF1, les électeurs « protestataires » du premier tour à voter pour Lionel Jospin. L'ancien ministre s'est aussi expliqué sur ses déclarations du 23 avril, selon lesquelles, « tout naturellement, de nombreux électeurs qui ont voté Front national se rallieront à Lionel Jospin ». « J'ai fait une observation banale, a-t-il dit, à savoir que (...) toute une série de Français, à travers des votes protestataires, ont exprimé un sentiment de révolte (...). J'espère que ce vote de désespoir va se convertir dimanche prochain en vote d'espoir ».

■ LA RÉUNION : Paul Vergès, président du Parti communiste réunionnais, a appelé, lundi 1^{er} mai, à voter pour Lionel Jospin au second tour de l'élection présidentielle afin de « mettre en échec la manœuvre des balladuriers » qui se sont « ralliés » à Jacques Chirac. Au premier tour, le PC réunionnais avait appelé à éliminer « le candidat de l'inégalité », à savoir Edouard Balladur.

Les Verts préfèrent Lionel Jospin

ROMPANT avec une tradition établie depuis la création de leur mouvement, en 1984, les députés au conseil national interrégional (CNIR) des Verts, réunis à Paris samedi 29 et dimanche 30 avril, ont donné « acte à Lionel Jospin de [ses] avancées, même limitées, par rapport à son programme initial ». La motion finale, adoptée par 92 % des suffrages exprimés, fait référence aux engagements du candidat socialiste « sur l'abandon du tunnel routier du Samart, sur l'arrêt de Superphénix, sur l'abandon du projet de canal Rhin-Rhône et sur la poursuite du maraîchage des saisis nucléaires ». Elle déplore, en revanche, des « réponses partielles ou insatisfaisantes sur les trente-cinq heures, sur la proportionnelle, sur les lois Pasqua ». « Au-delà de cette évaluation, conclut le texte, c'est à Lionel Jospin de convaincre les électeurs qui ont voté pour Dominique Voynet au premier tour de voter pour lui au second tour. »

LA FIN DU « NI-NI »
« Le temps du ni-ni apolitique est terminé depuis notre assemblée générale de Lille [en 1993] », s'est aussitôt félicité la candidate écologiste au premier tour de l'élection présidentielle, Dominique Voynet, pour laquelle - de longue date et dès avant sa désignation en octobre 1994 - il ne devait y avoir aucune ambiguïté sur l'attitude à adopter au second tour. Pour en arriver à ce désistement qui n'ose pas dire son nom, M^{me} Voynet et ses amis ont dû, toutefois, s'y reprendre à deux fois.

Samedi, en réponse à des délégués du CNIR venus notamment d'Aquitaine, de Haute-Normandie, du Languedoc-Roussillon, de Lorraine, de l'Allier, de l'Isère, qui prônaient l'absence de toute consigne de vote, Yves Cochet, l'un des porte-parole des Verts, a rappelé en quel « les positions de Jacques Chirac sont à l'opposé » de celles

Jean-Louis Sauva

Jacques Chirac a rassemblé la droite à Bagatelle

APRÈS QUELQUES JOURS de cafouillage, la droite tout entière s'est retrouvée au bois de Boulogne, sur la pelouse de Bagatelle, samedi 29 avril, pour célébrer l'union de la majorité autour de Jacques Chirac. Le RPR a confirmé son efficacité à rassembler les foules. Des militants et des sympathisants véhiculés, pour une part, dans des cars qui arrivaient des quatre coins de France ont afflué sous un chapiteau immense. De l'avis des organisateurs, ils étaient trois ou quatre dizaines de milliers.

Devant eux, au premier rang, tout ce que le mouvement néogaulliste et la confédération libérale comptent de ténors, petits et grands, avait répondu à l'appel de l'unité pour le second tour de l'élection présidentielle. Derrière Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, René Monory (UDF-CDS), président du Sénat, François Bayrou, président du CDS, Jacques Barrot et Alain Madelin, vice-président

du PR, ont été accueillis par des salves d'applaudissements. Les haut-parleurs ont demandé de « réserver le meilleur accueil à M. Charles Pasqua », qui a donc reçu le meilleur accueil. Pendant ce temps-là, le compositeur Jean-Michel Jarre affirmait, sur la scène, que « nos enfants ont le droit, eux aussi, de connaître l'olémence ». Sur grand écran, le chorégraphe Maurice Béjart disait son admiration pour M. Chirac, renouant avec le Japon.

Déjà, les haut-parleurs signalaient l'entrée d'Edouard Balladur, en compagnie de Simone Veil. Tous les parlementaires, assis dans les premiers rangs, se sont levés, mais, rapidement, la salle a scandé « Sardou, Sardou ! », car le chanteur était sur la scène. Ensuite, elle a lâché des sifflets et des huées pour saluer l'arrivée de Nicolas Sarkozy et de François Léotard, deux fidèles de M. Balladur. Sur la scène, Michel Sardou parlait de son aversion pour

« la politique du petit doigt sur la couture du pantalon ». Le premier rang, celui des ténors, se garnissait petit à petit. Ne manquaient plus que les deux lieutenants principaux de M. Chirac. « Accompagné de Philippe Séguin et d'Alain Juppé, ont alors lancé les haut-parleurs, nous vous demandons d'accueillir Valéry Giscard d'Estaing ! »

« Le 23 avril, les Français se sont exprimés à l'issue d'un débat qui a été un débat de qualité (...). Beaucoup de nos compatriotes ont eu le sentiment qu'on ne les écoutait pas assez, qu'on ne s'intéressait pas suffisamment à leur sort. Qu'on allait solliciter leurs suffrages, mais qu'après l'élection ce serait toujours pareil. (...) Le 7 mai, l'alternative est simple : soit nos compatriotes se laisseront égarer dans une troisième aventure socialiste ; soit ils décideront de tourner la page pour donner un nouveau départ à la France. Et c'est maintenant qu'il faut choisir. Pour moi, ma volonté de

changement est inchangée », a déclaré Jacques Chirac.

Le soir-même à Clermont-Ferrand, devant plus de cinq mille sympathisants, Lionel Jospin a évoqué le rassemblement de Bagatelle pour observer que « Jacques Chirac, aujourd'hui, se révèle tel qu'il est et tel qu'il a été : force est de constater qu'il a marché d'occasion des valeurs idéologiques, le républicanisme social faitan Séguin en sa baisse (...). M. Chirac se réconcilie sous nos yeux avec M. Balladur, dont il a pourtant critiqué la politique. A tel point que l'on ne sait plus, désormais, quelle est l'orientation politique de M. Chirac. » Pour Jean-Christophe Cambadélis, porte-parole de M. Jospin, la réunion de Bagatelle, « c'était Jurassic Park ». Dominique Strauss-Kahn, autre porte-parole du candidat socialiste, a invité les Français à donner congé aux deux chefs de file de la droite.

Olivier Biffaud

صكنا من الاجل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995

EXCLUSION Conçu comme un dispositif transitoire et contraignant, puisqu'il oblige son bénéficiaire à une démarche d'insertion, le revenu minimum d'insertion (RMI),

créé en 1988, est aujourd'hui au bord de l'asphyxie. La réintégration dans le monde du travail est de plus en plus difficile, alors que les dépenses budgétaires ne cessent de

croître. 1,8 million de personnes vivent grâce au RMI. ● SUR LE TERRAIN, les animateurs sociaux demandent une redéfinition du volet insertion. De leur côté, des respon-

sables politiques plaident pour le développement d'emplois de services ou d'emplois parapublics pour soulager le système. ● A PARIS, le problème du logement est détermi-

nant pour tous ces allocataires qui parviennent parfois, grâce à quelques travaux au noir, à compléter une prestation qui ne leur permet que de survivre.

Des acteurs sociaux et des élus s'interrogent sur l'avenir du RMI

Plus de 900 000 allocataires, 32 milliards de francs de dépenses annuelles et une insertion aléatoire : de plus en plus nombreux sont ceux qui plaident pour le réaménagement d'un dispositif créé en 1988 et aujourd'hui largement saturé

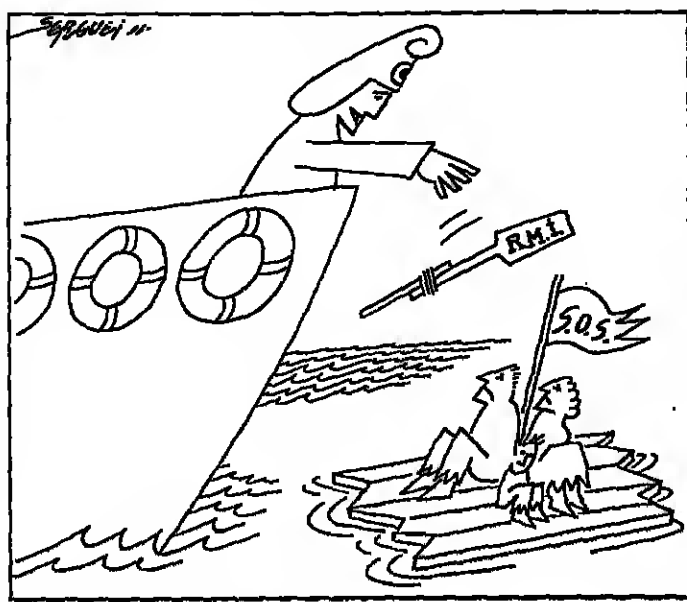
LA MOINDRE PROGRESSION du nombre d'allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) en 1994 ne doit pas faire illusion. 908 336 personnes percevaient cette allocation au 31 décembre 1994 (Le Monde du 28 avril). Compte tenu des conjoints et des enfants à charge, près de 1,8 million de personnes vivent grâce au versement de cette prestation. Elles représentent plus de 3 % de la population française. Le nombre de Rmistes a plus que doublé en cinq ans. Les dépenses ont elles plus que triplé sur la même période, pour atteindre 32 milliards de francs en 1994.

En l'état actuel du dispositif, rien ne laisse augurer un dégonflement durable des effectifs. Pis, la thrombose du système génère des dérives qui éloignent toujours plus le fonctionnement du dispositif de son ambition initiale. Conçu comme un filet de sécurité exigeant autant que provisoire pour les plus pauvres, le RMI est aujourd'hui devenu la voiture-balai de tous ceux qui décrochent du marché du travail. En particulier, les jeunes de plus de vingt-cinq ans et les chômeurs bannis

du régime d'assurance-chômage n'ont - en dehors des solidarités familiales - plus d'autre alternative que d'échouer au RMI. Sur le terrain, les animateurs s'épuisent à faire progresser l'insertion dans l'emploi quand l'exclusion, elle, galope. Les incitations financières à l'embauche des Rmistes dans le secteur marchand ont généré des résultats largement en deçà des besoins. En témoignent les 21 500 contrats de retour à l'emploi signés en 1994 comparés aux 370 000 nouvelles inscriptions au RMI. De la même façon, les services publics qui accueillent massivement les contrats emploi-solidarité (principale mesure proposée aux Rmistes) n'ont pas les moyens de pérenniser ces postes.

TRANSFERT DES CHARGES

Tétanisés par l'explosion des dépenses, l'État et les conseils généraux sont de plus en plus tentés de se défaire de leurs responsabilités. Aiguillonné par le ministère du budget, Edouard Balladur a, durant l'automne, tenté en vain de transférer le quart des charges d'allocations



aux assemblées départementales. Parallèlement, les pressions s'accroissent pour chasser du RMI les fraudeurs qui travaillent au noir et ceux qui ne respectent pas les contrats d'insertion. Comment vivre décemment en disposant,

en moyenne et toutes prestations confondues, de 2 357 francs par mois pour un homme seul sans enfant à 2 658 francs pour une célibataire mère d'un enfant (Le Monde du 13 décembre 1994)? Que deviendront, en outre, ceux

qui auront été éjectés du système? Devra-t-on créer un sous-RMI pour les accueillir, de la même façon que le droit au revenu minimum d'insertion a été institué pour suppléer aux carences des régimes de protection sociale et d'indemnisation du chômage?

RÉINTERROGER LES POLITIQUES

Colloques, assemblées et autres conférences se sont multipliés ces derniers mois. En janvier, les acteurs du RMI s'interrogeaient, à Grenoble, sur « le contenu et le sens » à donner à l'insertion, « creuset de la recomposition du tissu économique et social ». En mars, les responsables des centres communaux d'action sociale du Grand-Est, réunis à Saint-Claude (Jura), réfléchissaient aux moyens de prévenir plutôt que guérir l'exclusion des vieux, des mal-logés et des chômeurs... Tous arrivent à la conclusion que l'insertion ne peut plus être conçue en marge de la société et qu'il s'agit désormais de réinterroger les politiques publiques dont les fondements ont été conçus comme compléments d'une société de plein-emploi. A

début de revisiter les termes mêmes du « contrat » qui lie l'État aux citoyens, la classe politique préfère mettre en avant l'urgence d'une création immédiate et massive d'emplois. « Dans une société où le secteur marchand ne peut pas absorber tous les chômeurs, nous devons massivement développer l'activité dans le secteur non-marchand en donnant un statut à l'utilité sociale », martèle Pierre Cardo, maire (UDF) de Chanteloup-les-Vignes et député des Yvelines. Dans l'entourage de Jacques Chirac, Philippe Séguin ne dit pas autre chose. Lionel Jospin non plus lorsque, dans son projet de société, il souhaite le lancement de grands programmes de créations d'emploi, financés sur fonds publics, dans la reconstruction des banlieues, le développement du logement social et des services aux personnes.

« DEBOUT ET VISIBLES »

Dans quelles conditions ces emplois verront-ils le jour? A coût constant, préconise Michel Hannoun, député (RPR) de l'Isère, partisan de mettre tous les Rmistes à disposition des collectivités et de les faire travailler un nombre d'heures proportionnelles au montant de leur RMI. « Au moins cette activité les maintiendra-t-elle debout et visibles », assure encore le maire de Voreppe.

Une autre option consiste à financer de « vrais emplois parapublics » rémunérés à un niveau tel qu'ils permettent aux gens d'être financièrement autonomes. Partisan de cette orientation, Michel Raymond, délégué adjoint au RMI, estime qu'« à moins de 4 000 francs net mensuels pour trente heures de travail hebdomadaires, cette autonomie n'est pas garantie ». Une fois ces activités installées, rien n'empêche de les faire basculer dans le secteur marchand, comme cela s'est déjà produit, par le passé, dans le domaine de la culture, de la jeunesse et des sports.

Reste que cette consolidation d'emplois est moins affaire de coût - les études montrent que les pouvoirs publics récupèrent plus de 70 % de la somme investie sous forme d'allocations non versées, de cotisations sociales prélevées - qu'une question de principe. Accepter de pérenniser des emplois parapublics reviendrait à faire tomber le tabou, en vigueur depuis 1984, du non-recrutement dans la fonction publique. Et cela obligerait à regarder en face la question de la coexistence d'agents statutairement protégés et d'autres qui ne le sont pas...

M. C.

Valérie Devillechabrolle

« A Paris, avec 2 400 francs par mois, il est impossible d'être autonome »

« JE ME SUIS FAIT TOUT SEUL et tant pis si je me suis raté », Bernard, âgé de cinquante-huit ans, ancien camelot et ancien routard, a l'humour acide d'un V.C. Fields pour raconter à gros traits une vie plutôt agitée, qui l'a finalement conduit à rejoindre, en 1990, les rangs des Rmistes parisiens. « J'en ai bavé », dit-il, pour ajouter aussitôt qu'il ne « [fait] pas un chien de croix » d'une enfance difficile (père inconnu, maison de correction), de vingt-neuf mois de guerre d'Algérie ou de « trois ans de taule ». Ce qui lui a « fait mal », c'est d'avoir, à la cinquantaine, somnait, « posé son soc » sans espoir, à son âge, d'obtenir un emploi décent.

« J'ai alors retrouvé, explique Bernard, un pote démené, qui, du reste, me fait encore travailler maintenant, par exemple pour débarrasser des caves. Avant, je faisais parfois le mois avec 400 francs. La vraie galère. Heureusement, je ne bois pas et, à Paris, on se débrouille toujours pour manger. » Aux Restos du cœur? Bernard, avec d'autres, les fuit « parce que, sur cinquante personnes, il y a quarante-huit étrangers qui vous passent devant ». Il a aussi renoncé aux foyers d'hébergement « parce qu'il faut même planquer ses godasses sous l'oreiller ». Ce célibataire a eu « la chance » d'être souvent logé par « des copines », servi par un physique d'ancien beau gosse, par son bagou de camelot parigot, par une « culture d'autodidacte » enrichie par son expérience et une passion pour le cinéma : « Je n'ai jamais eu la télévision, ça rend légué. Dès que je le peux, je me paie une toile et, plus rarement, un petit concert à Pleyel, mais c'est 100 ou 200 balles la place. »

Alors, on peut vivre tout à fait « décemment » avec le seul RMI (2 325 francs par mois) à Paris? Ce serait évidemment trop beau. Son travail « au noir » peut lui rapporter 1 000 francs en un mois, « mais c'est délégal et il n'aura pas toujours la force nécessaire ». Surtout, il perçoit la pension d'ancien combattant d'Algérie : « 2 500 francs par an, précède-t-il, mais depuis un an seulement » il peut aujourd'hui louer une chambre dans un hôtel meublé du 15^e arrondissement, après avoir « bataillé dur » pour obtenir à la fois une aide personnelle au logement (APL) de 1 500 francs mensuels et cette location : 9 mètres carrés, un lit, une table, une chaise, une armoire, un lavabo, avec douche et W.C. sur le palier, pour... 2 010 francs par mois. Il a donc 510 francs à déboursier et, comme tous les bénéficiaires de l'APL, une somme forfaitaire de 279,07 francs par mois lui est déduite du RMI. L'État grappille d'une main...

PERSONNE NE ME FAIT CONFIANCE

Georges, âgé de cinquante-sept ans, ancien garçon de café, touche lui aussi « la pension d'Algérie », avec le RMI, mais il cherche désespérément un toit. « Je suis éternellement prêt à payer à un particulier, dit-il, mais je ne trouve personne qui me fasse confiance. J'ai failli avoir une chambre de bonne, sans eau, pour 1 500 francs par mois, mais la propriétaire a refusé en me disant : « Vous n'êtes pas sûr de toujours avoir le RMI ». Il n'a pas perdu tout espoir, ni surtout toute volonté de travailler. « Il y a deux ans, indique-t-il, j'ai demandé un contrat d'insertion dans la restauration. On m'a envoyé dans une résidence pour personnes

âgées, à Paris. Je m'y plaisais et, sans blague, les petits vieux m'adoraient. Et puis, au bout de six mois, on a décidé de me faire faire une formation, même pas dans mon métier. A cinquante-cinq ans, je me suis retrouvé à l'école, avec des jeunes, à compter, par exemple, combien il y avait de petites annonces dans un journal et des conneries comme ça. J'y suis pas resté longtemps, et d'ailleurs on m'a donné raison parce qu'ensuite j'ai eu un CES [contrat emploi-solidarité] dans la même résidence. »

Malheureusement, poursuit-il, on a appris, dans cette maison, que j'étais sans domicile fixe, et la directrice m'a alors dit qu'elle était « désolée » de ne pas pouvoir me garder, pour la réputation de l'établissement. Georges évite aussi les foyers d'hébergement et assure : « Le car des sans-abri [SAMU social] donne toujours les mêmes adresses. J'ai été agressé à Nicolas-Flamel. Le foyer de la Croix-Rouge, qui de Valmy, était très bien mais il a été fermé. » Alors, l'ancien garçon de café continue d'occuper un emplacement, qu'il s'est aménagé dans la rue, avec matelas et camping-gaz. Il a un ami kiosquier, qui, pour 40 francs, lui donne à l'heure à France 2 « la journée des journaux qui arrivent en retard ». Mais, remarque-t-il, « cela n'arrive pas souvent en ce moment », et il passe des journées à lire dans le métro. Francis, lui, y fait la manche. Agé de trente-quatre ans, ce jardinier de formation, handicapé par un accident à la main droite, avoue gagner, en plus du RMI, 2 000 à 2 500 francs par mois, en mendiant. « Je faisant la pique » ou en « nettoyant l'intérieur des bateaux-mouches ». Aucun hôtel, aucun foyer, ne veut non plus de lui, parce

qu'il ne se séparerait pour rien au monde de son chien noir. Un animal pour lequel il dépense « trois fois rien » en nourriture, mais un peu plus en soins : « De 50 à 200 francs par visite chez le vétérinaire. » Un compagnon qui lui coûte surtout cher lorsque lui-même est « ramassé par les bleus (les policiers chargés de l'assistance aux sans-abri). Moi, ils m'embarquent au centre de Nanterre et mon chien à la SPA de Gennevilliers. Pour le récupérer, il faut que je paie 200 francs à la fourrière ». Actuellement, Francis suit des cours de rattrapage en jardinage. « Tout ce que je veux, c'est travailler, par exemple à la Ville de Paris, et avoir une chambre de bonne avec mon chien. Je pourrais payer. »

En fait, on peut « subsister » avec le RMI à Paris, sans tomber dans la délinquance, à condition d'avoir... d'autres ressources. Et d'être hébergé par des parents, des amis, des relations, avec le risque bien connu, surtout pour une femme, d'être amené à se prostituer. La prostitution « occasionnelle » est en expansion, selon l'Amicale du nid. Ou bien on doit quitter les lieux, trouver d'autres amis ou squatter. Cette jeune femme âgée de vingt-huit ans, pour laquelle joue justement la solidarité féminine, témoigne : « A Paris, il est impossible d'être autonome avec le RMI seul. L'idée qu'il y ait un peu de travail, ça me rassure. Il faut avoir un réseau d'amis, se faire aider par les associations, même si les informations sont difficiles à obtenir, et surtout ne pas se laisser aller, se baigner tout le temps pour trouver un emploi, un logement. Sinon, c'est vite la déprime. »

René Lenoir, président de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux

« Les problèmes d'exclusion ne peuvent être réglés sans une participation active de la société civile »

L'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopep), qui regroupe 160 associations, 7 000 établissements et 500 000 membres, coordonne le réseau Alerte, fort des plus grandes associations de solidarité et initiateur d'un « pacte contre la pauvreté et l'exclusion ». Son président, René Lenoir, ancien secrétaire d'État à l'action sociale de Valéry Giscard d'Estaing, estime que les vraies solutions aux problèmes d'exclusion dépassent les limites d'une éventuelle loi-cadre.

« M. Jospin et M. Chirac ont tous deux adopté l'idée d'une loi-programme contre l'exclusion. Qu'en pensez-vous? »

« Notre document, intitulé « Pour un pacte contre la pauvreté et l'exclusion », évoque pas expressément une loi. Certaines associations sont pour, d'autres y sont opposées parce que la démarche de la campagne Alerte à ceci d'original

qu'elle interpelle tout le monde. On peut redouter que l'annonce d'une loi ne remette les Français dans un état d'esprit qui consiste à dire : « L'État n'a qu'à... ». Notre sentiment profond est que les problèmes d'exclusion ne peuvent être réglés sans une participation active de la société civile. Une loi peut être utile. Mais commençons par dire ce qu'elle ne doit pas être : la réaffirmation de principes qui sont déjà dans la Constitution, par exemple l'égalité des droits. Surtout, elle ne doit pas enfermer une catégorie de personnes dans un droit spécifique qui serait une sorte de sous-droit. »

« Vous ne semblez pas favorable à une telle loi? »

« Je n'y suis pas opposé. Elle pourrait fixer un cadre pour un travail législatif ultérieur. Par exemple, quand on traite du financement de la protection sociale, on pourra se référer à une philosophie affirmée là. Une loi peut contenir des engagements chiffrés dans certains

domaines, comme le logement social. Il faut de plus garantir l'État de droit, et prévoir pour cela, des instances de médiation et de recours. En matière de logement, la loi Besson est bonne, mais les pouvoirs publics n'ont pas les mêmes contraintes pour l'appliquer qu'ils ont dans le domaine de l'éducation, par exemple. Autant d'enfants, autant de places dans les écoles : cette obligation a toujours été respectée. Il faut que le droit social comporte le même type de garanties. »

Cela suppose-t-il des moyens financiers nouveaux?

« Oui. La loi-cadre pourrait annoncer une réforme fiscale. L'endettement public étant déjà très lourd, il faudra bien opérer un prélèvement fiscal supplémentaire. Quand on regarde le prélèvement obligatoire dans son intégralité - impôts et cotisations sociales - on voit que la part progressive (impôts sur le revenu, sur la fortune et sur les successions) ne représente

que 11 %, alors que la part proportionnelle totalise 65 % (TVA, CSG, cotisations sociales déduites) et la part dégressive (les cotisations de retraite) 24 %. Chez nos voisins européens, la part progressive est de l'ordre de 30 %, avec des points beaucoup plus élevés dans certains pays nordiques. Une loi-cadre doit donc annoncer les principes d'une réforme d'ensemble. »

« Cependant, les vraies solutions dépassent le cadre d'une loi. Il y a nécessité de transformer des dépenses passives de chômage en dépenses actives. Le domaine d'activité de l'Uniopep recouvre au moins deux secteurs où il existe une forte demande d'emplois de services : celui de la grande dépendance des personnes âgées et celui des personnes handicapées. Ces emplois ainsi créés coûteraient cher, disent certains. Ce n'est pas vrai. Il s'agit d'emplois d'aides-soignantes et d'aides-ménagères. »

« Des revendications sociales, notamment salariales, ont marqué ces dernières semaines. Les approuvez-vous? »

« L'augmentation des salaires est une piste possible dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Quand j'ai écrit L'État déglotté (Éditions La Découverte), il y a quasiment un an, l'un des thèmes que j'évoque ce thème de la hausse des salaires, ce n'était pas le sujet, pensait-on à l'époque. Aujourd'hui, on y vient... Certaines entreprises croient sous les profits et n'investissent pas pour autant. Quelles donnent au moins des salaires décentes? »

« La réduction de la durée du travail vous paraît-elle une autre solution possible à l'exclusion? »

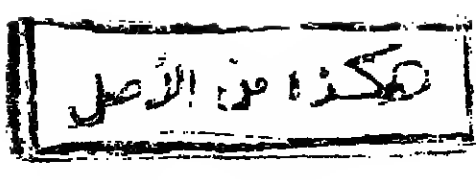
« La croissance, qui restera modérée, n'absorbera qu'un chômeur sur trois. Les grands chefs d'entreprise disent que si, dans dix ans, environ 30 % de la population active a accepté un travail à temps

partiel, on peut espérer qu'un deuxième chômeur sera absorbé. Il n'en restera plus qu'un troisième. Ce troisième est supportable par la société. Le tiers secteur, celui de l'économie sociale, peut utiliser ces personnes. »

« A l'heure de la création d'un comité interministériel et d'un observatoire statistique. En quoi consisteraient-ils? »

« Je souhaite un comité interministériel permanent qui groupe les principaux ministères concernés et engage les actions en matière de pauvreté et d'insertion. C'est la seule façon d'obtenir des actions cohérentes obéissant à une logique commune. Quant à l'observatoire, il y en avait un qui s'appelait le CERC et qui a été à peu près supprimé. Il faut le remettre à niveau. »

Propos recueillis par François Bonnet et Michel Castaing



Le Conseil de l'Europe veut renforcer les droits des enfants dans les procédures de divorce

Un projet de convention améliore la représentation des mineurs mais ne leur permet pas encore de saisir la justice

Le projet de convention adopté, mardi 25 avril, par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vise à élargir l'autonomie ainsi que les

droits des mineurs dans les procédures judiciaires familiales. Ce texte reconnaît par exemple aux enfants un droit à l'information.

Néanmoins, certains des trente-quatre pays membres du Conseil de l'Europe regrettent le manque d'ambition du projet de convention

qui, notamment, ne tranche pas la délicate question de la possibilité pour les enfants d'initier eux-mêmes une action en justice.

ON POURRAIT PENSER que la question des droits des enfants fait l'objet d'un large consensus. Il n'en est rien. Certes, la communauté internationale reconnaît que l'enfant a des droits - plus de cent cinquante États ont ratifié la convention des Nations unies adoptée en 1989 - mais les difficultés surgissent lorsqu'il s'agit de définir le champ d'application et la portée de ces droits. Le projet de convention européenne adopté, mardi 25 avril, par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'efforce de concilier la

conception selon laquelle l'enfant n'a qu'une capacité limitée à agir de manière rationnelle et celle qui, au contraire, considère que le plus part des mineurs sont parfaitement capables de tels choix et doivent être intégrés au processus de décision les concernant.

AUTONOMIE
Le texte part du principe que les enfants doivent être respectés en tant qu'individus et obtenir une plus grande autonomie dans les procédures judiciaires familiales. Elaborée par un comité d'experts

sur le droit de la famille, la convention ne traite pas des droits des enfants victimes ou auteurs de délits mais uniquement des procédures familiales qui vont modifier le cours de leur vie. Divorce et séparation des parents sont donc directement en cause, de la désignation du lieu de résidence à l'exercice du droit de visite. Le projet reconnaît aux enfants le droit d'être informés et d'exprimer leur opinion dans le courant de la procédure. Il leur permet en outre de demander et d'obtenir la désignation d'un représentant spécial lorsque

les détenteurs des responsabilités parentales se voient privés de la faculté de les représenter en raison d'un conflit d'intérêts.

LA « DIVORCIABILITÉ » MONTANTE
Les trente-quatre États membres du Conseil de l'Europe ont aussi prévu le droit, pour l'enfant, d'être assisté d'une personne de son choix ou d'un avocat. Des devoirs sont imposés à l'autorité judiciaire qui, tenue d'agir promptement, doit s'assurer que les mineurs ont reçu toutes les informations nécessaires et qu'ils ont été consultés.

Alors que la progression de la « divorciabilité », comme l'appellent les experts, touche la quasi-totalité des pays européens (en France, les divorces ont été multipliés par trois entre 1970 et 1993), le sort des enfants impliqués dans des procédures judiciaires diverge d'un État à l'autre. La prise en compte de la parole de l'enfant est diversement appliquée. Certains pays comme la Suède permettent aux plus de quinze ans de saisir directement les autorités compétentes, d'autres imposent la désignation d'un représentant. En Italie, l'enfant n'a pas légalement le droit d'être écouté, mais la justice garde la faculté de l'auditionner. En France, le mineur peut s'exprimer devant le juge, mais cela n'est pas systématique.

En se limitant au « plus petit dénominateur commun », le projet

peut apparaître timide. « La convention aurait pu être plus ambitieuse », a conclu le rapporteur du projet devant l'Assemblée parlementaire du Conseil. Le texte n'aborde pas la question - controversée - de la possibilité pour les enfants d'initier eux-mêmes une action en justice afin de faire valoir leur droit de parole ou pour contraindre leurs parents. Les auteurs justifient cette absence en expliquant que la Cour européenne des droits de l'homme reconnaît déjà « le droit des enfants de déposer des plaintes indépendantes et même contre la volonté de leurs représentants légaux ».

Autre critique, et non des moindres, le texte confère des droits procéduraux aux enfants « considérés par le droit interne comme ayant un discernement suffisant ». La voie à des interprétations divergentes est largement ouverte, à moins que le texte final de la convention ne définisse plus précisément cette notion de « discernement ». Enfin, le projet de convention recommande de confier à un « organe national » la défense des droits des enfants mais ne prévoit pas la nomination d'un médiateur dans chaque pays, comme c'est le cas en Norvège notamment. Il faut donc s'attendre que l'harmonisation des lois et des pratiques dans les différents États traîne en longueur.

Michèle Aulagnon

La timidité de la législation française

EN MATIÈRE DE DROIT DE L'ENFANT dans les procédures familiales, la législation française est très proche du projet de convention adopté par le Conseil de l'Europe. La loi du 8 janvier 1993 souligne que, « dans toute procédure le concernant, le mineur capable de discernement peut (...) être entendu par le juge » et précise que, lorsqu'il « en fait la demande, son audition ne peut être écartée que par une décision spécialement motivée ». Fort de ces dispositions, le ministre de la Justice assure que la France n'aura aucune difficulté à appliquer la convention européenne.

Dans les faits, la situation est plus complexe et témoigne d'une certaine inertie de la pratique judiciaire. Les associations regrettent qu'aucun enseignement spécifique sur les textes relatifs aux droits de l'enfant ne soit dispensé lors des études à l'école nationale de la magistrature, pas plus que ne soit explicitées les techniques d'entretien avec les enfants. Ce manque de formation entraînerait une réticence de certains magistrats à entendre des mineurs. D'autre

DISPARITIONS

Willem Frederik Hermans

Un grand écrivain néerlandais

C'EST l'une des plus grandes figures de la littérature néerlandaise d'après guerre qui est morte, jeudi 27 avril, à Utrecht (Pays-Bas). Né en 1921 à Amsterdam, Willem Frederik Hermans appartenait à la génération des « vlijters » (ceux des années 50), jeunes auteurs en révolte contre la prose et la poésie trop traditionnelles, à leurs yeux, pratiquées par leurs aînés des années 30 (eux-mêmes identifiés par leur légendaire revue littéraire, *Forum*). Esprit caustique, pessimiste, Willem Frederik Hermans s'est attaché à dénoncer, au travers de ses romans, l'étroitesse de la vie intellectuelle qu'il prêtait à son pays, celle du monde universitaire notamment. Il le connaissait d'autant mieux qu'après avoir obtenu son doctorat de géographie physique à Amsterdam, en 1955, il fut lui-même professeur à l'université de Groningue. Brouillé avec ses collègues, l'écrivain tira de cette expérience un livre satirique sur le milieu universitaire : *Entre professeurs*.

Il vécut ensuite entre Paris et Bruxelles, se tenant éloigné de la scène médiatique de son pays, et repoussant avec obstination tous les prix littéraires (excepté, en 1977, celui de la littérature néerlandaise). Willem Frederik Hermans ne ménageait pas non plus ses critiques à ceux qu'il appelait les « *Goliaths* » de la littérature européenne : les écrivains anglais, allemands et français. Comme un prêtre l'unionification culturelle de l'Europe, demandait-il, tant que les littératures des « contrées plus modestes » demeurent ignorées ? « Aux Pays-Bas, en Norvège, en Espagne, en Italie, disait-il dans *Le Monde* du 25 mars 1984, ils sont légion ceux qui savent lire le français, l'anglais et l'allemand. Ainsi les littératures des grands pays débordent-elles sur les cultures moins prestigieuses. Mais on chercherait en vain un courant en sens inverse. »

Parmi les responsables de ce manque de réciprocité : les traducteurs des « *petits domaines linguistiques* », dont il se plaignait souvent. C'est ainsi qu'ont pu la version française de sa *Chambre noire* de Damocles (Seuil, 1962),

l'un de ses trois principaux romans, il refusa désormais d'autoriser la traduction dans notre langue de ses autres ouvrages. En revanche, ses œuvres furent publiées en anglais, en allemand ainsi qu'en afrikaans. Il appréciait particulièrement, en effet, l'Afrique du Sud au point d'avoir des dénouements avec les autorités des Pays-Bas qui lui reprochèrent de passer outre aux consignes de boycottage du régime d'apartheid. Willem Frederik Hermans a été également un essayiste fécond : on lui doit une biographie de Molière, un ouvrage sur le XIX^e siècle, chroniqueur contestataire des fables néerlandaises, ainsi que des pamphlets à cibles multiples - *L'Univers satirique* et *Mandarines au vitriol* - dont le ton violemment polémique contribuait à en faire - une sorte de Céline des Pays-Bas.

Nicolas Weil

■ ANNIEK BEAUCHAMPS, qui incarne « Madame Inter » de 1966 à 1970, est décédée des suites d'un cancer, dimanche 30 avril, à Paris. Née le 17 juin 1940 à Cauderan (Gironde), Annie Beauchamps fut d'abord comédienne, avant d'entrer à France 5, la télévision française en Algérie. Elle fut animatrice dans l'émission « Salut les copains » (Europe 1), de 1962 à 1964, avant que Roland Dordain ne l'embauche à France-Inter : au sein de l'émission « Enfin seule », la jeune femme produira et animera pendant cinq ans « Madame Inter », magazine destiné aux 5,5 millions d'auditrices d'alors. Elle s'y consacra, en compagnie d'une avocate, aux questions intéressant les femmes. Le choix d'un sujet comme la contraception sur les ondes nationales y fera l'objet d'un mini-scandale. En 1970, elle travaille pour TF 1 (« Réponse à tout », « Une minute pour les femmes »), puis y présente le journal télévisé de 23 heures, en 1982. Après avoir animé le magazine culturel quotidien « Les Rendez-vous d'Annik » (TF 1), elle collabore à RFO puis crée son entreprise de communication. Divorcée de Xavier Gouyou-Beauchamps, actuel directeur général de France 3, Annie Beauchamps était mariée et mère de trois enfants.

AU CARNET DU MONDE

Décès

Lucy Courvoisier-Domange, sa mère, Arienne et Michel Courvoisier, Middelheim, Jacqueline et Félix Spelser, Courvoisier, Liliane et Georges Charrière, Courvoisier, ses frères et sœurs, Eric-Michel et Ludmilla Tort, Emmanuel, Stéphane et Eric Spelser, Sandra et Laura Charrière, ses neveux et nièces. Et leurs familles, ont la tristesse d'annoncer le décès de

France COURVOISIER, maître de conférences à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, survenu le 10 avril 1995.

Le service religieux aura lieu, le vendredi 5 mai, à 15 heures, au cimetière d'Ony-sur-Ecole.

4, chemin des Résistants, BP 39, 91490 Ony-sur-Ecole.

Le 27 mars, il rappelait à lui

M^{me} Rosette BALABANE, née Farah. Le 7 mai, la messe de 11 heures sera l'office du quarantième jour, en l'église grecque catholique de Saint-Julien-le-Pauvre, à Paris-5^e.

M^{me} Anniek Chiffolleau, son épouse, M. Jacques Chiffolleau, M. et M^{me} Jean-Paul Canévet, Manuel, Florent et Clara, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Michel CHIFFOLLEAU, survenu le 28 avril 1995, à l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques ont eu lieu, à Nantes, le mardi 2 mai.

14, rue Brindejonc-des-Moulinets, 44000 Nantes.

M. Maurice Lemoine et ses enfants, Les familles Jugé et Lemoine ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Solange LEMOINE, née Jugé, survenu le 28 avril 1995.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 3 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Clignancourt, place Jules-Joffrin.

Les membres du Laboratoire de psychologie du développement et de l'éducation de l'enfant (université Paris-V, CNRS) ont la tristesse de faire part du décès de M. le professeur honoraire à l'université Paris-V.

Pierre OLÉRON, fondateur du laboratoire, survenu le 16 avril 1995.

M^{me} J. P. Schoeller, née A. Muller, sa femme, M. et M^{me} Y. Appia, ses sœur et beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} B. Schoeller, ses frère et belle-sœur, Sandra et Laura Charrière, ses neveux et nièces, Et leurs familles, ont la tristesse d'annoncer le décès de

docteur Jean-Paul SCHOELLER, survenu le 14 avril 1995.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Un service d'action de grâce sera célébré, le samedi 6 mai, à 11 heures, au temple de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, à Paris.

La famille, Et les amis de

Jean P. Guillaume, directeur de la rédaction de *Psychologie médicale* et bibliophile,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu brutalement le 26 avril 1995.

La levée du corps aura lieu le 4 mai, à 8 h 15, à l'Amphithéâtre de la Pitié-Salpêtrière, 22, rue Brant, Paris-13^e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

Les adhérents du Groupe des libres penseurs de la Commune de Paris-A. Lonia, ont le regret d'annoncer le décès de leur camarade et amie

Aurélien TARDIF, née Rahony, survenu le 16 avril 1995.

Le corps a été inhumé au crématorium du cimetière du Père-Lachaise. Ses cendres ont été dispersées au Jardin du souvenir, dans la plus stricte intimité, selon ses dernières volontés.

Remerciements

M^{me} M. Boardman-Portal remercie chaleureusement celles et ceux qui ont manifesté leur attachement et leur fidélité à la mémoire de

professeur Roger PORTAL, survenu le 16 avril 1995.

Anniversaires

Piero-Vicchio, 25 avril 1895, Cavallotti, 11 juillet 1965.

Aldo GUALANDI, survenu le 25 avril 1995.

Delphine, survenue le 25 avril 1995.

est associée à son souvenir.

Le 2 mai 1994, José-Maria MONINO-ORLIANGES nous quitte.

« Au milieu de la nuit, il demandait le soleil, il voulait le soleil, il réclamait le soleil. » Complainte de l'homme exigeant, dans *Le Fleuve caché*, Jean Tardieu.

■ JUSTICE : un élu des Alpes-Maritimes a été relaxé par le tribunal correctionnel de Grenoble, vendredi 28 avril. Charles-Ange Ginésy, vice-président du syndicat intercommunal de Valberg et adjoint au maire de Péone, était poursuivi pour ingérence à la suite d'une plainte déposée le 4 décembre 1990 par cinq conseillers généraux rivaux de l'opposition. Selon l'accusation, le syndicat intercommunal de Valberg, qui avait reçu entre 1987 et 1989 20 millions de francs de subventions du conseil général des Alpes-Maritimes, avait concédé plusieurs secteurs d'activité à des sociétés dont Charles-Ange Ginésy était actionnaire.

■ EDUCATION : Jean-Gustave Padoleau, professeur à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), a été licencié par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et d'o pas été autorisé à reprendre ses cours, mardi 2 mai. Sa titularisation a été refusée après que cet enseignant stagiaire depuis cinq ans à l'ESCP eut publié des points de vue critiques sur les missions et l'organisation des écoles de commerce (*Le Monde* des 19 janvier et 30 mars).

■ CORSE : la mairie de Zonza (Corse-du-Sud) et quinze agences bancaires ont été la cible d'attentats commis dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 avril, à Ajaccio, Bastia, l'Île-Rousse et Corte qui ont essentiellement provoqué des dégâts matériels.

■ ATTENTAT : la permanence du Parti communiste français et de Robert Hue à Menton (Alpes-Maritimes) a été endommagée, dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 avril, à la suite d'un début d'incendie provoqué par un cocktail Molotov lancé par deux jeunes gens qui ont pris la fuite.

■ TOXICOMANIE : un jeune ouvrier d'une vingtaine d'années s'est injecté une dose mortelle d'héroïne à La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) après avoir été licencié vendredi 14 avril. Les fournisseurs de la drogue, un couple de la région, ont été écroués.

CARNET

de la société civile

ÉTVDDES

Mondialisation, délocalisations, exclusions

Jean PLUCHARD

Chrétiens et musulmans en France

Christian DELORME

mai 1995

Le numéro : 55 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. (1) 44 30 48 48

On trouve sur internet : www.etvdes.com

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 45-66-77-13

Téléphone : 40-65-29-94

40-65-29-96



La défaite en politique cette profonde blessure

CA arrive toujours un dimanche après-midi. Cloîtré dans un bureau ou une permanence électorale, seul ou entouré de quelques fidèles, on regarde passivement tomber, un à un, les résultats. Il y a bien eu ces signes avant-coureurs, ces mauvais sondages auxquels on ne voulait pas croire, ces poignées de main qui se faisaient moins chaleureuses, ces regards qui se détournaient, ces permanences qui se vidèrent, mais rien, rien n'avait vraiment préparé à cet instant où quatre chiffres, dont deux après la virgule, se refusent obstinément à prendre de l'altitude et restent là, juste en dessous, du mauvais côté de la barre. Quatre chiffres et une défaite. Quatre chiffres qui signifient battu, c'est-à-dire rejeté, renvoyé, déchu.

C'est d'abord cela une défaite, ce « sentiment d'abandon et d'amour brisé » que tant d'hommes politiques confessent. Une impression de profonde injustice, parfois de la colère et de la rancœur à l'égard de ces électeurs auxquels ils pensaient avoir tant donné et qu'ils croyaient fidèles et reconnaissants. La défaite, tous disent qu'elle fait partie de l'aventure de la vie politique, tous reconnaissent aussi qu'elle les a sonnés, meurtris, profondément blessés. Du député qui ne retrouve

politique d'un journal quotidien ou d'un hebdomadaire, pas lu « un seul article [le] concernant », ni regardé « une seule fois le journal télévisé du soir par crainte que [son] nom y soit mentionné ».

Même annoncée, prévisible, une défaite n'est jamais acceptée. « On le sait, mais on ne s'y prépare pas. S'y préparer, ce serait se résigner », observe Nicolas Sarkozy, porte-parole du candidat Edouard Balladur. Viennent alors ces quelques heures où, même défait, l'acteur a encore un acte à jouer. Il lui faut sortir, faire bonne figure, remercier et consoler les militants, prononcer un ultime discours à la rhétorique convenue : « demain, commence la reconquête... ». Puis arrive ce terrible instant, « où les autres vont se coucher » et où l'on se retrouve seul avec sa défaite et « un grand coup sur la tête ». Là commence ce que beaucoup appellent leur « travail de deuil ».

« Une campagne électorale, c'est un moment irrationnel, passionnel, vécu en équipe. Quand la défaite arrive, on est en état de manque. Brutalement, la vie autour de soi s'arrête », remarque Renaud Donnedieu de Vabres, directeur de cabinet de François Léotard, qui a vécu toute la campagne du premier tour aux côtés d'Edouard Balladur. « On a besoin de continuer, comme si rien ne s'était passé, de se retrouver entre nous », poursuit-il. La réunion des comités de soutien du premier ministre-candidat, mardi 24 avril, Renaud Donnedieu de Vabres l'a vécue « comme un enterrement : toute la

card d'Estaing. On rejette tout, il faut trouver des coupables. L'échec avilit à l'excès. Parce qu'en politique, il est public. Battu, vous incarnez la défaite. » Un conseiller de Raymond Barre se souvient encore de ce lendemain de défaite « hargneux, vengeur », après le premier tour de l'élection présidentielle de 1988, quand l'ancien premier ministre avait convoqué ses comités de soutien à la Maison de l'Amérique latine, à Paris, pour dresser le bilan des uns et des autres et sermonner ceux qui n'avaient pas obtenu de bons résultats. « Tout le monde était responsable de sa défaite, sauf lui », explique-t-il.

MONIQUE PELLETIER, elle aussi, encore en mémoire les jours sombres qui ont suivi l'échec de Valéry Giscard d'Estaing en mai 1981. Animatrice de la cellule de campagne du président-candidat, l'ancien ministre des droits de la femme a dû insister auprès de lui pour qu'il vienne remercier les militants le mercredi 13 mai. « Tout se passait comme s'il ne voulait pas voir ceux qui lui rappelaient sa défaite », remarque-t-elle.

L'échec en politique, « ce n'est pas une simple péripétie », remarque Bernard Stasi, « car en démocratie, on n'existe que si l'on bénéficie de la confiance des électeurs ». Le vice-président du CDS en sait quelque chose : la perte de son mandat de député, en 1993, lui a coûté le portefeuille ministériel promis dans le gouvernement d'Edouard Balladur. Comme

d'abord retourner à l'Assemblée nationale pour débarrasser son bureau, prendre congé de ses collaborateurs parlementaires, fermer la permanence de sa circonscription. François Hollande, ancien élu (PS) de la Corrèze, a un souvenir aigu du moment où il a dû retirer, dans l'entrée de l'immeuble, sa plaque de parlementaire. « Il y a un côté dégradation publique », note-t-il.

Ceux dont la notoriété et le rang ne tenaient qu'à une cocarde bicolor, parce qu'ils ne disposent pas, par exemple, d'un autre mandat important, évoquent avec pudeur leur « petite mort ». « Du jour au lendemain, on disparaît, on est rayé des fichiers. Alors que l'on courait sous les invitations, le courrier et le téléphone s'arrêtent », raconte Thierry Mandou. « Pour l'électeur, l'échec est une faute. Malheur au vaincu ! C'est ce qui donne son caractère violent à la vie politique », observe Jean-Pierre Raffarin.

Il est une autre violence qui s'abat sur les déçus avec la force d'un couperet : celle du protocole, ces règles sacrées qui distribuent les rangs d'honneur dans la moindre cérémonie de chef-lieu de canton. « Il faut accepter de changer de place, de régresser, de quitter ce premier rang auquel on s'était habitué. Il faut se mettre désormais à la place à laquelle on vous accepte, et non plus à celle que votre mandat imposait aux autres », raconte Bernard Poignant, maire (PS) de Quimper, battu en 1993. A ces blessures d'orgueil, l'ancien député breton en ajoute une autre, celle du « journal du mardi ». « Dans la presse régionale, le lundi qui suit une élection, on ne donne le plus souvent que les résultats. Le mardi vient le commentaire. Et quand vous avez perdu, on vous trouve soudain beaucoup de défauts... »

PLUS encore qu'aux législatives, la défaite aux élections municipales est cruelle. « La ville est comme un être qui vous rejette », constate Bernard Stasi. « En 1977, j'ai dû proclamer moi-même, en tant que maire, la victoire de ma propre majorité. Puis, à la première réunion du conseil municipal de la nouvelle majorité, il faut subir physiquement, dans la salle, le retour à la place de simple conseiller et assister au triomphe de son adversaire. » Cette épreuve-là, confie-t-il, ne s'efface vraiment que dans la revanche, comme ce jour de 1983 où il a « retrouvé la confiance » de sa ville. Pour un Bernard Stasi qui, au lendemain de sa défaite, est allé se promener dans les rues d'Epemay, « par défi, pour ne pas montrer le visage d'un battu », combien sont-ils à avoir été tentés de fuir, de se dérober, de « raser les murs », d'abandonner ?

Pour ceux qui, en plus, ont goûté à la vie dans les ministères, la défaite est surtout un retour à la « vie réelle ». « C'est un peu comme si

vous mettiez pied à terre après une longue croisière en mer », observe Henri Nallet, ancien garde des sceaux et candidat malheureux aux législatives dans sa circonscription de l'Yonne. « Il faudrait avoir l'hygiène mentale de se faire faire une carte de visite d'ancien ministre, dès que l'on entre au gouvernement », dit-il aujourd'hui. Ou, comme Yvette Roudy en 1986, avoir l'humour d'emporter, en guise de souvenir, la plaque en cuivre gravée « Ministère des droits de la femme » pour l'apposer sur la porte des toilettes de son

pour beaucoup, un obscur objet de désir et de répulsion. Certains les fument de longs mois, détournement instinctivement les yeux lorsqu'ils passent devant le Palais-Bourbon. Dans l'hémicycle, la tribune réservée aux anciens parlementaires reste presque toujours vide. Elle est baptisée « le cimetière ». Le 2 avril 1993, à quinze heures, André Billardon s'est tout de même « infligé la peine » de regarder la rentrée parlementaire à la télévision. Pour la première fois depuis quinze ans, il n'en était pas.

D'autres, au contraire, multiplient les prétextes pour humer à nouveau l'air de la capitale et se donner l'illusion de l'activité, en retrouvant les réunions de parti ou d'association. En 1986, après le changement de majorité, comme en 1988, après l'échec de la droite à l'élection présidentielle et avant que les juges ne s'occupent des méthodes de financement de la vie politique, ceux qui en avaient les moyens ont multiplié les « antennes », ces bureaux situés le plus souvent dans l'aire

prestige perdu et attendre. Attendre et, surtout, préparer le jour hypothétique du retour. « Il faut maintenir la deux étoiles au Michelin », résume Pierre Charon, un fidèle de Jacques Chaban-Delmas, qui a vécu aux côtés du maire de Bordeaux sa terrible défaite à l'élection présidentielle de 1974. Le « deux étoiles », c'est-à-dire la réunion hebdomadaire de ce qui reste du cabinet, les rendez-vous avec la presse et les autres dirigeants politiques pour que, même battu, l'homme politique « continue d'apparaître connecté ».

LA défaite en politique est la plus impitoyable des sélections. Elle engloûtit les plus faibles, endurent les autres. « C'est à sa capacité de rebondir après l'échec que l'on mesure l'homme d'Etat », constate Henri Weher, l'un des plus proches conseillers de Laurent Fabius. Celle de 1993 a coté la vie de Pierre Bérégovoy, celle de 1981 ne cesse de hanter Valéry Giscard d'Estaing, celle de 1974 a cassé Jacques Chaban-Delmas, celle de juin 1994, aux élections européennes, a grevé l'aventure de Michel Rocard.

Président du dernier conseil des ministres du gouvernement socialiste de Pierre Bérégovoy, François Mitterrand a eu ces mots, le 24 mars 1993 (rapportés par Edith Boccard, dans Mitterrand en toutes lettres, Belfond, 1994) : « La défaite, c'est comme un deuil. On croit qu'on ne s'en remettra jamais, comme si les forces de l'amour l'emportaient. Mais qu'y a-t-il de plus fort que les forces de l'amour, sinon les forces de la vie ? Il faut se battre, se battre de toutes ses forces », jusqu'à un autre dimanche après-midi où, cloîtré dans un bureau, seul, ou entouré de quelques fidèles...

Pascal Robert-Diard

Un échec en politique, c'est d'abord ce « sentiment d'abandon et d'amour brisé » que tant de politiciens confessent, cette impression de grave injustice, c'est parfois de la colère et de la rancœur à l'égard d'électeurs « infidèles »

pas la confiance des électeurs de sa circonscription au maire qui perd celle de sa ville, jusqu'au président de la République éconduit après sept ans de mandat.

Valéry Giscard d'Estaing est, sans doute, de tous les hommes politiques, celui qui a décrit avec la plus terrible impudeur l'épreuve de la défaite. Dans un long livre thérapie, *Le Pouvoir et la Vie*, il raconte (en deux tomes, parus respectivement en 1988 et 1991), comment il a senti, au lendemain de son échec de 1981, « se développer une affinité, une lointaine parenté » entre lui-même et les enfants frappés d'autisme. « Mon énergie s'appliquait d'instinct au seul but de protéger ma vie, en négligeant la réalité extérieure », écrit-il, après avoir confié que, jusqu'en 1988, il n'a « jamais jeté les yeux sur la page

famille est là, c'est rassurant, on se sent encore très entouré ». Puis, observe-t-il, « chaque jour qui passe, disperse davantage les gens et permet de compter les vrais fidèles ». A la première épreuve - s'avouer battu -, succède celle, terrible en politique, de l'abandon et de la trahison, que Nicolas Sarkozy préfère appeler pudiquement « les oléas de la nature humaine ». Le ministre du budget confie que, dans les jours qui ont suivi sa défaite, Edouard Balladur lui a simplement dit : « Souvenez-vous de ce qui se passe. Nicolas, regardez bien, n'oubliez rien ».

« La première semaine, la tristesse l'emporte. Les ennuis commencent après, constate Jean-Pierre Raffarin, président (UDF) de la région Poitou-Charentes, proche conseiller de Valéry Giscard d'Estaing. On rejette tout, il faut trouver des coupables. L'échec avilit à l'excès. Parce qu'en politique, il est public. Battu, vous incarnez la défaite. » Un conseiller de Raymond Barre se souvient encore de ce lendemain de défaite « hargneux, vengeur », après le premier tour de l'élection présidentielle de 1988, quand l'ancien premier ministre avait convoqué ses comités de soutien à la Maison de l'Amérique latine, à Paris, pour dresser le bilan des uns et des autres et sermonner ceux qui n'avaient pas obtenu de bons résultats. « Tout le monde était responsable de sa défaite, sauf lui », explique-t-il.

d'autres, il a ressenti douloureusement ce jour où, « cette légèreté qui nous faisait exister, brusquement, se dérobe. On est nié dans son existence, brutalement rejeté du monde qui était le sien. On regarde alors ceux qui ont survécu comme des êtres étranges, évoluant dans une planète désormais inaccessible ». Il faut, d'abord, tenter de comprendre. « On regarde au microscope les résultats, regarder par quartier, ville par ville. On essaie de trouver des réponses, des excuses, de se rassurer », souligne Thierry Mandou, battu en 1993, après cinq ans de mandat de député de l'Essonne.

Il y a ensuite tous ces gestes à accomplir dans les jours qui suivent, qui sont autant de rappels d'un nouveau statut de battu. Pour un ancien député, cela signifie

d'abord retourner à l'Assemblée nationale pour débarrasser son bureau, prendre congé de ses collaborateurs parlementaires, fermer la permanence de sa circonscription. François Hollande, ancien élu (PS) de la Corrèze, a un souvenir aigu du moment où il a dû retirer, dans l'entrée de l'immeuble, sa plaque de parlementaire. « Il y a un côté dégradation publique », note-t-il.

Ceux dont la notoriété et le rang ne tenaient qu'à une cocarde bicolor, parce qu'ils ne disposent pas, par exemple, d'un autre mandat important, évoquent avec pudeur leur « petite mort ». « Du jour au lendemain, on disparaît, on est rayé des fichiers. Alors que l'on courait sous les invitations, le courrier et le téléphone s'arrêtent », raconte Thierry Mandou. « Pour l'électeur, l'échec est une faute. Malheur au vaincu ! C'est ce qui donne son caractère violent à la vie politique », observe Jean-Pierre Raffarin.

Il est une autre violence qui s'abat sur les déçus avec la force d'un couperet : celle du protocole, ces règles sacrées qui distribuent les rangs d'honneur dans la moindre cérémonie de chef-lieu de canton. « Il faut accepter de changer de place, de régresser, de quitter ce premier rang auquel on s'était habitué. Il faut se mettre désormais à la place à laquelle on vous accepte, et non plus à celle que votre mandat imposait aux autres », raconte Bernard Poignant, maire (PS) de Quimper, battu en 1993. A ces blessures d'orgueil, l'ancien député breton en ajoute une autre, celle du « journal du mardi ». « Dans la presse régionale, le lundi qui suit une élection, on ne donne le plus souvent que les résultats. Le mardi vient le commentaire. Et quand vous avez perdu, on vous trouve soudain beaucoup de défauts... »

PLUS encore qu'aux législatives, la défaite aux élections municipales est cruelle. « La ville est comme un être qui vous rejette », constate Bernard Stasi. « En 1977, j'ai dû proclamer moi-même, en tant que maire, la victoire de ma propre majorité. Puis, à la première réunion du conseil municipal de la nouvelle majorité, il faut subir physiquement, dans la salle, le retour à la place de simple conseiller et assister au triomphe de son adversaire. » Cette épreuve-là, confie-t-il, ne s'efface vraiment que dans la revanche, comme ce jour de 1983 où il a « retrouvé la confiance » de sa ville. Pour un Bernard Stasi qui, au lendemain de sa défaite, est allé se promener dans les rues d'Epemay, « par défi, pour ne pas montrer le visage d'un battu », combien sont-ils à avoir été tentés de fuir, de se dérober, de « raser les murs », d'abandonner ?

Pour ceux qui, en plus, ont goûté à la vie dans les ministères, la défaite est surtout un retour à la « vie réelle ». « C'est un peu comme si

Pascal Robert-Diard

Des habits neufs pour le président

par Jacques Attali

AU premier tour, les Français ont très clairement exprimé leur désir de neuf. Et en même temps, en répartissant leurs voix en cinq parts quasi égales, ils ont signifié leur refus de confier à un seul groupe, à un seul clan, la totalité du pouvoir. Celui des deux candidats qui saura le mieux concilier ces deux exigences, en partie contradictoires, sera élu dimanche prochain.

Le message envoyé par les Français est très subtil : ils veulent du neuf, ce n'est pas par désir de voir de nouvelles têtes - ils savent très bien que, dans les deux hypothèses, les hommes et les femmes de pouvoir ne seront pas des inconnus -, mais par exigence d'une nouvelle façon de remplir la fonction présidentielle. Ils veulent aujourd'hui un président « modeste » dans l'exercice du pouvoir, « pur » de tout esprit de clan et « attentif » à la cohésion nationale.

Ils font ainsi preuve d'une grande connaissance des enjeux à venir. Car le mandat du prochain président se déroulera dans un contexte sociologique et géopolitique très différent de celui des deux septennats de François Mitterrand. En politique étrangère, une part importante des compétences présidentielles ont basculé, par le traité de Maastricht, dans le cadre collégial de la mécanique communautaire ; la chute du mur de Berlin a rendu moins obsédante le contrôle thaumaturgique de l'arme nucléaire ; et de nouvelles menaces, terroristes ou subversives, surgissent à nos portes. En politique intérieure, la décentralisation et les privatisations ont réduit l'influence présidentielle sur l'économie et la vie sociale ; le chômage et l'exclusion, en menaçant le processus d'intégration qui

fonde depuis six siècles l'identité nationale, lui enjoignent de faire de la cohésion sociale sa première priorité. Enfin la colabitation - régime dans lequel nous vivons, presque sans interruption, depuis 1986 -, entre un président et un premier ministre qui n'a pas toute sa confiance, a installé une nouvelle répartition des rôles. Une répartition qui plaît aux Français.

Les Français veulent aujourd'hui un chef de l'Etat modeste dans l'exercice du pouvoir, pur de tout esprit de clan et attentif à la cohésion nationale

Dans ce nouveau contexte, le prochain président ne sera pas pour autant un roi fainéant. Il aura tout au contraire la responsabilité écrasante de produire une cohésion d'ensemble des efforts des Français. Il devra pour cela remettre en cause les dogmes fondamentaux structurés depuis plus de trente ans à la pensée politique de la France, tous partis, toutes élites confondus.

Les institutions ne devront plus être unitaires et centralisées. Il faudra de plus en plus laisser la place à l'expérimentation administrative, et ne plus compter sur une élite politique et sociale, déclinant des mots d'ordre parisiens, pour dire le vrai. Devront s'inventer localement des activités « productrices de bonheur » et des

normes adaptées à des besoins diversifiés et inattendus.

L'emploi ne sera plus une conséquence seconde de la croissance, elle-même fondée exclusivement sur une monnaie stable à l'égard du mark. Le travail ne sera plus la seule activité socialement utile à rémunérer. Se former, distraire, animer, consoler deviendront de vrais métiers essentiels et valorisés.

L'Europe ne se construira plus sur le seul couple franco-allemand. D'abord parce que l'Allemagne s'éloignera vers l'Est. Ensuite parce que la Communauté devra attirer la Russie et la Turquie, sous peine de laisser ressurgir les conditions de la guerre au siècle prochain.

Le pouvoir nocturne, civil et militaire, ultime avatar de la centralisation qui légitime tout pouvoir dans ce pays depuis des siècles, devra être radicalement remis en cause, avec des conséquences économiques et militaires considérables.

Pour que le président puisse disposer des moyens d'animer ces mutations, pour qu'il puisse assurer la cohésion sociale du pays tout en laissant la gestion des affaires publiques au gouvernement et au Parlement, il faudra que les institutions soient réformées. Quatre modifications au moins me paraissent indispensables :

- attribuer à la présidence de la République un vrai budget, clair et transparent, comme c'est le cas dans toutes les grandes démocraties, sans que le président ait à mendier, comme il le fait aujourd'hui, ses ressources au gouvernement ;

- créer auprès du président un véritable conseil de sécurité lui permettant de suivre les évolutions géopolitiques et stratégiques sans dépendre exclusivement pour son

information du gouvernement ;

- réduire massivement le nombre de nominations qui se décident en conseil des ministres et par décret du président de la République ;

- donner au président les moyens de protéger la cohésion nationale. Il n'a aujourd'hui aucun moyen d'empêcher le gouvernement et le Parlement de prendre des mesures qui, selon lui, seraient attentatoires à cette cohésion. Certes, il peut demander une nouvelle lecture d'un texte législatif au Parlement ; mais il ne peut, si le Parlement persiste, refuser de promulguer la loi, sauf à remettre en cause sa constitutionnalité. Le président devrait pouvoir faire plus et renvoyer au jugement du peuple, par référendum, après avis du Conseil constitutionnel, une loi qui lui paraîtrait nuire à la cohésion nationale.

De telles réformes, associées au renforcement du contrôle du Parlement sur le gouvernement, permettraient de clarifier ce qu'on peut attendre des uns et des autres. Et de faire du prochain président l'acouveur discret d'une difficile modernité.

Qui pourrait revêtir au mieux ces habits neufs ? Je sais, pour avoir travaillé avec Lionel Jospin pendant vingt ans, qu'il possède l'expérience, le sang-froid, la ténacité, la capacité à dire non - même à ses plus proches amis - qui forment l'essentiel des qualités dont aura besoin le futur président. Il appartient aux Français, en battant une seconde fois les sondages, de le confirmer.

Jacques Attali, ancien conseiller spécial auprès du président de la République, ancien président de la BERD, est conseiller d'Etat.

Si la gauche veut gouverner

par Olivier Duhamel

L'ÉLECTION de Lionel Jospin à la présidence de la République est désormais possible. Mais si la gauche veut gouverner, elle doit d'abord se préparer à l'élection présidentielle. Concrètement, si les choses étaient décidées et préparées, la chronologie serait de cet ordre : 7 mai, élection ; 10 mai, proclamation des résultats ; 11 mai, passation des pouvoirs ; 12-14 mai, formation du gouvernement ; 15 mai, consultation du Conseil d'Etat sur le référendum ; 17 mai, adoption du projet en conseil des ministres ; 11 juin, référendum en même temps que le premier tour des élections municipales ; 12 juin, dissolution de l'Assemblée et convocation des électeurs pour les 2 et 9 juillet.

Des constitutionnalistes reconnus s'accordent sur la validité juridique de ce scénario. Les principales objections portent sur l'opportunité de faire voter les Français à répétition et la difficulté de les convier aux urnes début juillet. Étrange pays dans lequel tout le monde ou presque demande de profonds changements, mais où l'on s'horripile à la perspective de rajouter un scrutin au-delà de juin !

Le cinquième président pourrait s'y résigner, et charger ensuite un premier ministre de construire une majorité viable, par alliance socialo-centriste si les résultats le permettent, par une grande coalition à l'allemande s'ils l'imposent. Nous connaissons alors une colabitation du deuxième type, la colabitation pure en quelque sorte, jusqu'au sein du gouvernement, puisque le peuple aurait voulu en même temps un président de gauche et une majorité avec la droite. Et cette expérience inédite tiendrait cahin-caha, jusqu'à ce que la crise éclate, au bout d'un an ou deux, et que les électeurs tanchent.

Au scénario impossible d'un 1981 bis, au scénario incertain d'un 1988 aggravé, le nouveau président pourrait cependant préférer un troisième scénario, plus audacieux, celui de la dynamique d'un vrai changement des règles du jeu, du calendrier, du type de majorité, du mode de gouvernement.

Nouvelles règles du jeu : Lionel Jospin a insisté sur la nécessité du quinquennat. A peine élu, au lieu d'oublier cet engagement, selon les manières ordinaires, il s'y conformerait immédiatement en le proposant par référendum. Son programme prévoit aussi l'interdiction du cumul des mandats, spécificité française chère à nos élus de tous bords. Là aussi, une promesse électorale audacieuse ne serait pas renvoyée aux ornières de l'éducation parlementaire, mais immédiatement mise en œuvre par le même référendum. Le candidat de gauche s'est enfin engagé à introduire des éléments de proportionnelle afin de ne plus exclure les petits et moyens partis de la représentation. Idéalement, c'est au Sénat qu'il conviendrait de laisser entrer l'extrême droite, l'extrême gauche et « extrême-écologistes ».

Mais un tel bouleversement peut difficilement se faire par la voie contestée de l'article 11 de la Constitution et au moment où la gauche doit conquérir de nouveaux soutiens sur sa droite. D'où l'idée d'ajouter une centaine de députés élus à la proportionnelle aux 577 députés majoritaires d'aujourd'hui. Quinquennat, non-cumul des mandats, représentation des minorités : des modifications institutionnelles de cette ampleur accomplissent une vraie réforme de la cinquième République, comme de Gaulle sur le faire en 1962 et tenta de le faire en 1969.

Nouveau calendrier : pour que des changements aussi nécessaires aient une chance d'aboutir, pour qu'ils produisent leurs effets politiques utiles, il faut les inscrire dans la dynamique de l'élection présidentielle. Concrètement, si les choses étaient décidées et préparées, la chronologie serait de cet ordre : 7 mai, élection ; 10 mai, proclamation des résultats ; 11 mai, passation des pouvoirs ; 12-14 mai, formation du gouvernement ; 15 mai, consultation du Conseil d'Etat sur le référendum ; 17 mai, adoption du projet en conseil des ministres ; 11 juin, référendum en même temps que le premier tour des élections municipales ; 12 juin, dissolution de l'Assemblée et convocation des électeurs pour les 2 et 9 juillet.

Des constitutionnalistes reconnus s'accordent sur la validité juridique de ce scénario. Les principales objections portent sur l'opportunité de faire voter les Français à répétition et la difficulté de les convier aux urnes début juillet. Étrange pays dans lequel tout le monde ou presque demande de profonds changements, mais où l'on s'horripile à la perspective de rajouter un scrutin au-delà de juin !

A un 1981 bis, ou à un 1988 aggravé, le successeur de François Mitterrand pourrait préférer un troisième scénario plus audacieux

Nouvelle majorité : ses contours seraient évidemment fixés par les législatives des 2 et 9 juillet. En cas de succès des dynamiques ainsi multipliées, nous n'aurions pas une majorité d'union de la gauche, type 1981, pas davantage une majorité socialiste relative, type 1988, encore moins une majorité socialo-centriste, type quatrième République, mais une majorité arc-en-ciel, intégrant les écologistes et ouverte sur la gauche à tous les rénovateurs, sur sa droite aux vrais réformateurs.

Nouveau mode de gouvernement : la nouvelle majorité arc-en-ciel s'engagerait sur un programme de gouvernement, et par un vote de confiance. L'équipe dirigeante reposerait sur une alliance politique en bonne et due forme. Elle serait collégiale, comme dans la plupart des démocraties. Le Parlement, doté de vrais parlementaires, du temps et de l'autonomie nécessaires pour discuter et choisir, accéderait enfin à l'âge adulte. Les partis protestataires auraient droit à la parole publique. L'extrême droite serait confrontée à la nécessité de se civiliser, à l'italienne. La classe politique serait profondément renouvelée par l'abolition du cumul des mandats. Le cinquième président ne se serait pas seulement assuré la moins mauvaise majorité possible. Il permettrait de gouverner autrement pour gouverner vraiment.

Olivier Duhamel est professeur à l'université Paris-I et à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP).

La grande peur des bien-pensants

par Jean-Christophe Cambadélis

LIONEL JOSPIN principal fournisseur du fascisme en France ! Jacques Chirac ultime rempart contre « la bête immonde » ! Pour rassurer ne pas rêver, il fallait décidément se frotter les yeux à la lecture du texte de Pierre Lehoucq publié dans *Le Monde* du 28 avril. Telle est, en effet, la thèse défendue par l'un des principaux conseillers du maire de Paris. Certes, l'émergence d'une fin de campagne, surtout lorsque celle-ci se révèle plus difficile que prévu, est souvent l'occasion de quelques mensonges et de pas mal de bêtises. Mais le contexte ne saurait nous dispenser de répondre, sur le fond bien sûr.

C'est un fait qu'au premier tour, 15 % de nos concitoyens ont porté leurs suffrages sur Jean-Marie Le Pen. S'il y a naturellement, dans ce vote, la marque d'un rejet à l'endroit du reste de la société politique, il y a d'abord là le produit d'un certain nombre de crises ouvertes et jusqu'à présent insolubles au sein même de la société française tout entière.

On a énuméré pêle-mêle : l'angoisse face à une société en pleine mutation, la perte des repères familiaux, religieux, politiques traditionnels, l'insécurité, tout à la fois réalité et fantasme, la drogue, les ghettos urbains, les trop fortes concentrations de populations immigrées, la peur face à l'islam, qu'attisent les troubles en Algérie, la corruption des élites politiques, financières et médiatiques, l'injustice sociale, l'angoisse de l'exclusion, la déception et le scepticisme qui frappent la société politique au terme de quatorze années de présidence socialiste, où se sont succédé gouvernements de gauche et de droite qui ont semblé, aux yeux de l'opinion, mener des politiques semblables sans jamais résoudre au fond les problèmes que rencontraient les Français... Convenons du fait qu'il y a bien là, rassemblées dans l'énumération de tant de traumatismes, les causes premières de l'existence du Front national et les motivations profondes de l'électorat qui en assure la pérennité.

Est-ce à dire que gauche et droite ne sont pour rien dans l'émergence et dans l'installation d'une extrême

droite puissante dans le champ politique ? Certes pas ! La gauche s'est sûrement fourvoyée en ne saisissant pas au début toute la portée de l'installation de Jean-Marie Le Pen dans le débat politique et en ayant - pourquoi le nier ? - une approche parfois tacticienne de la capacité de nuisance qu'il pouvait représenter à l'endroit de la droite parlementaire.

Mais tout cela est bien peu de choses comparé à la responsabilité écrasante prise depuis douze ans par la droite dite modérée. Quelle soit dans l'opposition ou M. Chirac, le héros que Pierre Lehoucq nous présente aujourd'hui comme devant nous sauver du péril brun, ironisait sur « les odeurs », où M. Pasqua, son bras armé durant vingt ans, déclarait avoir « des valeurs communes avec le Front national », et où M. Giscard d'Estaing affirmait au mépris de la vérité la plus élémentaire que nous étions « en train de glisser de l'immigration vers l'invasion » et « qu'il fallait revenir à la conception traditionnelle de l'acquisition de la nationalité française : celle du droit du sang ».

Quelle soit au pouvoir ou M. Pons, coiffé de son casque colonial, allant dialoguer avec le succès que l'on sait en Nouvelle-Calédonie, où M. Pasqua, légitimant les fantasmes sécuritaires, se fit le promoteur du nouveau code de la nationalité, des atteintes au droit d'asile, du délit de « sale gueule » dans les corridors d'identité et d'une nouvelle loi sur la sécurité publique.

Tel est le vrai visage de cette droite qui ose, depuis vingt-cinq ans, se réclamer de la mémoire du général de Gaulle et depuis vingt-quatre heures de l'antifascisme militant ! Et puis pourquoi, contrairement à Lionel Jospin jadis, ni Jacques Chirac, ni Alain Juppé, ni Philippe Séguin n'ont-ils pris le temps d'affronter Jean-Marie Le Pen dans un débat ?

Faute de rappeler nos adversaires au minimum de décence que l'on serait pourtant en droit d'attendre du débat public en cette période, l'en appelle à leur sens des responsabilités qui, je le sais, a chez eux une fâcheuse tendance à se confondre avec celui de l'intérêt. A vous, ces « bien-pensants », chez qui la crainte d'être battus est au

moins proportionnelle à la peur affichée de l'extrême droite, je dis que c'est toute l'agitation dont vous faites montre depuis une semaine - et dont le vilain petit papier de Pierre Lehoucq n'est que l'ultime avatar -, qui est en train de faire de l'électorat lepéniste la clef de vote du second tour.

La droite est en train de faire de l'électorat lepéniste la clef de vote du second tour

Affirmer, comme vous le faites, que Lionel Jospin ne peut être élu sans les voix du Front national est une erreur grave dans laquelle vous auriez tort de vous enfoncer. En effet, si l'on suppose que la totalité des voix de gauche se reportent sur lui, Lionel Jospin peut compter sur 40 % des voix. La même addition à droite, à laquelle viendraient s'ajouter les voix de Philippe de Villiers, place Jacques Chirac à 45 % des suffrages. La conclusion s'impose alors d'elle-même : ce sont les 15 % d'électeurs lepénistes qui décideront de l'issue du second tour.

Tout aussi méprisable est l'argument qui consiste à résumer tout le projet du candidat de gauche à la seule possible réinspiration du mode de scrutin proportionnel pour l'élection du Parlement. Mé-

prisable, parce que l'on n'a pas le droit, là non plus, là encore, là toujours, de faire du Front national l'unique critère d'un débat institutionnel qui doit d'abord se fonder sur des principes constitutionnels, un sens de la République et une analyse des modes de représentation démocratique. Méprisable, parce que l'on n'a pas le droit, douze ans après Dreyfus, de ne pas avoir encore compris que le refus têtue de la proportionnelle revient, selon l'expression consacrée, à casser le thermomètre, pas à faire tomber la fièvre. Méprisable enfin, parce que c'est caricaturer le projet que de le résumer tout entier à cette seule question.

Là encore, là toujours, la droite et la gauche, ce n'est pas et ce ne sera jamais la même chose. Il n'est pour s'en convaincre que de lire l'ultime paragraphe du projet de Lionel Jospin où celui-ci propose, « conformément aux traditions de notre République et dans un esprit d'intégration, de revenir au principe du droit du sol : tout enfant né sur le territoire français est citoyen français ». C'est là le projet d'un homme de gauche, demain peut-être le président d'un grand peuple qui jamais ne fut une race, mais qui depuis deux siècles se veut une communauté de destin en perpétuel devenir.

Jean-Christophe Cambadélis est membre de l'équipe de campagne de Lionel Jospin.

AU COURRIER DU MONDE

BÊTISE MILITANTE

La campagne présidentielle constitue un exemple frappant de la bêtise militante des responsables politiques. La double candidature à droite a d'abord été la plus sotte construction de « machine à perdre » que l'on puisse imaginer. Plus récemment, les incroyables atermoiements commis par les gros maîtres qui soutiennent l'ancien favori concurrent à sa chute d'aujourd'hui. /-/-

A gauche, ce sont des années de bêtise : décisions aberrantes, vengances ineptes, agissements illégaux et maladroits, querelles im-

béciles, qui ont légitimement conduit au désastre la (petite) moitié de la France. Certes, les militants socialistes ont eu un sur-saut de moralité et de bon sens en désignant Lionel Jospin après la faute politique qu'a été la reculade de Jacques Delors.

Ce nouveau candidat pourra-t-il remonter la pente en aussi peu de temps ? Après tout, pourquoi pas, quand l'extrême versatilité de l'opinion ne cesse, d'une semaine à l'autre, de nous stupéfier ? Mais voici que des hommes qui se disent « de gauche », y compris des « intellectuels », n'ont rien trouvé

de plus intelligent que de se ruer vers Jacques Chirac. /-/- Je reconnais que Pierre Bergé, plus Frédéric Mitterrand, plus Jean-Edern Haliez et Jacques Derogy, cela ne fait que quatre voix de plus pour la droite. Mais des esprits simples pourraient les suivre, et je vois là une ultime, sotte et incompréhensible manœuvre de celui qui, l'autre jour, inaugurait l'exposition sur Carthage entouré d'un essaim de chiraquiens hilares.

Je salue la chronique de Pierre Georges dans *Le Monde* du 10 mars : elle a parfaitement analysé ces comportements ineptes,

mais je ne peux que déplorer que ce même numéro n'ait pas consacré une ligne à la prestation de Lionel Jospin, la veille au soir à « La Marche du siècle ». Vous avez parlé incidemment de lui à propos de la représentation proportionnelle. Écrite sept lignes sur de Villiers, quatorze sur Hue et soixante-quatre (!) sur Waechter : croyez-vous avoir ainsi rempli votre devoir d'information et démolé l'essentiel de l'accessoire ? Ou bien l'aile de la bêtise vous aurait-elle effleurés, vous aussi ?

Jacques Rochefort, Paris

Le Monde

La politique de l'embargo

Si l'Iran avait récemment adopté une attitude provocatrice contre le « Grand Satan », la décision du président Bill Clinton d'arrêter tout net investissements et échanges commerciaux avec ce pays aurait été plus convaincante. Mais annoncée, dimanche 30 avril, devant le Congrès juif mondial, et réclamée depuis longtemps par les Républicains, cette mesure semble largement dictée par des considérations de politique intérieure.

Son impact en est donc quel que peu atténué, même si elle a le mérite de la cohérence et de la clarté. M. Clinton, par un effet d'entraînement, espère ainsi amener la Russie à renoncer à toute coopération nucléaire avec Téhéran. Il compte encore que ses grands partenaires occidentaux lui emboîteront le pas. Mais s'il risque de les mettre dans l'embarras, il ne réussira pas facilement à les convaincre.

L'Iran, a plaidé le chef de l'entité américaine, soutient le terrorisme. Cela fait des années que les États-Unis et tous leurs alliés le répètent. Certains ont même rompu, à un moment ou à un autre, leurs relations diplomatiques avec ce pays, sans pour autant renoncer à faire des affaires avec lui. On voit mal pourquoi il en irait autrement aujourd'hui, d'autant que l'efficacité des embargos - y compris ceux qui ont été décrétés par les Nations unies - est mise en doute.

Voici quatre ans qu'un embargo draconien est imposé à l'Irak et le régime de Saddam Hussein, plus répressif que jamais, est tou-

jours en place. Depuis trois ans, la Libye est, elle aussi, soumise à des sanctions internationales, mais le colonel Mouammar Kadhafi continue de gouverner - et n'a pas l'intention de répondre aux exigences de l'ONU. Sans oublier Cuba, dont Fidel Castro est toujours le maître, ni la Corée du Nord, où Kim Jong-il gère l'héritage de son père.

Cela ne signifie pas que le cynisme doive l'emporter sur des exigences fondamentales, comme le respect des droits de l'homme ou la renonciation au terrorisme. En la matière, l'Iran fait l'objet d'accusations si nombreuses et de sources si diverses qu'il est difficile de croire à ses démentis. Son attitude envers Israël et la manière dont Téhéran rejette le processus de paix ne peuvent non plus laisser indifférent. Enfin, l'« expérience » irakienne apporte de l'eau au moulin des États-Unis, qui accusent les trahis de chercher à se doter de la technologie nucléaire à des fins militaires, ce dont certains se défendent.

Il reste que l'offensive américaine est mal engagée. Et à force de se braquer systématiquement contre le pays des mollats, de ne pas hiérarchiser leurs griefs, ni a fortiori les sanctions, les États-Unis auront du mal à se faire entendre. Pour autant, l'insertion de leurs partenaires occidentaux n'est pas non plus le meilleur moyen de forcer l'Iran à s'assagir. Entre des sanctions commerciales à l'efficacité douteuse et l'insertion des Européens, il devrait y avoir place pour des pressions discrètes mais efficaces contre Téhéran.

L'impatience sociale

POUR la douzième année consécutive, les syndicats ont célébré le 1^{er} mai en ordre dispersé, la dernière manifestation unitaire sur le pavé parisien remontant à 1983. Pour la troisième fois, ces manifestations se sont déroulées entre les deux tours de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen ayant, comme chaque année depuis 1988, disputé la vedette aux syndicats sans que ses 15 % du premier tour n'aient provoqué d'émot particulier. Bref, ce 1^{er} mai aurait pu être aussi banal que les précédents s'il n'avait confirmé un certain réveil des salariés. A Paris, la CGT, seule dans le camp syndical, a réussi à occuper correctement le terrain, avec une mobilisation inférieure à 1992, mais de même ampleur qu'en 1993. En province, les démonstrations unitaires ont été plus nombreuses et mieux suivies que l'avaient imaginé les états-majors.

Ce léger regain a accredité l'idée que le mécontentement des salariés pourrait déboucher après le 7 mai sur un troisième tour social. Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT, fort de l'expérience de mai 1968, a émis cette hypothèse en annonçant que si le gouvernement et le patronat demeurent intransigeants, « nous allons vers un mouvement social de plus en plus vivant, de plus en plus fort et de grande envergure ». Louis Vianney a parlé d'« avertissement » pour le futur président et Marc Blondel, secrétaire général de FO, récusant tout état de grâce, a estimé que « s'il ne se passe rien après le second tour, si on ne s'engage

pas dans une politique ambitieuse qui laisse de l'espoir aux gens, on continuera les grèves ». En France, quelles que soient les petites phrases, aucun mouvement social de grande ampleur n'a jamais été décidé par la direction d'une confédération, ni en août 1953 ni en mai 1968. Les syndicats s'efforcent surtout de ne pas être pris de vitesse par les salariés et d'être présents lorsque ceux-ci, surtout dans le secteur privé, se mettent en grève.

Il y a une forte probabilité pour que l'élu du 7 mai, quel qu'il soit, ne connaisse pas l'état de grâce dont avait bénéficié François Mitterrand en 1981. Après des années sans vrais grands affrontements sociaux, dues principalement à la crise et à l'envoie du chômage, le mécontentement des salariés, s'il se traduit aussi dans les urnes à travers le vote protestataire - 27 % des ouvriers et 18 % des chômeurs ont voté Le Pen -, débouche de plus en plus souvent sur des conflits.

Déjà les grèves ont fleuri en pleine campagne électorale, période habituellement calme, et d'autres sont annoncées à l'horizon le 11 mai, à la sécurité sociale et le 23 mai, chez France Télécom et à EDF le 30 mai. L'impatience a été trop longtemps contenue pour qu'une vraie reprise ne conduise pas les salariés à réclamer un autre partage des fruits de la croissance. Lionel Jospin et Jacques Chirac ayant quasiment légitimé ces revendications, le futur élu devra, même si tout ne dépend pas ici de l'État, démontrer rapidement qu'il ne s'agit pas de simples propos électoraux.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombini, président du directeur, directeur de la publication : Dominique Aubry, directeur général : Noël-Jean Beaugrenet, directeur de la rédaction : Eric Pélissier, directeur de la gestion : Anne Chaussebourg, directeur Adéquat. Rédaction en chef : Thomas Fournier, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction : Raphaël de Camas, Laurence Gellier-Lacour. Manuel Luchetti, directeur du Monde des idées ; Alain Rollin, conseiller de la direction ; Daniel Vernac, directeur des relations internationales ; Alain Fombrun, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens. Conseil de surveillance : Alain Milon, président ; Olivier Biffaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fauvet (1949-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994). Le Monde est édité par la SA Le Monde, Société de la presse, dont les actions sont cotées au 31 décembre 1994. Capital social : 620 000 F. Principales actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Interpresse, Jean-Marie Colombini, président du directeur. RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGERES 75001 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-25-99 Télex : 206308F. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94022 NER-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-30-10 Télex : 351515F.



Deux types d'ambition

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

ON NOUS L'A assez seriné : l'élection présidentielle au suffrage direct se joue entre un homme et un peuple. Cet habit monarchique que de Gaulle avait des raisons personnelles et historiques de jurer à sa taille, on pouvait craindre que ses successeurs ne le remboursent par crainte d'y flotter. Ce fut le cas, en effet, à trois reprises. Mais enfin les Français ont avalisé le système, on dit qu'ils y tiennent mordicus, même vidée de choix entre des programmes par l'abus des pronostics et du spectacle. Va donc pour la comparaison « humaine » des concurrents, comme un passage des hippodromes et des rings !

Leur femme, leurs enfants, leurs affects, comment la campagne électorale les aurait-elle « changés » : cette curiosité psychologisante, due au succès des confidences audiovisuelles et accentuée par le feuilleton des amis-de-trente-ans, les résultats du premier tour laissent espérer que la patrie de Condorcet, de Montesquieu et de Tocqueville ne s'y laissera pas prendre.

Plus sérieuse est l'évaluation des raisons pour lesquelles les finalistes sollicitent l'honneur de diriger le pays : autant dire, la

nature de leur ambition. Il existe à cet égard deux traditions marquées : le désir incoercible d'occuper la place et la simple intuition qu'on peut s'y rendre utile.

Par ses essais répétés, et parfois fatals à son camp, Jacques Chirac ne s'est pas caché d'appartenir au premier groupe. Ce gage d'opiniâtreté peut apparaître comme souhaitable pour la fonction. Il peut aussi cacher une « présomption de sa propre suffisance » (Bourdaloze). Sur le niveau d'aptitude comparé à celui de l'environnement, la stagnation des scores, d'une présidentielle à l'autre, tend à montrer que le peuple reste instinctivement perplexé, et qu'il ne considère pas forcément l'entêtement comme un brevet d'homme d'Etat.

Il rejoint ainsi une appréciation de nombreux dirigeants de la majorité qui, par discipline, n'expriment plus aucune réserve sur leur nouveau champion, depuis le 23 avril, qui vautent son « courage », mais qui, auparavant, par expérience et hors tout ressentiment, lui trouvaient au mieux « plus de gentillesse qu'il n'y paraît », et au pire les limites d'une « influençabilité » dangereuse pour la magistrature su-

prême. La candidature d'Edouard Balladur est née de ces craintes et d'une recherche de cohérence, notamment sur l'Europe, plus que de la rivalité qui a, les médias aidant, éclipsé la campagne.

De fait, celui que ses pairs cherchaient à barrer, par peur de le voir aux commandes, n'a bientôt plus émis que des sons en « l » et des finales en « al », qu'il affectionne comme autant de signes invariables de ténacité : signal fort, fracture sociale, et son adjectif fétiche naturellement (trois linguales, dont une doublée !), façon de faire passer pour évident ce qui resterait à démontrer.

Ce type d'ambition qui « prend les pouvoirs comme fin » (Alain) et y soumet tous les « moyens », comme on le reprochait naguère aux communistes, cette façon de piler le discours aux nécessités électorales, cette allergie aux débats, ces « on verra après », où ses ex-adversaires voyaient de la « démagogie », ne sont pas une exclusivité de la droite. A sa manière, le président sortant a choisi la gauche pour servir une visée personnelle qui était éclose ailleurs. Dans son camp d'adoption, il a nettement favorisé les carriéristes faits du même métal que lui, et qu'on a reconnus récemment à leur triste figure quand ils ont été écartés du premier rôle. Le culte et la comédie du destin individuel n'épargnent pas les interviewers, qui n'ont de cesse de faire avouer aux lieutenants, au risque de faire injure aux chômeurs qui les regardent, qu'ils rêvent de portefeuille et comme eux-mêmes hésitent entre présenter le « 20 heures » ou « Yop, là, boum ! ».

Face à cette trivialité triomphante, le candidat préféré par la base d'un des partis de gauche a pu sembler effacé. Les colliers d'étoiles s'en sont donnés à cœur joie : « protestant, donc rigide » ; « à lunettes, donc professoral », etc. Le premier tour a prouvé que l'électorat ne se laisse pas plus impressionner par ces caricatures que par les prévisions de votes. Le vrai est que Lionel Jospin appartient à une autre culture de l'ambition, que recouvre l'expression modeste de « président-citoyen ». Par cette indifférence au rêve de prééminence personnelle, il est finalement moins à l'opposé que son concurrent de celui qui va céder la place. Le « changement » et les risques de « dérive », c'est cela aussi.

Ses modèles, on les verrait plutôt du côté de Léon Blum, de Pierre Mendès France, de Jacques Delors. Cela étonne toujours, cela déchaîne soupçons, moqueries, et parfois haine, ces sages ardents qui ne briguent pas le pouvoir pour le pouvoir, mais pour ce qu'on peut en faire, et qui, s'il leur échappe, en souffrent seulement à cause des occasions perdues.

Le 7 mai, le choix sera entre deux sortes d'ambition, entre deux types d'homme d'Etat.

La rhétorique du changement

Suite de la première page

Comme aux États-Unis ou en Allemagne, la politique serait devenue, aux yeux des Français, une activité peu rehashante, mais, en même temps, moins importante dans un monde dirigé par l'économie.

A cette première ambiguïté des discours sur le changement s'en ajoute une deuxième : ils sont tenus par deux candidats dont les programmes n'annoncent guère de rupture. M. Chirac s'est posté à gauche de la droite et M. Jospin à droite de la gauche, des places au centre d'où il est difficile d'amorcer des politiques de changement radical. Les propositions les plus tranchées sont très contestées (les contrats initiative-emploi de M. Chirac) ou très délicates à mettre en place (le passage à 37 heures en 1997, proposé par M. Jospin). Tout le reste est particulièrement imprécis (*Le Monde* daté 23-24 avril). M. Chirac flirte avec « l'autre politique » sans s'y lancer, M. Jospin hésite entre l'arrêt des privatisations et une politique sociale-démocrate. C'est le reflet de coalitions politiques disparates, à gauche comme à droite, et la conséquence de questions (celle de l'attitude face au traité de Maastricht, par exemple) qui traversent les partis traditionnels de part en part.

Reste, au-delà de la rhétorique ambiguë du changement, l'ambition commune des deux candidats de rompre avec le passé. Mieux que d'autres pays, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, la France a su s'adapter à la mondialisation économique, aux progrès technologiques et à la victoire du capitalisme. Les « élites » ont su transférer les grandes entreprises et la politique macro-économique du pays avec succès. Mais ces mêmes élites n'ont pas vu que cette adaptation est vécue par les salariés comme une gâchise sans fin vers plus de licenciements et moins de social. La croissance d'après-guerre semblait apporter l'abondance, l'économie d'aujourd'hui la pénurie. La « modernité », imposée par l'extérieur, atténue l'idéologie française elle-même : les mythes de la nation, de l'égalité, de l'universalisme.

D'où l'idée du « sursaut ». L'« économicisme » des élites a pro-

voqué trop de blessures. Il est temps que la politique fasse barrage. M. Jospin sur un ton mineur, M. Chirac plus lyrique se lèvent pour rétablir l'Etat politique dans ses prérogatives.

La difficulté est immédiate. Sauf à rompre avec les engagements diplomatiques, économiques et monétaires européens - ce qu'aucun candidat ne propose -, les marges de manœuvre interviennent de rétro. Le retour de l'Etat est contradictoire avec la volonté d'arriver à une monnaie unique en 1999, qui impose de réaliser de très sévères économies de dépenses. L'heure n'est plus, dans le monde, aux politiques de relance keynésiennes tant les Etats sont partout endettés. D'où la troisième ambiguïté du discours : que l'Etat impulse le changement est conforme à la tradition française, à ses institutions et à la répartition de ses forces ; mais la vérité est qu'il devra, financièrement, se rétracter.

Cohabiter chez les deux candidats - en particulier chez M. Chirac - deux visions du retour de l'Etat. Celle d'une crispation nationale et du fantasme d'entretenir d'une « autre politique », moins douloureuse pour tous. Et celle, même encore, de l'invention d'un Etat désacralisé et post-démocratique. Devant la modernité technocratique que les sociologues nous décrivent depuis vingt ans comme poreuse et changeante, où l'émiettement et l'indifférence sont la règle, et le réseau la formule, croire que l'Etat jacobin puisse reprendre la main est une gageure. Refaire l'unité sociale passe par un maillage différent du pays, moins public, plus associatif et informel, fabriquant des solidarités de proximité entre entreprises, entre professions, entre citoyens. Dans cet univers de pouvoirs répartis, un Etat politique à encore sa place.

Eric Le Boucher

RECTIFICATIFS

PROPORTIONNELLE

Une erreur a rendu incompréhensible un passage de l'article publié dans *Le Monde* daté des 30 avril et 2 mai sur le souhait de M. Chirac d'organiser un débat parlementaire sur la proportionnelle.

C'est, bien entendu, à l'ambition du candidat de gauche d'écarter des changements institutionnels que la droite a rapidement réagi par l'intermédiaire d'un communiqué commun

de MM. Monory, président du Sénat, et Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale.

FONCTION PUBLIQUE

Dans un article concernant le « rapport annuel sur la fonction publique de l'Etat » (*Le Monde* du 7 avril), nous avons indiqué que la hausse des rémunérations des fonctionnaires avait été de 2,3 % en 1994. Il s'agissait, en fait, de la hausse du salaire net. Mais, comme cette augmentation s'est faite en trois fois (+0,7 % le 1^{er} janvier, +0,5 % le 1^{er} août,

+1,1 % le 1^{er} décembre), l'augmentation réelle du traitement des fonctionnaires a été de l'ordre de 1,2 % seulement.

CINQUANTAIRE

Dans le sommaire de nos éditions datées du samedi 29 avril, en page 34, il fallait lire, en « International » : « Cinquantaire : les dirigeants allemands commencent la libération du camp de concentration nazi de Bergen-Belsen » (et non l'extermination des juifs déportés dans ce camp, comme écrit par erreur).

Les sa

CONFLITS

Le dossier IRSA

Jean-Maxime Le

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995

CONFLITS La multiplication des grèves avant le premier tour de l'élection présidentielle laisse penser à certains que l'état de grâce au lendemain du 7 mai sera de courte

durée. A la différence des mois passés marqués par des revendications salariales, l'emploi devrait être au cœur de ce « troisième tour social ».

● **PLUSIEURS JOURNÉES** d'action sont programmées dans le secteur public : SNCF, France, Télécom, La Poste, EDF-GDF et la Sécurité sociale ainsi qu'à Air Inter. ● **DES PLANS** sociaux importants doivent être

annoncés chez Bull, Alcatel-CIT, l'Entreprise Industrielle, Total et la Snecma. ● **L'INTERNATIONALISATION** suscite des inquiétudes : dans le public, les agents redoutent une nou-

velle concurrence due à la déréglementation et un démantèlement des entreprises ; dans le privé, un éloignement des centres de décision et une course à la productivité.

Les salariés se préparent à un « troisième tour social »

Dans le secteur public, plusieurs journées d'action sur les statuts et l'emploi sont programmées pour le mois de mai. Dans le privé, de nouveaux plans de réduction d'effectifs risquent de raviver les conflits

EN 1974, Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, avait attendu l'élection de Valéry Giscard d'Estaing pour appeler à un « troisième tour dans les luttes pour obtenir la satisfaction des revendications » et aboutir au renversement de ce régime réactionnaire.

Cette année, certains ont évoqué la perspective d'un « troisième tour social » avant même le premier tour. Si nul ne songe plus à renverser par les luttes le futur gouvernement dès sa nomination, la multiplication inattendue des conflits sociaux, dans les semaines précédant l'élection présidentielle, laisse à penser que l'histoire de l'élection sera très vite confrontée à de nouvelles tensions sociales. Le traditionnel état de grâce devrait être de courte durée (Le Monde daté 30 avril - 2 mai).

Plusieurs journées d'action sont programmées, essentiellement dans les entreprises ou le secteur public, là où le gouvernement peut, au moins théoriquement, inverser l'ordre des choses. Le ministre des transports trouvera sur son bureau deux dossiers brûlants : Air France et la SNCF. Dès le 11 mai, une partie des avions d'Air Inter devrait rester clouée au sol, la plupart des syndicats ayant déposé leur sixième préavis de grève en trois mois. Trois syndicats, dont deux représentant les pilotes, ont signé le 20 avril un protocole d'accord avec la direc-

tion. Le mouvement sera-t-il, malgré tout, suivi ou ne constituera-t-il qu'un baron d'honneur ? Nul ne nie plus aujourd'hui que le dossier Air Inter est le plus difficile que Christian Blanc ait eu à gérer depuis son arrivée à la tête d'Air France.

A la SNCF, la situation pourrait également se tendre à l'occasion de la signature du contrat de plan avec l'Etat. Le dossier est techniquement boudé. Les choix sont déformés politiquement. Certains syndicats ont d'ores et déjà appelé à une journée nationale d'action le 31 mai.

A la Sécurité sociale, les cinq syn-

semains plus tard, le 30 mai, ce sera au tour du ministre de l'Industrie et des Télécommunications de montrer au front. Au même moment, les agents d'EDF-GDF ainsi que ceux de La Poste et de France Télécom sont appelés à protester contre les menaces que Bruxelles fait peser sur les services publics. Les gaziers et électriciens, sous l'œil bienveillant de leurs directions générales, tenteront de faire pression sur les ministres qui, le 1^{er} juin, à Bruxelles, pourraient adopter une directive sur la mise en concurrence du transport et de la distribution d'énergie.

qu'en octobre 1993. Trois agents sur quatre ayant alors arrêté le travail, le gouvernement Balladur en a conclu qu'il était urgent de ne rien faire. A La Poste, l'accent sera mis sur l'emploi, sujet hautement sensible, comme viennent de le montrer plusieurs grèves.

Les conflits sur l'emploi pourraient prendre le relais des conflits salariaux : dans le secteur privé, la plupart des négociations salariales ont eu lieu, et le versement en mai et juin des primes d'intéressement devrait avoir un effet temporisateur. Le prochain gouvernement devra gérer quatre autres dossiers délicats liés à l'emploi : les réductions d'effectifs chez Bull, les menaces qui pèsent sur 3 000 emplois à la Snecma, mais surtout la réforme du décret de 1937 dans les banques AFB (Association française de banques) ainsi que la révision des modalités des plans sociaux. Dans les banques, l'actuel ministre du travail, Michel Grand, avait accordé dix-huit mois aux partenaires sociaux pour revoir l'organisation du temps de travail. Les négociations ont échoué en décembre et le délai vient à expiration cet été.

Enfin, les pouvoirs publics comme les entreprises attendent avec impatience le premier jugement de la Cour de cassation sur les plans sociaux depuis la circulaire Aubry de janvier 1993. D'une juridiction à l'autre, les décisions des juges varient de manière préjudiciable. Quelle que soit la jurisprudence de la Cour de cassation, le débat pour fin mai, le

gouvernement devra à nouveau préciser le contenu des plans sociaux.

Hasard du calendrier, plusieurs plans sociaux pourraient tendre le climat. Le 11 mai, la direction d'Alcatel-CIT devrait annoncer 542 suppressions d'emplois : 182 à Cherbours, ce qui entraînera la fermeture de l'établissement, et 360 à La Verrière (Yvelines), ce qui pourrait constituer, selon les syndicats, un premier pas vers la disparition de ce centre qui emploie 1 100 salariés. La tâche de la direction ne sera pas facile : chacun sait que la baisse des commandes de France Télécom à l'origine de ces suppressions d'emplois provient des surfacturations émises par Alcatel.

Chez Rhône-Poulenc, même si les grèves ont cessé en région lyonnaise, l'inquiétude des salariés est omniprésente. Enfin, chez Total,

l'ensemble des syndicats ont décidé de réagir à la récente annonce de 300 suppressions d'emplois au siège et à la réorganisation du travail qu'envisage la direction.

Plus généralement, les directions d'entreprise ne devraient pas rester indifférentes au succès électoral de Jean-Marie Le Pen. S'il est essentiellement dû à son discours sur l'immigration, il trouve aussi sans doute son origine dans ses propos dénonçant le « mondialisme ». En votant pour l'extrême droite, une partie des salariés ont sans doute voulu manifester leur crainte face à la déréglementation et à l'internationalisation de l'économie que les directions revendiquent. D'Air Inter à Alcatel, ce phénomène n'est-il pas à l'origine de la plupart des mouvements sociaux prévisibles ?

Frédéric Lemaître

Entreprise Industrielle : plan social en suspens

L'Entreprise Industrielle, société de travaux publics spécialisée dans les installations électriques, envisage de supprimer 1 151 emplois sur 4 400. Mais ce plan donne lieu à un véritable imbroglio juridico-administratif. Le 17 mars, les services du ministère du travail ont en effet émis un constat de carence. La direction a alors fait un recours auprès du ministre. Mi-avril, le juge des référés a, de son côté, enjoint à la direction de ne procéder à aucun licenciement avant le 6 juin, date à laquelle le tribunal de grande instance de Paris doit statuer sur la nullité du plan social.

Si cette échéance est donc cruciale, les syndicats - ainsi que certains représentants de l'administration - craignent que le ministre du travail désavoue son administration après le second tour de l'élection présidentielle, mais avant son départ du ministère, ce qui pourrait infléchir la décision du juge. Un imbroglio, parmi d'autres, qui plaide pour une clarification des procédures de licenciement.

Le dossier IBISA rattrape Jean-Maxime Levêque

LE JUGE D'INSTRUCTION Gérard Giudicelli devrait entendre, vendredi 12 mai, comme témoin le fondateur d'International Bankers SA (IBISA), Jean-Maxime Levêque, qui fut vice-président de IBISA et président du Crédit lyonnais de juillet 1986 à septembre 1988. Le magistrat enquête depuis 1992 sur le montage d'un projet immobilier de quelque 200 millions de francs, au 39 de la rue Fessard dans le 19^e arrondissement de Paris dans lequel de nombreuses anomalies apparaissent : prélevement d'honoraires élevés, évictions de 8 millions de francs non prévus, déblocage des crédits avant le dépôt d'une construction qui n'aura finalement jamais lieu. Une dizaine de millions se sont ainsi envolés.

Selon le juge, ces fonds auraient été transférés au Luxembourg pour alimenter des circuits politiques français. Ce dossier est l'un des innombrables projets d'International Bankers actuellement étudiés par la justice française. La banque, dans laquelle le Crédit lyonnais avait pris une participation de 25 % en 1990 à la demande de la Banque de France, a, depuis sa création, accumulé les fautes de gestion. Les opérations réalisées par IBISA reposaient essentiellement sur le crédit bancaire, sans apports de fonds propres par les opérateurs qui n'apportaient pas non plus leur caution, mais prélevaient des marges supérieures à la moyenne. La Cour des comptes relève, péle-mêle, dans un récent rapport : des commissions d'appart à des niveaux inhabituels, des prix exorbitants de cessions de promesses de vente, des niveaux élevés des frais de pré-étude, des honoraires de gestion et d'intermédiaires considérables, des évictions trop chères et la réalisation de nombreuses affaires sans obtention préalable de permis de construire.

L'opération menée rue Saint-Gilles, dans le 3^e arrondissement de Paris, est un exemple de cette opacité. Les archives d'IBISA mentionnent la SNC Uhlmann comme débiteur, une société détenue par un industriel suisse que l'on re-

trouve dans nombre d'opérations immobilières parisiennes. Or, cette société n'a jamais participé à ce projet, sauf à encaisser 24,8 millions de francs pour le prix de cession d'une promesse de vente. Autre extravagance, la banque était associée aux promoteurs ou aux marchands de biens en prenant des participations à hauteur de 20 à 25 % du capital de diverses sociétés la rendant solidaire des pertes engendrées.

LIVRES « EXPLOSIFS »

Le 10 mars, un autre juge d'instruction, Eva Joly, a mis en examen et placé sous mandat de dépôt un marchand de biens, Marc Berdugo, et deux anciens cadres d'IBISA, Pierre-Alain Raduile et Michel de Brem - ce dernier relaxé depuis - dans le cadre d'une information judiciaire ouverte le 19 septembre pour abus de biens sociaux, abus de confiance, complicité et recel, en liaison avec des commissions occultes sur l'opération immobilière du passage du Havre à Paris.

La banque est également au cœur d'une autre information judiciaire ouverte à Thionville (Moselle) qui a permis de saisir à la mi-décembre dans un entrepôt à Coligny (Yvelines) des livres comptables « explosifs » à la suite d'une plainte pour chantage et extorsion de signatures d'un ancien directeur d'IBISA Luxembourg, Thierry Bell (IBI était la société-mère d'IBISA).

Le nombre de dossiers douteux est tel que le Crédit lyonnais a déposé plainte contre X... fin 1994. La facture est lourde pour la banque du boulevard des Italiens. Sur les 5,7 milliards de francs d'actifs récupérés d'IBISA, 4,8 milliards ont été transférés dans le cadre de l'opération de « défiance » des 1993. Jean-Maxime Levêque a toujours défendu avec la dernière énergie le fait qu'il n'avait pas de fonction opérationnelle dans la gestion d'IBISA. Il était pourtant administrateur d'IBI holding et vice-président de sa filiale IBISA.

Babette Stern

Vingt et un dirigeants de la banque Barings ont démissionné

LONDRES

de notre correspondant International Nederland Group (ING), le repreneur de la banque d'affaires britannique Barings Holdings, espère que la démission, annoncée le 1^{er} mai, de vingt et un dirigeants tenus responsables de sa faillite, consécutive des pertes colossales esquivées sur les marchés des produits dérivés asiatiques, va permettre à l'établissement londonien de rétablir sa crédibilité auprès des marchés.

Le nouveau propriétaire de Barings n'a pas attendu les conclu-

sions de l'enquête de la Banque d'Angleterre sur les causes du crash pour obtenir le départ de tous les responsables mêlés aux activités de Nick Leeson, le « trader fou » de Singapour, dont les malversations sont à l'origine de la mise sous administration de la firme, le 26 février, avec des pertes évaluées à 860 millions de livres.

Après le président Peter Barings et son directeur général, qui avaient démissionné le 1^{er} avril, c'est au tour de Peter Norris, patron du financement des investissements, et des principaux dirigeants de son équipe, de rendre

leur tablier. ING estime que son programme de relance était affecté par le maintien en place de la « vieille garde », critiquée pour avoir fermé les yeux sur les agissements de Leeson, soit par naïveté, soit par intérêt au gain. Le groupe bancaire et d'assurances néerlandais, qui a racheté Barings le 6 mars, s'efforce en effet de rétablir au plus vite sa crédibilité.

Les réticences qu'éprouvent certains contrepartistes à réaliser des affaires avec Barings, conjuguées aux difficultés des filiales de courtage japonaises et singapouriennes, ont plongé la division « marché » de Barings dans le rouge. Le corporate finance (finance d'entreprise), peu profitable par nature, est actuellement en butte à la méfiance de ses plus gros clients. Le départ de nombreuses figures de proue a vidé la célèbre institution financière d'une partie de sa matière grise, notamment dans le domaine de la recherche sur les marchés émergents asiatiques. L'enquête du

Conseil (Board) de la Banque d'Angleterre sur les circonstances de la faillite de Barings, qui doit être publiée en juin, progresse très lentement en raison de la complexité judiciaire de ce dossier. Un rapport préliminaire sur le rôle du département de supervision de l'institution d'émission aurait déjà été rédigé.

Enfin, la cour d'appel du tribunal de Francfort devait rendre sa décision mardi 2 mai sur la demande de mise sous séquestre de la faillite de Barings, formulée par le parquet vendredi 28 avril. La demande d'extradition a été déposée officiellement par Singapour mercredi 26 avril. La justice singapourienne accuse M. Leeson d'escroquerie et de malversation dans un document de six cents pages transmis à la justice allemande. Nick Leeson est en détention provisoire depuis son interpellation le 2 mars à l'aéroport de Francfort.

Marc Roche

Le franc faiblit avant le débat télévisé opposant M. Chirac et M. Jospin

L'ATTENTE DU DÉBAT télévisé qui devait opposer, mardi 2 mai, dans la soirée, M. Chirac et M. Jospin a fait monter la pression sur le franc. La devise française est passée lundi 1^{er} mai en fin de journée au-dessus du seuil des 3,56 francs pour 1 mark, contre 3,5495 vendredi 28 avril en fin de séance. Au début de la semaine passée, le franc s'échangeait à 3,52 contre la devise allemande. Mardi 2 mai en début de matinée, il continuait à faire preuve de faiblesse à plus de 3,56 pour 1 deutschemark.

Lundi 1^{er} mai, le franc a d'abord été victime sur le marché londonien (la Bourse de Paris était fermée) des déclarations du président du Front national Jean-Marie Le Pen, qui refusait de donner des consignes de vote à ses électeurs : « Chirac, c'est Jospin en pire ». Cette incertitude supplémentaire sur l'issue du second tour, dimanche, s'est ajoutée à l'attente, par les marchés, du débat télévisé opposant les deux candidats. Pour Alison Cottrell, analyste chez Kidder Peabody, « les débats télévisés ne sont pas le meilleur atout de M. Chirac : et, si M. Jospin s'en sort bien, l'écart entre les deux hommes pourrait se resserrer ».

La livre sterling, en revanche, a

connu une véritable envolée, dopée par la publication du dernier indicateur des directeurs d'achat pour avril faisant état d'une pression sur les prix. Elle a rendu encore plus probable une prochaine hausse des taux d'intérêt britanniques, qui pourrait être décidée vendredi 5 mai, lors de la réunion mensuelle entre le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, et le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke. La livre sterling cotait mardi matin 1,6180 dollar contre 1,6090 vendredi, 2,2474 marks contre 2,230 et 7,9953 francs contre 7,8921.

Enfin, le billet vert fait du surplace. La devise américaine n'a pas joué son rôle traditionnel de valeur refuge, à la suite de la montée de la tension internationale liée à la fois à l'annonce de l'embarquement commercial américain sur l'Iran et plus encore à l'offensive croate contre des positions serbes. Le dollar était coté mardi 2 mai à 83,81 yens à Tokyo, en très légère hausse par rapport à son cours de 83,50 yens de lundi soir à New York. Mardi, à l'ouverture des marchés européens, le billet vert valait 1,3905 DM contre 1,3865 vendredi soir à Londres et 4,9510 francs contre 4,9050.

E. L.

alternatives économiques

mai 95

- Qui contrôle les grandes entreprises françaises ?
- Le pari perdu du Crédit Lyonnais
- Ecu : l'heure des réalités
- Daniel Cohn-Bendit et l'Europe

20 F Chez votre marchand de journaux

Alternatives Economiques 12 rue du Cap-Vert 21800 QUETIGNY

صكنا من الاجل

Les Chantiers de l'Atlantique souffrent des désordres monétaires face aux concurrents finlandais

Les uns et les autres rivalisent en efforts de productivité

Les Chantiers de l'Atlantique et le concurrent finlandais Kvaerner Masa-Yards se battent sur le créneau des paquebots de croisière de

2 000 passagers et plus. Alors que le chantier français vient de livrer le Legend-of-the-Sea, le finlandais a engrangé sa huitième commande

d'un paquebot Fantasy. Le chantier finlandais voit son agressivité commerciale renforcée par l'affaiblissement de la monnaie nationale.

LES CHANTIERS de l'Atlantique de Saint-Nazaire ont livré, vendredi 28 avril, à l'armateur norvégien Royal Caribbean Cruise Lines, le *Legend-of-the-Sea*, le premier d'une nouvelle génération de paquebots pouvant transporter 2 000 passagers et alliant le luxe clinquant d'un palace flottant destiné à une clientèle surtout américaine, aux techniques les plus pointues de la construction navale. Depuis 1985, c'est le dixième paquebot de croisière lancé par les chantiers. Conçu dans le sillage du *Sovereign-of-the-Sea*, le premier paquebot livré par les Chantiers de l'Atlantique à la Royal Caribbean Cruise Line en 1987, le *Legend-of-the-Sea*, de 264 mètres de longueur, peut atteindre la vitesse de 24 nœuds. A la différence des autres paquebots de l'armateur qui sont cantonnés à la mer des Caraïbes, le *Legend-of-the-Sea* est aussi destiné à opérer aux larges côtes d'Hanoï et de l'Alaska. Le *Splendor-of-the-Sea*, son jumeau en cours de construction aux mêmes chantiers, prendra la mer en mars 1996.

Le dernier grand chantier naval français emploie aujourd'hui 4 200 salariés et a pour objectif de réduire ses coûts de 30 % en cinq ans. La concurrence, déjà vive, est maintenant accentuée par les désordres monétaires. Sur un marché essentiellement international, les chantiers des pays à monnaie dévaluée profitent d'un avantage souvent déterminant. Par malchance pour les Chantiers de l'Atlantique, ses principaux concurrents - en Finlande et en Italie - sont dans cette situation. Ces derniers l'admettent : « Dans le contexte international actuel,

nous aurions tant de faire la fine bouche, mais nous ne devons absolument pas nous reposer sur nos lauriers », déclare Martin Saarikangas, le patron des chantiers navals finlandais Kvaerner Masa-Yards, situés presque au centre d'Helsinki.

Il aurait bien mauvaise grâce à ne pas le reconnaître, tant 1994 a été une année « fructueuse ». En douze mois, les carnets de commandes ont augmenté de 40 % et représentaient, début janvier, une valeur de 18 milliards de marks finlandais (20,5 milliards de francs).

La construction navale finlandaise revient de loin. L'effondrement total de ses échanges avec l'ex-URSS et la récession mondiale l'ont contrainte à une sévère restructuration

Durant la même période, Masa-Yards a procédé à 580 embauches et emploie aujourd'hui 4 700 personnes réparties entre Helsinki (1 700 salariés), Turku (2 700) et Pikkio. « On se bat sur les mêmes segments que les Français des Chantiers de l'Atlantique, les Alle-

mands et les Italiens », observe Martin Saarikangas. Il concède que la dévaluation du mark finlandais, de l'ordre de 15 %, a avantage l'industrie finlandaise, mais « seulement temporairement ». Ce patron qui n'hésite pas à donner son point de vue sur les questions politiques et sociales de son pays - il avait notamment participé à la campagne malheureuse du candidat conservateur à l'élection présidentielle de 1994 - n'est pas du tout un adepte de la « politique du mark fort » suivie par le gouvernement. « Notre monnaie est surévaluée et cela nous pose des problèmes croissants puisque nous traitons en dollars », assène-t-il.

Kvaerner Masa-Yards tourne pour l'heure à plein régime. « Ce n'a jamais marché aussi bien ! », dit-il sans hésitation. Mais la construction navale finlandaise, ou du moins ce qu'il en reste après une sévère cure d'amalgamisme, revient de loin. En 1989, on pavait beaucoup moins après trois années difficiles dues à la conjonction de la récession internationale, à l'Ouest, et de l'effondrement total des échanges avec l'ex-Union soviétique selon le principe du *clearing* : en échange de pétrole sibérien et de divers produits métallurgiques qu'elle importait, la Finlande fournissait à son voisin l'équivalent en biens de consommation, usines « clé en main », et navires - en particulier des brise-glaces. « 25 % des exportations de la construction navale finlandaise partaient vers l'URSS. Pour certains chantiers, ces ventes représentaient jusqu'à 80 % de la production. Et puis, tout s'est écroulé lorsque Moscou, vers 1986, a abandonné les plans quinquennaux

de commerce bilatéral ! Et entre 1989 et 1994, nous n'avons pas construit un seul navire pour les Russes ! », rappelle M. Saarikangas. En 1989, les vénérables chantiers Wärtsilä Marine mettaient la clé sous la porte. La tentative de restructuration par une fusion avec Valmet se solda par un échec. Deux ans plus tard, le groupe norvégien Kvaerner, « un solide partenaire financier, indispensable dans ce business », entre en lice et mise sur Masa-Yards.

Aujourd'hui, le secteur n'emploie plus que 7 000 personnes, contre 18 000 en 1984. A côté de l'autre « rescapé » Finnyards (Raumo), Kvaerner Masa-Yards concentre donc, non sans succès, ses activités sur les paquebots. Le virage a été plutôt bien négocié et le chantier estime pouvoir se développer seul. Des subventions publiques à la construction navale, Martin Saarikangas ne veut pas en entendre parler et rappelle que, au lendemain de la crise, les responsables politiques finlandais ont clairement fait savoir qu'il était plus question de maintenir artificiellement en vie des chantiers par le biais d'aides de l'Etat. « Une directive de l'UE a plafonné les subventions publiques à 9 % du montant de la commande, c'est certes mieux que les 28 % pratiqués il y a cinq ans, dit-il, mais c'est toujours trop. Je peux comprendre les problèmes des Français, mais ce sont des pratiques malsaines qui fassent les règles de la concurrence. J'espère qu'elles disparaîtront bientôt complètement et nous le réclamerons, maintenant que nous avons une influence sur les décisions de l'Union européenne. »

En attendant, l'année a bien commencé pour le concurrent le plus agressif des Chantiers de l'Atlantique. Début janvier, la compagnie américaine Carnival Cruise Lines a passé commande d'un huitième paquebot de croisière de la série Fantasy - des navires de 260 mètres de long pour une largeur de 36 mètres pouvant héberger 2 600 passagers et 980 membres d'équipage. La livraison est prévue pour fin 1998. « Nous avons décroché ces dernières commandes, explique un directeur technique, parce que nous construisons un navire jumeau revient 15 % moins cher que la construction du prototype. Cette série de luxe de huit bâtiments est unique dans l'histoire de notre industrie. »

A Helsinki, on prépare également la construction de deux bateaux de croisière de 74 000 tonnes chacun pour le compte de Royal Caribbean Cruise Lines qui doivent être livrés en 1996 et 1997 tandis que le New Shipyard, de Turku, construit le Crystal-Symphony commandé par l'armateur japonais Nippon Yusen Kaisha.

Alain Debove, à Helsinki, et Gilles Bridier

Les Européens sont de plus en plus déçus par les voitures allemandes

Les marques japonaises et françaises s'imposent

SURPRISE ! Les marques allemandes ne sont plus, à l'exception notable de Mercedes, synonymes de qualité pour les automobilistes européens. Les Japonaises, en revanche, s'imposent comme les plus fiables, et les françaises tirent plutôt bien leur épingle du jeu en réalisant un tir groupé derrière les vainqueurs. C'est ce que révèle une étude de marché relativement confidentielle dont les résultats ont été publiés par le magazine allemand *Capital*.

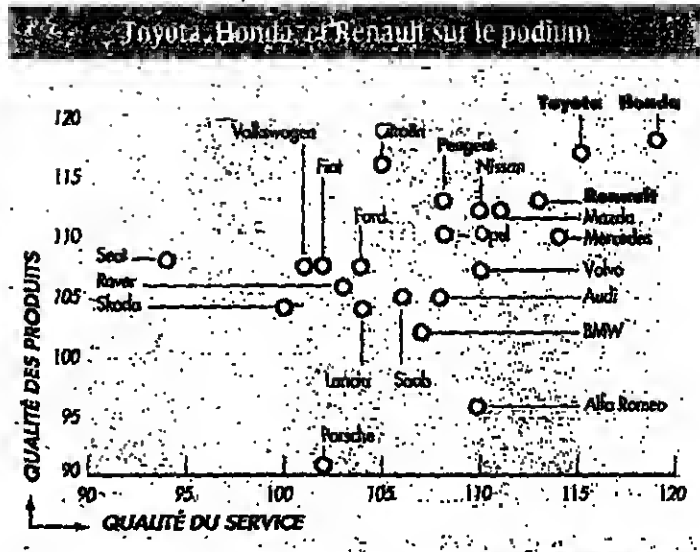
Chaque année, l'ensemble des constructeurs présents en Europe passe commande à l'organisme ECS (European Customer Survey) pour qu'il réalise une étude de marché comparative sur les qualités de leurs produits et de leurs services. Plus de quarante mille conducteurs dans huit pays d'Europe sont alors sondés sur leur degré de satisfac-

tion, et les résultats sont publiés dans le magazine allemand *Capital*.

Les Italiens ne présentent pas non plus des résultats étonnants. Fiat, Alfa Romeo et Lancia font toutes les trois partie de la seconde moitié de la classe. Les suédois Volvo et Saab ne semblent plus jouir de leur réputation d'antan. En revanche, l'étude d'ECS redonne le blason des constructeurs français. Renault arrive tout simplement en

troisième position, devant Mercedes, avec une note de 113, reflétant un parfait équilibre entre la qualité de ses produits et celle de ses services. Peugeot, qui est jugé tout aussi fiable que l'ex-Régie sur le premier point, est desservie par le niveau de son service. Mais c'est pour Citroën que le déséquilibre entre les deux composantes est le plus marqué : avec une qualité de produits valorisée à 116, la marque aux chevrons est ici comparable à Toyota ou à Honda, alors qu'un service estimé largement insuffisant la place au niveau des marques galaises.

Des déséquilibres qui n'existent pas pour les marques japonaises : fortes d'occuper quatre des sept premières places, elles présentent en plus la caractéristique de ne pas avoir de lacune criante. Honda, Toyota, Nissan et Mazda, dans l'ordre, ont encore beaucoup de choses à apprendre à leurs concurrents européens et américains.



A l'exception de Mercedes, qui se situe entre Renault et Peugeot, les marques allemandes ont perdu de leurs qualités au bénéfice des japonaises.

tion, l'enquête servant de base pour attribuer des notes aux différents constructeurs. Le résultat est pondéré : la qualité des produits intervient pour 40 %, et celle du service des concessionnaires pour 60 %. Cette étude reste cependant généralement dans les tiroirs des constructeurs, qui se gardent bien de la communiquer.

En queue de liste, on trouve Porsche : le célèbre constructeur allemand détient le triste record de la marque la plus contestée, surtout en termes de produits. Avec un score global de 98 (moyenne pondérée de la note des services et de celle de la qualité), le constructeur du mythique cabriolet 911 est bien loin de la moyenne, située à 108. Autre surprise, Volkswagen n'arrive qu'en dix-neuvième position (sur un total de vingt-deux constructeurs notés), essentiellement à cause d'un service peu satisfaisant. Les autres marques du premier groupe allemand et européen ne relèvent pas le niveau : Seat détient la palme du service le

plus décevant, tout comme Skoda ; Audi ne parvient pas à la moyenne. BMW est également décevante, puisque les consommateurs lui ont accordé un modeste 105. Rover, aujourd'hui filiale anglaise de BMW, doit tout autant. Voilà qui a dû faire bien plaisir à son principal concurrent, Mercedes, dont la réputation n'est, elle, pas usurpée. Le groupe de Stuttgart arrive en quatrième position, encadré par les deux groupes français.

Les Italiens ne présentent pas non plus des résultats étonnants. Fiat, Alfa Romeo et Lancia font toutes les trois partie de la seconde moitié de la classe. Les suédois Volvo et Saab ne semblent plus jouir de leur réputation d'antan. En revanche, l'étude d'ECS redonne le blason des constructeurs français. Renault arrive tout simplement en troisième position, devant Mercedes, avec une note de 113, reflétant un parfait équilibre entre la qualité de ses produits et celle de ses services. Peugeot, qui est jugé tout aussi fiable que l'ex-Régie sur le premier point, est desservie par le niveau de son service. Mais c'est pour Citroën que le déséquilibre entre les deux composantes est le plus marqué : avec une qualité de produits valorisée à 116, la marque aux chevrons est ici comparable à Toyota ou à Honda, alors qu'un service estimé largement insuffisant la place au niveau des marques galaises.

Des déséquilibres qui n'existent pas pour les marques japonaises : fortes d'occuper quatre des sept premières places, elles présentent en plus la caractéristique de ne pas avoir de lacune criante. Honda, Toyota, Nissan et Mazda, dans l'ordre, ont encore beaucoup de choses à apprendre à leurs concurrents européens et américains.

Virginie Malinver

L'air de rien, vous allez frôler le délit d'initié.

Aujourd'hui, tous ceux qui pensent qu'une radio d'information se doit de ponter un œil neuf, voire critique, sur le monde qui l'entoure, tous ceux-là se retrouvent sur la radio Tout Info. Tout Eco : un point sur l'actualité tous les quarts d'heure et l'information la plus complète sur l'économie toutes les demi-heures ; Tout Eco Bourse

à 15. Tout Eco Entreprise à 45. Vous retrouverez Marc Dalloy pour ses éditoriaux économiques, Marc Kravetz pour son regard sur l'actualité internationale, mais aussi les analystes politiques de BFM et tous les chefs d'entreprise qui se confient à Anita Rudman. BFM, c'est encore Info plus.

des rubriques et des gros plans sur la culture, l'entreprise, les médias, le marketing, le sport, le tourisme, l'environnement. Sans compter le journal de l'emploi et les informations pratiques, conseils, trafic, météo. BFM Paris 96.4, BFM Bruxelles 107.6 et bientôt dans les grandes villes de France. Service Vocal BFM : 36 68 95 20 3615 ECOBOURSE

BFM 96.4
TOUT INFO TOUT ECO

■ LE COURS DU PÉTROLE brut a atteint son plus haut niveau depuis mars 1993, lundi à Londres, à l'annonce d'un embargo économique américain contre l'Iran.

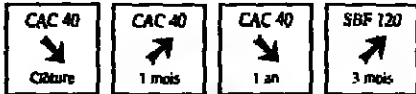
■ UN RAID SPÉCULATIF sur l'aluminium a fait chuter les cours, lundi, en crevant le plancher de 1750 dollars l'once. Le métal blanc a terminé à 1 745,5 dollars.

■ LES PARTIS DE LA COALITION japonaise au pouvoir ont envoyé une délégation aux États-Unis, pour y discuter avec M. Kantor des moyens d'enrayer la chute du dollar.

■ LES RÉSERVES OFFICIELLES de changes du Japon ont encore explosé en avril (+12,1 milliards de dollars) après les interventions de la BoJ pour enrayer la chute du dollar.

■ LE DOLLAR était coté à 83,72 yens mardi après-midi à Tokyo, en hausse par rapport à son cours de 83,50 yens lundi soir à New York. Il était à 84,02 yens lundi soir à Tokyo.

LES PLACES BORSIÈRES

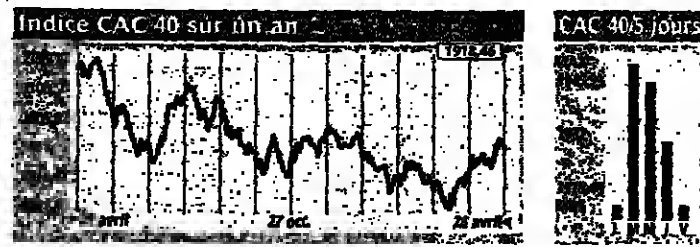


Reprise à Paris

Après un début de séance timide, qui se traduisait en début de matinée par une petite hausse de 0,40 % de l'indice CAC 40, la Bourse de Paris s'est redressée en milieu de journée. Celui-ci affichait alors une hausse de 0,92 % à 1 936,08 points.

Mais le volume des transactions reste faible, et les opérateurs restent en général sur leur position dans l'attente du débat présidentiel de mardi soir entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. Sur le marché des changes, le franc français était en recul, mardi, accusant le coup des incertitudes électorales et s'inscrivant à 3,5710 francs pour 1 deutschemark. Le Matif était aussi en repli vers 38 centimes à 112,78.

Après l'embargo commercial contre l'Iran décidé par les États-Unis, les valeurs pétrolières étaient en nette hausse mardi à la Bourse. Elf Aquitaine affichait un gain de 1,17 % et Total, de 0,94 %. En repli on note Eurotunnel, qui cède 2,28 % après l'avertissement



adressé par la COB vendredi soulignant que cette valeur reste « un investissement à risques ». Dans un avertissement rendu public, la COB insiste également sur la

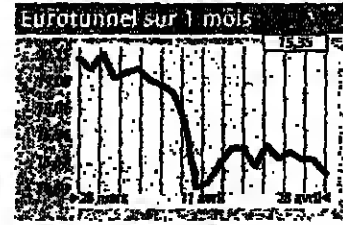
Eurotunnel, valeur du jour

MAUVAISE SÉANCE, vendredi à la Bourse de Paris pour l'action Eurotunnel qui, à la veille du long week-end du 1^{er} mai, a abandonné 3,5 % à 15,35 francs, dans un volume étoffé de 3,1 millions de titres.

Le titre a souffert d'un avertissement lancé à l'attention du public par la Commission des opérations de Bourse. La COB a attiré une nouvelle fois l'attention du public sur le fait qu'Eurotunnel restait « un investissement à risques », à

servie formulée par les commissaires aux comptes certifiant les comptes 1994 « sous réserve que le groupe Eurotunnel poursuive son activité ».

l'occasion de l'enregistrement du document de référence sur les comptes annuels 1994 de la société.



Sensible reprise à Tokyo

APRÈS LA STABILITÉ affichée la veille (+0,03 %), la Bourse de Tokyo a terminé la séance du mardi 2 mai sur une nette hausse grâce à d'importants achats liés aux arbitrages. L'indice Nikkei a gagné 277,20 points, soit 1,65 %, à 17 088,66 points.

Lundi, Wall Street a terminé en léger repli à l'issue d'une séance peu active en raison de la fermeture de plusieurs places européennes et de l'absence de plusieurs opérateurs sur le marché japonais. L'indice Dow Jones a perdu 5,19 points, soit 0,12 %, à 4 316,08 points. Quelques 297 millions de titres ont été échangés. Des prises de bénéfices ont pesé, surtout sur la haute technologie. Les pétroliers ont profité de la décision du président Bill Clinton d'imposer un embargo commer-

cial et financier total contre l'Iran.

A Londres, les valeurs ont très modestement progressé, soutenues par la remontée de la livre et la bonne orientation du marché à terme. L'indice Footsie a gagné 3,7 points à 3 220,4, soit 0,1 %, après une séance peu active en raison de la fermeture des autres places européennes.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 28/04	Cours au 29/04	Var. %
Paris CAC 40	1914,40	1936,08	+0,92
New York DJ	4316,08	4310,89	-0,12
Tokyo Nikkei	16866,66	17088,66	+1,32
Londres FTSE	3216,70	3220,40	+0,12
Frankfurt Dax	2013,90	2026,08	+0,60
Bruxelles C20	246,23	246,38	+0,06
Amsterdam AEX	1606,12	1606,25	+0,08
Stockholm OMX	1424,28	1419,96	-0,30
Milan MIB 30	15189	14997	-1,26
Amsterdam CAC	279,60	279,60	0,00
Madrid IBEX 35	284,04	282,47	-0,55
Stoxx Europe 50	1219,10	1206,99	-0,99
London FTSE	2448,20	2448,20	0,00
Hong Kong Hang Seng	8361,05	8372,30	+0,13
Singapore Straits	2071,27	2066	-0,24

NEW YORK

	28/04	29/04	Var. %
Alcoa	44,25	44,87	+1,40
American Express	34,50	34,75	+0,73
Allied Signal	39,37	39,62	+0,63
AT & T	50,37	50,75	+0,75
Berkeley	14,25	14,12	-0,91
Boeing Co	55	55	0,00
Caterpillar Inc.	57,50	58,50	+1,74
Chevron Corp.	48,87	47,57	-2,66
Coca-Cola Co	57,25	58,12	+1,52
Dow Chemical	54	55,37	+2,52
Du Pont Nemours & Co	66,12	65,87	-0,38
Eastman Kodak Co	56,87	57,50	+1,11
Exxon Corp.	70,87	69,62	-1,74
Gen Motors Corp.	42,75	43,25	+1,17
IBM	92,12	94,75	+2,87
Intel Corp.	77,62	77	-0,88
J.P. Morgan & Co	65,62	65,62	0,00
Mc Donnell Douglas	62,12	62	-0,19
Merck & Co Inc.	43,12	42,87	-0,58
Motorola Inc.	59,25	59,62	+0,62
Pfizer Inc.	69,12	67,75	-1,98
Procter & Gamble Co	69,87	69,87	0,00
Sealed Air Corp.	53,62	54,25	+1,17
Texas Instruments	69	68,37	-0,91
Union Carbide	32	32	0,00
United Technologies	74	73,12	-1,19
Westinghouse Electric	14,75	15	+1,36
Woolworth	15,75	16	+1,27

LONDRES

	28/04	29/04	Var. %
Allied Lyons	3,40	3,46	+1,76
Barclays Bank	6,30	6,42	+1,90
B.L.T. Industries	4,69	4,71	+0,43
British Aerospace	5,36	5,36	0,00
British Airways	4	4	0,00
British Gas	3,01	2,98	-0,93
British Petroleum	4,47	4,46	-0,22
British Telecom	3,40	3,40	0,00
B.T.R.	3,29	3,29	0,00
Cadbury Schweppes	4,47	4,38	-2,01
Eurotunnel	1,90	1,99	+4,74
Glaxo	7,34	7,33	-0,14
Grand Metropolitan	3,99	4	+0,25
Guinness	4,69	4,69	0,00
Heron PLC	2,25	2,25	0,00
Great S.C.	5,90	5,90	0,00
Imperial Chemical	7,55	7,57	+0,26
Lloyds Bank	6,39	6,40	+0,16
Marl & Spencer	4,20	4,16	-0,95
Monmouth Finance	5,40	5,40	0,00
Perpetual Overseas	5,25	5,25	0,00
Reuters	4,22	4,26	+0,95
Satchell & Satchell	0,93	0,94	+1,08
Shell Transport	7,36	7,36	0,00
Smith Barney	4,91	4,92	+0,20
Tate and Lyle	4,33	4,33	0,00
Unilever Ltd	11,32	11,32	0,00
Wellcome	10,70	10,72	+0,19
Zeneca	9,04	9,01	-0,33

FRANCFORT

	28/04	29/04	Var. %
Allianz Holding AG	28,50	28,50	0,00
Bayer AG	341	339,10	-0,62
Bayer AG	341	339,10	-0,62
Bayer AG	341	339,10	-0,62
Bayer AG	341	339,10	-0,62
Bayer AG	341	339,10	-0,62
Bayer AG	341	339,10	-0,62
Bayer AG	341	339,10	-0,62
Bayer AG	341	339,10	-0,62
Bayer AG	341	339,10	-0,62

LES TAUX

Baisse initiale du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'État françaises - a ouvert mardi matin 2 mai en baisse. Après une demi-heure de transactions, l'échéance juin perdait 44 centimes à 112,72. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor à 10 ans s'inscrivait à 7,90 %, soit un écart de 83,9 points de base par rapport aux emprunts d'État allemands de même échéance. Les taux

d'intérêt à court terme étaient stables et les taux à trois mois s'établissaient à 8,06 %.

Vendredi, à la veille du week-end, le notionnel après avoir effacé ses gains en milieu d'après-midi a poursuivi son repli en fin de séance, affecté par la décision de certains opérateurs de « couper » leurs positions à la veille de trois jours chômés. Il a perdu 10 centimes à 113,16.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
1 mois	7,68	8,18	7,90	8,05
3 mois	7,56	8,06	7,95	8,20
6 mois	7,18	7,68	7,57	7,82
1 an	6,81	7,31	7,15	7,40
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	8,12	8,12	8,12	8,12
Pibor Francs 3 mois	8,12	8,12	8,12	8,12
Pibor Francs 6 mois	8,12	8,12	8,12	8,12
Pibor Francs 9 mois	8,12	8,12	8,12	8,12
Pibor Francs 12 mois	8,12	8,12	8,12	8,12
PIBOR EURO				
Pibor Ecu 3 mois	6,56	6,56	6,56	6,56
Pibor Ecu 6 mois	6,44	6,44	6,44	6,44
Pibor Ecu 12 mois	6,68	6,68	6,68	6,68

MATIF

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
juin 95	100964	113,18	113,48	113,08	113,16
Sept. 95	1316	112,76	113	112,70	112,78
Dec. 95	172	112,50	112,70	112,40	112,56
Mars 96					
PIBOR 3 MOIS					
juin 95	26441	92,61	92,70	92,45	92,53
Sept. 95	6372	93,37	93,45	93,32	93,41
Dec. 95	4525	93,56	93,56	93,43	93,48
Mars 96	1225	93,37	93,41	93,37	93,40

ECU LONG TERME

	juin 95	Sept. 95	Dec. 95	Mars 96
juin 95	85,74	85,92	85,64	85,74
Sept. 95				

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Échéances 28/04					
Avril 95	26626	1988	1994	1976	1989
Mai 95	25694	1991	1994	1980	1999
Juin 95	1281	1993,50	1994	1980	1992
Sept. 95	128	1993	1993	1991	1994

LES MONNAIES

Net repli du franc

LE DEUTSCHEMARK POURSUIVAIT sa progression mardi 2 mai, à 3,5607 francs au cours des premiers échanges entre banques contre 3,5495 francs (3,5545 francs selon le cours indicatif de la Banque de France) vendredi soir. Le dollar se redressait à 4,9510 francs et 1,3905 deutschemark contre respectivement 4,9212 francs et 1,3837 deutschemark dans les échanges interbancaires de vendredi soir, mais reculait

un peu face au yen à 83,80 yens contre 84,09 yens vendredi soir. Le billet vert restait toutefois stable par rapport à ses niveaux de lundi soir à New York, à 4,9535 francs. La livre s'échangeait à 7,9953 francs, en forte hausse par rapport aux échanges interbancaires de vendredi soir à 7,9310 francs. Un peu plus tôt, à Tokyo, le dollar était resté stable face au yen où il était coté 83,81 yens, contre 84,02 yens.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours 28/04	cours 29/04	var. %
DEVICES			
Allemagne (100 DM)	355,4500	+0,75	341
Ecu	6,5200	+0,70	---
Etats-Unis (1 USD)	4,9140	+1,06	4,9500
Belgique (100 F)	17,2735	+0,75	16,6000
France (100 F)	317,5400	+0,76	317,5400
Italie (1000 Lit.)	2,9225	+2,22	2,9500
Danemark (100 kr)	90,3300	+0,59	84
Irlande (100 Ir)	8,0250	+1,05	7,6000
Grèce (100 dr)	7,9240	+1,12	7,4000
Grèce (100 dr)	2,1790	+0,76	1,9500
Suède (100 kr)	67,6700	+0,47	61
Suisse (100 F)	490,1700	+0,64	475
Norvège (100 kr)	78,9500	+0,75	74
Autriche (100 sch)	50,5190	+0,76	48,0000
Espagne (100 pes.)	3,9975	+1,09	3,6500
Portugal (100 esc.)	3,3550	+0,75	3
Canada (1 dollar)	3,6066	+1,20	3,5500
Japon (100 yen)	8,9452	+0,56	8,5000
Finlande (100 Mk)	115,2700	+0,66	108

L'OR

	cours 28/04	cours 29/04	var. %
Or fin (1 lb. barre)	60000	61200	+2,00
Or fin (en lingot)	60450	61950	+2,48
Pièce française (20F)	351	357	+1,71
Pièce suisse (20F)	351	355	+1,14
Pièce Union lat (20F)	349	352	+0,86
Pièce 20 dollars us	2490	2440	-2,01
Pièce 10 dollars us	1480	1420	-4,05
Pièce 50 pesos mex.	2295	2300	+0,22

LE PÉTROLE

	cours 28/04	cours 29/04	var. %
en dollars			
WTI (New York)	17,39	17,40	+0,06
WTI (Londres)	17,39	17,40	+0,06
Crude Oil (New York)	---	---	---

PARITÉS DU DOLLAR

	02/05	28/04	var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,5125	---	---
TOKYO : USD/YEN	83,80	---	---

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
DEVICES				
Allemagne	4,8647	4,8647	4,8647	4,8647
Yen (100)	5,8330	5,8330	5,8330	5,8330
Deutschemark	3,5375	3,5375	3,5375	3,5375
Franc Suisse	4,2635	4,2635	4,2635	4,2635
Lire (1000)	2,8165	2,8165	2,8165	2,8165
Livre sterling	7,9310	7,9310	7,9310	7,9310
Peseta (100)	3,9502	3,9502	3,9502	3,9502
Franc Belge	17,193	17,193	17,193	17,193

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

	1 mois	3 mois	6 mois
DEVICES			
Eurofranc	7,84	7,43	7,18
Eurodollar	6,17	6,25	6,43
Eurolivre	6,56	7	7,0
Eurodeutschemark	4,50	4,56	4,57

INDICES

	28/04	29/04	var. %
Dow Jones	19351	19351	0,00
Dow Jones à terme	276,34	276,37	+0,01
Moody's	---	---	---
MEYALUX (Londres)	2832	2796	-1,27
Cuivre comptant	2780	2756	-0,86
Aluminium comptant	1858	1809	-2,64
Aluminium à 3 mois	---	---	---
Plomb comptant	---	---	---
Plomb à 3 mois	---	---	---
Etain comptant	3975	3940	-0,88
Etain à 3 mois	3970	3945	-0,63
Zinc comptant	1104	1080	-2,17
Zinc à 3 mois	1115,50	1096	-1,70
Nickel comptant	7350	7255	-1,29
Nickel à 3 mois	7350	7255	-1,29

MÉTALLS (New York)

	cents/once	var. %
Argent à terme	4,75	+0,7
Palladium	108,25	+1,5
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		
Ble (Chicago)	1,24	+0,24
Mais (Chicago)	2,41	+0,21
Grain, soja (Chicago)	---	---
Tourte. soja (Chicago)	---	---
P. de terre (Londres)	---	---
Orge (Londres)	105	+10
SOFTS		
Cacao (New York)	1432	+143

AUJOURD'HUI

SCIENCES

TECHNOLOGIE La recherche sur les nouveaux matériaux n'est pas l'apanage des grands groupes industriels. De petites entreprises commencent à y recourir dans des

domaines extrêmement variés. ● DES SOCIÉTÉS, comme le fabricant de papier enduit Endupack, ont ainsi utilisé les résultats de travaux de leurs laboratoires pour définir

une nouvelle stratégie, passant par la cession d'activités et le positionnement sur des marchés différents de ceux qu'elles convoitaient auparavant. Dans d'autres entreprises,

comme le cristallier Lalique, les recherches ont sauvé la firme d'un boycott presque assuré aux États-Unis. ● LE MINISTÈRE de l'Industrie a initié, en 1989, pour favoriser ce mou-

vement, le programme d'aide baptisé PUMA. Plus de mille entreprises ont profité de ces subventions de l'État. Elles ont reçu une enveloppe globale de 350 millions de francs.

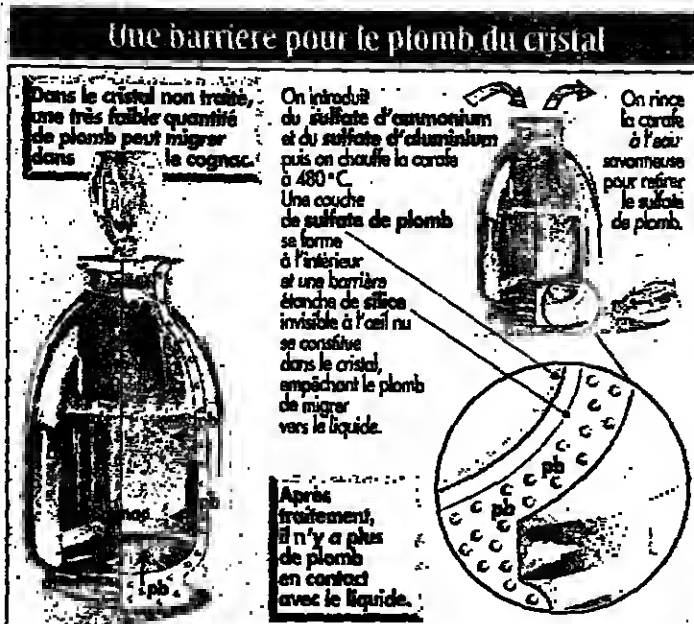
De petites entreprises innovent en créant des matériaux

Pour éviter un boycott aux États-Unis, la société Lalique a inventé un procédé empêchant le plomb, nécessaire à la fabrication du cristal, de se disperser à l'intérieur de ses carafes

L'ANNÉE 1991 aurait pu figurer comme une année noire dans l'histoire du cristallier Lalique. Un article paru dans la revue médicale américaine *The Lancet*, avait, en effet, jeté le trouble chez les amateurs de carafes en cristal. Deux chercheurs de l'université de Columbia, dans l'État de New York, Joseph Graziano et Conrad Blum, y indiquaient que des traces de plomb pouvaient être trouvées dans des liquides alcooliques conservés dans des objets en cristal.

En Californie, la menace fut prise au sérieux. En vertu du code de la santé de cet État qui considère le plomb comme un produit toxique, il fut demandé à tous les cristalliers de faire figurer un « avertissement » sur leur production. La formulation en était des plus explicites : « consommer des aliments ou des boissons conservés au plomb, une substance chimique considérée en Californie comme pouvant provoquer des lésions chez les nouveau-nés ». De quoi dissuader plus d'un acheteur.

En outre, un « chasseur de primes », Alan Caplan, attaqua les cristalliers pour n'avoir pas mis en garde auparavant les consommateurs. Des dizaines d'industriels durent payer des indemnités. Pour les seuls producteurs français, la somme s'éleva à 68 400 dollars (400 000 francs environ) pour les carafes vendues entre 1987 et 1991.



soit environ 9 dollars par carafe. Or il ne pouvait être question de supprimer le plomb de la pâte de verre. Le cristal lui doit ses propriétés de diffraction de la lumière, sa brillance, sa transparence, si caractéristique. L'appellation « cristal » est d'ailleurs réservée aux verres renfermant au minimum 24 % de plomb. Il fallait donc trouver un procédé empêchant le plomb de migrer vers l'intérieur de la carafe. Les cristalliers réunis au sein de l'in-

ternational Cristal Federation (ICF), décidèrent de se réunir tous les six mois pour se communiquer mutuellement les résultats de leur recherche.

FLAIR ET ENTRAÏDE

L'année suivante, la société Lalique décida de se doter d'un directeur adjoint chargé de l'organisation industrielle, mais aussi de la recherche et du développement. Une des premières préoccupations de Paul Cordié, ex-responsable du

développement de procédés dans une usine allemande de Saint-Gobain, fut de s'attaquer à ce problème de migration du plomb. De son passé de chercheur, ce docteur en physique des solides, ancien membre du service central de recherche du premier groupe verrier français, avait gardé le goût de l'expérimentation. De son passé d'ingénieur et de gestionnaire, ce centralien savait aussi qu'il serait beaucoup trop onéreux de monter un laboratoire dans cette petite entreprise artisanale.

Il conclut un accord d'échange technique avec les services de son ancien employeur, Saint-Gobain Recherche. Le groupe verrier avait été confronté à un problème similaire, dans le domaine du stockage du sang dans des récipients en verre. Il fallait alors empêcher les ions sodium contenus dans le verre de migrer dans le sang. Ce qui fut résolu en introduisant du sulfate d'ammonium dans les récipients. A haute température, il se formait à l'intérieur du flacon du sulfate de sodium, facilement éliminable.

Il en était de même avec le plomb. Mais l'opération n'empêchait que le plomb situé en surface. Il fallait trouver un moyen de bloquer la migration du plomb situé plus à l'intérieur du cristal. Après 184 essais, sous-traités au Centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) de Strasbourg, situé à une vingtaine

de kilomètres de l'usine Lalique de Wingen-sur-Moder, la poudre miracle fut trouvée. Il s'agissait d'un mélange de sulfate d'aluminium et de sulfate d'arsenic. L'explication théorique suivit. « Le sulfate d'aluminium élève la température de la première réaction, et en provoque simultanément une seconde qui permet de combler les trous for-

œuvre est de 12 francs (pour une carafe dont le prix moyen avoisine les 3 000 francs). Les essais ont été financés grâce à la subvention accordée par le ministère de l'Industrie dans le cadre du programme PUMA (Promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies liées aux matériaux). La licence de ce procédé a été

Des aides de l'Etat

Une cinquantaine de caisses en carton sont posées en équilibre sur une palette que le manutentionnaire saisit à l'aide d'un chariot. L'ensemble s'incline sans qu'aucun paquet ne glisse. Aucun filin, ni filin plastique ne relie ces cubes de carton. Des intercalaires en papier kraft enduits suffisent à assurer la cohérence de l'édifice. Cette utilisation d'un matériau classique a permis à Bernard Agnan, PDG d'Endupack, de développer l'entreprise acquise après son dépôt de bilan.

Un exemple des 1 083 dossiers d'entreprises ayant bénéficié d'une aide financière de l'Etat pour mettre en œuvre de nouveaux matériaux ou procédés avec le programme Puma. Pour faciliter la tâche des firmes impliquées dans ce type de recherche, le ministère de l'Industrie vient de publier une nouvelle édition du *Répertoire des compétences matériaux avancés*, disponible en version papier et sur disquette.

* *Répertoire des compétences matériaux avancés*, Ed. : Bipe Conseil et Afnor ; disponible à l'Afnor, 33, place des Corolles, 92400 Courbevoie. Tél. : 42-91-55-55.

més par la libération du plomb ; une barrière étanche et invisible se forme à l'intérieur de la pâte » explique Paul Cordié. En l'expliquant en 1993 au congrès semestriel de l'ICF, à Pittsburgh, Paul Cordié fit sensation. Son coût de mise en

vendue à d'autres cristalliers. Et les portes du marché américain sont à nouveau pleinement ouvertes au célèbre fabricant de vases, verres et carafes.

Annie Kahn

La dernière campagne du commandant de l'« Atalante »

Après trente mois dans l'Atlantique et le Pacifique, le navire océanographique, ne tardera pas à repartir. Mais, cette fois, sans Robert Derouet

BREST
de notre envoyé spécial

Dans une cale isolée du port de commerce de Brest, l'*Atalante* fait relâche. Sous l'œil attentif du commandant Derouet, capitaine au long cours et maître à bord depuis son lancement en 1990, le navire amiral de la flotte océanographique de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) se refait une beauté, après trente mois de navigation qui l'ont mené de l'Atlantique au Pacifique, en passant par l'Océan Indien.

Les travaux d'entretien terminés, le navire reprendra la mer, cap sur la Méditerranée, la mer Rouge, puis à nouveau le Pacifique. Mais le commandant ne l'accompagnera que sur quelques cablures. Ce marin à la barbe rousse et au teint cuivré mettra pied à terre en Sicile. A cinquante-trois ans, Robert Derouet part en préretraite, au terme d'une carrière qui a fait de lui un témoin privilégié de la recherche océanographique contemporaine.

Rien ne le destinait pourtant à commander un bateau tel que l'*Atalante* long de 84,6 mètres, large de 15,35, atteignant les 14,5 nœuds en vitesse de pointe, bourrés d'informatique et d'électronique. Natif de Saint-Pierre-et-Miquelon, il a fait ses premières armes sur le petit bateau de pêche de son père, à la fin des années 50. A l'époque, « les chalutiers démarraient juste, et, dans la pêche, on ne voyageait pas ». Aussi préfère-t-il

« naviguer au commerce », s'engager comme novice sur un navire frigorifique, la *Pinza*, et monter les échelons un à un. Il sillonne la ligne des grands lacs canadiens, convoie des matériels scientifiques vers la Guyane, pour l'installation du futur centre spatial de Kourou.

Mais bientôt, le « commerce » perd de sa saveur, et son rôle de sub-cargue – le délégué des armateurs –, de son attrait. « Avant l'arrivée des conteneurs, c'était un véritable casse-tête. Il fallait organiser les cales en fonction des masses, des lieux de débarquement, des risques incendie. Aujourd'hui, tout est agencé par ordinateur, il n'y a plus rien à faire... » Sa planche de salut sera le *Cryos*, navire de recherche halieutique de l'Institut scientifique des pêches maritimes (ISTPM), basé à Saint-Pierre-et-Miquelon. Il en prend le commandement en 1970, peu de temps avant la fusion de l'ISTPM et du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), qui allait aboutir à la création de l'Ifremer. Il enchaîne ensuite les commandements sur les navires océanographiques, où il croise des marins de tous horizons. Sans compter les scientifiques, qui se succèdent sur ses ponts. « Sans eux, on trouve le bateau vide, même si, ironise-t-il, il faut parfois leur rappeler qu'ils ne sont que de passage et que, à bord, c'est nous qui sommes chez nous. » L'*Atalante* peut embarquer trente hommes d'équipage et presque autant de scientifiques. La campagne

qui vient de s'achever a comporté dix-huit missions différentes. Des recherches en océanographie physique (circulation des eaux, cycle du carbone en vue de constituer des modèles d'évolution climatique), en géologie et en cartographie sous-marines ont été menées par des équipes de l'Ifremer, du CNRS, de l'Institut de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom). Celles-ci se sont relayées à bord

confort de travail presque inégalé. L'ensemble des données recueillies par le navire et ses instruments – position, profondeur, température de l'eau, salinité, vitesse, distance à l'objectif, etc. – sont disponibles en temps réel sur des terminaux d'ordinateurs, y compris dans les cabines individuelles des chercheurs. Une technicité qui n'effraie nullement le commandant. « J'appartiens à cette génération qui a eu la chance de connaître

afin d'étudier la circulation des courants marins. Le sondeur multifaisceaux, pièce maîtresse du navire, est capable de dresser des cartes isobathes (indiquant les niveaux des fonds marins) portant sur une surface large comme sept fois la hauteur des eaux. Il est connecté à un traceur de cartes, qui deviennent disponibles dans les trois jours. Des images en trois dimensions peuvent également être produites.

POISSONS DES MONTAGNES

De telles cartes sont précieuses pour les scientifiques, mais aussi pour les pêcheurs, notamment dans la zone économique exclusive de Nouvelle-Calédonie, dont l'*Atalante* a été la première à repérer les *sea mounts*, ces montagnes sous-marines où se concentrent les poissons. La pêche est d'ailleurs l'un des sujets favoris du commandant, qui s'empare invariablement lorsqu'il évoque le « scandale canadien » et l'arrondissement de bateaux miquelonnais « jusque dans les eaux internationales ! »

Le monde du silence est plus paisible, mais le commandant ne s'est pourtant jamais aventuré dans les flancs du *Nautille*, un sous-marin capable de plonger à 6 000 mètres de profondeur, qui peut être embarqué sur l'*Atalante*. « Je préfère la surface », avoue-t-il, et découvre le fond grâce aux sonars, qu'il pilote en maître. Il leur doit ses souvenirs maritimes les plus marquants. « En 1985, sur le *Suroit*, nous sommes pas-

sés très près du Titanic. Les Américains ont eu plus de chance, concède-t-il. Mais c'est nous, en 1987, qui avons retrouvé, au large de la Sicile, l'épave du *DC-9 d'Itavia*, qui avait été abattu en 1980 avec quatre-vingt-neuf personnes à bord ». Il évoque le point minuscule qu'il a détecté sur son écran, la carcasse de l'avion et les corps remontés de 3 000 mètres de profondeur, l'ambiance particulière qui régnait alors sur le pont du *Narvit*. « On ne sait toujours pas qui a tiré la missile qui a touché l'avion ».

Mais les missions plus scientifiques ont, elles aussi, leurs temps forts. Le dragage du fond et le carottage motivent les hommes du bord. « Il existe une sorte de compétition entre les navires océanographiques pour obtenir les carottes les plus profondes. » Et il y a aussi la pêche, toujours elle : « Lorsque l'on fait un beau trait de chalut, pour la recherche halieutique, et que l'on remonte plusieurs tonnes de poisson, affirme-t-il, tout l'équipage est sur le pont ».

A Quiberon, le capitaine donnera libre cours à sa passion pour la pêche au bar, qui lui rappelle un peu son enfance, lorsqu'il taquinait la truite à Saint-Pierre. Il retournera faire un tour dans son archipel natal. Et, pourquoi pas ? Il embarquera de temps en temps, deux ou trois mois dans l'année. Mais, prévient-il, « sans faire du tart aux jeunes ».

Hervé Morin



Spécial présidentielle

le débat Chirac - Jospin

Ce soir à 23h45 en différé

L'avenir du tennis de table se joue en Chine

La hiérarchie mondiale pourrait être remise en cause dans les coulisses des championnats du monde si la réglementation est modifiée comme le souhaitent les pays asiatiques

C'est à Tianjin, en Chine, qu'ont débuté, lundi 1^{er} mai, les championnats du monde de tennis de table. Les Chinois vont tenter, à cette occasion, de retrouver leur suprématie dans un sport qu'ils ont longtemps dominé et qui leur a permis

de retrouver, grâce à la diplomatie du ping-pong, une place dans le concert des nations après la révolution culturelle. En même temps, le retour d'une ex-championne chinoise sous les couleurs du Japon relance le débat sur la place

du sport dans la politique de Pékin. La réglementation sur la colle qui sert à fixer le revêtement des raquettes, et qui a permis d'accélérer le jeu, pourrait être modifiée à cette occasion par les pays asiatiques.

DANS LA VILLE chinoise de Tianjin va se jouer l'avenir du tennis de table, autant dans les coulisses que dans la salle des championnats du monde. Le renouvellement des instances dirigeantes de la Fédération internationale du tennis de table (FIT) va en effet être l'objet, à cette occasion, d'une rude empoignade. De la place que réussiront à prendre les Asiatiques dans une organisation qui regroupe 160 pays peut même dépendre le nom des médaillés à Atlanta.

Emmenés par la Chine, les pays d'Asie vont tenter de faire confirmer la décision prise par le président japonais de la FIT, avant son décès en décembre 1994, d'interdire, à partir du mois d'août, l'utilisation de la colle qui fixe le revêtement des raquettes. En sachant juste avant les matches, le solvant de cette colle tend le caoutchouc sur le bois et permet d'accélérer de 30 % la course des balles. Elles peuvent alors atteindre 200 km/h ou être jouées avec une myriade d'effets différents. Les joueurs européens se sont servis de cette technique pour écarter les



tacle est rapidement devenu plus athlétique, plus spectaculaire, et donc plus médiatique. « En fait, la décision de la FIT, qui prend prétexte du caractère toxique des solvants, tend clairement à rétablir la

La plupart des joueurs internationaux tenteront certainement de s'y opposer à Tianjin. »

Pour se prémunir des critiques que ne manquera pas de faire naître cette manœuvre, les pongistes chinois commenceront par chercher à imposer à Tianjin, à la régulière, autour des tables, une suprématie mise à mal depuis que ce sport est devenu discipline olympique aux Jeux de Séoul en 1988. La victoire des Suédois aux championnats du monde de Dortmund l'année suivante avait constitué une vraie passade de pouvoirs entre les Européens et ceux que l'on prenait souvent à tort pour les inventeurs d'une discipline imaginée ex nihilo. Manché par deux délicieux gentlemen, les honorables Gibbs et Goss, les japonais ont rétabli la

La Russie et le Japon pour commencer

L'équipe de France masculine se trouve dans la poule la plus délicate, sinon la plus difficile des épreuves par équipe qui se disputent jusqu'au 8 mai. Les Français sont, en effet, en lice avec la Suède, la Corée du Sud, le Japon, la République tchèque, la Russie, l'Italie et la Roumanie. La poule B rassemble la Chine, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, la Pologne, l'Angleterre, Hongkong et les Pays-Bas. Mardi 2 mai, les Français devaient rencontrer le Japon et la Russie avant d'affronter, mercredi, l'Italie et la Corée du Sud. Les dames se mesureront aux Chinoises et aux Suédoises avant de rencontrer, mercredi, la Roumanie et la Russie. Les trois premiers de chaque poule seront automatiquement qualifiés pour les quarts de finale. Les deux dernières places seront attribuées après des matches de barrage.

échanges. Ils dominent ainsi depuis dix ans les Asiatiques, plus habitués à battre leurs points sur des raquettes destinées à user l'adversaire. Si, dans un premier temps, le tennis de table a paru souffrir de ce changement radical du jeu, le spec-

domination asiatique sur le tennis de table, explique Pierre Albertini, président de la Fédération française. Elle pourrait remettre en cause l'actuelle hiérarchie mondiale et révéler à Atlanta des champions parfaitement inconnus aujourd'hui.

LES ESPRITS FRANÇAIS D'un seul coup, la petite balle de cellulose avait semblé aller trop vite pour les porte-drapeaux de la révolution culturelle. Campés à plusieurs mètres des tables, pour relancer des balles de plus en plus

Le retour à Pékin de He « la traîtresse »

PÉKIN de notre correspondant Les déboires récents des athlètes chinois avec les tests destinés à débusquer les substances dopantes ont défrayé la chronique. Pour les méthodes de travail douteuses de cette machine à fabriquer des sportifs vainqueurs à des fins politiques qu'est, entre autres, le système communiste de Pékin. Néanmoins, s'il est un sport qui a été de longue date associé étroitement à la haute politique - l'intérieur comme extérieur -, c'est bien le tennis de table. La « diplomatie du ping-pong » sino-américaine a mené à la normalisation progressive des rapports gouvernementaux entre les deux pays à partir de 1972 à l'aide de rencontres bilatérales dans cette discipline.

Plus récemment, l'implication entre politique et sport a été illustrée par l'étonnante saga d'une pongiste chinoise, en révolte contre les pratiques du système contraires aux notions sportives de surpassement individuel dans la loyauté. Il s'agit de He Zhili, qui se fait appeler aujourd'hui de son nom japonais, Koyama Chiré.

Aux championnats du monde de New Delhi en 1987, He reçoit de son entraîneur l'ordre de perdre un match afin de favoriser l'une de ses coéquipières pour la finale. Quelque peu têtue, la demoiselle fait le contraire, et domine son adversaire. A l'en croire, ses ennemis au sein de l'équipe nationale ne font que commencer. On la surnomme, on lui fait des difficultés, et celle qui est une des meilleures pongistes du monde se voit empêchée de prendre part aux Jeux olympiques de Séoul en 1988.

He est décidée à se venger. Elle épouse un japonais, émigre, change de nom, et suit un entraînement pour infiltrer à l'équipe chinoise une défaite impitoyable aux derniers Jeux asiatiques de Hiroshima, en septembre. Et elle parvient à ses fins : en finale, la Chinoise Deng Yaping s'effondre devant M^{me} Koyama, qui arbore sur son maillot le drapeau au Soleil-Levant. L'affaire est reprise avec colère par la presse chinoise qui dénonce « la traîtresse » qui a refusé de se plier à la règle par ambition personnelle, accusée d'insulter par son obstination « sa mère patrie, ses entraîneurs et même tous ses compatriotes ».

L'entraîneur qui a porté la pongiste au pinacle est loin d'être, lui aussi, un inconnu à Pékin. Il s'agit de Zhuang Zedong, triple champion du monde de tennis de table (1961, 1963 et 1965), promu gloire nationale par cet exploit, et devenu personnage politique en vue. Vice-ministre, puis mi-

nistre des sports au sortir de la révolution culturelle, il passe pour avoir des accointances gauchistes prononcées, ce qui lui vaudra de passer à la trappe à la mort de Mao en 1976.

Koyama l'a fait venir au Japon pour l'aider à mener à bien son triomphe, en sachant que pèse sur la carrière de l'ancien pongiste le doute d'avoir bénéficié des mêmes manigances contre lesquelles la star sino-japonaise de la raquette s'est révoltée, à savoir le truquage des compétitions à des fins de fierté nationale. Au demeurant, son rival malheureux de l'époque ne peut guère aujourd'hui se plaindre : Li Furong est vice-président du Comité olympique chinois.

AMERS ÉCHANGES

Cette histoire illustre la place du sport dans l'organisation socio-politique chinoise, mais plusieurs autres tendent à montrer que les athlètes supportent de plus en plus mal les contraintes. Or leur statut de star et les avantages financiers qui l'accompagnent commencent à leur donner un poids individuel plus important face au système. Plusieurs ont fait défection en dépit des récompenses en espèces et en nature offertes par le gouvernement, parfois avec l'aide de financiers chinois d'outre-mer intéressés à se faire ouvrir des portes politiques par le biais de largesses étendues à la « nation chinoise ».

La presse chinoise apprécie peu le retour en Chine de Koyama. La méfiance humaine qui a longtemps existé, derrière les formules de politesse et les déclarations officielles d'amitié, entre les peuples chinois et japonais resurgit. Mais les mentalités évoluent et la jeunesse chinoise s'intéresse moins que le régime et la vieille génération à entretenir le souvenir douloureux du passé, qui sert à Pékin d'arme diplomatique face à Tokyo.

Et puis il y a, chez les Chinois, cette capacité à contourner ce qui semble irrécusable avec le dogme national. Certains commentateurs ont dit, sur un ton résigné, devant la victoire de la Sino-Japonaise He-Koyama, qu'il s'agissait du triomphe d'une « Chinoise », nonobstant son drapeau. La réflexion rappelle la remarque, rapportée par le général-sinologue Jacques Guillemin, entendue dans la communauté occidentale de Pékin dans les années 30, alors que la guerre avait déjà commencé : « Quand un Japonais perd la face, il se fait hon-ki-ki. Quand c'est un Chinois, il change de conversation. »

Francis Deron

Nigel Mansell, le vieux lion, est de retour en formule 1

Le Grand Prix de Saint-Marin, remporté par Damon Hill, a été marqué par le renouveau des Ferrari et la rentrée du pilote britannique

IMOLA de notre envoyé spécial

Il y a des retours que l'on rêverait moins fracassants. En course, comme aux essais, Nigel Mansell s'était montré plutôt discret. Pourtant, dès l'arrivée du Grand Prix de Saint-Marin, le public a cru revivre l'un des ces émouvants flash-back, retrouver le pilote des beaux jours, le Mansell épuisé par l'effort qui franchissait la ligne en vainqueur, qui titubait à bout de forces et de tours boudés trop vite, à l'airure grisante des champions en pleine gloire. Las ! L'apparence était trompeuse. Nigel, chancelant, la moustache ébouriffée, soutenu par deux membres de l'écurie McLaren, n'était que l'innocente victime de Mansell. Assailli par les photographes et les journalistes qui ne voulaient voir en lui que le champion du monde 1992, il venait tout bonnement d'être assommé par une caméra à sa descente de voiture, hommage un peu brutal à sa gloire passée et à son retour tout frais, tout neuf.

Car à Imola, tout le monde voulait savoir, les Anglais et les Italiens encore plus que les autres. Les premiers se demandaient si le véritable retour de leur compatriote en formule 1, après quatre apparitions la saison dernière, allait promettre de ces nouveaux duels au soleil des pistes dont Nigel Mansell était si friand. Les seconds examinaient sous toutes les coutures celui qu'ils avaient surnommé « il leone », le lion, lors de son passage chez Ferrari (1989, 1990). Pouvaient-ils redevenir, à bientôt quarante-deux ans, un roi des circuits, enrichir le respectable compte de ses 31 victoires en Grand Prix, ou était-il plus qu'un de ces vieux lions éteints et sans griffes, pâles attractions de zoos de seconde zone, ressorti pour donner un peu d'air à un sport lancé dans une quête désespérée de héros ?

« UN BOULOT FORMIDABLE »

L'important, chacun en est tombé d'accord, c'est que Nigel Mansell ait enfin réglé son problème de voiture. Pour un pilote de ce talent, rien n'est impossible, à l'unique et nécessaire condition de pouvoir monter à bord. Pendant quelques semaines et deux Grands Prix, l'Anglais a pu remplir cette obligation dont le respect est finalement la seule différence qui distingue le coureur automobile du piéton. McLaren a dû redessiner une coque à ses dimensions au prix d'un effort estimé à 350 000 livres (environ 2,8 millions de francs), tandis que lui s'efforçait de perdre quelques kilos superflus.

La mésaventure en aurait fâché plus d'un, et des moins colorés que le champion. Lui s'est contenté d'un bref moment d'emportement, puis il a pris son mal en patience jusqu'à son arrivée à Imola. « Ce n'est pas de la faute de McLaren, tout ce qui s'est passé, indique-t-il dans un élan de magnanimité, c'est parce que je n'ai signé mon contrat qu'en février, alors que la voiture était déjà dessinée et prête depuis longtemps. »

Au vu de sa dixième place, bien loin derrière son coéquipier Mika Häkkinen, la question s'est posée

dans toute sa brutalité : Mansell n'est-il plus tout à fait Mansell, ou bien n'est-il pas encore redevenu ?

Au milieu du peloton d'Imola, le doyen de la formule 1 n'était qu'un anonyme parmi les anonymes, un de ces pilotes qui vont et qui viennent, et dont les noms s'effacent devant des successeurs tout aussi éphémères. Circonstance atténuante : la McLaren n'est pas la Williams qui lui avait permis de conquérir le titre, il y a trois ans. Elle se cherche un avenir, mais n'a pas encore de présent. Lui résume la chose à sa manière, mélange d'enthousiasme et de méthode Coué : « Ce n'est qu'une question de temps pour l'écurie de revenir au meilleur niveau. Je vais essayer de l'écarter au maximum. »

Nigel Mansell a au moins rassuré ses partisans sur un point. Deux années d'exil nord-américain dans une formule Indy dont les plaisirs l'ont vite rassasié n'ont rien changé au caractère du bonhomme. Le Britannique, enfant chéri de la presse populaire de son pays, tenait à distance par les quotidiens sérieux, aime toujours surprendre.

Ferrari, encore un effort

Une nouvelle fois privée de victoire, dimanche, Ferrari affiche pourtant sa satisfaction. La deuxième place de Jean Alesi et la troisième de Gerhard Berger ont convaincu la Scuderia que son retour au plus haut niveau était une réalité (Le Monde du 29 avril). Seule la malchance a empêché Ferrari d'esclater. Berger, qui faisait la course, a vu ses espoirs de victoire s'envoler au vingt-troisième tour. L'Autrichien a calé pendant vingt secondes lors d'un ravitaillement. Jean Alesi n'a toujours pas remporté de victoire pour quatre-vingt-huit Grands Prix disputés.

Tout à tour sombre ou facétieux, plus dénotant qu'une sortie de piste, il aime prendre l'interlocuteur à revers. Cela ne l'empêche pas d'avoir des trucs à lui, sorte de véritable marque déposée.

Ainsi, vendredi 28 avril, lors d'une conférence de presse où Mansell est invité à commenter son retour en compétition, on lui demande s'il est content du travail effectué par McLaren. L'expression fuse : ils ont fait un fantastique job (un boulot formidable). Clin d'œil de Nigel. Sourires appuyés dans l'assistance. Ce mot d'auteur, le champion du monde l'a un jour fait sien, et l'a ensuite répété à plusieurs milliers d'exemplaires valables dans toutes les équipes où il est passé. Car c'est une chose que l'on ne peut lui enlever : Nigel Mansell reste un bon élève du marketing de la formule 1. Il n'oublie jamais de citer les sponsors, d'avoir un mot gentil pour ceux qui l'entourent, au risque de redevenir parfaitement opaque ce qu'il pense vraiment.

Sans doute qu'à son âge, au crépuscule d'une carrière commencée il y a quinze ans, on ne se refait pas. Dans cet étrange week-end du Grand Prix de Saint-Marin, où tous les pilotes ont voulu saluer d'une minute de silence observée avant le départ la mémoire d'Ayrton Senna, Nigel Mansell était là, et curieusement, cela avait quelque chose de rassurant.

Pascal Caux

Christophe de Chenay

OISE La tradition de l'enseignement des langues Oxford - Cambridge - Dublin - Francfort.

OISE est une Ecole d'étude intensive de l'anglais et de l'allemand. La rigueur de son enseignement s'adresse à des jeunes et des adultes déterminés à effectuer de réels progrès. L'excellence des résultats de OISE repose sur un enseignement focalisé individuellement sur chaque élève, en fonction de ses objectifs spécifiques. En Angleterre, en raison de la qualité de ses stages, OISE est agréée depuis des années par le British Council.

21 rue Théophraste Renaudot 75015 PARIS
Jeunes/Étudiants Tél. 44 19 66 66 - Adultes Tél. 44 19 66 60

CINÉMA
Votre aide programme
36 15 LEMONDE

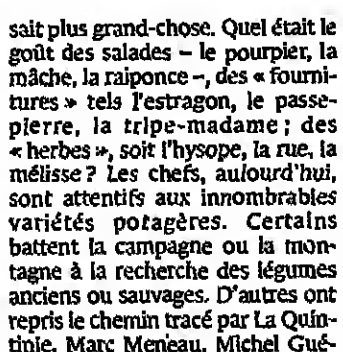
Asperges et petits pois

Deux légumes
primeurs, et très
français, arrivent
sur nos marchés,
et dans les cuisines
des grands chefs

FURIE gourmande que celle des dames de la cour qui, à Versailles, se seraient damnées pour ce légume premier dont la vogue était à son apogée : le petit pois. On le devait au jardinier du roi, l'inventif et magique Jean-Baptiste de La Quintinie. Qu'a donc de si attrayant ce pois - *Pisum sativum* - connu de tout vilain ou manant qui faisaient malgré « pitance », jusqu'alors, d'un pois séché et concassé, servi en purée aux portes des couvents ? La mutation miraculeuse est due au talent des chercheurs du potager, qui vont produire une variété précoce de pois à écosser, connue sous le nom de pois de Hollande.

M^r de Maintenon écrit en 1696, à propos des petits pois : « L'important d'en manger, le plaisir d'en avoir mangé et la joie d'en manger encore sont les points que nos Princes traitent depuis quatre jours. » Et puis encore : « Il y a des dames, qui après avoir soupé avec le roi, et bien soups, trouvent des pois chez elles avant de se coucher, au risque d'une indigestion. M. de La Quintinie avait donc réussi à faire des miracles, bien avant que le moine Gregor Mendel n'expérimente, avec ces mêmes petits pois, « l'hybridation des plantes et l'hérédité chez les végétaux ».

Pisum sativum, originaire d'Afghanistan et du bassin méditerranéen, est connu en Suisse au temps des cités lacustres. Culture forcée, sur lit de compost, voici le petit pois dont la mode perdure jusqu'au temps de Grimolet de la Reynière, qui le tient pour « le plus délicat des légumes ». Ainsi, au potager du Roy – une douzaine d'hectares aménagés dès 1661 près de la pièce d'eau des Suisses –, l'on apprit à cultiver les pois précoces et les variétés de pois à rames puis de pois naïns. On distingue aussi les pois à écosser et les pois mange-tout. A Versailles, on trouve aussi les légumes « premiers », laitues en janvier, fraises en mars. De ces légumes, on ne



Les bons petits pois, aujourd'hui, sont rares et chers. Les variétés précoces, en provenance d'Espagne ou d'Égypte, attirent l'œil sur les marchés. On aura soin d'attendre la merveille de Kelvedon, le hâif d'Ammonay ou bien le sénateur. A Paris, Gérard Bessou (3, rue du Coq-Héron, 75091 Paris ; tél. : 42-33-14-74) accommode de délicieux petits pois à la française, légèrement fumés, en garniture d'un dos de bar juste rôti sur la peau. Un tel accompagnement est

Certains cuisiniers ont repris le chemin tracé par La Quintinie : ils sont devenus jardiniers et produisent de quoi satisfaire leur consommation d'herbes aromatiques

rard et d'autres sont devenus jardiniers et produisent de quoi satisfaire leur consommation d'herbes aromatiques. Jean-André Charial, à Baumanière, grâce à la variété « petit provençal », dispose des meilleurs petits pois « à la française » que l'on puisse trouver.

Mais seul Jean Bardet, à Tours, en adaptant la technique du compost chaud, de la cloche ou du châssis vitré, et aussi de la serre hollandaise, cultive pour le plaisir et pour l'exemple, près de douze cents plantes différentes dans les serres et plusieurs centaines dans le potager qui sont l'attraction du parc de son magnifique établissement. Sont cultivés électivement laitues, basilic, cresson, oseille, fraises, tomates et petits pois.

appelés Clamart, et Saint-Germain s'il s'agit d'une punée de pois.

Saint-Simon, à la fin du règne de Louis XIV, se fait diététicien et nous donne son avis sur le régime alimentaire du roi, à qui il recommande sa consommation de crudités, d'herbes, de petits pois, de fruits. L'asperge devait échapper à cette folle. Put-elle même servir aux ambassadeurs du royaume de Siar? Nul ne le sait! La Quintinie, cependant, obtenait des asperges dès la fin décembre.

Au siècle dernier le cuisinier Jules Gouffé nous donne la recette, oubliée, d'asperges « en petits pois », c'est-à-dire tranchées en petits morceaux, bien cuites et assaisonnées d'une sauce blanche légèrement sucrée, puis liée au jaune d'œuf, à la crème et au

Les « clones » du pinot noir

« **LES OUVRAGES** consacrés au vin se traduisent le plus souvent par des satisfecit béats qui, en définitive, mélangent le bon grain et l'ivraie, sans vergogne, soit par incompréhension, soit par flagornerie », écrit Claude Chabrol en préface de la somme, atypique et dérangeante, que vient de publier Guy Renvoisé. On n'arpente pas le vignoble français pendant trente ans sans en tirer quelques leçons.

Au-delà des carnets de route et des souvenirs personnels, Guy Renvoisé livre une morale au service des vîns justes. Ce qu'il écrit sur les rendements excessifs, sur le mandarinat de l'œnologie moderne et le recours abusif à la chimie de synthèse pourrait lui valoir quelques procès. Ce serait attaquer un connaisseur et un parfait esthète, l'un des rares en France à oser dire quelques vérités et à confier son angoisse devant certains comportements suicidaires de la viticulture moderne.

TROP D'ENGRAIS.

C'est au chapitre, de la Bourgogne que l'auteur est le plus pertinent. « Depuis déjà une vingtaine d'années je constate une régression spectaculaire de la qualité des vins de Bourgogne et particulièrement de la côte de Nuits, écrit-il. Je compte dans cette région un grand nombre d'amis sincères parmi les viticulteurs et suls conscients qu'en écrivant ce chapitre je vais sans doute me créer quelques inimitiés. » On pourrait voir là un banal dépit amoureux, le regret d'un passé mythique. Or notre auteur n'est pas le seul à faire le constat du déclin.

Sans doute faut-il compter avec le petit nombre de très bons vificateurs bourguignons alors même que le pinot noir, cépage unique de ces vins rois, n'exprime son génie qu'au terme de vifications éclairées, mœdées de main de maître. Mais le mal ne serait pas ce qu'il est si le raisin avait gardé ses qualités ancestrales. Or ce n'est plus le cas, et le réquisitoire est implacable. Il rappelle l'utilisation massive des engrais potassiques, conseille il y a quelques années par un «*haut fonctionnaire de la viticulture*» — qui ont asphyxiés des terroirs exceptionnels, gondant les

Une autre pratique coupable fut la forte incitation à l'abandon de la sélection massale. Cette pratique traditionnelle voit le vigneron choisir lui-même dans son vignoble les meilleurs de ses ceps et, à partir de leurs sarments, en faire des greffes pour ses futures plantations. L'heure, en Bourgogne comme ailleurs, est aux « clones », boutures végétales reproduites à des millions d'exemplaires identiques dans le but, croit-on, de mieux résister aux maladies. Malheureusement, les clones de pinot noir retenus il y a quelques années étaient beaucoup trop productifs. On a ainsi redécouvert, par l'absurde, que la finesse des grands bourgognes rouges tient pour l'essentiel à la faiblesse des rendements et à l'infime variété des pinots noirs...

La course au profit et aux gros volumes conduit dans cette région à l'extension de l'appellation d'origine contrôlée à des zones où la vigne n'a aucune chance de produire les fruits nécessaires aux grands vins. « Le meilleur exemple est à Gevrey-Chambertin, au climat Bel-Air où de vulgaires jardins potagers ont été transformés en vignes », écrit M. Renvois. Les vignerons bourguignons n'ont pas encore compris que, pour gagner quelques arrières sur les sommets, ils favorisent le ruineux qui enlève chaque année un peu plus de terre dans les grands crus et les très bons premiers crus. »

Ce ne sont là que quelques-uns des éléments qui expliquent la régression bourgeoise. Sans doute le propos ne vaut-il pas pour tous les producteurs et toutes les appellations d'origine contrôlée. Il reste en Bourgogne des bonnes et des femmes qui ont maintenu les équilibres et les harmonies. Il y a aussi des jeunes qui ont flairé le danger et les pièges. A l'amateur d'arpenter les côtes pour les découvrir et récompenser leur vertu.

Jean-Yves Nau

★ **Le monde du vin, art ou bluff**, de Guy Renvoise. 363 p., 180 F. Éditions du Rouergue (5, rue Cusset, 12 000 Rodez) Tél. : 65-73-36-07.

TOQUES EN POINTE

■ **JEAN BARDE.** L'apparente simplicité de l'aumônière de jeunes légumes exprime déjà le grand art culinaire du moment, celui de l'invisibilité du travail fourni. Le Mondovis 1989 du domaine Celéтан embrasse le champ des saveurs d'un blanc de turbot poché dans une sève d'asperges. La plus belle table de la région, où les passions fondues et confondues du chef et de Sophie Bardet sauront satisfaire les plus exigeants.

■ LA PROMENADE. La recherche de l'insolite est parfois gage de la réussite d'un plat. Le pain brûlé qui accompagne le parmentier de foie gras et artichaut le démontre comme les asperges blanches et fraise de yeau, sauce gribiche. Jacky Oualif n'est pas un novice. Il fit ses classes au Pactole et au Dodin-Bouffant. Service des vins et accueil empressé : une des richesses de la Touraine profonde. Menus à 120, 190 et 270 francs.

★ Tours. 57, rue Groison. Tél. 47-41-41-11. Fermé dimanche soir et lundi midi.

★ Petit-Pressigny (37350). Tél. : 47-94-93-52. Fermé le dimanche soir et le lundi.

Gastronomie...

PARIS 6e

ALSACE A PARIS T.l.j.
43.26.89.36
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUCRUTES, GRILLADES
FLAMMEKÛECHE, POISSONS
HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 8e

EN MAI pour ses 40 ANS
= PRIX ANNIVERSAIRE
COPENHAGUE
 sur les Ch. Elysées
FLORA DANICA, La Patisserie
 - SAUMON MARINÉ à l'ANETH
 - CANARD SALÉ
 - MIGNONS de RENNE aux épices
 - HARENG de la BALTIQUE
 142, av. des Ch. Elysées - 44.13.85.26

PARIS 11

8¹/₂ RESTAURANT
Haute Gastronomie Italienne
1, rue Maillard 11è - M° Voltaire
44.64.11.92 - F. sam. midi et dim.
Espace KIRON 10, rue de la Vauquerie

**RENSEIGNEMENTS
PUBLICITÉ
"GASTRONOMIE"
Tél : 44.43.77.36**


NEUILLY

福 FOC LY 利
RESTAURANT
CHINOIS ET THAILANDAIS
Salons particuliers
Neuilly
79, av. Charles de Gaulle, 46.24.43.36
et 71, av. de Suffren (7e), 47.83.27.12

GRANDS CRUS

LE CATALOGUE DES VINS
Vallée du Rhône, Provence
Sélection de Champagne.
Les introuvables en grande distribution
MINITEL 3617 AAOC
(AFCOM - 3,42 F/mn)
L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

PARIS 14^e

VASSANTI  Plat du jour 89 FF.
- Curry de poisson au coco
- Riz Basmati cuit à l'indienne
Métro : Gaîté ou Edgard Quinet

VASSANTI
L'Art Culinaire de l'Inde à Paris
Menu Théâtre 99 FF.
(Dernière commande 23h30)
Une entrée ou un dessert
"au choix à la carte"

et
Un plat garni (choix de 4 plats)
Parking gare Montparnasse (500 m.)
3, rue Laroche (31, rue de la Gaité) - 43.21.97.43

Cette fête du cochon, rituel ancestral, en ce printemps maussade, est aussi celle du vin de Vouvray, une ville assise sur une cave. Une fois franchi le portail de bois, on découvre quelques vieilles filatures et puis, au seuil du rucher, l'odeur incomparable de moisi subtil et le parfum du vin qui vous saisit, sitôt entré. Voici la poussière blanche du soulet et le bataillon respectable des bouteilles - au milieu des courbilles - et des vieilles bue, celles à boire, dont Bardes évoque l'ouverture en fanfare : « Amis, encore un peu de vin frais ! »

Gourmand et gourmet, Flaubert l'était, et asperges et petits pois constituaient son ordinaire. On rapporte qu'importuné, à Croisset, par les cris obstinés de la volaille, et des canards en particulier, il n'avait qu'à crier : « Jeannette, il faut manger ! » et aussitôt les petits pois !... pour que l'impudent palimpseste, promis au célèbre plat normand du canard aux petits pois, allât se barboter sur la Seine.

Jean Claude Ribaut



ÉVÉNEMENT Après Venise et Washington, et avant Berlin, l'exposition « L'Architecture de la Renaissance italienne, de Brunelleschi à Michel-Ange » est présentée à Paris.

pour trois mois, au Musée des monuments français. Deux maquettes pour la basilique Saint-Pierre de Rome, dues à Michel-Ange et à Sangallo, sont les emblèmes d'un en-

semble qui célèbre l'invention de la perspective. ● **DES MAQUETTES**, dessins et projets qui n'ont pu voyager ont été remplacés par des peintures superbes, un codex de Léonard

de Vinci, quelques photographies et dessins. ● **LE PUBLIC** découvre, avec cette exposition, le Musée des monuments français qui a développé, à côté de ses collections de photogra-

phies, de moulages et de peintures murales, une ambitieuse politique d'expositions. Le musée s'intégrera, après travaux, au futur Centre de Chailiot prévu pour 1998.

L'architecture de la Renaissance italienne s'expose à Paris

A travers maquettes spectaculaires, tableaux, panneaux, dessins, photographies, livres, le Musée national des monuments français reprend en la modifiant l'exposition qui avait triomphé à Venise en 1994

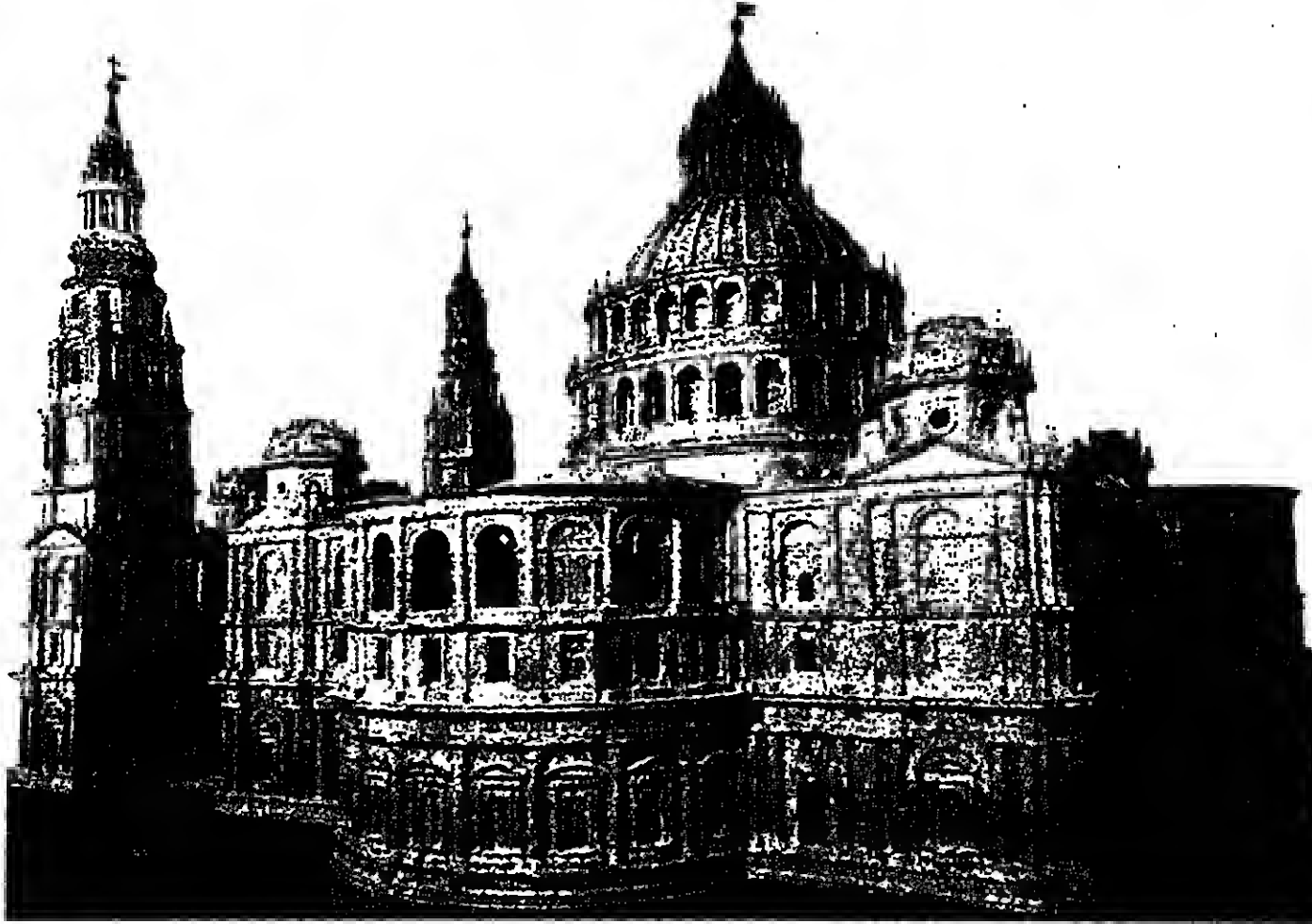
ARCHITECTURE DE LA RENAISSANCE ITALIENNE, de Brunelleschi à Michel-Ange. Musée national des monuments français, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris. Tél. : 44-05-39-10. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Entrée 36 F. Jusqu'au 31 juillet. Catalogue édité sous la direction d'Henry Millon et Vittorio Magnago Lampugnani, Flammarion et Musée des monuments français, 400 p., 375 F.

Comme à Venise (Le Monde du 4 mai 1994), l'exposition sur l'architecture de la Renaissance italienne s'ouvre par deux chefs-d'œuvre monumentaux. Et que l'on ne pour- ra revoir de sitôt : la maquette pour la coupole de Saint-Pierre de Rome, dessinée en 1557 par Michel-Ange, le maître le plus célèbre et le plus fascinant de la Renaissance et de l'Italie réunies, et une maquette plus vaste encore réalisée pour la même église vaticane, vers 1540, par Sangallo le jeune. Derrière ces deux montages de bois peint - mieux présentés à Paris qu'à Venise - qui fascineront les visiteurs, les jeunes comme les moins jeunes, se dessine comme en filigrane toute l'histoire de « L'Architecture de la Renaissance italienne, de Brunelleschi à Michel-Ange ».

La coupole esquissée par Michel-Ange est à la fois l'aboutissement majestueux d'une épopée qui marque une pose dans la Ville éternelle, mais elle est sans doute aussi une allusion à l'autre grande coupole qui épara les Italiens du début du XVI^e siècle : le dôme de la cathédrale de Florence, prouesse technique achevée en 1434 par Filippo Brunelleschi.

A travers la maquette de Sangallo, ce n'est plus seulement l'affrontement architectural de chefs orgueilleux qui s'exprime, c'est l'histoire des hommes, des concours, des conflits, de la succession des choix qui ont constitué le phénomène Renaissance, de lignes d'artistes enfin dans la famille Sangallo est la plus symbolique. Giuliano Da Sangallo (1445-1516) s'inscrit à Florence dans la tradition de Brunelleschi. Antonio, dit l'Ainé (1455-1534), frère du précédent, se laisse, lui, davantage influencer par Bramante. Cela engendrera, dans la campagne toscane, ces deux inoubliables moments de l'architecture qui sont l'église San Biagio, à Montepulciano, et Santa Maria della Consolazione, à Todi. Le troisième enfin, Antonio, dit le Jeune, neveu des deux précédents, sera le plus célèbre... et le plus malheureux.

Elève de Bramante et de Peruzzi, puis assistant de Raphaël, ce Romain d'adoption se voit confier la poursuite des travaux engagés par Bramante pour Saint-Pierre, et arrêté par le sac de la ville en 1527. Pour convaincre Paul III, Sangallo va faire construire, entre 1539 et 1546, ce qui reste comme la plus grande maquette de la Renaissance. L'objet lui-même, cette montagne sophistiquée de bois savamment travaillé, ne peut que laisser admiratif le projet, s'il avait été réalisé, laisse plus dubitatif. Certes, on y retrouve tout Bramante, on y relève



Maquette du projet de Saint-Pierre de Rome par Antonio da Sangallo le Jeune, 1539-1546

les traces d'Alberti, de Peruzzi, des Sangallo (les jeunes comme les anciens). On note par exemple la façon dont il sépare les deux tours du bâtiment, campaniles unis à l'église par l'esprit du dessin mais restés autonomes, comme à Montepulciano. Cependant le projet Sangallo apparaît bien comme l'accumulation gigantesque de motifs unifiés par les ordres architecturaux et les meilleures règles de la composition, sans jamais cependant que l'édifice ne trouve sa signification. L'échelle est forcée, les images empruntées à l'art culinaire, notamment la pâtisserie. Michel-Ange ne s'y trompa pas, qui accommoda de commentaires sévères le travail de Sangallo, s'arrangea pour faire exiler cet encombrant projet et pour reprendre l'affaire à son compte. Ainsi allait l'architecture italienne, jouant tantôt la carte démocratique des concours (comme pour les portes du baptistère de Florence), tantôt celle de conflits hargneux.

ORNEMENTS MANQUANTS

Paris est la troisième étape du long voyage de cette exposition, après Venise qui l'a vue naître au Palazzo Grassi en 1994, puis Washington où elle a été remontée à la National Gallery au cours de l'hiver, avant de passer à Berlin à l'automne. Un tel péripète n'était pas prévu. Mais l'exposition vénitienne aura produit un tel effet qu'il aurait semblé indécemment de ne pas faire connaître ailleurs dans le monde cette première grande exposition sur l'architecture de la Renaissance

italienne, sur ce moment-clé de la pensée occidentale. L'ensemble a en outre le mérite de révéler une nouvelle fonction pour le Musée des monuments français, grande machine aussi passionnante qu'encombrante, dont on découvre ici avec plaisir la générosité des espaces et leur disponibilité, pourvu qu'on ne prenne pas les copies de fresques et les moulages pour objets plus précieux que leurs originaux. Nous sommes donc pleins d'émerveillement et de

contentement, comme aurait pu s'exprimer un voyageur du Quattro ou du Cinquecento. L'exposition, pourtant, n'a pas fait le voyage sans perdre quelques plumes, bien qu'on ait su habilement remplacer une partie des ornements manquants par de solides chefs-d'œuvre sortis notamment de collections françaises et italiennes. Le visiteur doit tout de même savoir ce qu'il ne pourra voir, et que lui cache d'ailleurs la version française du catalogue, traduction conforme

à l'original italien, mais amputée des 421 numéros qui correspon- daient à la présentation vénitienne. L'exposition de Paris compte en effet 110 numéros qui vont de l'im- mense maquette d'Antonio Da Sangallo pour Saint-Pierre, im- mense par la taille, à l'étude de l'es- calier de la bibliothèque Laurentienne par Michel-Ange, feuille insignifiante par la taille, immense par sa signification, sa liberté.

Un nombre considérable d'élé- ments sont donc restés au pays. En particulier, la *Construction d'un double palais* de Piero di Cosimo, les fameuses clés idéales d'Urbino ou de Balthus, des dessins et projets en pagaille, quelques panneaux de bois incrustés, ou toute une série de maquettes, sans doute moins im- pressionnantes que celle de Sangallo, mais peut-être plus significatives, comme celle de Pavie. Il est vrai que nombre d'objets présentés à Venise, trop fragiles, ne pouvaient être exposés plusieurs fois. En échange, le visiteur découvrira un étonnant codex - sorte de carnet de croquis - de Léonard de Vinci, prêt par l'Institut, des photogra- phies du XIX^e siècle montrant les

Audacieux car absent

« Les expositions d'architecture sont, toujours, des expositions audacieuses. La raison en est simple, mais fondamentale : l'objet est absent. Une exposition de peinture, sculpture, dessin ou photographie présente, concrètement, des peintures, des sculptures, des dessins et des photographies originales : une exposition d'archi- tecture ne présente pas, ne peut présenter des architectures. Plus précisément, elle le fait par l'entremise de succédanés. Les édifices ne peuvent s'exposer dans les musées. On ne peut exposer ce qui les représente, c'est-à-dire des esquisses, des dessins, des mo- dèles, des peintures, des photographies. Eux peuvent et, croyons- nous, doivent être originaux. Mais les originaux proprement dits, les édifices, restent où ils sont, et donc, pour le visiteur, absents. » (Extrait de l'introduction du catalogue, par Henry Millon et Vittorio Magnago Lampugnani.)

Un coup de fouet pour le Musée des monuments français

MILLE CINQ CENTS personnes se sont pressées au Musée des monuments français (MMF), jeudi 27 avril, pour découvrir l'exposition « L'Architecture de la Renaissance ». Et il est venu encore plus de monde le week-end qui a suivi. En temps normal, sans exposition temporaire, soixante à cent personnes à peine, visitent chaque jour ce musée confidentiel. « Et en- core, ils viennent pour suivre les ac- tivités pédagogiques », explique Guy Cogeval, directeur du musée.

Ce conservateur a intensifié la politique d'expositions depuis son arrivée, en 1992, persuadé à juste titre que c'était la seule façon de réveiller le musée. Grâce à des ex- positions comme « Marseille au XIX^e siècle », « Photographier l'archi- tecture » ou celle consacrée au photographe Herbert List, la fré- quentation est passée de 44 000 à 82 000 visiteurs par an. Il n'em- pêche : même si son image a chan- gé, le MMF reste méconnu de la plupart des Parisiens, qui ont déjà fort à faire, entre le Louvre, Orsay et autres lieux prestigieux. La pré-

sentation de l'exposition « L'Archi- tecture de la Renaissance », par son prestige et son rayonnement, est donc un « joli coup » pour le musée. Guy Cogeval et la direction du patrimoine au ministère de la culture n'ont pas hésité à casser leur tirelire (5 millions de francs) pour imaginer une exposition à la fois proche et fort différente de celle de Venise.

« Une grande partie des visiteurs découvrent le musée en même temps que l'exposition », confirme Guy Cogeval. Ils découvrent d'abord un lieu bien placé, logé au Trocadéro, dans l'aile est du Palais de Chailiot (à côté du théâtre). Ils découvrent un espace imposant de 12 000 mètres carrés, avec notam- ment une galerie du rez-de-chaus- sée qui, avec ses huit mètres sous la voûte, pouvait accueillir la ma-quette que Sangallo a réalisée pour la basilique Saint-Pierre de Rome.

Le public découvre surtout un étrange et attachant « musée du faux », imaginé au XIX^e siècle. Le MMF possède bien une remar- quable collection de photogra-

phies originales, mais la spécificité de cet établissement est de présen- ter au public des moulages de pla-âtre de fragments de monu- ments - tympans de Vézelay, Au- tun ou Moissac, tombeaux, sculptures - et des relevés de pein- tures murales, comme celles de l'église Saint-Savin (Vienne). Nombre d'anciens étudiants en histoire de l'art ou en architecture gardent la nostalgie de ces copies parfois gigantesques, mais c'est un peu court pour attirer un large pu- blic, qui préfère - on le comprend - visiter les bâtiments originaux.

« EFFET D'OUVERTURE »

Pour prolonger l'« effet Renais- sance », le Musée présentera, au début de 1996, une rétrospective du grand photographe du XIX^e siècle, Édouard Denis Baldus, qui a d'abord été présentée au Me- tropolitan Museum de New York et au Centre canadien d'architec- ture de Montréal. Le MMF sera en- suite rénové durant l'hiver 1996 pour s'intégrer au Centre de Chail-

7 mètres de long, 6 de large et 4,68 de haut

Il a fallu douze jours et une di- zaine de techniciens pour instal- ter et monter la maquette en bois conçue, au quinzième siècle, par Antonio da Sangallo pour la basilique Saint-Pierre de Rome. Ce clou de l'exposition, placé au rez-de-chaussée du musée, comprend trois cent quatre-vingt-quatre pièces qu'il a fallu assembler comme un puzzle. « C'est parfois un casse- tête, on s'y perd, on s'aide de pho- tographies », avoue Mauro Mon- tanovi, qui a orchestré le mon- tage de la plus grande maquette de la Renaissance italienne qui nous soit parvenue : 7 mètres de long, 6 de large, 4,68 de haut. Un visiteur privilégié peut pénétrer dans la maquette et tenir de- bout sous la coupole. Il a aussi fallu « goûter » les différences de niveau du sol pour que la ma-quette repose sur un socle par- faitement plat. Elle est en deux parties, ce qui en fait autant une sculpture qu'une architecture : la charpente, grossièrement tail- lée dans le bois, et la partie or-nementale qui la recouvre, avec son décor polychrome de colon- nettes, frontons triangulaires, etc. Le décor a été plusieurs fois restauré, aux dix-septième et dix-huitième siècles, mais aussi pour cette exposition.

édifices évoqués dans l'exposition, des dessins et des peintures sur bois superbes.

L'exposition vénitienne condui- sait à s'interroger sur le sens et l'ori- gine de la perspective quand celle de Paris étend son projet à toute la thématique de l'architecture dans la peinture, ce qui est trop par rapport aux œuvres disponibles. Il y a ainsi comme une légèreté culturelle, spé- cifique à la France peut-être, quand les Italiens sont plus soucieux de précision, au risque de paraître trop érudits. A Venise, l'exposition était clairement définie par un sous- titre : *La Rappresentazione dell'Archi- tettura*. Et c'était bien cela le sujet, plu- tôt que l'ambition affichée par le musée parisien de rendre compte de la totalité du phénomène de la Renaissance architecturale ita- lienne. Mais que cette imprudence ne nous gâche pas le plaisir. Il y a beaucoup à voir, beaucoup à dé- couvrir, et ce qu'on ne voit pas se trouve dans le catalogue qui se lit avec plus de facilité qu'un traité d'architecture, une coupe ou un plan.

Frédéric Edelmann

PEER GYNT de Henrik Ibsen
Texte français et direction artistique Eric Da Silva
Mise en scène et scénographie Catherine Boskowitz
Eric Da Silva, Frédéric Fauhau, Philip
Avec Guillaume Alffert, Isabelle Benkroun, Philippe Chateau,
Eric Da Silva, Damien Dardano, Frédéric Fouché, Hervé Gaboriau,
Mehmet, Béatrice Michel, Christine Sireval, Véronique Wanda.

2 mai - 24 mai
Théâtre de Gennevilliers
Centre Dramatique National
41 32 26 26 - Métro Gabriel Péri

ECOUTEZ VOUS

Deux expositions éclairent la nature énigmatique de l'art du dessin

L'historien d'art Hubert Damisch présente « Traité du trait » au Louvre et « Du trait à la ligne » au Centre Pompidou

Refusant les catégorisations – et, au contraire, cultivant le doute –, évitant les pièges du classement chronologique ou thématique,

Hubert Damisch, en philosophe et en analyste, a conçu deux expositions sur l'art du dessin – la ligne, l'ombre, la lumière... – et ses

mystères. « Traité du trait », au Louvre et « Du trait à la ligne », au Centre Georges-Pompidou posent les bonnes questions sur

cette technique considérée par Cézanne comme une « abstraction ». Hubert Damisch propose – et montre – des réponses.

TRAITÉ DU TRAIT, hall Napoléon, Musée du Louvre, 75001 Paris. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 juillet.

DU TRAIT À LA LIGNE, Cabinet d'art graphique, Centre Georges-Pompidou, 75004 Paris. Tél. : 44-78-12-33. Jusqu'au 19 juin.

QU'EST-CE QUE LE DESSIN ? Quels rapports s'établissent entre le modèle et le dessin qui le figure, le suggère, l'indique, le résume, mais en aucun cas ne l'imita et ne cherche à tromper l'œil ? Qu'est-ce qu'une ligne, étant entendu que, dans la nature, le regard ne perçoit pas des lignes mais la différence entre deux plans colorés ou la démarcation entre ombre et lumière ? Qu'est-ce que le trait qui s'obtient au crayon, à l'encre, à la pointe, au pinceau ou au fusain, s'inscrit sur la feuille, circonscrit une forme par un contour, détermine un modèle par des hachures, fait allusion à un mouvement par des zigzags ou des courbes entrelacées ? Quelle part faire à l'expression subjective et au geste dans cet exercice ?

L'INCOMPRÉHENSIBLE

Cézanne tenait le dessin pour une « abstraction » et, tout en le pratiquant chaque jour, s'en méfiait et mettait en garde contre ceux – Raphaël et Ingres – qui avaient suscité la religion de la belle forme épurée. Quoi qu'il ne cite pas la maxime cézanienne, Hubert Damisch semble avoir conçu son *Traité du trait* – ainsi se nomment l'exposition et le livre qui l'accompagne – en écho à ces mots et ces sentiments, le doute, l'inquiétude, le refus des certitudes tranchées. Invité par le Cabinet des dessins du Louvre à puiser dans ses prodigieuses collections, il a pris le parti de celui qui ne sait pas parce qu'il en sait très long, le parti du docte ignorant.

Il lui eût été facile de procéder à

quelque rassemblement par thèmes, de disposer dans l'ordre d'une histoire la chronologie d'un style ou de procéder de manière plus autobiographique en se posant en amateur, mais il ne s'est voulu ni iconographe, ni géométriste, ni connaisseur, mais analyste et philosophe d'un art basé d'énigmes. Que des citations de Wittgenstein scandent la visite avec, peut-être, du reste, un peu trop d'insistance est légitime, puisque l'accrochage donne à voir et à comprendre les moments successifs

de ces dessins de Rembrandt et d'Uccello, de Dürer et de Géricault, de Piero di Cosimo et de Degas, se révélant de plus en plus déconcertants. L'exposition, admirablement composée et rythmée en séquences, interdit le regard rapide, instruit par le savoir *a priori*. Elle force l'œil à se fixer, d'une part en raison de la qualité et de la rareté des œuvres – la plupart de premier ordre, quelques-unes stupéfiantes de maîtrise et d'intelligence – et, d'autre part, parce que les voisinages intriguent,

sont côte à côte parce qu'ils cherchent dans le nu un dessin dense, épais si l'on peut dire, lourd d'un poids de muscles et d'organes. Ils dessinent dans la chair Ingres et Daumier, Girodet et Géricault se trouvent sur le même mur quand ils essaient, par des moyens antithétiques, de capter un peu du dynamisme d'un corps en marche ou ployé par un spasme de douleur. Réunir Uccello, Fra Angelico, Caracci, Le Sueur et David, cela a un sens quand chacune des œuvres élues révèle la structure géométrique qui organise la perspective, sous-tend la répartition des formes et veut rendre visible un ordre mathématique du monde.

Ainsi se rassemble un inventaire des puissances du trait, de la géométrie dans l'espace à la caricature à l'emporte-pièce, du portrait physiologique au fantôme de paysage. Ainsi parvient-on logiquement jusqu'à une page extravagante de Delacroix, intitulée faute de mieux *Maison, cheval marin, triton*.

LOGIQUE DE LA SENSATION

On y voit, dans la partie haute, trois bonshommes, dessinés d'une manière presque enfantine, mais placés dans un espace rigoureusement quadrillé comme en vue d'un report au carreau. Dans un coin, une maison, un mur crénelé et deux figures luttant sur une échelle sont indiquées schématiquement. Dans la partie basse, un cheval à la Rubens ou à la Géricault tend son cou au-dessus des flots. Près de lui, un triton, digne des fontaines de Rome, souffle dans sa corne. Quelle idée a présidé à l'exécution de ce dessin apparemment incohérent ?

Delacroix, peut-on croire, a réuni plusieurs manières de dessiner op-

posées et, en un sens, équivalentes : ce sont trois langues, qui, toutes trois, expriment, par des modes distincts d'abstraction, des êtres et des actions. Picasso, vers 1914, quand il use simultanément du cubisme, du trompe-l'œil et de procédés postimpressionnistes, témoigne de la même intelligence de la diversité. Au désordre et au fou du monde, le grand artiste répond par la complexité et la fluidité de son dessin, s'interdisant la facilité de son système. C'est à propos que Damisch cite Shitao : « Le fondement de la règle de l'Unique Trait de Pincoût réside dans l'absence de règles... »

La démonstration se poursuit à Beaubourg, parmi les contemporains. Le Cabinet d'art graphique a décidé de faire écho au *Traité du trait* en donnant un aperçu des conceptions récentes du dessin, évidemment polymorphes. Évidemment si variées que l'on pourrait s'y perdre. L'accrochage fonctionne ici moins bien qu'au Louvre et la qualité des œuvres paraît quelquefois discutable. Quand elles se réduisent à l'application d'une méthode, l'illustration d'une doctrine, la répétition d'un procédé – si élegant soit-il –, elles échouent à retenir l'œil.

A l'absence d'Arakawa, de Laurens ou de l'assommoir Gorin, l'exposition aurait peu perdu. Restent des dessins souverains, parce que tout entiers animés par une nécessité – autant dire une logique de la sensation. Cette dernière est de volubilité pour Matisse, de force pour Léger, de calme contemplatif pour Gris, de ressentiment furieux pour Grosz, de violence retenue pour Corpet. Les métamorphoses du trait sont sans fin.

Philippe Dagen

« Un peu de texte »...

Le *Traité du trait*, au-delà de l'exposition, est le livre qu'Hubert Damisch a écrit à partir des dessins qu'il avait choisis de présenter et de relier. Livre et non point catalogue : la différence est décisive. Il ne s'agit ni d'une succession de notices, ni d'un vade-mecum à consulter obligatoirement après sa lecture, mais d'une réflexion indépendante des circonstances, d'un essai sur les pouvoirs et les énigmes du dessin, ainsi que d'un commentaire à partir de Wittgenstein et d'une suite d'observations sur le motif. Aphorismes et développements plus abondants se côtoient, sans lourdeur, sans esprit de système. En exergue se trouve une citation faussement modeste de Valéry tirée de Degas, dans le dessin : « J'accompagnerai ces images d'un peu de texte que l'on puisse ne pas lire, ou ne pas lire d'un trait », écrit-il le poète. Ici, on ne saurait trop conseiller de lire. *Traité du trait*, Réunion des musées nationaux, 180 p., 130 ill., 220 F.

sifs d'une analyse critique qui remet en cause jusqu'aux mots les plus simples et aux concepts les mieux définis en apparence. L'une de ces citations de Wittgenstein a valeur d'avertissement quand elle conseille de « considérer tous les aspects du voir comme également occultés ». L'article « Expression » de l'*Encyclopédie*, écrit par Watelet, observait deux siècles auparavant qu'« exprimer dans une image matérielle et immobile le mouvement, cette qualité abstraite des corps ; faire naître avec des figures muettes et inanimées l'idée des passions de l'âme, ces agitations internes et cachées, c'est ce qui, en paraissant au-dessus des moyens de l'art, doit sembler incompréhensible ».

Incompréhensible en effet : à les regarder de près, à demeurer aussi longtemps que nécessaire face à

parce que les relations suggérées déconcertent et parce que l'outil, pour une fois, de l'ordre chronologique, fait échapper ces feuilles à la captivité des catégories et des époques.

Léonard, Raphaël, Picasso quand il feint le classicisme et Man Ray quand il solait un nu exaltent ensemble le contour, qui se prête à l'élongation, au maniérisme de l'idéal, à l'effacement des détails trop humains en faveur d'une ligne unique et divine. D'un parti exactement inverse, Tintoret et Dubuffet

Chérif Kheddam, poète-chanteur berbère entre tradition et modernité

Tassadit Yacine retrace son « itinéraire sinueux »

LE CHANTEUR Chérif Kheddam, né le 1^{er} janvier 1927, à Ait Bou Messaoud, au cœur de la Kabylie, a marqué de son talent l'Algérie des années 60. Sans bousculer vraiment les tabous de sa société, il les a dépassés, par petites touches fulgurantes, au hasard d'une mélodie, au détour d'un quatrain, en faisant un va-et-vient incessant entre la tradition et la modernité.

Poète paysan ou paysan poète ? Traditionaliste, ouvert sur la modernité ? En avance sur son temps, c'est certain ! Sa fraîcheur et son parler vrai lui ont servi de bouclier et de garant pour prendre des libertés avec un environnement conservateur et faire oublier son atypisme notoire : ouvrier émigré en France dans les années 50, issu d'une lignée maraboutique, Berbère transcrivant ses textes en arabe, élève ascète de la *sooula* (confrérie religieuse) s'adonnant aux joies profanes de la chanson.

Après celles d'Aït Menguellat, autre grand chanteur kabyle, Tassadit Yacine a traduit ses chansons avec beaucoup de sagacité et retracé l'« itinéraire sinueux » de Chérif Kheddam, qui « est aussi le parcours des intellectuels de la culture orale, à travers lequel s'affirme la culture populaire algérienne et, en son sein, la culture kabyle ». Selon elle, le chanteur a surtout su concilier la « sagesse ancienne » et la « dénonciation de l'ordre social, de ses archaïsmes et de son hypocrisie ».

Ce subtil mélange de valeurs, de prime abord contre nature, prend tout son relief dans des chansons

d'amour fortement personnalisées. Chérif Kheddam y glorifie la femme aimée, inaccessible et pourtant très proche, pour qui, fait nouveau, il revendique l'égalité, non seulement par rapport à lui-même mais par rapport à tous les autres hommes de sa société. Les « femmes de Chérif », souligne Tassadit Yacine, ont « une existence totale ». Plus que des objets d'amour, elles sont des êtres à part entière qui doivent avoir leur place, socialement reconnue.

« VOILÀ LE REMÈDE »

Il est le premier poète-chanteur de son époque à avoir rompu avec les schèmes classiques pour souligner, non sans courage, que « la libération de la femme est indispensable au développement social ». Et avec quelle pudique tendresse : « Qu'est-ce que la voile pour une femme libre ? / C'est son honneur quand elle le préserve. / Libérée de son voile, la femme a ses droits / Qu'elle mérite pleinement. / Grâce à son intelligence, elle s'émancipera. » Ou encore : « On ne vend pas le cœur d'une femme / Ni à prix d'or ni à prix d'argent / Sans amour à la base, pour qui aime sa fille, / Point de talismans ! / Almer, voilà le remède. »

Chérif Kheddam a beaucoup aimé, idéalisant l'objet de son désir ou de ses souvenirs, sans perdre contact cependant avec la réalité. Dans son œuvre, femme et terroir sont intimement mêlés. Ce terroir, rendu plus désirable encore par la dureté de l'exil.

Ali Habib

★ Chérif Kheddam ou l'Amour de l'art, de Tassadit Yacine, éd. La Découverte/Arwail, 265 p., 160 F.



RÓISSY
chârlés de gâulle

Ne vous fiez pas aux cartes, la légendaire hospitalité irlandaise commence bien avant la frontière irlandaise.



ALLER/RETOUR À PARTIR DE
1590 F
VALABLE TOUS LES JOURS*

LA SEULE COMPAGNIE QUI DESSERT DUBLIN CORK ET SHANNON.

Aer Lingus

LA COMPAGNIE AÉRIENNE IRLANDAISE

Tél. : 47 42 12 50 ou 1ape : 3615 AER LINGUS*

A Bourges, 1995 est l'année du succès retrouvé et de la réussite économique

Le bilan artistique est positif, malgré quelques grands manques

Le Printemps de Bourges a retrouvé fierté, spectateurs et artistes. La déroute financière de 1989 est un souvenir (même s'il reste 900 000 francs à

rembourser d'ici à 1997). Le festival affirmant présenter un panorama complet des musiques, on se doit pourtant de relever l'absence de la

techno, celle, quasi totale, des grands de la pop anglo-saxonne et la part réduite des musiques du monde. Mais, par ailleurs, que de bons moments.

BOURGES
de notre envoyé spécial
LE SOLEIL, si rarement au programme du Printemps de Bourges, fit une apparition radieuse, lundi 1^{er} mai, à l'heure des bilans de ce dix-neuvième festival commencé cinq jours plus tôt. Aux côtés de Daniel Colling, son directeur, l'équipe au grand complet divulguait fièrement les chiffres. Si le taux de remplissage des salles (92 %) est demeuré identique à celui de 1994, les 73 000 billets vendus en 1995 représentent un gain de 11 000 places et semblent confirmer une dynamique de succès retrouvée pour le plus grand festival français de musiques populaires.

Plus qu'à une cascade de chiffres, l'importance d'un festival se juge à quelques symboles. Les spectacles « off », par exemple. Structurés un temps par Emmetrop, une association locale, les événements parallèles au festival officiel

échappent aujourd'hui à tout contrôle. L'immense rassemblement public et professionnel attire de toute la France et même de l'étranger des centaines de musiciens décidés à se faire écouter.

Esquive est arrivé à Bourges dans la nuit du vendredi 28 avril, dans un car affrété par la municipalité des Mureaux. Rien d'autre que l'hébergement dans un lycée de la ville de leur est garanti. Dès le samedi matin, ils partent en quête d'un hypothétique concert. La pluie leur interdit de jouer en plein air. Tous les bars semblent avoir bouclé leur programmation. La « scène ouverte » équipée et mise à la disposition des artistes de passage par l'organisation du festival ne peut faire face à la demande.

Débrouillards, le batteur et le guitariste réussissent à pénétrer dans la médiathèque et tentent de placer auprès de producteurs difficilement réceptifs des exemplaires de leur CD autoproduit (*Esquive en conserve*). A l'extérieur, pendant ce temps, le bassiste se fait subtiliser son sac avec son argent et tous ses papiers... Le lendemain, à l'heure du tirage au sort des artistes devant se relayer toutes les vingt minutes sur la « scène ouverte » entre 14 et 22 heures, les Muriotins décident d'aider un peu la chance en s'inscrivant sous deux noms. Soixante candidats, vingt-deux élus. Esquive est de ceux-là. A 20 h 35, le groupe crache sur les planches ses frustrations du week-end. « Bourges, on l'attend depuis longtemps, tu sais. » Tout donner, si rapidement. Un peu plus tard, ils dénichent un concert à la terrasse d'un café voisin. A 1 heure, lundi matin, leur car repartait vers les Yvelines.

« Gare aux illusions », prévient Maurice Frot, co-fondateur et co-programmateur du festival. « Un concert ou Printemps de Bourges n'est pas une fin en soi. Trop de jeunes groupes sont déçus des retombées de leur représentation. » Les

organismes ont pourtant beaucoup œuvré pour que les artistes sélectionnés dans le cadre des opérations Découvertes profitent au maximum de leur présence sur place. Grâce à l'installation de deux podiums gratuits et en plein air sponsorisés par le Crédit agricole et la région Centre, plus de la moitié d'entre eux ont joué plus d'un concert. Les maisons de disques semblaient également s'intéresser de près aux espoirs de notre scène nationale. Les noms de Onyed Jack, Maroussé ou Flight Case revenaient dans la bouche de directeurs artistiques qui semblaient plus nombreux qu'à l'accoutumée.

Succès tricolores

Le bilan artistique de cette dix-neuvième édition atteint-il pour autant le niveau de sa réussite économique ? Une publicité un peu provocatrice faisait référence à des festivals concurrents en demandant : « Pourquoi aller à La Rochelle (autrefois dit aux Francophiles), à Lyon (au Palais Festival), à Belfort (aux Eurockéennes) ou à Rennes (aux Transmusicales) écouter de la bonne musique alors qu'à Bourges il y a tout ce qu'il faut, et même le reste ? » Tout ? Si le Printemps affirme présenter un panorama complet des musiques d'aujourd'hui, on s'amusera à constater l'absence de la techno, celle quasi totale (à part P. J. Harvey) des grands ooms de la pop anglo-saxonne. On relèvera le petit nombre de concerts exclusifs, la part réduite des musiques du monde.

Pourtant, que de bons moments : le drôle d'univers de Jean-Jacques Vanier, la mélancolie haïtienne de Beethova Obas, une éblouissante évocation de Piaf par Serge Hurstel... Le blues fut une des couleurs dominantes de ces six journées. Aux tenants d'une tradition un peu figée (John Mayall, Tom Principato, Lenny McDaniels), on préférera l'émouvante relecture du

jeune Californien Ben Harper. Pour un public qui, d'après les organisateurs, est constitué à 80 % de personnes entre quinze et vingt-cinq ans, les programmations avaient joué la carte du heavy metal. Les débiles ne conquièrent qu'une partie de l'audience attendue (dimanche, Megadeth ne remplit que la moitié du Pavillon).

Avec le rock pompeux de Simple Minds, les plus grands succès de billetterie furent tricolores. Les spectacles de Souhoun, Cabrel, Higelin, Thieffaine, Les Négresses vertes et Paul Personne (plus que Bashung) firent le plein. Mais ce Printemps signala surtout l'avènement du rap français. Au point de surprendre parfois les organisateurs. Si ceux-ci avaient prévu l'accueil triomphal fait à MC Solaar, ils furent débordés par l'enthousiasme des fans de NTM. Auteurs d'un dernier album, *Paris sous les bombes*, aussi vindicatif qu'accrocheur, les rappers de Saint-Denis provoquèrent une rumeur mal fondée à la maison de la culture. Même lieu et foule presque aussi nombreuse pour Alliance Ethnik, rois d'un hip hop aussi tatoué que groovy.

Depuis longtemps, le reggae, lui, a fait la preuve de ses capacités à réinventer dans un même élan, sensuel, urgent et mélodique. Le Guedoupeux Félix Stenard, alias Daddy Yod, pionnier des sonos systèmes et du raggas parisiens, a emballé le public par sa voix rugueuse et une imposante présence physique contrastant avec la souplesse de sa choriste. Mais ce sont les Skatallés, vénérables ancêtres du ska et du rocksteady, précurseurs du reggae, qui, dans une performance incroyablement festive démontrèrent le plus clairement la puissance durable de ces musiques. Maintenant on attend 1996 : Bourges fêtera ses vingt Printemps.

Stéphane Davet

Dix ans de Découvertes au Printemps

SANS SES DÉCOUVERTES, le Printemps ne serait pas le Printemps. Créé il y a tout juste dix ans, le réseau (vingt-cinq antennes régionales et dix relais européens) permet de prolonger le festival en quadrillant la France. Chaque année, une quarantaine de talents inconnus ont ainsi l'occasion de se produire à Bourges, sur une grande scène, devant de nombreux professionnels du spectacle. On trouve là des tourneurs et des agents, des programmeurs de salles, des directeurs de festivals, la presse nationale et internationale, et des habitués attentifs tels

Jean-Michel Bortis, directeur de l'Olympia, ou Jean-Louis Foulquier, animateur sur France-Inter et patron des Francophiles de La Rochelle. Après les épreuves de sélection en région, les candidats au succès auront à Bourges une petite demi-beure pour convalescer de leurs doutes.

Le « réseau Printemps » offre aux chanteurs en herbe une chance, mais pas plus. Ni suivi ni débouché. Vu sous l'angle de la carrière, le soleil des dix ans n'est pas si positif. Certes, plusieurs ont décollé après être passés par Bourges : Chanson Plus (Bijou, Comman et Tuscado), Michèle Bernini, l'Asiatique Louis Tiko, les Zap Mama, Juliette ou Pauline Ester. Mais les Edmonds, les Strawberry Minds ou Brigitte Baranthon sont vite tombés dans l'oubli, ainsi que bon nombre des 528 groupes ou artistes présentés depuis 1985. La profusion tue parfois la qualité.

Artistiquement, les sélectionnés ne sont pas toujours prêts : ils jouissent souvent d'une réputation locale, savent animer la scène, sans pour autant avoir su définir un style. Les Découvertes sont en ce sens un bon indicateur de tendances (pour cette année comme pour la précédente : le rap, le hard, et le trash-guinguette ou java-rock). Et à peine balayée la fourmille précédente, que voit revenir les Fils de Ciro, Edgar de l'Est et autres Ouf ! On s'y perd. Qu'imagine-t-on ? Un concours-tremplin, comme tant d'autres ? On faut-il laisser la nature faire, alors qu'elle est si souvent cruelle ?

En réponse, l'équipe du Printemps de Bourges vient de créer un label discographique « Découvertes », dont la multinationale EMI assurera la distribution. Daniel Colling, directeur du festival et producteur de Jacques Higelin, a réussi à imposer, pour la tournée du chanteur vedette, des premières parties pulvérisées dans la manne bernynière. Un scénario qu'on suit à la lettre les Clams,

jeune groupe breton. Découvertes 1994, qui vient de publier un album frais (*Histoire qu'on*), bel exemple de java-rock et multiple les coécrits, après sa prestation avec Higelin.

Parfois les Découvertes n'en sont pas, et Bourges devient alors une session de rattrapage, surtout pour la section internationale. Ainsi, avait-on déjà vu le trio malgache Salala. Découvertes 1995, invité en décembre 1994 au festival Africolor de Saint-Denis, comme les Hollandais Traffic Jam en 1993. Pour présenter des artistes étrangers en voie de développement, le Printemps de Bourges s'est doté cette année d'un salon professionnel (concerts, colloques, expositions), Taro-Taro, faisant la part belle aux petits producteurs européens et aux indépendants, et qui pourrait bien à ce titre occuper le terrain laissé vacant par le géant du genre, le Midem de Cannes.

Véronique Mortaigne

L'Europa Jazz Festival du Mans attire toujours l'Europe novatrice

Un rendez-vous qui ne suscite pas l'indifférence

LE MANS

de notre envoyé spécial
Il est 12 heures, l'Europa Jazz Festival du Mans s'éveille, à la collégiale Saint-Pierre-la-Cour. L'habitude de donner un concert de moins d'une heure, souvent acoustique, a été prise il y a trois ans. Un matin, on découvre l'archet vibrant du contrebassiste Leon Francioli en solo ; un autre, le saxophoniste Paul Dumail et le contrebassiste Paul Rogers. Au plus près d'eux se vivent leurs gestes, leurs efforts. Il est 17 heures. Changement de décor. John Taylor, Keith Tippett et Howard Riley s'installent au piano dans le transept de l'abbaye cistercienne de l'Épau, à quelques mètres du dortoir des moines, où le festival connaît souvent ses moments les plus intenses. Trois courts-solos face à plusieurs dizaines de spectateurs.

On pourrait presque se contenter de ces deux rendez-vous quotidiens. Il y a aussi de la musique, de la déception parfois, mais jamais d'indifférence, pour faire un festival. Le jazz y trouve un sens que l'Europa défend comme quelques autres encore. Quelle obstination ! Car il se fait plus simple, comme partout, d'empêcher les défilés Nouvelle-Orléans et des orchestres pour faire patienter le public avant l'arrivée d'une star du jazz.

LE BLUES DU DUK

Depuis seize ans, l'Europa accueille la grande Europe du free. Sans tenter les maîtres, mais en restant un lieu de recherche et de propositions. La France du jazz aime bien les grands ensembles. Au palais des congrès, le Tenter Generation du contrebassiste Didier Levallet, puis l'Orchestre national de jazz (ONJ) de Laurent Cugny ont été les grands écrivains du jazz. L'écriture chante la gloire de Charles Mingus, on de Chris McGregor, les révoltes d'Amérique latine et d'Espagne de Charlie Haden. Au cœur de la formation, Simon Goubert, batteur brillant, entraîne cette musique de soleil et de lumière. L'ONJ joue aussi Mingus au cours d'un programme où les douze mesures mythiques du blues ont été écrites par Duke Ellington, George Russell, Gil Evans. Ou encore Miles Davis et Wynton Marsalis ; son *Majesty of the Blues* a pris des accents funky et électriques venus tout droit du Miles des années 80. Deux ou trois thèmes s'étirent pour les solistes. On guette ceux dont les musiciens parlent dans les clubs, le saxophoniste Stefano Di Battista et le trompettiste Flavio Boltr.

Après un début de semaine au palais des congrès, l'Europa s'est déplacé à l'abbaye de l'Épau. Prompts à la célébration et aux soirées à thème, peu de festivals songent à consacrer une nuit à des solistes comme John Surman. Le saxophoniste a composé, le 28 avril, une sorte de portrait croisé de ses musiques. Il a été, dès les années 60, l'un des compagnons de Mike Westbrook. Il a partagé les lancements de l'Europa du free, a formé avec Barry Phillips et Stu Martin un trio éphémère et marquant. Les synthétiseurs se sont joints à ses saxophones et clarinettes. Il a écrit pour la danseuse Carolyn Carlson, a

joué pour Gil Evans, le Quatuor Balanescu. Surman joue, en retournant la clarinette basse et le soprano, ces phrases répétitives qu'il affectionne, avec de rares envolées. Son quatuor lui donne, en contraste, une liberté dont il va profiter. Le groupe trouve très vite, dans l'improvisation, l'espace et l'envergure qui lui sont nécessaires. Ce free jazz ne se sent plus, pour le moment, des besoins d'être en colère.

Surman terminera épuisé, les lèvres douloureuses, par une longue prestation au sein du Brass Project, dont la musique est essentiellement due au Canadien John Warren. Louis Armstrong y est présent, comme les cuivres en soutient des orchestres swing des années 40 et les fanfares des années 60 et 70 conduites par Albert Mangelsdorff ou William Brewster. On y entend beaucoup de bonjour, les notes capricieuses dans l'air du baryton, dont Surman pousse la perfection technique vers des aillants impossibles.

Sylvain Siclier

CONCERTS

VENREDI 5 MAI - 20 h 30
MC 93 BOBIGNY
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Charles DUTOIT, direction
PELLÉAS ET MÉLIANDE
DÉBUT
rés. : 48-31-11-45

MARDI 9 MAI - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Karen HUFFSTODT
Soprano
Beethoven - Liszt - Strauss - Poulenc
TEL. rés. : 49-53-05-07

MARDI 9, MERCREDI 10 MAI - 20 h 30
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
ISSAC STERN, violon
YEFIM BRONFMAN, piano
Le 9 : Mozart, Bartok, Beethoven
Le 10 : Mozart, Jussow, Schubert, Bartok
Coproduit SONY CLASSICAL et
Théâtre Champs-Élysées pl. 50 F à 390 F
Renseignements et loc. : 49-52-50-50

JEUDI 11 MAI - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Emile NAUMOFF
Piano
Schumann - Rachmaninov - Tchaïkovsky
TEL. rés. : 49-53-05-07

VEN. 12, SAM. 13 - 20 h
DIM. 14 MAI - 16 h 30
CITÉ DE LA MUSIQUE
La Villette/Porte de Pantin
44-84-44-84
3615 cinémasique

mystère médiéval du XIII^e siècle
Laudario di Cariona
Marcel Péro
direction
Ensemble Organum

LUNDI 22 MAI - 20 h 30
SALLE PLEYEL
Krystian ZIMMERMAN
Chopin, Debussy, Bach
TEL. : 45-61-53-00

FESTIVAL INTERNATIONAL EXIT
DU 2 AU 14 MAI
Télérama

LYON OPERA BALLET
Trois chorégraphies pour une même soirée :
M. Marin / D. Bagouet / Bill T. Jones

DUMB TYPE
Kyoto
Performances

HOTEL PRO FORMA
Copenhague
Opéra visuel

CHEBA ZAHOUANIA
Oran
Concert rar

MOU SEN
Pékin
Théâtre

IVAN POPOVSKI
Moscou
Théâtre

DEAD CHICKENS
Berlin

KAAPANA & PAHINUI
Hawaii
Guitares Slack Key

Créteil Maison des Arts
45 13 19 19
Métro : Créteil-Préfecture

THÉÂTRE DE LA CITÉ INTERNATIONALE
4 mai / 23 mai 95
«Les trois classiques dérobés»
Homère, Shakespeare - Cervantes
Teatro delle Briciole
de Rome
11 mai / 10 juin 95
Visages
Texte et mise en scène
Hubert Colas
Dérouleau Co
21, bd Jourdan - 75014 Paris
HER B - Cité Internationale
45 89 38 69

L'ATALANTE
Où est passé mon chandail islandais ?
d'après Stig Dagermon
mise en scène
Stéphane Verrue
avec
Roland De Pouw
46 06 11 90
26 avril - 3 juin
ÉCOUTEZ VOIR

TQI
La Balance
LES EXCLUS
ELFRIEDE JELINEK
STEPHANIE LOÏK
2 mai - 28 mai
à Ivry
46 72 37 43
ÉCOUTEZ VOIR

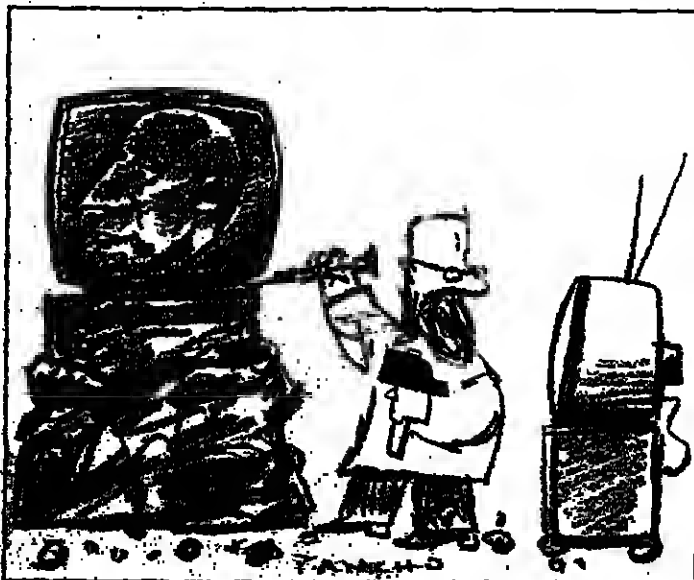
Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

François Mitterrand en clair-obscur

Arte diffuse mercredi un remarquable essai réalisé par Hugues Le Paige et Jean-François Bastin

DE TOUS LES DOCUMENTS consacrés à François Mitterrand, les films réalisés par Hugues Le Paige et Jean-François Bastin pour la télévision belge (RTBF) resteront parmi les plus remarquables. C'est d'ailleurs déjà signalé par une exceptionnelle chronique sur « La métamorphose du pouvoir », à l'occasion de l'anniversaire politique de 1993. Il récidive avec le même bonheur dans le « Portrait en surimpressions » programmé le 3 mai par Arte dans le cadre des « Mercredis de l'Histoire ».

Loin d'une biographie, cette promenade de cinquante-six minutes dans le sillage de ce « brouilleur de pistes » qu'est « François de Jarnac » constitue un essai d'une qualité rare, tant par sa forme, faite de superbes images, que par son fond, d'une grande justesse d'analyse et d'une extrême sensibilité. Elle entrecroise des documents originaux, des extraits d'archives et plusieurs témoignages bien choisis (ceux des écrivains Jean d'Ormesson et Jean Lacouture, objectivement fascinés; celui, critique, de l'ancien dirigeant socialiste Gilles Martinet; celui, affectueux, du maire de Clermont-Ferrand, Roger Quilliot) avec le produit de plusieurs tournages effectués de 1988 à 1993 et une série de photos prises à l'Elysée par Guy Le Querrec, de l'agence Magnum, pendant que le président de la République posait en majesté, à l'Elysée, pour les besoins du sculpteur Daniel Buren en train de réaliser son buste. Ce mélange alchimique fournit les meilleures clés qui soient pour la compréhension d'une personnalité aussi multiple que Fest



celle, floue et nette, claire et obscure, de François Mitterrand et... de son double.

UN SOCLE D'AMBIGÜITÉ Entre les souvenirs de Latche et les cartes postales de Solutré, on n'y découvre rien de nouveau sur cette âme qui aura, selon l'académicien d'Ormesson, « suivi l'Histoire avec une merveilleuse intelligence », à défaut d'avoir pu ou su, contrairement à Charles de Gaulle, « la devancer », et qui, de l'avis de Jean Lacouture, laissera le souvenir de « l'un des chefs d'Etat les plus profondément français de l'histoire de France ». Rien, si ce n'est tout le mitterrandisme... dans son absolue

relativité. Car l'essentiel y est résumé en quelques pastels et en quelques mots. En effet, cet homme-là fut indéracinable parce qu'il pouvait dire « moi, je fais partie du paysage de la France; je sens la France charnellement; je n'ai pas besoin de théorie » sans qu'aussitôt on pousse de rire. Ce président-là fut jusqu'au bout indéchiffrable parce qu'il gérait son système de pouvoir « féodal » (dit Gilles Martinet) avec une telle goûte de l'autorité que son orgueil lui interdisait de rendre le moindre compte sur ses liens privés et publics, fût-ce avec un Bousquet. Ce magnifique « Portrait en surimpressions » n'a d'ailleurs pas qu'un intérêt esthétique ou docu-

mentaire. Bien au contraire. En cette campagne présidentielle, il étalonne le handicap que rencontre, dans le jeu politique, une personnalité comme celle de Lionel Jospin, si peu mitterrandienne. S'il a fallu tant de temps, dans le proche passé, à ce « François de Jarnac » pour fonder le socle d'ambiguïté qui lui permit, en 1981, de se faire élire à gauche par une France qui ne l'était pas vraiment, est-il possible, en 1995, que le paysage national ait à ce point changé qu'un autre homme de gauche puisse l'emporter sur la base personnelle d'un itinéraire moins riche, mais beaucoup moins ambigu ?

Après ce travail d'Hugues Le Paige et Jean-François Bastin, les autres portraitistes de François Mitterrand auront évidemment du mal à capter l'attention. Mais c'est une bonne chose que leur essai soit diffusé maintenant. Il ne pouvait y avoir meilleure introduction, par exemple, au documentaire plus didactique, plus journalistique, moins artistique mais parfaitement complet, et fort utile, réalisé pour La Cinquième par Michèle Costa et Guy Sélignann, dont le premier épisode (52 minutes) doit être diffusé le 14 mai dans le cadre du « Sens de l'Histoire ».

Alain Rollat

★ « Mercredis de l'Histoire », Arte, mercredi 3 mai à 20 h 45.
★ « Le Sens de l'Histoire », La Cinquième, premier épisode dimanche 14 mai à 16 h 30; second épisode dimanche 21 mai à la même heure.

Racaille

par Agathe Logeart

COMME chaque 1^{er} mai depuis des temps immémoriaux, la quincaillerie léniste était de sortie sur le pavé de Paris. On devinait par avance ce que l'on allait voir. On ressentait déjà l'écoeurement routinier devant ces visages galvanisés, entraînés par une Pucelle de patronage. On nous montrerait une fois de plus les crânes rasés, les intégristes à la mine ascétique, les gros bras à la cervelle de petit pois, les familles nombreuses bien-pensantes, ces caricatures ambulantes dont l'image heurtée déformait la respectabilité affichée du chef. Quelques heures durant, livrée à ce folklore nauséabond, la rue serait à eux. Ils l'emvahiraient de leur houle, de leurs rancœurs et de leurs haines mêlées. La tolérance avait aussi ce prix-là. On s'y résignait comme on avale un sirop amer, en se disant que Jeanne d'Arc avait bon dos, à qui l'on n'avait rien demandé.

Et puis, on eut envie de rire. Le bel ordonnancement qui avait propulsé Jean-Marie Le Pen au pied de l'Opéra, sur une scène qui paraissait immense, dominant une foule qui n'avait jamais paru si dangereusement épanouie, fut dérangé de belle manière. Ce fut un crâne de lèse-majesté, réjouissant comme un coup de pied aux fesses dans une farce de Guignol. Prestement déroulées par des mains impies, deux banderoles vinrent narguer l'orateur du Front national qui s'apprêtait à délivrer sa bonne parole de l'entre-deux-tours. Il en resta quelques instants coi. « Non au racisme, non au fascisme, ras le front ! », avaient inscrit les trouble-fête. Ne sachant où donner de l'ob-

jectif, les caméras vacillèrent un moment. Indécises sur le point de savoir s'il fallait filmer cette attaque terroriste ou guetter la réaction de Jean-Marie Le Pen. Retrouvant ses esprits, M. Le Pen improvisa une riposte à la mesure de l'affront. « La racaille se manifeste, le peuple passe ! » La racaille ! Ô le joli mot que voilà... Un mot de mépris, de raillerie, un mot qui rapetisse et veut faire mal. Quant au « peuple », il était passé, en effet, ignorant de ce qu'il avait abandonné dans son sillage.

LCI a interrogé deux clochards qui prenaient le soleil sous le pont du Carrousel. Ils ont raconté les grands garçons en treillis kaki, au crâne rasé, qui les avaient embêtés avant de s'en prendre à un jeune homme qu'ils avaient balancé dans la Seine. On apprendra plus tard que le jeune homme était marocain, qu'il avait vingt-neuf ans et qu'on l'avait repêché au fil de l'eau, mort. Ceux qui l'avaient « bousculé », comme le dirent plusieurs journalistes avec un curieux sens de la fiote, faisaient-ils partie des manifestants de M. Le Pen ? On le découvrirait peut-être. Mais M. Le Pen l'a relevé lui-même, qui était l'invité de France 2, ce genre d'« incident » (toujours ce délicat choix des mots...) intervient « comme par hasard » lorsque l'actualité est à l'heure du Front national.

Il y a des jours où la rencontre du hasard et de la vraie racaille, engendre des horreurs. Après le Comorien de Marseille, le Marocain du Carrousel... Hasard ? Racaille ?

MERCREDI 3 MAI

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.40 Série: 21, Jump Street.</p> <p>14.35 Club Dorothée vacances.</p> <p>17.30 Série: La Croisière-Foll'amour.</p> <p>18.00 Série: Les Nouvelles Filles d'a côté.</p> <p>18.30 Série: Le Miracle de l'amour.</p> <p>19.00 Magazine: Coucou ! (et 0.30).</p> <p>19.50 Le Bébé Show (et 1.15).</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.45 Sport: Football.</p> <p>En direct du Parc des Princes. Finale de la Coupe de la Ligue: Paris-Saint-Germain SC Bastia: 21.00, coup d'envoi: 21.45, mi-temps: 22.00, 2^e période: remise de la Coupe. Résumés édités en demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs par le Milan AC, l'équipe parisienne va essayer de se consolider avec la première des deux finales que ses joueurs auront à disputer: avant Strasbourg (Coupe de France), le Paris-SG repart ce soir Bastia (Coupe de la Ligue).</p> <p>23.05 Magazine: 37*5 le soir.</p> <p>Magrit, attention aux recettes miracles.</p> <p>1.20 Journal et Météo.</p> <p>1.35 Programmes de nuit.</p> <p>Histoires naturelles (et 3.10); 2.30, TF 1 nuit (et 3.00, 3.40); 2.40, Mémoires; 3.50, L'Aventure des plantes; 4.15, Côté cœur; 4.45, Musique; 5.10, Histoire de la vie.</p>	<p>13.55 Série: Stryker.</p> <p>15.30 Châli Muraen.</p> <p>Harley cours à vie; Mister T.</p> <p>17.25 Série: Seconde B.</p> <p>17.55 Série: Les Années collège.</p> <p>18.30 Série: Sauvés par le gong.</p> <p>18.45 Jeu: Que le meilleur gagne (et 3.30).</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel (et 2.00).</p> <p>19.50 Bonne nuit les petits.</p> <p>19.55 Tirage du Loto (et 20.45).</p> <p>19.59 Journal.</p> <p>20.50 Météo.</p> <p>20.55 Série: L'Insti.</p> <p>Angélus des coqueux, de Laurent Heynemann, avec Gérard Klein, Laura Favali.</p> <p>22.30 Magazine: Bas les masques.</p> <p>Présenté par Mireille Dumas. Célébrites, pour le meilleur et pour le pire. Reportages: La Foire aux célébrités; André et sa mère; Un week-end à la neige.</p> <p>23.45 Journal, Météo.</p> <p>Journal des courses.</p> <p>0.20 Le Cercle de minuit.</p> <p>1.35 Programmes de nuit.</p> <p>Histoires courtes: L'Orange amère, d'Olivier Sadock. La Bicouque, d'Annie Girard. 2.30, Emissions religieuses (rediff.); 4.00, 24 heures d'info; 4.40, Le Hubert Ciel; 4.50, Outremers; 5.45, Dessin animé.</p>	<p>13.05 Jeu: Presse-citron.</p> <p>13.35 Série: La Croisière s'amuse.</p> <p>14.40 Série: Magnum.</p> <p>16.15 Félix le chat.</p> <p>16.30 Les Minikoums.</p> <p>17.40 Une pêche d'enfer.</p> <p>18.20 Jeu: Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>Les images de lumière, Le Roman des lumières, de Bernard Charolère.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>A 19.03, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu: Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.40 INC.</p> <p>20.50 Magazine: La Marche du siècle.</p> <p>Divorce: les enfants ont un mot à dire. Invités: Pierre Coré; Marie Lacroix; Jocelyne Dahan; Maud et Alexandra Fauquet; Stanislas Graziani. Reportage: Les Enfants déchirés.</p> <p>22.30 Météo, Journal.</p> <p>23.05 Un siècle d'écrivains.</p> <p>Présenté par Bernard Rapp. Jean Claudoux, de Marcel Julien et Philippe Piazza.</p> <p>23.50 Documentaire: Les Cinq Continents.</p> <p>Retrouver Ould Moumen, d'izza Genin (rediff.).</p> <p>0.40 Musique Graffiti.</p> <p>Concerto pour violoncelle, d'Elgar, 1^{er} mouvement, par l'Orchestre philharmonique de Varsovie, sol. Nathalie Cien, dir. Jerzy Kawczynski (15 min).</p> <p>23.30 The Worst of Most Wanted. 0.00 The End 7 (90 min).</p> <p>EUROSPORT 19.00 Formule 1 Magazine (et 23.30). 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde: quarts de finale. 4^e poule A-1^{re} poule B, à Stockholm. 22.30 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde: quarts de finale. 1^{re} poule A-4^e poule B. 23.00 Football. En direct. Coupe de l'UEFA: match aller de la finale. 0.00 Prime Time Magazine (60 min).</p> <p>CINÉ CINÉFIL 18.55 The Great Saint Louis Bank Robbery. Film américain de Charles Guggenheim et John Stix (1959, N. v.o.). 20.30 La Femme en question. Film britannique d'Anthony Asquith (1950, N. v.o.). 21.55 Le Meunier de la famine. Film britannique de Jean Negulesco (1950, N.I.). 23.35 La Beauté du diable. Film français de René Clair (1949, N. 95 min).</p> <p>CINÉ CINÉFILAS 20.00 Séquences. 20.30 Cobra. Film américain de George Pan Cosmatos (1986). 21.55 La Thune. Film français de Philippe Galland (1991). 23.25 Gregory Peck, un homme indépendant. 0.20 La Maison des poupées 2. Téléfilm classé X (70 min).</p>	<p>13.30 M 6 Kid.</p> <p>La Foire du Trône; Kidnot; Tennis. Mighty Max; 14.05, Conan l'Aventurier; 14.55, M6i, Renart; 15.05, 20 000 Heures dans l'espace; 15.35, Highlander.</p> <p>16.05 Magazine: Mega 6.</p> <p>Présenté par Guillaume Starizik.</p> <p>16.25 Variétés: Hit Machine.</p> <p>17.00 Magazine: Fandine (et 0.40).</p> <p>Filles électriques: Catherine Ringet, Courtney Love, P.J. Harvey, Tora Amos.</p> <p>17.30 Série: Guillaume Tell.</p> <p>18.00 Série: O'Hara.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série: Agence Acapulco.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Série: Madame est servie.</p> <p>20.35 Magazine: Ecolo 6.</p> <p>Présenté par Michel Cellier. Planète chaux.</p> <p>20.45 Téléfilm: Amour et chocolat.</p> <p>De José Dayan, avec Bo Derek, Robert Hays (rediff.).</p> <p>Une belle milliardaire texane décide de racheter, pour des raisons fiscales, une petite fabrique normande de truffes en chocolat.</p> <p>22.30 Téléfilm: Légitime défiance.</p> <p>De George Standford, avec Louis Gossett Jr, Blair Underwood.</p> <p>Un homme libéré sur parole va tenter de remettre sur le droit chemin son fils, membre d'un gang de rues, qui reproche à ce père qu'il n'a pas vu depuis des années de l'avoir abandonné.</p> <p>0.10 Série: Emotions.</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>You Africa; 3.25, Le Ballet royal; 4.20, Sports et Découverte (61); 5.15, Fréquentar.</p>	<p>13.35 Décade pas Bunny.</p> <p>14.30 Documentaire: Un tournage avec les babouins d'Ethiopie.</p> <p>O'Antoine de Mamy et Jean-Yves Collet.</p> <p>15.00 Le Journal du cinéma.</p> <p>15.05 Téléfilm: Avec intention de nuire.</p> <p>De John Patterson, avec Tim Matheson, Emma Samms.</p> <p>16.45 Sport: Basket-ball américain.</p> <p>Match de la NBA.</p> <p>18.00 Canaille poluche.</p> <p>Rock'n'Co.</p> <p>En clair jusqu'à 21.00</p> <p>18.30 Jeu: Pizzarollo.</p> <p>18.40 Nulle part ailleurs.</p> <p>Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.</p> <p>19.20 Magazine: Zéorrama.</p> <p>Présenté par Dany d'Enza, Eric Laugier, Marianne Nuzan, Albert Aigoud, Christophe Berin, José Garcia, Karl Zéro.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.</p> <p>Présenté par Isabelle Giordano.</p> <p>21.00 Cinéma: La Disparue.</p> <p>Film américain de George Sluizer (1992).</p> <p>22.45 Flash d'informations.</p> <p>22.50 Cinéma: Pas très catholique.</p> <p>Film français de Tonia Marshall (1993).</p> <p>0.30 Cinéma: Grand Bonheur.</p> <p>Film français de Hervé Le Roux (1992).</p> <p>2.45 Surprises (15 min).</p>	<p>13.00 Jeu: Ça déménage.</p> <p>13.30 Débat: Les candidats à la présidence de la République (rediff.).</p> <p>Lionel Jospin-Jacques Chirac. Sous-titré et en langue des signes française.</p> <p>15.45 Allô ! La Terre, Le Feu (3).</p> <p>16.00 La Preuve par cinq.</p> <p>De l'URSS à la Russie (3, rediff.).</p> <p>16.35 Inventer demain.</p> <p>Albert Jacquard, généticien (3).</p> <p>16.45 Les Grandes Inventions (rediff.).</p> <p>Le premier satellite de l'espace.</p> <p>17.00 Jeunesse. Les explorateurs de la connaissance, Téléchat.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Eco et compagnie.</p> <p>18.15 L'Amour en questions.</p> <p>De la fécondation à l'embryon.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>Peurs animales, les serpents.</p> <p>19.00 Magazine: Confeetti.</p> <p>Comment renouer sa cuisine.</p> <p>19.30 Histoire naturelle de la sexualité.</p> <p>Ouvr. parmi les autres (5).</p> <p>20.20 Le Dessous des cartes.</p> <p>Russie. Tchétchénie.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Les Mercredis de l'Histoire.</p> <p>Présenté par Alexandre Adler. François Mitterrand, portrait en surimpressions, de Hugues Le Paige et Jean-François Bastin.</p> <p>Un portrait inédit de François Mitterrand réalisé pour la télévision belge.</p> <p>21.40 Soirée Musica: Les Jolies Voix de mai.</p> <p>21.41 Concert Maria Callas.</p> <p>Covent Garden 1962. Avec l'Orchestre du Royal Opera House, dir. Georges Prêtre.</p> <p>22.05 Pierre Fournier.</p> <p>Avec Pierre Fournier (violoncelle), Jean Fonda (piano) et l'Orchestre national de France, dir. Sercu Calbédache.</p> <p>22.45 Barbara Hendricks chante Duke Ellington.</p> <p>Accompagnée par le Quincy Alexander Trio. Enregistre au Festival de jazz de Montreux les 17 et 18 juillet 1994.</p> <p>23.55 Endroit.</p> <p>L'identité post-communiste, avec Heinz Wislmann et Ilija Zepelovic.</p> <p>0.45 Cinéma: Naupet.</p> <p>Film arménien de Henrik Mahian (1977, v.o. rediff.).</p> <p>2.15 Rencontre.</p> <p>Avec René Dumont et Jean-Denis L'Empereur (10 min).</p>

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 28 avril. 21.00 Temps présent. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu des célébrités (et 0.55). 22.40 Feuilletton: La Sorcière. 23.30 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 19 avril. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.40 Objectif canopée. De Karl Prokop. 20.35 L'après: au cœur du goulet chinois. De Roger Fringant. 21.25 Les Visiteurs de l'espace. De Juhan Al Gramm. 22.25 Attentat à Beyrouth. De David Whitch. 23.15 L'Ouest, le vrai. De Craig Hatfield (64/65). Butch Cassidy et le Kid. 0.05 L'Enfer. De Geoff Haines-Stiles. Eugène Ionesco et Erna Alesius (77). La Maison de tanan (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30). 23.15 19.45 Archives. 20.00 Paris Match. Première (et 21.55). 21.00 Paris modes.

22.25 Le Court en dit long. 0.00 Concert: Gloria Estefan. Enregistré en 1991 (60 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 18.00 Coup de bleu dans les étoiles. 18.15 Capou. 19.15 Domino. 19.30 Série: Zorro.

CANAL JIMMY 20.00 Série: Au nom de la loi. 20.30 Série: Private Eye. 21.20 Série: Star Trek. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série: Seinfeld. Les Toilettes. 22.40 Série: Les Incompréhensibles de Chicago. 23.30 Nonante. 0.30 Série: Oream On. 0.55 Série: New York Police Blues (50 min).

SERIE CLUB 19.50 Série: Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série: Les deux font la loi. 20.45 Série: L'Age de cristal (et 0.00). La Crypte. 21.40 Série: Mission impossible. 22.30 Série: Code Quantum. La Malédiction du pharaon. 23.15 Série: Equalizer. 0.50 Série: La Florentine (45 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30). 20.10 MCM mag (et 22.30, 1.00). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Radio mag. 21.30 MCM rock legends. 23.00 X Culture. 0.30 Blah-Blah Métal (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Guide to Alternative Music. 22.00 The Worst of Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic.

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Jean-Michel Delacomptée (Et qu'un seul soit l'ami, la Boëtie). 19.30 Perspectives scientifiques. La faune des abysses. 3. Les inventaires et les sources hydrothermales. 20.00 Le Rythme et la Raison. La Chanson engagée (3). 20.30 Tire la langue. Jacques Drillon, ou la fantaisie du trouver. 21.32 Correspondances. Oes nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. Théâtre et sida: une histoire d'élèves de lycée. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Vivre la différence: les Chinois en Suisse (1). Une émission de la Radio suisse romande. 22.40 Les Nuits magnétiques. Toulouse: ville rose, cité du bleu pastel. 0.05 Du jour au lendemain. Jean Bollack (La Naissance d'Edipe). 0.50 Coda. Les couleurs de la nuit. 3. Xavier Garcia, Luis de Pablo. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entrepreneurs avec Julien Duvivier; 2.16, Claudio Magris (Une autre mer).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Marina Vlady, comédienne. 20.00 Concert. Donné le 2 août 1994, en l'église de Mukula, Guy Bover, orgue; Kochersperger Spaniel, de Kotter; Jelymors in Cyfars vel etiam in organs. En Frouwin edel von natuer, extraits du Buchener Orgelblatt; Der juden Tanz, de Newsidler; Veni Redemptor gentium, Praeambulum resonet in laudibus, de Drusina; Upon la my re Gloria tibi Trinitas, My Lady Carey's Dompe, anonyme; Tiento IX, de Henestrosa; Pavana con su glosa, de Cabezon; Tientos 61 et 62, de de Arana; Carcona, de Buntehude; Cantilena anglica fortunata, de Scheidt; Fantasia chromatica, de Sweelinck; Improvisation sur un thème de La Panthere rose, de Bover. 22.00 Soliste. Frans Bruggen, flûtiste et chef d'orchestre. Sérénade K. 250 (extrant), de Mozart, par l'Orchestre du XVIII^e siècle, dir. Frans Bruggen. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Chailley, Sancon, Zbinden. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Modama, De Victoria, Frescobaldi, Cavalli. 0.00 Jazz vivant. Le trio du pianiste Kenny Werner et l'orchestre du saxophoniste Joe Lovano, a Radio-France et à l'auditorium des Halles. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector

صكنا من الاجل

Le Monde

MERCREDI 3 MAI 1995

Stockholm menace d'expulser des Croates bosniaques

Cent mille ex-Yougoslaves sont réfugiés en Suède

KARLSKRONA
de notre envoyé spécial
« Si nous retournons en Bosnie, on sait exactement ce qui nous attend, nous serons incorporés de force dans l'armée et on nous enverra au front. C'est déjà arrivé à plusieurs de mes camarades et l'un d'entre eux a été tué. » Jospin Jaksevic, dix-huit ans, fait partie de la trentaine de réfugiés croates de Bosnie, qui depuis le 20 mars, vivent jour et nuit dans l'église de la Trinité (athérienne) à Karlskrona, petite ville de garnison du sud de la Suède, au bord de la Baltique. Ce lundi 1^{er} mai, ils écoutent la radio en permanence pour suivre l'évolution des négociations sur la prolongation, ou la rupture, du cessez-le-feu qui se déroulent à Sarajevo et ils s'inquiètent des événements de Krajina.

PROTESTATIONS
Le 24 avril, la Suède, qui a accueilli au total, depuis le début de la guerre, plus de cent mille réfugiés de l'ex-Yougoslavie, a décidé d'expulser les Bosniaques munis d'un passeport croate. « Une pièce d'identité qu'il a fallu souvent payer entre 100 et 500 deutschemarks », explique Jospin, originaire de Jajce. Près de cinq mille, répartis dans tout le royaume - et deux cents à Karlskrona - vivent ainsi aujourd'hui sous la menace d'être renvoyés dans leurs « foyers », qui souvent, disent-ils, n'existent plus. La plupart sont arrivés entre décembre 1993 et avril 1994 via la Slovaquie, l'Autriche et l'Allemagne. Au cours de l'été 1993, le gouvernement suédois avait imposé le visa pour les réfugiés de Bosnie, mais pas pour les Croates d'Herzégovine qui ont pu, de cette façon, continuer à trouver une terre d'asile en Allemagne et en Suède. « On s'est rendu en Suède pour être

le plus loin possible de la guerre. » Cette décision d'expulsion ayant soulevé une tempête de protestations dans les milieux politiques et religieux, le ministre social-démocrate de l'immigration, Leif Blomberg, engagé des négociations avec la Croatie pour s'assurer que les autorités de Zagreb ne renverraient pas en Bosnie-Herzégovine les réfugiés en question. Ces garanties, estime-t-on côté suédois, ont été obtenues lors de la récente visite à Stockholm du vice-premier ministre croate, Vica Kostovic.

Ce n'est pas l'avis des familles qui occupent l'église de Karlskrona avec la bicoque de la pasteur Stefan Lövgvist. Pour Jospin, Martin et leurs camarades, « les réfugiés bosniaques sont mal vis en Croatie, on les parque dans des camps de fortune et ils n'ont pratiquement aucune possibilité de trouver du travail. L'hébergement Arena, de Zagreb, a publié un rapport sur nous et la revue nous présente comme des bandits qui vivent de l'aide sociale suédoise... »

Mais le ministre suédois, qui a rencontré à plusieurs reprises une délégation de réfugiés, reste sourd à ces arguments et affirme que la décision du gouvernement sera mise en œuvre « dans les jours ou les semaines qui viennent ». A Karlskrona, quarante-deux réfugiés ont déjà reçu par la poste leur « avis d'expulsion » et les auteurs de l'administration pénitentiaire, chargés du transport, seraient, dit-on, prêts à partir. Dernier espoir peut-être des réfugiés menacés d'expulsion : la manifestation de soutien prévue, mercredi 3 mai, devant le Parlement à Stockholm, à l'appel de nombreux intellectuels et artistes suédois.

Alain Debove

Alain Juppé critique Lionel Jospin et met en cause « Le Monde »

INVITÉ DE « 7 SUR 7 », sur TF1, dimanche 30 avril, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et président par intérim du RPR, a critiqué Lionel Jospin, en reprochant au candidat socialiste de présenter un programme qui est « à peu près sur tous les thèmes » celui du Parti socialiste en 1981. Dénonçant comme une « supercherie » la thèse selon laquelle M. Jospin serait « devenu un bon social-démocrate », M. Juppé a mis en cause à ce propos, allusivement, *Le Monde*, présenté comme « un des journaux officiels du Parti socialiste, qui paraît dans l'après-midi à Paris, très régulièrement, tous les jours ». « Chacun le reconnaît », a-t-il dit en réponse à une question l'invitant à préciser son propos.

Chacun reconnaît d'instinct dans *Le Monde* « l'un des journaux officiels du Parti socialiste » que ce quotidien a publié, entre autres, depuis 1992, six entretiens avec M. Juppé et dix « points de vue » de l'ancien président intérimaire du RPR. Par ailleurs, il se réclame à côté, avec les adversaires de ce parti, que sa doctrine en matière d'information se résume à un point : « Qui n'est pas avec nous est contre nous » - P. J.

DÉPÊCHES
■ **COLLISION FERROVIAIRE** : deux agents de la SNCF sont morts et treize autres personnes ont été blessées dans une collision entre un train de voyageurs et un poids-lourd, mardi matin 2 avril, sur un passage à niveau à Ajuzax, près de Morcenx (Landes). Le train express régional (TER) assurait la liaison entre Morcenx et Mont-de-Marsan, a heurté vers 6h25, peu après son départ, la remorque d'un camion obstruant la voie sur le passage à niveau numéro 4, situé à environ 5 kilomètres de Morcenx. Selon les premières informations, le camion a franchi le passage à niveau alors que les barrières étaient fermées. Le conducteur et l'aidé-conducteur du TER ont été tués. Neuf des treize blessés n'ont été que légèrement touchés.

■ **PRÉSIDENTIELLE** : Michel Rocard a souhaité, mardi 2 mai, sur Europe 1, que le débat télévisé entre Lionel Jospin et Jacques Chirac « confirme » que le candidat socialiste « est le plus rigoureux, le plus cohérent et le plus construit dans sa pensée politique ». L'ancien premier ministre a, à l'inverse, estimé que « voter pour Chirac, c'est voter pour on ne sait pas qui : c'est voter pour l'appel de Cochon et pour la dénonciation du parti de l'étranger ou pour un supporter fanatique du traité de Maastricht, c'est voter pour le parti du travailisme et la française ou voter pour le premier ministre quasi l'athéticien de 1986 ».

■ **OCUMÉNISME** : le pape a célébré à Trente (Italie), dimanche 30 avril, le 450^e anniversaire de l'ouverture, dans cette ville, du concile dit de la Contre-Réforme (1545-1563), destiné à lutter contre l'influence des idées de Martin Luther. Il a encouragé les experts et les théologiens, chargés du dialogue avec les Églises protestantes, « à travailler avec passion en faveur d'un retour à l'unité visible de tous les chrétiens ». L'an 2000, a ajouté Jean Paul II, doit être mis à profit pour « que l'unité des chrétiens de toutes les confessions se renforce jusqu'à parvenir à la pleine communion ». Il n'en a pas moins confirmé la validité des décisions du Concile de Trente. - (AFP)

■ **FINANCES** : la banque d'investissement américaine, Lazard Frères and Co, l'une des dernières firmes de Wall Street détenue par ses associés gérants, est devenue lundi 1^{er} mai une société à responsabilité limitée, mettant ainsi son capital à l'abri d'un éventuel revers financier.

Duel

par Pierre Georges

NOUS SOMMES tous des Victor Hugo. Pour la curiosité, du moins. « Quand je tiens un bon duel, je ne le lâche point. » Nous tenons un bon duel, un duel pour l'Elysée, un duel pour les beaux yeux de Marianne, nous ne le lâchons point.

La difficulté, évidemment, est ici d'en parler avant et de paraître après. Quand ces lignes arriveront en province, tout sera dit. MM. Duhamel et Durand, arbitres des élégances, auront fait leur office, qui est de passer les candidats à la question. M. Chirac et M. Jospin en auront décousu à la masse d'armes, au fleuret ou au canon de marine. Et il n'est pas impossible que l'un des deux gise sur le pré du studio 101, le nez dans le scrutin.

Formidable perspective ! Ce duel rituel et septennal, organisé dans les règles de l'art, procède d'un art précieux et délicat, un rien barbare tout de même, qui consiste, en champ clos, à régler des questions d'honneur et de préséance. « Aller, messieurs, et que le meilleur l'emporte ! »

Nos ancêtres les Germains, et non les Gaulois en cette matière, avaient tout inventé. Même l'emplacement des caméras. Lisons le Grand Larousse du XIX^e, providence des non-spécialistes de la chose. Les Germains, qui avaient foi naturelle en la barbarie, implantaient le duel dans les Gaules. Le combat avait lieu dans un champ clos, autour duquel était tendue une corde. Les combattants avant d'en venir aux mains prenaient place sur deux sièges drapés de noir. Puis, certaines pratiques religieuses accomplies, ils juraient n'avoir eu recours à aucun sortilège. Mais on s'accordait foi à leur serment qu'après l'avoir

contrôlé par une visite des plus minutieuses. On leur partageait ensuite, dans une égale mesure, l'espace, le vent et le soleil. Le maréchal de camp ouvrait la lutte en criant : « Laissez aller les bons combattants ! »

On ne sait, qu'à l'Alain Duhamel ou de Guillaume Durand ordonnera, ordonne le laisser-aller aux bons combattants. Mais retenons que les similitudes sont troublantes. Les sièges, tirés au sort, Jospin main gauche, Chirac main droite. Le soleil des spots également partagé. Le champ clos devenu huis clos. L'espace équitablement réparti comme temps de parole. Et ainsi de suite.

Nos ancêtres les Germains, Chirac et Jospin, auront pu tout à loisir se préparer, suivre un entraînement, ce qu'aujourd'hui on appelle un *media training* peaufiner quelque botte secrète. Ils auront eu, en leur retraite, toute latitude pour méditer quelques fortes pensées sur le sujet. Ainsi Molière : « Un duel met les gens en mauvaise posture. » Ainsi La Bruyère : « Le duel est le triomphe de la mode. »

Et, s'ils n'eurent point l'envie ni le temps de méditer, du moins, espérons-le pour eux, auront-ils eu le bon goût d'en rire. A l'image de ce fameux et farceur duel du XIX^e siècle. « Monsieur, dit un extravagant, il ne s'agit pas d'un duel ordinaire ; nous allons tous les deux nous jeter par la fenêtre. » « L'accepte, répondit l'autre, à la condition que vous sauterez le premier. »

Jacques Chirac et Lionel Jospin vont se jeter, se sont jetés, ensemble par l'étrange et immense fenêtre sur la France. Comme l'on dit chez les Germains facétieux, que le premier arrivé attende l'autre !

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Iran : les États-Unis veulent contrer les ambitions du régime 2
Rwanda : le périlleux retour des Hutus dans leurs villages 3
Italie : ouverture du procès des assassins présumés du juge Giovanni Falcone 4
Croatie : offensive militaire contre les Serbes sécessionnistes 5

FRANCE

Présidentielle : questions avant le face-à-face télévisuel des deux candidats 6
1^{er} mai : nombreuses manifestations syndicales unitaires 8
La mort d'un Marocain lors de la manifestation du FN à Paris 9
Après le 7 mai : la difficile équation budgétaire du nouveau président 10

SOCIÉTÉ

Exclusion : acteurs sociaux et élus s'interrogent sur l'avenir du RMI 12

HORIZONS

Enquête : La défaite en politique, cette profonde blessure 14
Tribunes présidentielles 15

Éditoriaux : La politique de l'embar-go ; L'impénitence sociale 16

ENTREPRISES

Journées d'action : les salariés se préparent à un « troisième tour social » 17

AUJOURD'HUI

Sciences : de petites entreprises innovent en créant de nouveaux matériaux 21
Culture : la Renaissance italienne s'expose à Paris 26
Dessin : deux expositions éclaircissent les énigmes de cet art 27
Printemps de Bourges : 1995, l'année du succès retrouvé 28

SERVICES

Carnet 13
Finances et marchés 19-20
Abonnements 25
Agenda 25
Météorologie 25
Mots croisés 25
Guide culturel 29
Radio-Télévision 30-31

Tirage du Monde daté dimanche 30 avril-mardi 2 mai : 565 707 exemplaires

BOURSE

Cours relevés le mardi 2 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE		
OES PLACES ASIATIQUES		
Tokyo Nikkei	15806,80	-0,46 -13,35
Hong Kong Index	8361,08	+0,39 +0,42
Tokyo Nikkei sur 3 mois		
1994,30		
1799,70		
1799,45		
1600,76		
1580,30		

OUVERTURE		
OES PLACES EUROPÉENNES		
	Cours au 28/4	Var. en % Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1918,46	-0,65 +1,98
Londres FT 100	3224,80	+0,22 +5,19
Zurich	—	-1,89
Milan MIB 30	—	-1,85
Frankfurt Dax 30	2020,39	-0,38 -4,09
Bruxelles	1421,84	+0,13 +2,31
Suisse SMI	—	-1,97
Madrid Iber 35	—	-0,69
Amsterdam CBS	—	+0,21

Spécial élection
Le texte intégral du débat télévisé Chirac-Jospin
Mercredi 3 mai
dans *Le Monde* daté 4
A l'occasion du face-à-face entre les deux candidats, un numéro exceptionnel de 40 pages.
La suite des manœuvres à Paris et dans les régions, celle-ci...
Le Monde

DANS LA PRESSE

Le Front national dans la campagne

LE FIGARO
A qui fera-t-on croire que 15 % des électeurs sont devenus fascistes ? Qui peut penser que les Alsaciens et les Lorrains qui ont voté massivement pour Le Pen sont tentés par le néonazisme ? Peut-être ont-ils quelques raisons d'être plus farouchement patriotes et plus soucieux de l'identité nationale que les Français de l'intérieur. Ils aiment que l'oo rassure leur fierté d'être français. (...) Les votes Front national sont le produit de l'ère méditerranéenne, de sa cascade d'échecs économiques et sociaux, et particulièrement de sa politique en matière de sécurité et d'immigration, tandis que son goût de l'internationalisme jette un doute sur l'avenir de l'identité française.

Alain Peyrefitte

LIBÉRATION
La banalisation électorale du Front national ne peut se faire qu'au prix d'un aveuglement absurde, et néfaste, sur la violence des pulsions meurtrières qu'il convoque et traduit dans la faconde roodouillarde-franchouillarde d'un Le Pen. (...) On ose espérer que désormais l'uo et l'autre candidats, et tous leurs partisans et porte-parole, auront la décence de s'abstenir de la moindre retape, même allusive, envers l'électorat léniniste.

Gérard Dupuy

EUROPE 1
Quand on voit à quel point il y a des liens directs et presque mécaniques entre les idéologies de violence (...) et des comportements criminels d'un certain nombre de déséquilibrés, cela introduit inévitablement des distances, notamment chez ceux qui ont été nombreux à voter pour Jean-Marie Le Pen, des gens qui refusent les malheurs que leur impose aujourd'hui la société beaucoup plus qu'ils ne recherchent la violence.

Alain Duhamel

LAPIDUS
POUR HOMME

C'est pour les jeunes au travail c'est le mag

L'INSTANT D'ÉTERNITÉ

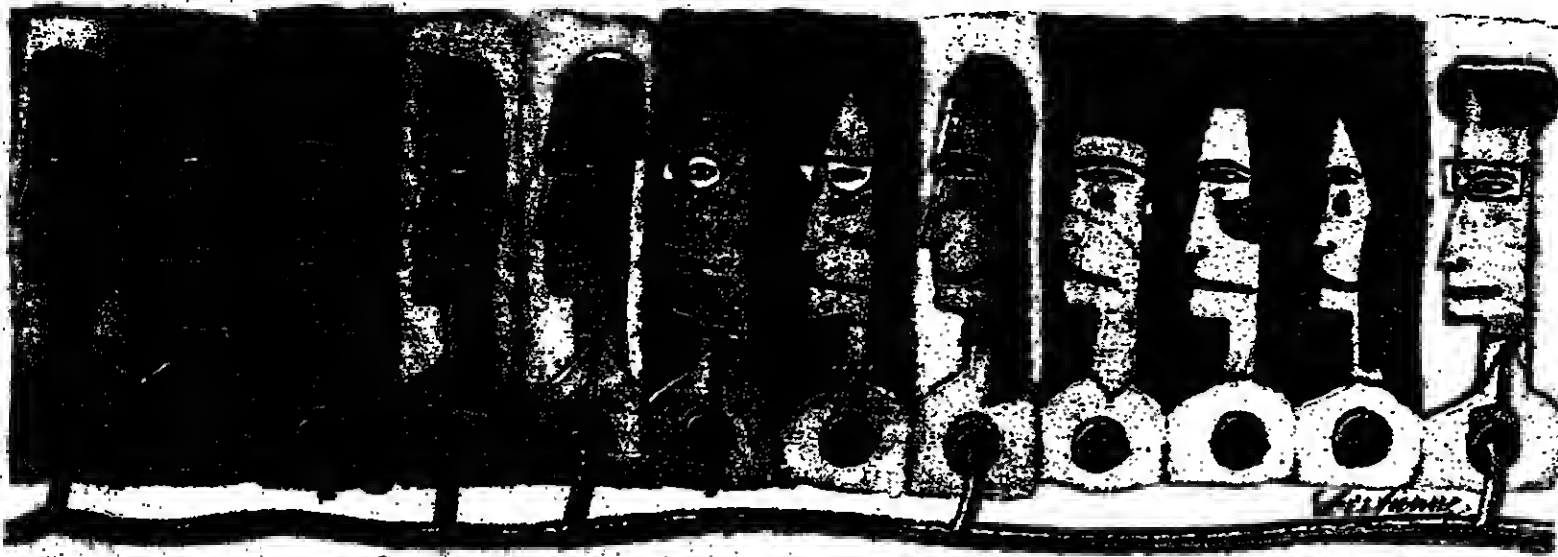
Le Monde

INITIATIVES

Les copains d'abord

Ces réseaux qui améliorent le travail

Il suffit parfois d'un rien pour illuminer un jour dans une semaine de travail. A un détail ou une réflexion, voilà que s'établit une connivence sans réserve ni raison, instiguée mais pourtant indéfectible. Sans les mots qui vont avec, une complicité durable naît. C'est ainsi qu'un déjeuner dit d'affaires se transforme aussitôt en une rencontre de vieux amis, sans qu'on l'ait vraiment cherché, et que se dissolvent des liens que ne devrait pas



expliquer la complexité d'un moment. Fallait-il que ce soit un bistrot qui propose une andouillette AAAAA (Association des amis de l'andouillette authentique et artisanale) ou que le bouillonné défile des langues habillées à l'eau minérale ? Toujours est-il que cette occasion-là, mémorable entre toutes, a transformé une discussion professionnelle en un moment d'exception qui justifiera des fidélités.

Brassens avait raison de chanter *Les Copains d'abord*, parce qu'il y a de cela dans l'initiation des relations, et donc des complicités, que se crée la vie dans une entreprise. Une expression bien venue, un geste, une affinité, et c'est à la vie ou à la mort, quels que puissent être ensuite les désaccords ou les divergences d'intérêt, toujours teintées d'une tendresse inexplicable. Pour une confiance ou une communion de vues d'un instant, voilà que des carapaces tombent et que des attitudes compassées s'oublient, hors contraintes sociales et hiérarchiques.

Nul ne dira jamais assez le rôle bienfaiteur des réseaux au sein d'une collectivité de travail. A condition, toutefois, qu'il soit conçu-vécu comme un moyen involontaire pour réguler d'inévitables tensions ou qu'il serve, bien que ce ne soit pas son objet initial, à améliorer, et donc à détourner positivement des procédures défectueuses. Rien ne serait pire, en effet, que de croire son sort déterminé par des contraintes inavouables, que d'imaginer qu'il puisse exister des contre-pouvoirs illégitimes, ou qu'une telle d'analyse suppose des règles du jeu. Les coteries, les clans, les corps - pour ne pas aller jusqu'à - n'ont jamais aidé au fonctionnement limpide des organisations.

En revanche, des dirigeants de sociétés a priori

transparentes ne soupçonnent pas toujours l'avantage qu'ils tirent, à leur insu dans la plupart des cas, de ces mille fils qui viennent corriger les dysfonctionnements, le plus souvent pour le profit exclusif « de la boîte », comme disent les adeptes discrets de ces pratiques. Il y a du « circuit court », donc de l'efficacité, dans ces filiations discrètes, même pas imaginées pour cela, qui corrigent l'effet désastreux d'une foultitude de détails, petites ou grandes anicroches. Tout cela au nom d'un patriotisme d'entreprise ou, plus prosaïquement, de service ou de catégorie.

Au plus simple, mais à chaque fois parce que cela met en relation des salariés qui ne sont pas théoriquement appelés à travailler ensemble, ou pas au même niveau, l'observateur attentif découvrira que des solutions sont trouvées parce que des filiations extérieures mais imprévisibles permettent d'établir des relations de confiance, dépourvues d'arrière-pensées. Par exemple, le fait de pratiquer un même sport, de se

retrouver lors de sorties du comité d'entreprise autorisera un cadre d'un service donné à appeler un employé spécialiste d'un autre domaine pour régler un problème crucial. Sans difficulté. De même, partager les mêmes passions, hors du travail, améliorera les contacts entre deux entités qui ont pourtant pris l'habitude d'être rivales par chefs interposés.

Se découvrir pays ou voisin facilite la discussion toute professionnelle, à coup sûr. Un signe ou une référence suffisent pour se comprendre et esquiver la demande légitime de son environnement soupçonneux. Combien de secrétaires n'ont-elles pas pu résoudre des conflits insurmontables entre deux patrons acariâtres parce qu'elles effectuaient ensemble le parcours jusqu'au terminus du métro ? Avoir partagé des références culturelles ou des soucis semblables justifie des accommodements, tout comme de se savoir sur le même plan pour cause d'origine commune.

Les alentours de l'entreprise servent aussi à profiter de ces rapprochements. Un sandwich partagé au café du coin fait tomber des réticences, tout comme jouer ensemble au Loto, et au moins autant que d'avoir suivi la même école, fut-elle supérieure. Aller à la piscine à l'heure du déjeuner fait tomber des barrières, tout comme de se retrouver à la porte de la crèche. Les femmes, d'ailleurs, savent cultiver cette solidarité jusque dans les moindres détails quotidiens. Un enfant malade, une grossesse, des ennuis à la maison, et c'est toute une chaîne de réciprocité qui se met en place, hors planning, mais pas toujours contre l'intérêt du service. Au contraire.

Ces derniers temps, d'autres éléments sont venus renforcer les réseaux informels. Avoir en commun

■ **AM FIL DU TEMPS**
Des liens d'amitié, informels, se tissent

par Alain Benne-Méry

■ **SYMPATHIES MATERNELLES**
Petits arrangements, échanges et dons...

par Philippe Baverel

■ **CES PHÉNOMÈNES DISCRETS**
Patrick Degraeve, sociologue : « On observe un retour à la parole »

par Jean Menanteau

PAGE II

■ **ÊTRE « PAYS »**
Être issu d'un même terroir élargit le champ des échanges

par Marie-Béatrice Baudet

■ **SOLIDARITÉ POST-CRISE**
Les épreuves vécues en commun rapprochent les gens

par Catherine Leroy

■ **HOBBIES COMMUNS**
Des petits réseaux... visibles et invisibles

par Marie-Claude Betheder

PAGE III

commu une épreuve, dont un plan social naturellement, rapproche ceux qui l'ont vécue. Les tensions ont forgé un groupe qui a éprouvé sa force et ses limites. Peu à peu, les plaies se cicatrisent, les reproches s'effacent et il ne reste plus que la volonté d'être solidaires pour, étant plus soudés, gérer la suite. Car, à chaque fois, ce qui serait aux yeux des autres, extérieures, comme une sensibilité, est aussi une façon de travailler en harmonie. Pour le bien de tous, quoi qu'en pensent ou en puissent voir « les autres », trop formalistes pour comprendre ce qui, humainement et professionnellement, rend ce mode de fonctionnement secret attachant, d'abord, et performant ensuite. Peu importe le jugement de ceux qui ne font pas partie des « copains ».

Alain Lebaube

TRIBUNE
■ **CRÉONS DES EMPLOYEURS**
par Guy Hongre

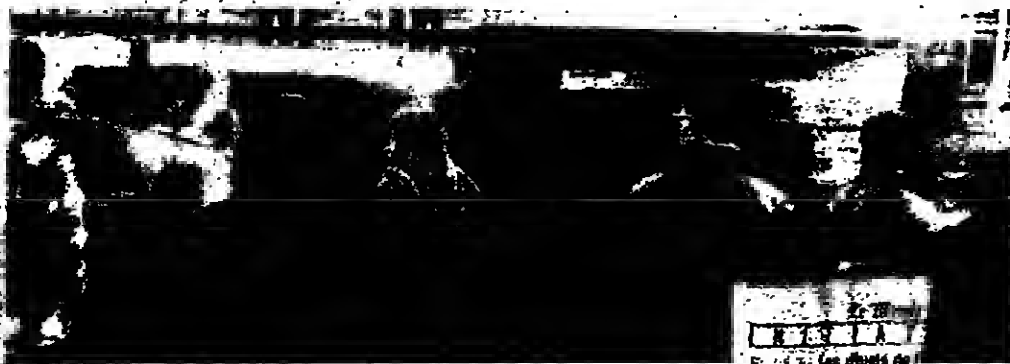
FORMATION
■ **STAGES A L'EXPORT**
par Philippe Baverel

ÉCHOS

LIVRE

PAGE IV

C'est pour les jeunes diplômés
et les jeunes au travail, c'est le mardi 16 mai *,
c'est le magazine CAMPUS.



* mardi 16 mai

Pour agir et pour réfléchir



● A MI-PARCOURS
PROFESSIONNEL
● DYNAMISEZ VOS
ACTIONS ET VOS
PROJETS



Pour la première fois en France, un partenariat réunissant :
♦ consultants-formateurs,

♦ enseignants : chercheurs ou issus de l'entreprise,
propose une formation-action diplômante :

**3EME CYCLE MANAGEMENT
DES IAE.
D.E.S.S. CAAE EN PARCOURS SENIOR**

Ce programme s'adresse à des
cadres exerçant des responsabilités professionnelles
depuis plus de 10 ans.
Organisée en modules mensuels de 2 jours et demi,
cette formation SENIOR est
compatible avec votre activité professionnelle.

1ère session (30 personnes) octobre 1995 à juin 1997.

Limite de dépôt de votre dossier le 15 juin 1995.

Pour recevoir rapidement une brochure ou un dossier de candidature,
télécopiez-nous votre carte de visite au 72 72 44 74

IAE de Lyon - Université Jean Moulin - 15, quai Claude Bernard - BP 0638 - 69228 Lyon cedex 02

Pôles
accueil

Tél. : 72 11 37 85
Nathalie SUREAU - Lyon

Tél. : 46 20 02 93
Anne GILLETTE - Paris

Au fil du temps

Des liens d'amitié se tissent (ou se dénouent) de manière informelle

Il y a des sentiments qui ne se commandent pas. Des heures durant passées côte à côte naissent sur le plan humain des attirances ou des répulsions profondes. La solidarité sur le lieu de travail peut s'exprimer de diverses façons. Elle peut être ouverte, et de notoriété publique, ou bien plus discrète et, bien que nouée au travail, ne se développer qu'en dehors des heures ouvrables. Elle peut s'exprimer aussi par la bande. Au fil du temps, des réseaux, voire des clans, se structurent au sein des entreprises.

Il existe des systèmes de cooptation classique, le réseau dit des « grandes écoles » ou des personnes appartenant à un même corps dans le secteur public est bien connu. De même, dans certains grands groupes privés se constituent des écuries. Sous ce vocable on désigne généralement des jeunes poulains qui sont peu ou prou sous la tutelle d'un même chef. Ils forment sa garde rapprochée. Les relations sont à double sens. Eux apprennent à ses côtés. Lui a un entourage fidèle qui lui permet de « se démultiplier ». Certaines directions générales encouragent la constitution de telles écuries dont la vitalité ou l'émulation doit bénéficier à l'intérêt supérieur de la firme.

LIEU DE VIE

Des complications durables s'établissent encore sur des comportements identiques ou le partage de valeurs communes. Il y a des « événements » qui marquent : avoir été sur les barricades en mai 68 ensemble, par exemple. Avoir des affinités, des tempéraments identiques, tissent des liens. Des « forts en gueule » apprécient d'autant mieux leurs collaborateurs que ces derniers ont du répondant ; des stressés peuvent se sentir stimulés par l'angoisse de leurs proches. Ou les fûls. Se comprendre à demi-mot, avoir le même sens de l'humour ou des réactions semblables face à un événement, trouver un alter ego qui vous complète dans l'accomplissement de vos missions, tout cela peut constituer la trame de réels rapprochements.

Partager les mêmes passions, hors du travail, peut améliorer les contacts entre deux groupes qui ont pourtant pris l'habitude d'être rivaux. Nées du contact quotidien et permanent, ces relations humaines sont très fluides, parfois impalpables. Elles reposent sur des nuances et de la psychologie appliquée. L'amitié, le regroupement, peut aussi naître du sentiment d'être sous le coup d'une menace commune : un plan social qui se dessine peut développer des stratégies de contournement de l'autorité. Allumer des contre-feux collectifs ou déclencher des signaux d'alerte deviennent alors des moyens vitaux à l'origine de solides amitiés. Comme il peut susciter des suspensions, des divisions internes, la fracture d'une communauté de travail.

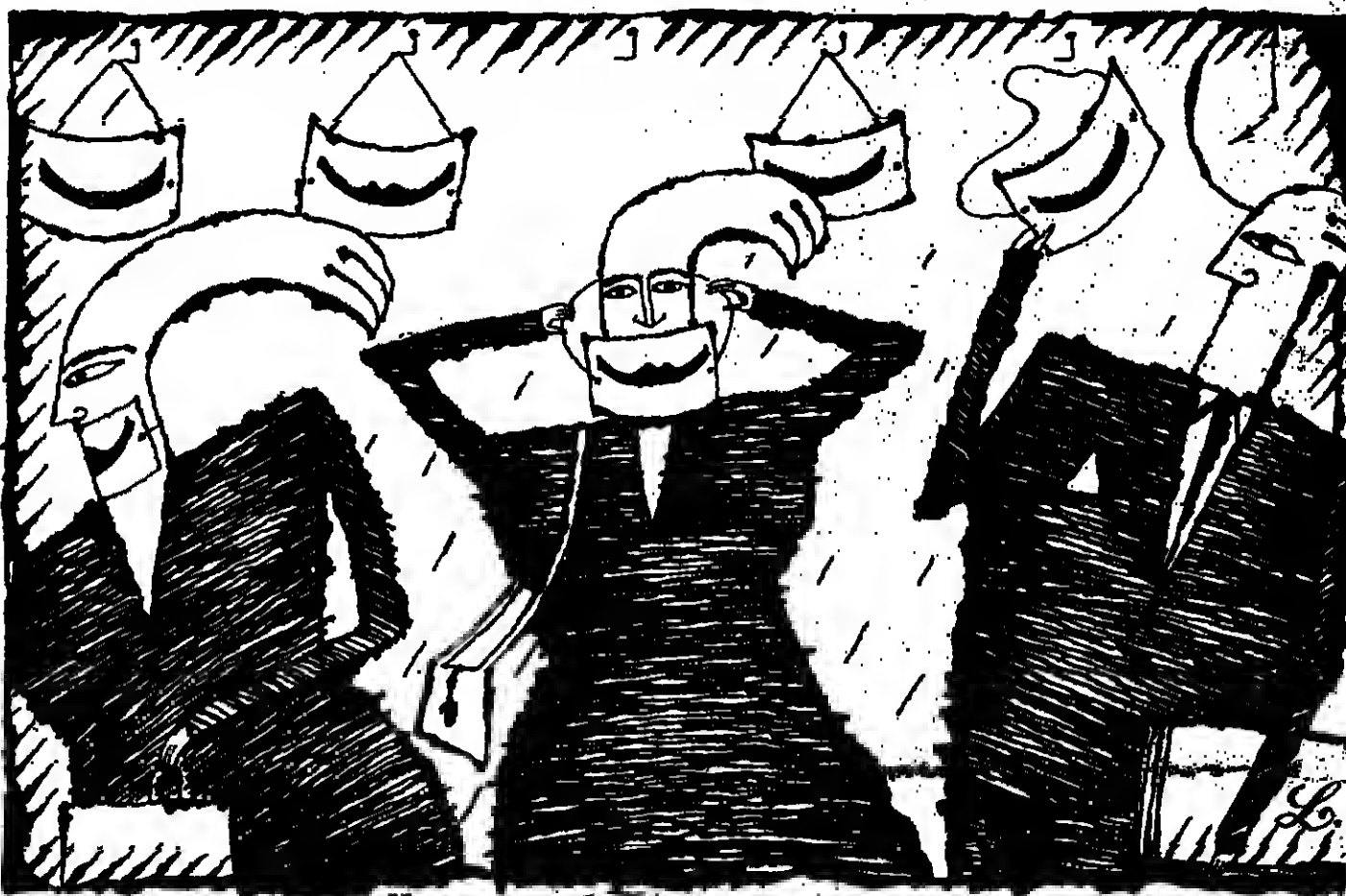
Les pots de départ à la retraite, mais aussi en cas de changement d'affectation au de promotion, voire lorsque un salarié fait « le grand saut » et change d'entreprise, la liste des présents et des absents en dit souvent long sur les liens entretenus au cours des années passées dans l'entreprise. Ce sont souvent des moments privilégiés où s'expriment des solidarités sauterraines qui ne passent pas par les canaux traditionnels mais

qui sous-tendent les relations professionnelles. De même, grâce à son réseau de relation au d'« informateurs », il arrive souvent que le destinataire d'une missive qui transite par la voie hiérarchique traditionnelle soit mis au courant de son contenu bien avant sa réception.

L'entreprise constitue enfin un formidable brassage de générations. Aux affinités qui reposent sur l'âge, donc souvent sur une même situation familiale – des cadres, des employés ou des ouvriers qui ont des enfants du même âge confrontés aux mêmes soucis d'orientation scolaire –

s'opposent celles de jeunes apprentis qui perfectionnent leur savoir auprès de leur patron. L'amitié peut naître d'une même identité de goûts artistiques, littéraires ou musicaux. Il peut s'agir de prendre des places pour aller ensemble au même concert, de se prêter des CD ou des K7 vidéo, ou encore de s'échanger des bonnes adresses de « fringues ». En bref, l'entreprise est un lieu de vie au sens complet du mot. Les sentiments avoués ou inexprimés s'y développent pour le meilleur comme pour le pire.

Alain Beuve-Méry



Ces phénomènes discrets

« On observe un retour à la parole », estime le sociologue Patrick Degrave

« Il s'est passé quelque chose. » Directeur général de la Cafremca, organisme qui s'est fixé pour mission de faire appel aux sciences sociales pour aider les entreprises à comprendre le changement, Patrick Degrave est persuadé qu'une évolution se dessine sans nos yeux en matière de relations interpersonnelles.

Il s'est passé quelque chose, parce que, paradoxalement en ces temps de morosité et d'incertitude, on assiste depuis quelques années à une « montée des relations authentiques, conviviales et chaleureuses » entre les individus d'une même communauté de travail. Au risque de surprendre, tant il est vrai que la récession a bouleversé nombre de comportements, « brimé le vivant », Patrick Degrave note « la montée d'une évidente empathie dans les relations humaines au sein de l'entreprise. Une faculté à s'identifier « à l'autre » qui se passe hors du champ statutaire, hiérarchique,

transactionnel classique ». Bieco que le phénomène ne puisse être quantifiable, sans même qu'une étude ait été réalisée sur ce thème, raisonnant par recoupement, cet ancien élève de Michel Crozier, économiste et sociologue de formation, pense que les « distances psychologiques » se sont réduites et que les « interactions avec les autres sont en train de changer ».

Comment l'expliquer ? « Notre société vit un époque d'accélération des ruptures », estime Patrick Degrave. Tout bauge avec une rapidité surprenante. Les chefs de service sont mutés, les collègues de travail changent. L'entreprise se recompose. La mobilité, devenue de règle, touche l'employé de base comme le cadre supérieur. Les personnes ont l'impression que leur travail ne correspond plus à leur attente. Que faire ?

« Heureusement », poursuit-il, les individus cherchent à se reprogrammer sous d'autres formes. Ils recomposent leur univers de travail. Je crains pouvoir affirmer qu'il le font en réduisant notamment les distances psychologiques, les barrières entre les personnes. Les gens se revoient désormais sur des terrains plus neutres et moins figés que les rapports, par exemple, de cadre à non-cadre au d'ouvrier à chef ».

A l'appui de sa thèse, le responsable de la Cafremca, qui cherche à décoder « les phénomènes discrets qui demain deviendront des phénomènes de masse », a pu croiser un certain nombre d'observations, qu'il a été remarqué que le temps passé à communiquer avec ses collègues dans l'entreprise s'était accru chez les salariés ces deux dernières années. Ce be-

soin de parole, d'échanges informels, qui n'a pas pour objet la seule activité professionnelle, se fait eo moyenne d'un quart d'heure par jour et par salarié. Ces formes d'échanges, d'écoute, symptomatiques d'une quête de convivialité, se font hors hiérarchie. De menus propos qui peuvent avoir trait à la vie privée, la vie culturelle, mais peuvent être aussi liés à une foule de petits conseils pratiques que l'on s'échange sur la marche de l'entreprise. Cette communication serait d'autant plus facilitée que les barrières socioculturelles sont aujourd'hui moins tranchées qu'elles ne l'étaient dans le passé. « Entre une secrétaire à bac + 2 et un cadre à bac + 4, les horizons mentaux sont devenus comparables », note Patrick Degrave. Ils lisent bien souvent les mêmes livres, aiment les mêmes auteurs, voient les mêmes films, ont passé leurs vacances dans les mêmes pays. »

SOCIO-AMÉNÉS

Des échanges, donc, qui s'opèrent de préférence dans les lieux qualifiés de neutres. Curieusement, les espaces fumeurs seraient à ce titre privilégiés. Peut-être – encore est-il hasardeux de le dire – parce qu'ils seraient les lieux de prédilection de ce que Patrick Degrave nomme les « socio-aménés ». Des personnes qui sont par disposition naturelle, ils ne recherchent pas une position d'autorité. Leurs bureaux sont connus de tous. Sauvent à des postes intermédiaires, les socio-aménés sont des « facilitateurs » : ils jouent le rôle de « traits d'union », font passer les messages et deviennent de la sorte des porte-parole auprès de la hiérarchie hors instance syndicale.

« L'ORSQU'ON travaille avec d'autres mères de famille, on en vient vite à parler des enfants. » Anne, secrétaire dans une grande entreprise, est mère de deux adolescents. A l'atelier pendant la pause, au bureau à l'heure du déjeuner, rares sont les femmes qui n'abordent pas la question des enfants. Sous un angle ou sous un autre, avec leurs collègues, mères elles aussi. Le sujet est inépuisable et en perpétuelle évolution : des caprices du petit dernier à la varicelle de l'aînée, en passant par les difficultés scolaires des uns comme des autres !

Contrairement à bien des do-

maines de la vie privée, la question de l'éducation des « chères têtes blondes » n'apparaît pas, pour peu qu'on soit entre mères de famille, comme un sujet tabou : « Parler de la façon dont j'éleve mes enfants relève du domaine de la vie personnelle publique parce que c'est moi sans être vraiment moi », confie une journaliste. « Surtout, renchérit une consœur, c'est un sujet où nous ne sommes pas en concurrence entre nous. » De conseils en confidences, se tissent ainsi sur le lieu du travail des solidarités maternelles dont les célibataires sont impitoyablement tenus à l'écart : « Je n'en parle ja-

mais aux filles qui n'ont pas d'enfants : elles ne comprennent pas que l'essentiel n'est pas dans le travail ! », témoigne cette femme de trente ans qui mène pourtant allègrement sa double vie de mère de famille et de cadre. Jeune mère égarée dans un grand bureau qu'elle partage avec trois fringantes célibataires, Audrey déplore, mi-figue mi-raisin : « Quand je téléphone à la gardienne pour savoir comment va ma petite fille, ça les fait rire ! »

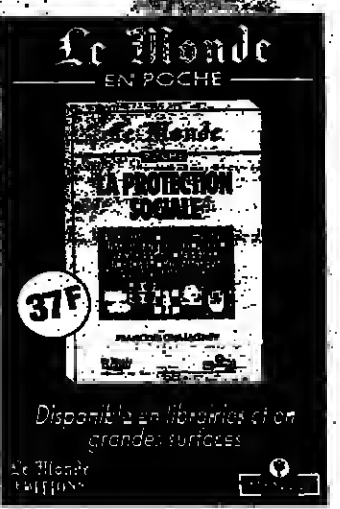
HOMMES

Signe de l'évolution des mœurs, les hommes, pourvu qu'ils aient des enfants, ne sont pas forcément exclus de ces solidarités : « J'ai la sensation qu'ils abordent la question moins spontanément. Mais s'ils leur tend la perche, ça vient facilement », constate une fonctionnaire bordelaise. Seule différence notable à ses yeux : « Ils ont plus de recul parce qu'ils sont moins impliqués dans les problèmes quotidiens. » Est-ce la conscience de traverser les mêmes difficultés, surtout lorsque les enfants sont à peine nés du même âge, qui les rapproche ? De fait, les mères de famille reconnaissent qu'il est plus « confortable » de travailler avec d'autres mamans : « L'instinct maternel fait qu'on est sur la même longueur d'onde ; on se comprend à demi-mot », résume Geneviève, qui travaille dans une association d'aide à la création d'entreprises.

Et de citer quelques circonstances professionnelles où « réflexe maternel » s'applique à plein : les tâches des collègues. On s'entraide pour faire des copies, on bénéficie même parfois d'un conseil avisé des collègues « scolaires » ; l'heure des révisions (pour l'organisation pas un réajustement qui commence à 18 heures, sous peine de dépasser les heures de travail !). De la même façon, les impondérables maladies infantiles semblent plus faciles à gérer entre mères : « Mon supérieur est un célibataire endurci qui vit chez sa mère. Alors forcément, il y a une dimension affective qui lui échappe complètement ; il regrette une inspectrice des impôts. Résultat : quand je suis obligée de m'absenter parce que la petite est malade, je culpabilise parce que j'ai la sensation qu'il n'a pas vécu ça. »

La solidarité des mères se manifeste aussi, dès la naissance de leurs enfants ; par des échanges matériels qui se perpétuent dans toutes les catégories socioprofessionnelles : du champagne-biberon au siège de voiture, en passant par la layette ou les journaux pour enfants, les prêts, dons et contre-dons sont monnaie courante. Sans parler des présents des plus proches collaborateurs, jamais aussi utiles que lorsqu'ils émanent d'une autre maman ! Ne parlent-elles pas entre elles de « cadeau de célibataire » pour désigner une grenouillère trop petite ou trop chaude pour la saison ? Plus inattendu, le troc matériel se pratique même avant l'événement. Pour preuve, cette jeune femme qui se souvient d'une collègue de travail qu'elle ne connaissait guère et qui, « un jour, alors que j'étais enceinte, m'a emmenée chez elle pour me donner ses robes de grossesse ! Autant de gestes qu'on n'aurait pas... »

Philippe Hervevel



Jean Menanteau

LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

200 000 livres : romans, biographies, essais...
Le Monde Editions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.
La sélection du Monde des livres.

36 15 LEMONDE

DOSSIER • Les copains d'abord

ternelles

ouvent, dans l'entreprise, la base des liens

Etre pays

Etre originaire d'un même terroir crée des filières et élargit le champ des échanges

Solidarité post-crise

Les épreuves vécues en commun développent des circuits parallèles

DANS cet hôpital de la région parisienne, la nomination d'un nouveau chef de service n'est pas passée inaperçue. « En trois ans, raconte l'ancien directeur, l'entreprise a connu des gastro-entérologues, son équipe s'est considérablement « corisée ». Nous nous amusons d'ailleurs dès qu'un nouveau nom en « i » se pointe à l'horizon. »

Filières corses, bretonnes, auvergnates, les « pays » se reconnaissent, créent des noyaux solidaires. « Ce phénomène est tout à fait présent au sein de l'entreprise, remarque ce psychosociologue. C'est comme une extension de la famille. Les salariés tiennent à ces liens de proximité et d'identité. Ils élargissent ainsi le cercle des échanges possibles, en principe confinés aux relations professionnelles. »

Les expatriés, les coopérants connaissent parfaitement ce senti-

ment. « Loin est, sans suivre les règles en vigueur avec ses autres collègues », raconte cette employée originaire de Corse. « Je pense aussi que nous avons plus d'indulgence, reconnaît cette responsable administrative originaire de Saint-Brieuc et qui travaille dans une imprimerie de la région parisienne. Je partage mon bureau avec une jeune femme elle aussi bretonne. J'étais plutôt rigide en matière de rythme de travail, d'organisation. Assez stressée en réalité. Ma collègue, elle, est de tempérament contraire. J'ai accepté d'elle des choses et des changements que je n'aurais pas supportés de quelconque d'autre. Nous avons réussi à bâtir un univers commun largement identifié d'ailleurs au sein de l'entreprise. Il suffit de rentrer dans notre bureau pour remarquer les affiches aux murs, jusqu'aux paquets de gâteaux qui traînent. »

Quand la dynamique ne fonctionne pas, ces jardins secrets

peuvent se transformer en sérieux handicap : « Je suis arrivée dans ce grand groupe en sachant par la personne qui m'avait recrutée que l'un de mes confrères était, comme moi, polonais d'origine, se souvient cette jeune femme cadre. J'étais plutôt ravis, croyant trouver un point d'appui. J'ai vite été ramenée à la réalité. Au début, on a discuté, parlant même à plusieurs reprises polonais. Mon confrère m'écrivait dans un petit cahier les mots que je ne comprenais pas. Cela n'a pas duré. »

Regards opposés sur l'histoire polonaise, familles de classes sociales différentes : la complicité s'est transformée au fur et à mesure en opposition farouche. « Depuis, poursuit l'intéressée, nous préférons nous ignorer. Cela vaut mieux mais c'est très difficile à gérer. » A l'instar de toutes histoires de famille.

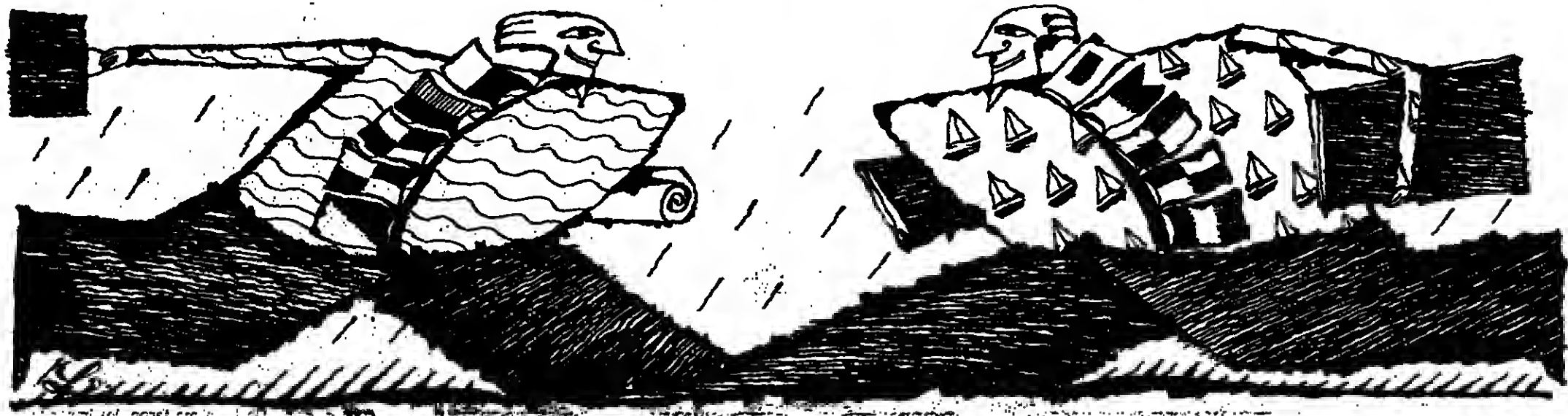
Marie-Béatrice Baudet

UNE entreprise restructurée, trois sociétés qui fusionnent, un établissement public parisien délocalisé au fin fond de la France... Pour les salariés concernés par ces opérations, le traumatisme est bien souvent sévère. Ces vécus douloureux développent entre les protagonistes des solidarités post-crise, dont la forme et l'intensité sont amenées à évoluer avec le temps. Dans cette entreprise chimique, la restructuration encore récente suscite toujours des réactions acerbies. On parle de jeux de pouvoir, de « petits nouveaux » qui se laissent abuser, de l'époque où il fallait travailler ensemble. Dans certains services, les « anciens » se regroupent parfois pour évoquer les grands moments de rigolade. Mystérieusement prévenus par on ne sait quel tam-tam, d'autres, dispersés dans les multiples services, surgissent alors pour participer à la fête du souvenir. Pendant un instant, ils

se donnent l'impression que tout est comme avant. Et puis chacun retourne à la place qui lui a été impartie. Cependant, même si ces salariés ne sont plus amenés à se côtoyer aussi souvent, ils savent qu'ils peuvent compter les uns sur les autres. Besoin d'une information, d'un document ? On contacte Bertrand ou Mélanie qui se feront un plaisir de répondre à la demande et dans les délais les plus brefs. Au sein de l'entreprise, des liens privilégiés se tissent entre ceux qui ont vécu ensemble une même épreuve. « Les conflits qui existent entre différentes personnes sont effacés, s'étonne Isabelle. Malgré ce que l'on a pu se dire ou se faire, on fait partie du même tonneau. »

CIRCUITS Dans cette société issue d'une fusion, le temps a cicatrisé les plaies, et une certaine solidarité demeure entre les salariés de la première génération. « Quand tu as un problème, tu commences toujours par appeler, en priorité, la personne d'avant la fusion », souligne Elisabeth. « La solidarité, poursuit-elle, permet de mettre en place des circuits parallèles grâce auxquels les entreprises peuvent continuer à tourner. S'il fallait rentrer de but en blanc dans de nouvelles procédures avec de nouvelles personnes, cela poserait des problèmes. Là, tu te débrouilles, tu contactes directement la personne qui peut te donner un coup de main et les choses se construisent à la marge. »

La délocalisation en province d'un établissement public parisien a amené les petits moineaux perdus à se serrer quelque temps sur la même branche. Et puis, au fil des mois, chacun a pris son envol, établi des relations avec ses nouveaux collègues. « Les clans ont disparu, les milieux se sont interpenétrés », constate un chercheur. Il n'empêche : « Lorsqu'une décision importante est prise



Hobbies communs

La passion du football, de la voile ou du chant crée tout un monde de petits réseaux... visibles et invisibles

ment. « Les loisirs, les divertissements étaient partagés avec nos confrères qui, comme ma femme et moi-même, étaient déracinés, explique cet ingénieur de retour d'Amérique du Sud. Parfois, c'est sûr, nous avons frôlé la saturation : voir en permanence des personnes dont les qualités principales étaient d'être de la même nationalité, c'est légèrement insupportable. Mais les attaches étaient là. » Cet expatrié belge, responsable d'un département d'enseignement dans une université à l'étranger, avait intelligemment contourné l'obstacle : « J'ai pris possession de mon poste et puis, au bout d'un an, j'ai fait venir petit à petit mes amis consultants ou enseignants de Belgique. Nous avons donc créé une communauté belge, mais surtout une communauté de copains. »

FAMILLE

Des « pays » qui se sont reconnus à l'intérieur d'une même entreprise auront tendance – sans qu'il soit évident possible de généraliser – à se serrer les coudes, à s'informer par exemple en premier des changements et des remueurs qui circulent. « C'est comme si, par définition, on pouvait se faire confiance, et donc se découvrir tel

MICHEL s'est fait embaucher à l'EDF dans les équipes d'entretien des réseaux. Son sentiment d'isolement était d'autant plus vif qu'il sortait d'une période de chômage qui l'avait amené à se replier un peu sur lui-même. Cela ne l'empêchait pas d'être toujours un fan de l'équipe de football de Saint-Etienne, et d'en suivre tous les faits et gestes, comme à la grande époque. Quelques remarques banales, un lundi matin entre collègues de travail, sur les hauts faits sportifs du week-end écoulé, et voilà qu'il découvre chez l'un d'eux un engagement aussi fort que le sien pour le club stéphanois. Bientôt, trois d'entre eux deviennent liés par ce sujet de conversation inépuisable. Puis, six ou sept iront ensemble jouer au Loto sportif ou assister à des matches.

« L'entraide, analyse Michel, est si naturelle dans un groupe ouvrier qu'elle est difficile à mesurer. Mais nous nous serrons sans doute encore davantage les coudes. » En tout cas, s'il est parvenu à supporter une activité professionnelle en dessous de sa compétence, acceptée sous la pression du chômage, s'il a réussi à se faire une place à EDF et à y progresser, les petits moments quotidiens de complicité autour du football n'y sont pas pour rien. Ces répercussions du ballon rond sur le lieu du travail se vérifient pour quasiment toutes les catégories socioprofessionnelles. Dans le groupe de presse où travaille Jean-Luc, les « salariés de base » sont peu nombreux. L'équipe de foot née au sein de la société recrute largement parmi les journalistes et les cadres. Pour Ramdane, qui est opérateur écran à l'atelier de composition, le goût du sport a été l'occasion d'entrer en contact avec ces salariés de la « sphère intellectuelle ». Comme par le biais du marathon, qui rencontre de nombreux adeptes dans l'entreprise, il a le

sentiment d'avoir pu retrouver la barrière sociale qui continue de séparer cette dernière en deux. Pas seulement lorsque les uns et les autres se retrouvent à taper sur le cuir ou à courir ensemble, mais au cours de la vie de chaque jour, parsemée de ces petits moments d'ouverture : on se salue et on sait de quoi parler quand on se croise dans les couloirs ou au restaurant d'entreprise. A l'occasion, on déjeune parfois ensemble.

Jean-Luc, qui est journaliste, note que ces relations restent le plus souvent superficielles. Partager tel ou tel goût n'implique pas que l'on ait de vraies affinités. Mais une reconnaissance mutuelle s'opère. Des sortes de réseaux se forment : « Le travail peut en être nettement facilité, constate-t-il. Par exemple, pour accéder à certains services un peu particuliers, il faut parfois passer par de nombreuses personnes. Si, dans ces services, il se trouve quelqu'un que l'on connaît par le biais d'un centre d'intérêt commun, on peut court-circuiter toutes ces étapes et aller beaucoup plus vite. »

Quand on se téléphone en interne pour le travail, la relation est également plus facile : « Tout de suite, s'il y a un problème à régler, quelque chose se débloque, note Laurence, secrétaire dans une entreprise d'électronique. On commence par parler de ce qu'on sait avoir en commun. Ensuite... le dossier passe tout seul ! » Et s'il est l'occasion d'un travail supplémentaire pour la personne qui est au bout du fil, le dérangeur s'entendra dire : « Je vais faire cela pour toi ! »

SOCIABILITÉ

Même témoignage d'Olivier, cadre technico-commercial dans l'industrie : « Il o s'agit qu'un vieux collègue que je connaissais de peine, et à l'air plutôt fermé et distant, m'entende un jour par hasard prononcer quelques mots

du vocabulaire maritime, pour que son comportement change du tout au tout. » Quand les liens naissent d'une activité commune à l'identité forte, comme ici la voile, cela peut aller plus loin encore pour ceux qui s'y adonnent en vrais marins. « Immédiatement, il s'est mis à me tutoyer. Il ne rate plus une occasion de m'aborder quand il m'aperçoit. Pour porter voile, bien entendu. Et je sais – car il me le répète régulièrement – que je peux compter sur son aide en toute circonstance : comme l'éagle la solidarité entre marins ! »

Une autre fois, c'est une négociation commerciale commencée dans un climat tendu, qui a brusquement viré au beau, parce qu'Olivier – qui était l'un des négociateurs – avait laissé échapper une réflexion à propos d'une photo de voilier accrochée au mur du bureau de son interlocuteur : ces quelques mots leur ont fait découvrir une passion commune.

Football, course à pied, bateau... Le sport est de toute évidence une mine de sociabilité. Dans le service de Laurence, il y a ainsi les amateurs de bowling, de parapente, de piscine ou de marathon. Mais il y a aussi les passionnés de photo. Ailleurs, c'est le goût pour l'opéra, le théâtre, ou le chant au sein d'une chorale, qui va relier les gens entre eux... Et c'est en participant à la préparation du rallye que renaissent d'organiser deux de ses collègues, que Laurence s'est constituée son réseau de relations dans son entreprise. « Pour moi, l'effet le plus important de ces liens est qu'ils facilitent la parole, analyse Paul, un de ses collègues. Chacun y gagne de se sentir mieux dans son milieu de travail, parce qu'il échappe à l'anonymat ; et l'entreprise y trouve son compte dans la mesure où elle aussi a besoin que la parole circule. On va se téléphoner plus facilement quand le travail le demande. On

prendra l'initiative d'un coup de fil pour donner à l'autre une information qui peut lui être utile. »

Est-ce dit dans les manuels de management ? Dans l'entreprise où travaillent Laurence et Paul, comme dans celle de Ramdane et Jean-Luc, les chefs de service ferment les yeux quand les amateurs de course à pied (au sein de la première) et de chant (dans la seconde, où est née récemment une chorale) prolongent la coupure de midi pour vivre leurs hobbies communs.

Marie-Claude Betheder

Catherine Leroy

LYCÉE LA FONTAINE
75016 Paris
Tél. : (1) 46 51 31 21

PRÉPA SCIENCES PO
.....
PRÉPA H.E.C.
Concours d'admission directe.
2^e année
ESCP
Concours d'admission 1^{re} année
(diplôme du 1^{er} cycle)

Stages d'été en collaboration
avec la GRETA
du 24 juillet au 25 août 1995

GRETA TOP Formation
Ecole Nationale de Commerce
70 bd Bessières, 75017 Paris

UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE
FONCTION FORMATION
MANAGEMENT D'UN NOUVEAU MENEX

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE FORMATEUR D'ADULTES

Un objectif : former ou perfectionner des professionnels capables de maîtriser l'ensemble des enjeux et des outils de la formation au service d'un projet d'entreprise, au niveau français et européen.

Deux modalités :

- Le DUFA à temps plein
 - * mention « Responsable de Formation et Consultant » (18 mois)
 - Conditions : Diplôme de 2^e cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans
 - * mention « Expert Européen en Formation » (18 mois)
 - Conditions : Diplôme de 2^e cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes, dont l'anglais.
- Le DUFA à temps partiel dans le cadre de l'une ou l'autre mention
 - Conditions : Diplôme de 3^e cycle + 3 années d'expérience professionnelle + occuper une fonction dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes pour la mention 2.

Ces cycles sont réalisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile-de-France (sous réserve de conventionnement). Dans ce cadre, des rémunérations, de stagiaires, pour des demandeurs d'emploi, pourront être prises en charge.

Renseignements et retours des dossiers :

DÉPARTEMENT D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université de Paris-Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. : (1) 44-08-42-46

Date limite de dépôt des dossiers : 10 juillet 1995.

صكزا من الاجل

IV / LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Créons des employeurs !

par GUY HONGRE

POUR créer des emplois, il faut d'abord créer des employeurs. Les gisements d'emplois ne manquent pas dans notre pays. Notamment les emplois de service public et privé qui ne demandent qu'à se développer alors que les emplois économiques à la rentabilité intrinsèque diminuent du fait de l'évolution technologique, de certaines délocalisations et d'importations abusives provoquées par le totalitarisme d'une certaine distribution.

La litane des restructurations dévoreuses des effectifs qui s'égrenent depuis deux décennies dans les grandes entreprises en fait la démonstration.

Par ailleurs, il est vain de croire que la croissance seule réduira le chômage. Elle se contentera d'y contribuer significativement.

Car, si la croissance procure aux entreprises des bénéfices, ces bénéfices seront en priorité réinvestis dans l'outil de production et permettront des gains de productivité

se traduisant bien souvent par de nouvelles baisses d'effectifs. Bien entendu, un effort de formation est indispensable pour améliorer l'adéquation de l'offre de l'emploi à la demande. Mais une telle action ne peut suffire : combien, en effet, compte-t-on de diplômés au chômage ?

Pour résorber significativement le chômage, il faut chercher où sont les gisements d'emplois potentiels, donc d'employeurs. Hormis le secteur public - qui a oublié le service public... -, il est évident que c'est du côté des très petites entreprises (TPE) et des PME que l'offre existe. Il faut donc consolider et favoriser l'émergence de nouvelles entités.

FOYER FISCAL

Le premier train de mesures en direction des particuliers vient d'être lancé par les deux derniers gouvernements.

Pour 1995, la loi de finances relative au foyer fiscal autorise un avoir fiscal maximal de 45 000 francs si

on dépense le double (90 000 francs, salaires et charges comprises) en employant du personnel. Le foyer fiscal est devenu employeur et employeur officiel. Pour améliorer ce dispositif, un pas supplémentaire doit être franchi et doit permettre d'ouvrir un immense marché potentiel aux TPE.

Étendons le principe de cette déduction en autorisant pour le foyer fiscal son application aux travaux effectués par des entreprises, et cela dans la limite établie par la loi de finance 1995. Le foyer choisira l'une ou l'autre (ou un mixte) des possibilités qui lui seront ainsi offertes. Avec cette mesure émergera une multitude d'employeurs qui participeront à la reconstruction du tissu économique, et ce sur l'ensemble du territoire.

CRÉATION D'ENTREPRISES

Il est vital aujourd'hui de réaménager le tissu industriel et artisanal (tissu qui s'effiloche comme un pull-over qui se démaille) en lais-

sant respirer une multitude de petites entreprises nouvelles.

Entreprises dont la taille réduite permet la plupart du temps et contrairement aux structures importantes une adaptation rapide aux situations les plus difficiles. Par cette capacité d'adaptation, ces entreprises sont capables de résister aux délocalisations en collant aux évolutions des marchés.

Or qui peut de nos jours accéder à la création d'entreprise sans héritage ? Comment un salarié souhaitant s'installer peut-il amasser les 100 000 ou 200 000 francs après impôt (1 million pour un cadre) sans lesquels aucun concours bancaire n'est envisageable ? Et lorsque les banques suivent un peu, faut-il rappeler à quelles conditions elles le font ? Une TPE ne peut survivre quand les prêts sont entre 9 % et 14 % alors que l'inflation est à 2 %.

Le créateur ne doit donc compter que sur lui-même.

Cela suppose que soit mise en place une fiscalité permettant la

création de fonds propres par l'entrepreneur :

PLAN ÉPARGNE ENTREPRISE

En période difficile, le problème de l'adaptation des dispositifs législatifs et réglementaires en faveur de la création ou de la reprise d'entreprises par des personnes physiques ou des sociétés de personnes physiques prend une importance toute particulière.

En effet, si les pouvoirs publics ont fait de grands efforts pour le financement des moyennes et des grandes entreprises, force est de constater que, pour les très petites entreprises, les moyens de financement sont pour ainsi dire inexistant. 80 % des entreprises en France.

On constate d'ailleurs que la défaillance de nombreuses TPE a souvent pour origine le manque de préparation, de maturité du projet ; le manque de formation de leur responsable ; le manque de fonds propres.

La mise en place d'un plan épargne entreprise efficace doit être instituée en faveur des personnes qui souhaitent créer ou reprendre une entreprise.

Créer des employeurs est une nécessité nationale si on ne veut pas que le chômage et l'exclusion soient les deux maîtres de l'explosion de notre société.

Des volontés pour créer et entreprendre existent plus aujourd'hui qu'en 1980 car nombreux sont ceux qui désirent prendre en main leur destin et par là créer des emplois. Ils ne demandent pas d'aides à l'État. Mais ils demandent simplement à ce dernier de leur laisser ce qu'ils ont gagné pour entreprendre. D'autant plus que la réduction du temps de travail va déclencher chez ces derniers une pluralité d'activités qu'il vaut mieux aider à mettre en place, mais là c'est un autre débat.

Guy Hongre est conseiller en PMI, maire de Beaugency-sous-Bols (Oise), et agriculteur.

BIBLIOGRAPHIE

Un effort « long et douloureux »

Les Enjeux de la formation La Question de l'emploi de Michel Praderie et Denis Plasse, Éditions Retz, Paris, 1995. 123 p., 72 F (diffusion librairie : Sodelis-Sodis).

« **AGIR, AGIR VITE.** » C'est un appel d'urgence que lance dans cet essai Michel Praderie, ancien directeur de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) de 1992 à 1994 (actuellement président de l'Institut Renalt de la qualité et du management), et Denis Plasse, directeur des relations avec les pouvoirs publics de l'association. « Agir vite » parce que le lien entre formation professionnelle et emploi est évident. Cette articulation est temporelle. Elle doit intervenir à tous les stades de la vie de l'individu. « Or, analysent-ils, il est illusoire de développer un système fort complexe de formation des adultes

si, dans le même temps, on ne réforme pas en profondeur la formation initiale. »

Pour établir ce diagnostic, les auteurs commencent par analyser les systèmes de formation allemand et britannique et retracent l'histoire de la relation emploi/formation en France. La conclusion de cette réflexion, tout en se défendant de céder à la polémique, se veut très critique. C'est bien la formation initiale qui est ici en cause, c'est-à-dire l'école, et, plus globalement, la société qui a conduit à l'accroissement du chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans alors que quelque 450 milliards de francs sont dépensés chaque année en France pour former enfants, adolescents et adultes.

L'approche d'une solution - « ardue et peu séduisante » - se veut donc globalisante et concerne l'ensemble des institutions, les politiques, les responsables d'entreprise, les par-

tenaires sociaux et, bien sûr, les formateurs. Vaste chantier ! Pour Michel Praderie et Denis Plasse, il s'agit donc, à partir d'une évaluation véritablement clinique, d'entreprendre un effort « long et douloureux » de remise en cause. Et de vite se mettre à l'ouvrage parce que « le monde se transforme d'une vitesse peu compatible avec des réformes lentes ». S'il est urgent de procéder à des « ruptures dans nos organisations et nos comportements », c'est parce que « les entreprises occidentales qui savent leur mise sont celles qui sont capables de se remettre complètement en question. Elles le font d'autant plus complètement qu'elles ont tardé à apprécier les changements qui intervenaient dans le monde ».

Comment agir ? s'interrogent les auteurs. Leur conclusion est radicale. La solution passe par une réaffectation des pouvoirs.

J. M.

ÉCHOS

TEMPS DE TRAVAIL La Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) a signé, le 10 avril dernier, avec deux organisations syndicales (CFDT et CGT) un accord sur l'aménagement du temps de travail qui peut avoir valeur de test s'il est entériné dans les faits par le personnel, soit 55 jours supplémentaires par an, auxquels s'ajoutent les 35 mercuriales de la période scolaire. La seconde formule est celle du « quatre cinquièmes » : elle permet à tous les salariés de prendre un jour de repos supplémentaire (travailler quatre jours sur cinq), ce qui représente 47 jours de repos supplémentaires

salariés qui le désirent de calquer leur temps de travail sur le rythme de l'année scolaire. S'adressant en priorité aux parents, il permet soit 20 jours de repos supplémentaires par an, en quatre fois cinq jours pendant les vacances scolaires ; soit 55 jours supplémentaires par an, auxquels s'ajoutent les 35 mercuriales de la période scolaire. La seconde formule est celle du « quatre cinquièmes » : elle permet à tous les salariés de prendre un jour de repos supplémentaire (travailler quatre jours sur cinq), ce qui représente 47 jours de repos supplémentaires

sur l'année. Afin d'assurer le bon fonctionnement des services, la FNMF s'engage à procéder à des embauches permettant de compenser à hauteur de 70 % le volume d'heures de travail libéré par ces différentes formules qui, indique-t-on, font figure d'« innovation sociale » et correspondent à une « aspiration latente » du personnel.

APEC

L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) ouvre, à partir du 12 mai 1995, un nouveau centre à Saint-Quentin-en-Yvelines au service des cadres et des entreprises de cette zone d'activité. L'APEC, déjà présente à Evry, à Cergy-Pontoise et à Marne-la-Vallée, marque par cette implantation sa volonté d'être plus proche de son public.

EMPLOI

Après le minimum historique de 1993 et une amorce de progression en 1994, l'année 1995 « semble bien commencer », annonce l'Association pour l'emploi des cadres. L'industrie et les services informatiques, qui avaient beaucoup souffert ces quatre dernières années, retrouvent aujourd'hui une certaine dynamique. En mars 1995, 4 513 postes ont été offerts par voie de presse, soit une augmentation de 39 % par rapport au mois de mars 1994. En données cumulées sur le premier trimestre, la hausse est de 43 % par rapport à la même période de 1994. En données corrigées des variations saisonnières, cela représente environ 4 000 postes par mois, soit un rythme annuel de 48 000 postes.

Stages à l'export

Les grands organismes de formation français sont présents dans les pays de l'Est. Mais le parcours est semé d'embûches.

DE l'avis des spécialistes de la formation qui se sont lancés à la « conquête » des pays de l'Est, c'est vraiment dans la foulée de la signature de l'accord de coopération franco-soviétique de 1989 que le maître franco-russe de management international a commencé. Directement issu de ce protocole, le maître franco-russe de management international créé en 1990 à Moscou par la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) « a traversé toutes les turbulences politiques », annonce Roger Ourset, responsable de l'enseignement international à la CCIP. Confronté par la CCIP et le ministère français des affaires étrangères, ce programme pionnier dispensé en français - sur la base de sept mois de cours à Moscou suivis de douze semaines de stage en France - a déjà formé deux cents jeunes (moins de quarante ans) venus de l'ensemble de la Communauté des États indépendants (CEI). Parallèlement, des modules de formation continue sont proposés aux cadres des entreprises russes. Mission plus traditionnelle de la CCIP, la formation au français des affaires a également bénéficié de l'ouverture. Ainsi un centre a été ouvert au MGIMO, prestigieuse école de science politique moscovite. Outre les huit centres créés dans l'ensemble de la CEI, la quasi-totalité des pays d'Europe de l'Est dispose désormais de leur propre établissement agréé.

Les grandes écoles de commerce françaises sont naturellement présentes sur le front de l'Est. HEC par exemple a mis sur pied deux masters en Pologne : l'un spécialisé en économie industrielle à l'école centrale de commerce de Varsovie, financé par la fondation France-Pologne ; l'autre consacré au management international, à l'école polytechnique de Varsovie, en partenariat avec la London Business School of Economics. Les universités ne sont pas en reste : un consortium de la faculté Paris-Dauphine forme à la gestion les cadres de Saint-Petersbourg, en partenariat avec l'université de la ville.

Du côté

Quant aux grands organismes de formation, ils ont compris, dès le début des années 90, l'intérêt d'aller prospecter à l'Est : « C'est un marché qui se trouve à proximité géographique et qui a besoin d'une mise à niveau importante en matière de management », confie Alain Brigodiot, directeur délégué du groupe Cegos, chargé des pays de l'Est. Si prometteuse soit-elle, la

« route de l'Est » est semée d'embûches : « Nous avons décroché dès 1989, avec la Russie, le premier contrat de formation des cadres en management. Mais ça n'a finalement pas abouti », se souvient Alain Brigodiot. L'échec russe n'a pas empêché la détermination de la Cegos, qui mène une politique très volontariste à l'égard des pays d'Europe centrale et orientale (PECO). D'autant que la plupart des actions de formation engagées là-bas sont financées par l'Union européenne, via les programmes « Phare » (à destination des PECO) et « Tacis » (pour la CEI). « C'est de l'exportation subventionnée à 100 % », constate Alain Brigodiot, même si, de plus en plus, la Commission exige une participation des pays de l'Est. « Sous l'égide de l'Union européenne, l'objectif est donc de décrocher des contrats à long terme, histoire de ne pas arriver en terre inconnue lorsque le marché sera devenu solvable. Slovaquie, Hongrie, Roumanie sont à ce jour les principaux champs d'intervention de la Cegos, qui applique là-bas les tarifs occidentaux, de l'ordre de 6 000 francs la journée pour un consultant international.

Dépourvue de toute activité internationale il y a sept ans, l'Institut français de gestion (IFG) a réussi sa diversification vers les pays de l'Est : « Nous avons déjà formé 4 200 cadres en Pologne et 3 000 en Russie et dans la CEI », se réjouit Jean-François de Zitter, directeur général de l'IFG qui exige toujours en Russie le « paiement cash au démarrage du stage ». Sage précaution qui permet d'encaisser des espèces sonnantes et trébuchantes : l'IFG affirme avoir réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 7 millions de francs dans la CEI et de 4 millions en Pologne. « Notre savoir-faire en matière de formation s'exporte bien à l'Est, d'autant que la France jouit d'une très bonne image », assure Jean-François de Zitter.

Dès 1989, l'IFG, en partenariat avec l'ex-ministère soviétique de l'industrie lourde, a créé à Moscou une société d'économie mixte dont la mission était de former à la gestion les dirigeants des grands combinats industriels. En 1992, l'Institut a remporté un appel d'offres de la Communauté européenne (d'une durée de trois ans) pour former, en collaboration avec l'académie du commerce extérieur de Moscou, les jeunes cadres russes à la gestion (en cinq mois suivis d'un stage dans une entreprise française). « La grosse demande actuellement, ce sont les stages en techniques bancaires, en finance et en comptabilité », constate Vera Gaiss, responsable à

Moscou de l'IFG, qui a ouvert des antennes commerciales à Minsk et Kiev. « Principales difficultés à ses débuts : la transition très rapide des besoins, impossible de garder les mêmes cours plus de quelques mois », et l'incertitude du marché des qualifications politiques.

A Varsovie, l'IFG a ouvert, avec le soutien de la fondation France-Pologne, un centre de formation à la gestion qui propose aux cadres des stages d'une durée variant de une à six semaines, dans quatre domaines : marketing, finance d'entreprise, stratégie, ressources humaines. « La somme des chiffres d'affaires des entreprises pilotes par nos anciens élèves représente 4 % du PIB de la Pologne ! », s'enthousiasme Michel Muszynski, responsable de l'IFG à Varsovie. En Roumanie enfin, les cadres roumains d'Alcatel ont eux aussi bénéficié de la formation IFG.

Encouragée par l'Union européenne, l'exportation de la formation dans les pays de l'Est est aussi par les pouvoirs publics français, et singulièrement par le ministère du travail qui s'est doté en 1992 d'un groupement d'intérêt public pour l'assistance technique et la coopération internationale (GIP Inter). Disposant d'un budget de 30 millions de francs « dont les trois cinquièmes sont affectés aux PECO », le GIP Inter, véritable « agence internationale » du ministère, subventionne nombre d'actions de formation destinées à ces pays, même si sa directrice, Laurence Vagnier, déplore « l'absence de coordination entre les interventions occidentales ». Chargé de mission au ministère du travail, Jean-Pierre Bellier rappelle deux exigences capitales en matière de soutien à la formation dans les PECO : « Les actions doivent s'inscrire dans la durée et les pays pilotes doivent apporter leur contribution au financement des opérations ». À ce service d'un objectif clairement affiché : « À travers l'exportation de la formation professionnelle, il s'agit aussi d'établir des relations économiques entre les entreprises françaises et leurs homologues de l'Est. »

Philippe Bayerel

ITINÉRAIRES POUR L'EMPLOI
- LE MAGAZINE -
Francine AIZICOVICI
reçoit cette semaine
Nadine LAZARD
chargée des relations école-entreprise au Groupe école parisienne de gestion.
Une émission diffusée par 375 radios locales
(liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)
MAGAZINE
ANPE
Le Monde
INITIATIVES

SECTEUR

CHIEF DU

DES AFFAIRES

Chargé de

de la

SECTEUR PUBLIC



Le Conseil Général
SEINE-ET-MARNE
Premier Département de France
par son évolution démographique

CHEF DU SERVICE DES AFFAIRES SCOLAIRES

Dans un contexte de fort accroissement du nombre d'établissements scolaires en Seine-et-Marne, vous serez chargé, en qualité de responsable d'un service de 11 agents :

- de la mise en œuvre de la politique du Conseil Général en faveur des 135 collèges publics et privés : définition du programme prévisionnel d'investissement, équipement, subventions de fonctionnement ;
- de la conduite des autres actions au niveau de l'enseignement : Fonds Ecole, subventions pour l'entretien des locaux scolaires, financement des classes d'environnement, d'activités sportives scolaires, de bourses départementales, (budget global : 410 MF) ;

Ce poste implique des contacts quotidiens avec les principaux et gestionnaires de collèges, les services de l'Etat, de l'Etat concerné (Inspection Académique, Préfecture) ;

Pour réussir dans ces fonctions, vous devez vous prévaloir d'une expérience significative en matière de dossiers administratifs, d'investissement, de gestion et d'enseignement ;

Agir/Directeur Régional ou Conseiller d'Administration des Universités de l'Éducation Nationale, vous présenterez des compétences techniques et de relations publiques et de gestion ;

Ce poste est à pourvoir dans les meilleurs délais ;

Merci d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un CV détaillé, sous la référence SGA/01, 9 rue de la Préfecture du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines - Bureau du Recrutement et de la Formation - Hôtel du Département - 77010 Melun Cédex

LE MONDE DES CADRES



L'un des premiers pôles
français d'enseigne-
ment et de recherche en
management poursuit le déve-
loppement de ses activités et
met en œuvre son plan straté-
gique 1995-2000.

La nouvelle organisation académique prévoit
pour la rentrée prochaine la création
de 4 nouveaux postes

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS CONFIRMÉS MARKETING, FINANCE, STRATÉGIE, COMPOURTEMENT DES ORGANISATIONS

titulaires d'un doctorat ou d'un PhD et ayant
impérativement une expérience de l'enseignement
acquise au sein d'institutions similaires,
françaises et/ou internationales.

Les dossiers de candidature sont à adresser à :

M. DERMOUCHE, Directeur Général
Groupe ESC Nantes Atlantique
8, route de la Jonelière - BP 72 - 44003 Nantes cedex 01



PASSIONNÉ DE NATURE

LAROUSSE RECHERCHE
POUR SON DÉPARTEMENT ENCYCLOPÉDIQUE

le Responsable du secteur des Sciences de la Vie H/F

Rattaché au Directeur du Département, vous participerez à l'élaboration des produits encyclopédiques. Vous serez directement responsable du secteur des Sciences de la Vie et superviserez en outre les domaines Agriculture et Agro-Alimentaire d'une part, et Médecine d'autre part.

Vous assurerez notamment l'animation et le suivi d'une équipe d'auteurs experts.

Votre formation supérieure en biologie (BAC + 4, BAC + 5), implique une large connaissance de la botanique et de la zoologie. Doté d'une bonne culture générale, vous avez acquis une expérience de l'édition et de la transmission du savoir auprès d'un large public.

Vous alliez naturellement à tous ces atouts indispensables à votre réussite, de précieuses qualités : grande aisance rédactionnelle, créativité, autonomie, sens de l'initiative.

Si vous êtes intéressé, merci d'envoyer votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous référence SGR-SC à Aline DUCASSE, Direction des Ressources Humaines - LAROUSSE - 5, Square Max Hymans - 75741 PARIS Cedex 15.

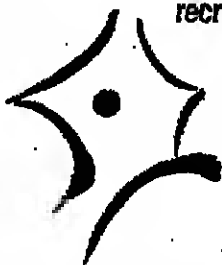


L'export

Les Français sont de plus en plus nombreux à aller à l'étranger pour travailler. L'export est une véritable source de croissance.

Le développement de l'exportation est une véritable source de croissance pour les entreprises françaises. Les Français sont de plus en plus nombreux à aller à l'étranger pour travailler. L'export est une véritable source de croissance.

LA PRÉFECTURE DE LA RÉGION CENTRE
recrute pour son service d'études un



Chargé d'études de haut niveau

Dans le cadre des missions du service d'études, vous aurez en charge des dossiers ayant trait à l'aménagement du territoire ainsi qu'à l'évaluation des politiques publiques incluant les programmes européens.

Vous participerez également à la communication interne et externe de la Préfecture de Région.

Détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Bac + 5 minimum) et d'une expérience professionnelle de 5 ans au moins, vous devrez assurer la réalisation d'un travail complexe et animer un groupe de travail en vue de la production d'une étude déterminée.

Vous pourrez être amené à représenter le service.

- Qualités attendues : imagination, réalisme, rigueur, capacité d'élaborer des études pour l'action, mais également compétences réelles dans le domaine de la communication.
- Situation proposée : Contrat avec le Ministère de l'Intérieur d'une durée de trois ans renouvelable par reconduction expresse - rémunération fixe calculée par référence à l'indice brut 545.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) avant le 15/05/95 à Préfecture du Loiret - Bureau du Personnel - 181, rue de Bourgogne - 45041 Orléans cedex.

Ecole Supérieure d'Ingénieurs (Bac + 5),
située en Région Parisienne, recherche son :

Directeur des Etudes

(Futur Directeur de l'Ecole)

Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire niveau Doctorat Scientifique, vous avez occupé des postes à responsabilités dans des Industries de pointe puis enseigné pendant une dizaine d'années en Ecole d'Ingénieurs ou Centre de Formation Technique dans l'Industrie.

Vous pratiquez couramment l'anglais et peut-être même l'allemand.

Goût pour le commandement, esprit de coordination, sens du relationnel, de l'écoute, de la pédagogie résument votre personnalité.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. S A 004 M ou 49, avenue Trudaine 75009 Paris.

Après examen, Michel BARBEY vous adressera le descriptif précis du poste avant de vous recevoir.

ACTERES CONSEIL



La Ville de CHALON-SUR-SAÔNE
(Saône-et-Loire) - 56.000 habitants

Ville d'art et d'histoire au cœur
de la Région Bourgogne
Politique culturelle dynamique et diversifiée
recrute un Directeur pour l'Ecole Municipale d'Art

850 élèves

MISSIONS :

Préparation à l'entrée dans les Ecoles des Beaux Arts, Ateliers adultes et enfants.

PROFIL :

BAC + 4, ENSAD,

Il possèdera l'esprit d'ouverture et de concertation, et sera désireux d'inscrire son action dans le développement de la vie culturelle locale.

Les candidatures manuscrites, curriculum vitae et photo d'identité sont à adresser avant le 31 mai 1995 à :

Monsieur le Maire
Direction des Ressources Humaines
BP 92 - 71321 CHALON-SUR-SAÔNE Cédex

Pour que notre développement
soit aussi le vôtre,

PSYNERGIE

Conseil en Management

renforce ses équipes au plan national
en s'adjoignant les compétences
de 4 nouveaux Consultants Seniors

Jacques GUITTON à Paris,
Pascal POULAIN à Lyon,
Thierry SALMON à Marseille,
et Marie-Paule TRAMBOUZE à Nice.

PSYNERGIE
GROUPE PRAIA

Paris - Marseille - Montpellier - Lyon - Toulouse - Nice

Une société de conseil leader dans le domaine sanitaire et social
recherche, dans le cadre de son développement, un

Consultant spécialisé dans les fonctions financières

Vous interviendrez, en équipe ou seul sur certaines missions, dans les domaines suivants : conseil, analyse financière, audit d'organisation administrative et financière, mais aussi sur des opérations de restructuration financière d'établissements hospitaliers privés.

Diplôme d'études supérieures (Sciences Po éco-fi, HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez deux ou trois ans d'expérience dans une fonction financière acquise dans

une banque, une direction financière ou un grand cabinet de conseil et d'audit. Naturellement, une expérience dans le domaine de la santé est un plus. Pour un candidat ayant de réelles qualités de consultant, notre société en pleine expansion, filiale d'un très grand groupe, peut offrir un réel avenir.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétenions à Yves Marie Consultants, 80 rue Cardinet, 75017 Paris.

Yves MARIE
Consultants

هكذا من الاجل

VI / LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE DES CADRES

Consultants confirmés en conseil en management

En 1993, EDS décide de créer une organisation mondiale de Conseil en Management de très haut niveau : EDS Management Consulting Services. Aujourd'hui, MCS regroupe 1 600 collaborateurs dans le monde, et sa principale entité en Europe, EDS Eurosept, représente 150 consultants.

EDS est la première société mondiale de services fondée sur les technologies de l'information et de la communication, avec 83 000 personnes dans 35 pays.

Vous disposez d'une expérience de 3 à 6 ans dans les métiers du Conseil en Management, et souhaitez poursuivre votre carrière de consultant dans le cadre d'un projet de développement ambitieux.

De formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs, MBA...), vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous avez les qualités requises pour devenir très vite un leader.

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes dans les domaines suivants :

- Achats, gestion de production et logistique
- Finance, gestion et pilotage d'entreprise, ABM, ABC
- Business Process Reengineering
- Gestion du changement
- Amélioration des processus par les progiciels intégrés.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV à Eric Schlumberger, EDS EUROSEPT, Le Guillaumet, 92046 Paris-La Défense.

EDS EUROSEPT

Management Consulting Services

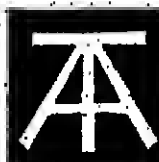
ALEXANDRE TIC S.A. 1er CONSEIL EN RECRUTEMENT CERTIFIÉ ISO 9001.



Fiabilité du recrutement. Précision de la sélection des candidats. Respect des délais. Après 35 ans d'expérience, notre objectif reste plus que jamais votre satisfaction totale. C'est cette volonté de progression permanente dans la qualité qui vient saluer aujourd'hui la certification ISO 9001. Nous avons choisi la norme ISO 9001 parce qu'elle intègre, en plus de l'exécution et du suivi, nos capacités de conception dans les procédures mises en place.

CONSEIL EN RESSOURCES
ET STRUCTURES HUMAINES

LILLE - LYON - METZ - NANTES - PARIS - RENNES
Tél. : (1) 42.60.32.22 - Fax : (1) 42.60.74.52



L'ASSEMBLÉE NATIONALE RECRUTE PAR CONCOURS

1 SECRÉTAIRE DES DÉBATS H/F

Les secrétaires des débats sont des fonctionnaires parlementaires de haut niveau chargés d'établir le compte-rendu analytique des débats de l'Assemblée Nationale. La fonction exige de très bonnes capacités de synthèse, une excellente maîtrise de l'expression écrite (qualité et vitesse) ainsi qu'une grande culture générale.

(Traitement net de base : 19 500 F par mois)

CONDITIONS POUR CONCOURIR

Les candidats doivent être de nationalité française, âgés de vingt à quarante ans et titulaires d'un diplôme du second cycle d'études supérieures ou équivalent.

Clôture des inscriptions : vendredi 19 mai 1995 (17 h 00)
Entrée dans les cadres : à partir du 1er février 1996

■ Les personnes intéressées peuvent obtenir un dossier d'information et d'inscription soit en se présentant à l'accueil du 233, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris, soit en s'adressant au service du Personnel de l'Assemblée Nationale (même adresse). Tél. : 40 63 87 05.

Il est très vivement conseillé de faire la demande de dossier une semaine avant la clôture des inscriptions.

■ Une réunion d'information sera organisée le vendredi 12 mai 1995 à 15 h (Assemblée Nationale, 126, rue de l'Université - 75007 PARIS) ■ Un entraînement facultatif aux épreuves aura lieu le samedi 20 mai 1995 (matin). Se présenter à 10 h à l'adresse ci-dessus.

RESPONSABLE SOUSCRIPTION FACULTATIVE IRD

Paris - Important groupe international, cherche pour sa succursale en France, un responsable souscription facultative IRD. Agé d'au moins 35 ans, de formation technique, économique ou juridique, vous avez une expérience (assurance et/ou réassurance) de plusieurs années dans la gestion et la souscription des risques d'entreprises ainsi que des affaires internationales. Vous avez l'esprit d'entrepreneur, le sens de l'analyse et de l'aisance dans les contacts et vous maîtrisez si possible l'anglais et l'allemand. Nous

offrons une large indépendance à l'intérieur d'une équipe animée par la politique du groupe, des conditions de travail attrayantes, une rémunération et des prestations sociales en rapport avec les exigences du poste. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à Catherine HAMMEL, en précisant la référence R/2605M - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

3M Innovation

3M rassemble 88 000 collaborateurs dont 21 000 en Europe, réalise un CA de 15 mds de dollars et propose 60 000 produits performants et étonnants au service du grand public, de la santé et de l'industrie.

Responsable de la fiscalité et des assurances du groupe 3M en France

En étroite liaison avec le directeur financier, vous prendrez en charge la responsabilité du service fiscalité/assurances dans un environnement financier dans lequel vous pourrez être amené à évoluer.

De formation bac + 4 finance, complétée par un DESS en fiscalité et le DECF, vous pratiquez la fiscalité depuis au moins 4 ans en entreprise ou en cabinet. Vous travaillez en environnement anglo-saxon et parlez l'anglais couramment. Le poste est basé au sein de notre siège à Cergy.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. VG/F, 3M France, Valérie Guichard, boulevard de l'Oise, 95006 Cergy-Pontoise Cedex.



recrute

UN MAÎTRE-ASSISTANT ASSOCIÉ (C.D.D.)

Chef de projets pour le montage et le management des produits et interventions pédagogiques dans le domaine du changement managérial et technologique.

PROFIL SOUHAITÉ : Consultant en entreprise ayant une première expérience réussie disposant d'un diplôme d'ingénieur de grande école ou d'une formation universitaire équivalente.

POSTE À POURVOIR IMMÉDIATEMENT

Date limite de dépôt des candidatures : 31 mai 1995
Recrutement sur dossier, et entretien en juin.

Envoyer CV détaillé et lettre manuscrite à

l'Ecole des Mines d'Albi-Carmaux

Service Gestion Ressources Humaines

Rue de la Poudrière - 81013 ALBI CT Cedex 09

Fiche descriptive du poste et renseignements au 63.49.30.17

CONSULTANTS OPERATIONNELS

Ressources Humaines

Entre vous et nous, il y a déjà une grande convergence.

En un an, nous avons établi les premières bases solides et qualitatives de nos 3 activités : formation, mobilité (interne et externe), recherche de dirigeants et de cadres.

Nous souhaitons maintenant accueillir 1 ou 2 consultants opérationnels en ressources humaines pour poursuivre avec nous l'aventure ANTHOS.

Un consultant opérationnel, c'est pour nous, un professionnel écouté et reconnu dans son domaine d'activité : le conseil en ressources humaines. S'il est à l'aise dans le concept (rôle de conseil) il l'est également dans la réalisation des interventions qu'il effectue seul ou en coordonnant l'activité d'équipes. Enfin, il est enthousiaste à l'idée de commercialiser ses prestations.

Si vous vous reconnaissez dans cette courte description, nous vous remercions de nous adresser votre CV, une lettre manuscrite de motivation, en précisant la rémunération souhaitée, sous la référence 100 H à ANTHOS - 62, boulevard Malesherbes 75008 PARIS.

ANTHOS®
RESSOURCES HUMAINES

SECTEURS DE POINTE

Futur Directeur Technique Recherche et Développement

Ponts et Chaussées - Grandes Ecoles

A 35/40 ans, vous souhaitez valoriser votre expérience acquise, de préférence, en Travaux Publics/Génie Civil dans le domaine des matériaux de construction (liants hydrauliques, béton, adjuvants).

Après une période de collaboration avec l'actuel titulaire du poste, vous dirigerez et coordonnerez, sous l'autorité du Directeur Général, les différents Services de la Direction Technique - Laboratoire Central - Méthodes - Qualité - Certification - et représenterez nos intérêts techniques vis à vis de l'extérieur.

Vous avez la passion du développement dans un esprit participatif, un tempérament positif et pragmatique, une autorité naturelle doublée de sens humain. Ces qualités assureront votre succès et le renforcement de notre position de leader.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 1/D/224 à
CYDIALE Conseil - 91 rue du Faubourg St-Honoré
75008 PARIS, qui vous garantit toute confidentialité.

Ingénieur de développement auto-électronique

À la sein d'un grand groupe français à vocation internationale, notre société est leader sur le marché de la vision. Dans un constant souci d'innovation, et ce pour développer nos futures générations de produits, vous concevez et réalisez les prototypes, assurez les essais industriels et l'amélioration du produit au cours de sa commercialisation. Vous conduisez vos projets dans tous leurs aspects, en accompagnant vos clients tout au long de leur processus. Ingénieur de formation supérieure en mesures physiques, automatismes ou électronique, vous intervenez en véritable expert auprès de nos clients. Vous possédez des compétences techniques pointues grâce à votre première expérience professionnelle réussie. Vous êtes à l'écoute de nos clients, vous maîtrisez les technologies principales du système d'imagerie par ordinateur et l'ingénierie de leur mise en pratique.

Pour ce poste, basé en région Rhône-Alpes avec des déplacements à l'étranger, des qualités relationnelles et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature en précisant vos prétentions à l'adresse suivante :
Société des Dites Consoles, 73000 Paris Cedex 12
qui vous garantit en toute confidentialité.

des transmissions régionales à Lille

Nos réseaux s'étendent,
nos abonnés s'entendent.

BÂTIR LE MONDE SANS FIL : voilà une ambition à la mesure de SFR, filiale de la Compagnie Générale des Eaux et premier opérateur privé français en radiotéléphonie.

Véritable carrefour pour la communication mobile, LILLE s'inscrit aujourd'hui dans une perspective européenne offrant un contexte technologique riche et complexe pour un Expert en Transmissions.

Intégré au sein de notre agence régionale, vous serez responsable de l'architecture pour concevoir et optimiser nos réseaux de transmission (GSM, NMT), depuis la planification jusqu'à leur exploitation en environnement commercial.

Votre expérience, mais également votre charisme vous permettront de prendre rapidement la responsabilité d'une équipe dédiée à la conception de nos réseaux radiotéléphoniques régionaux pour faire face à leur expansion rapide.

Ingénieur télécom de formation (ENST, INT...), vous avez acquis une expérience minimum de 3 ans dans le domaine des transmissions en conception de réseaux. Outre vos compétences techniques, votre sens relationnel, votre créativité mais aussi votre talent de manager seront des qualités nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 3066/LM, à notre Conseil ALPHA CDI, 20 avenue André-Malraux, 92309 Levallois-Perret.



Le Monde Sans Fil est à Vous.

JAY électronique

Entreprise d'urgence européenne spécialisée dans les composants et systèmes d'automatisme industriel et Tertiaire, recherche pour son Département R&D :

INGENIEUR

Réf. 180

35 ans minimum, Bac + 5 spécialité Electronique, connaissance des phénomènes physiques, possédant 10 ans d'expérience en milieu industriel (contrats de série).

Domaine d'application : essentiellement électronique (analogique, RF, HF) et de façon complémentaire optique, géométrique et mécanique. Expertise technique et pratique du management indispensables. Anglais courant impératif.

ELECTRONICIENS

30 ans minimum, Technicien Supérieur ou Ingénieur Titre Technique.

• Vous avez une expérience de 5 ans en milieu industriel.

• Vous intégrerez une équipe de projet de conception électronique.

Réf. EP100

• Vous avez au moins 10 ans d'expérience dans la production de série.

Vous serez en charge d'industrialisation des produits jusqu'au stade de la fabrication (moyenne et grande série).

Réf. ER10

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil :

PARTNERS & DROUAILL Consult
1 rue Jean Moulin
38180 SEYSSINS.

Groupe
pharmaceutique
français de
premier plan
recrute
pour son Centre de
Recherche basé en
région parisienne

RESPONSABLE DE DEPARTEMENT diabète et complications

Ce nouveau département sera intégré à notre Division Diabète et Maladies Métaboliques qui gère des projets de recherche globaux dans le domaine du Diabète, faisant intervenir de multiples collaborations scientifiques internes et externes. Vous serez chargé(e) de la création de ce département et de l'animation du groupe de chercheurs le composant. Votre équipe se consacrerait à l'abord pharmacologique des complications du Diabète.

A 35 ans minimum, médecin ou pharmacien avec un PhD, vous avez complété votre formation initiale par une expérience post-doctorale en recherche pharmaceutique, de préférence dans un contexte industriel. Doté(e) de solides compétences en biochimie du métabolisme et/ou neuro-endocrinologie, vos travaux de recherche vous ont permis d'aborder des domaines tels que la microcirculation dans différents territoires (œil, nerf...), les facteurs d'adhésion, les facteurs de croissance, l'angiogénèse... Vous avez de réelles qualités relationnelles et d'animation, et si possible vous maîtrisez la langue française.

Si vous êtes intéressé(e) par cette proposition, merci d'adresser votre CV avec lettre manuscrite, photo et prétentions à PUBLIVAL/4052 - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON, qui transmettra.



ECOLE DES MINES D'ALES

L'ECOLE DES
MINES D'ALES

600 élèves - 310 personnes

120 MF de budget annuel consolidé

RECRUTE

- Un Professeur de 1^{re} Catégorie, Directeur du Laboratoire de Génie de l'Environnement ;

- Un professeur de 2^e Catégorie, adjoint au Directeur du Laboratoire Matrices, Matériaux Minéraux et Organiques (spécialité matériaux minéraux) ;

- Un Professeur de 2^e Catégorie, adjoint au Directeur du Laboratoire Poudres, Microstructures, Macrostructures, Mines et Gisements (spécialité géologie civile et minière).

Profil : titulaires d'un Doctorat d'Etat ou de l'habilitation à diriger des recherches.

Le statut proposé est celui des personnels enseignants des Ecoles Supérieures des Mines.

Dossier de candidature à retourner avant le 02 mai 1995 (clôture des inscriptions le 13 mai 1995) et à retourner à :

Ecole des Mines d'Alès - Secrétariat général
6, avenue de Clavières - 30319 ALES Cedex
Tél : 66 78 50 00

nos abonnés s'entendent.

BÂTIR LE MONDE SANS FIL : voilà une ambition à la mesure de SFR, filiale de la Compagnie Générale des Eaux et premier opérateur privé français en radiotéléphonie.

Ingénieurs radio

Véritable interface avec les négociateurs sites, vous prenez en charge la validation, le choix technique et l'ingénierie radio des sites à installer. D'autre part, vous participez à l'élaboration du réglage radio des stations de base afin d'optimiser le fonctionnement du réseau sur votre région.

De formation ingénieur, vous bénéficiez d'une expérience d'au moins deux ans dans le domaine de la radio. Rigueur, dynamisme et disponibilité sont vos points forts indispensables pour réussir dans cette fonction. Les postes sont à pourvoir à : PARIS (fréquence GSM 900) réf. RP/LM - STRASBOURG (fréquence DCS 1800) réf. RSLM.

Responsable projets

Vous conduisez des projets pluridisciplinaires d'ingénierie de détail et de déploiement de réseaux au niveau national. Vous possédez des compétences en commutation publique, signalisation, réseaux et services à valeur ajoutée, gestion des réseaux, transmission...

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous disposez d'une expérience de quelques années en réseaux de télécommunications ainsi qu'en conduite et gestion de projets.

Rigoureux et autonome, vous êtes capable de gérer analytiquement et techniquement plusieurs projets. Pour ce poste à pourvoir à PARIS, vous révélez également de grandes qualités relationnelles et de motivation d'équipes. Réf. RP/LM.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous la référence du poste choisi à SFR, Département Recrutement, BP 108, 75663 Paris Cedex 14.

Le Monde Sans Fil est à Vous.



ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Responsable du Contrôle et des Comptabilités

Groupe industriel international

Challenge très motivant pour un contrôleur de gestion souhaitant élargir ses responsabilités et son expérience internationale

LA SOCIÉTÉ

- Groupe industriel français à taille humaine
- Présence internationale - Ambitions mondiales
- Structure évolutive - Culture de conquête

LE POSTE

- Sous la responsabilité du Président et assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes, le titulaire du poste :
 - définit, propose et met en place les budgets et procédures de contrôle pour l'ensemble du groupe,
 - assure la coordination et le contrôle de l'exécution des budgets et du respect des procédures,
 - contribue au développement du process et de

Proche banlieue Ouest

l'organisation des méthodes comptables et administratives du groupe, assure un rôle de conseil auprès des opérationnels en matière administrative et budgétaire.

PROFIL RECHERCHÉ

- Etudes supérieures, type Sup de Co. Connaissance des outils informatiques. Le DECF sera un avantage apprécié.
- 8 à 10 ans d'expérience, acquise successivement dans un cabinet d'audit, puis comme contrôleur de gestion d'un groupe industriel.
- Forte personnalité. Capacités d'animation d'équipes.
- Anglais et espagnol courants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. M0/OM05 à N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

N.B.S.

Ingénieur commercial

Au sein du département des titres et de la bourse, vous aurez à promouvoir et à développer notre offre de sous-traitance de back-office valeurs mobilières auprès de banques et d'intermédiaires financiers.

Responsable d'un portefeuille de clients, vous initierez les entrées en relation et proposerez des solutions adaptées aux besoins spécifiques de la clientèle en coordination avec notre service études.

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, ou d'un troisième cycle universitaire, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 à 8 ans dans le domaine des valeurs mobilières et/ou des activités de marché, acquise chez un intermédiaire financier ou dans un cabinet de conseil.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, photo, CV et prétentions, sous référence ICOM15, à Corinne Fondécave, Société Générale, service du recrutement, 7 rue Caumartin, 75009 Paris.

Avec 44 000 collaborateurs, 2000 agences et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est présente dans tous les métiers de la banque et de la finance.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

DEMACHY
WORMS & CIE,
Banque privée
d'un grand groupe
recherche un

Opérateur de marché

PROFESSEUR HONORÉ
FONDATEUR D'OPÉRATION

de 28/30 ans environ.

Formation : grande Ecole de Commerce, option Finance. Bonne culture mathématique.

Expérience : 3 à 5 ans dans le secteur financier (arbitragiste sur produits Cash Futures options, pratique des marchés de gré à gré et standardisés, connaissance des marchés obligataire, monétaire et change).
Pratique de la micro (Excel, D Base) excellente. Langue anglaise appréciée.
Qualités requises : curiosité, ouverture, initiative, adaptabilité, sens du travail en équipe.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) seront adressées à la Direction des Relations Humaines DEMACHY WORMS & CIE, 55 rue de La Boétie - 75008 PARIS

Nous créons au sein de la direction industrielle (2 000 personnes) de notre groupe pharmaceutique de rayonnement international (4 000 personnes - 5 milliards de francs de CA) la fonction de

CONTROLLER Direction industrielle internationale

Vous développez et faites vivre les outils du contrôle de gestion afin d'optimiser les performances de la fonction industrielle du groupe : budget, indicateurs, reporting, études spécifiques...

A 35 ans au moins, doté d'une solide formation (universitaire, école de gestion ou d'ingénieurs + MBA), vous avez acquis une bonne expérience en contrôle de gestion dans le monde industriel. Vous avez l'autorité et la souplesse nécessaires pour réussir dans ce poste.

Bilingue anglais, vous êtes à l'aise avec la culture anglo-saxonne. Basé dans notre principal établissement près de Lyon, vous vous déplacez sur nos sites français et nord-américains.

Venez rejoindre notre groupe en plein développement et progresser avec nous.

Merci d'envoyer à notre Conseil, Robert BEROUD sous réf. 1683/LM



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVANT - 69003 LYON

CONTROLEUR DE GESTION

Vous serez responsable du contrôle de gestion et de l'audit de nos boutiques France et Export.

Vous serez chargé de coordonner les missions de nos équipes comptables locales et des responsables administratifs de nos boutiques. Vous y définirez les règles de gestion et assurerez la réponse aux besoins de reporting tout en veillant à la production des informations, à leur qualité et leur analyse.

Diplômé d'une grande école de commerce ou équivalent, vous justifiez de 4 à 5 ans d'expérience ou sein d'un cabinet d'audit. Vous possédez de solides connaissances comptables et êtes familiarisé avec les systèmes d'information et les outils micro (Excel, Access).

Ce poste comportant de fréquents déplacements nécessite la connaissance de l'Anglais et/ou l'Allemand.

Rigoureux et capable de gérer un important volume de travail, vous êtes disponible et ouvert.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, rémunération et photo) en précisant la référence CG/M à Nadia Rolando - Service Recrutement Codres - CHANEL - 135, avenue Charles de Gaulle - 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

CHANEL

Financiers Elargissez vos Horizons

Devenez Consultant chez Michael Page International

Michael Page, premier cabinet de recrutement en France et en Europe, renforce son équipe de consultants intervenant dans le recrutement de cadres Financiers et Comptables...

Au sein d'une équipe dynamique et performante, vous occupez une fonction polyvalente dans laquelle vous exercez votre sens commercial, votre goût des contacts et votre goût du conseil.

- Nous vous apportons :
- Une formation diversifiée et pragmatique.
 - Un métier passionnant : le conseil en recrutement.
 - Des perspectives d'évolution attrayantes.
 - Une rémunération motivante.

Agé de 26/28 ans environ, vous êtes de formation supérieure et justifiez au minimum de 2 ans d'expérience dans une fonction financière ou en cabinet d'audit.

Adresser CV + photo + n° de téléphone + rémunération actuelle à Gilles de Mentque, Michael Page International



3 boulevard Bineau
92594 Levallois-Perret Cedex
ou taper votre CV sur 3617
code MPPage sous réf. GDM1002MO

Michael Page International

Londres Paris Amsterdam Düsseldorf Francfort HongKong Sydney

Contrôleur de gestion projet

C'est en allant toujours droit au but que ABB est devenu un géant de l'électrotechnique.

Si vous êtes aussi de ceux qui vont droit au but, vous

avez votre place au sein de notre filiale ABB Energie (production, transport et distribution d'énergie, commercialisation d'équipements moyenne et haute tension, production de parafoudres, armoires de protection...).

Agé de 30/35 ans et doté d'une expérience professionnelle de 3 ans, vous disposez d'une formation en école supérieure de commerce et possédez de solides connaissances en matière juridique (contrats commerciaux). Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Rattaché au directeur financier, vous êtes responsable du suivi financier des affaires (marges, cash-flow...) ainsi que de la vérification des offres commerciales sur les aspects juridiques et les risques financiers. Vous apportez conseils et supports à l'équipe commerciale pour parvenir ainsi à vos objectifs.

Ecrivez sous la référence CG/LM à Noël Mercato, ABB Energie, 6 rue des Peupliers, 92004 Nanterre.

ABB

هكذا من الاعمال

X / LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995

REPRODUCTION INTERDITE

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Pour la souplesse. Pour la réactivité. Pour la puissance.
Rejoignez BIP.

REJOIGNEZ BIP

Au sein de Dresdner Bank, BIP développe des activités d'arbitrage, de gestion et d'ingénierie financière.

Reconnue pour sa technicité, sa capacité d'innovation et sa souplesse de fonctionnement, BIP s'est imposée sur les plus grandes places financières.

C'est pourquoi BIP incite ses collaborateurs à vivre une expérience riche et motivante dans un groupe où se conjuguent créativité, responsabilité et travail en équipe.

Dans l'objectif d'un avenir toujours plus dynamique et efficace, BIP GESTION, filiale de BIP, pionnière en France pour l'introduction des techniques de gestion quantitative recrute un gestionnaire de taux d'intérêt. Vous assurez la gestion financière d'OPCVM collectifs et dédiés

destinés à une clientèle institutionnelle exigeante. A ce titre, vous intervenez sur les marchés monétaires et obligataires français et étrangers et sur les instruments dérivés associés à ces marchés. De formation scientifique supérieure, vous avez 3 à 5 ans minimum d'expérience de la gestion de portefeuille ou d'OPCVM. Le sens du contact sera indispensable dans vos relations avec la clientèle. La maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique est également nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence GESTIN à BIP, Département des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

Pour la souplesse. Pour la réactivité. Pour la puissance.
Rejoignez BIP.

REJOIGNEZ BIP

Au sein de Dresdner Bank, BIP développe des activités d'arbitrage, de gestion et d'ingénierie financière.

Reconnue pour sa technicité, sa capacité d'innovation et sa souplesse de fonctionnement, BIP s'est imposée sur les plus grandes places financières.

C'est pourquoi BIP incite ses collaborateurs à vivre une expérience riche et motivante dans un groupe où se conjuguent créativité, responsabilité et travail en équipe.

Dans le cadre de notre service Organisation, vous conduirez des missions de diagnostic de fonctionnement, d'amélioration des procédures, de démarrage d'activité, de définition

de structures... En étroite relation avec les utilisateurs, vous participerez également à l'optimisation de notre système d'information, élément essentiel de notre performance. De formation bac + 4/ + 5, vous avez une expérience d'au moins 4 ans en organisation, et/ou conception de système d'information dans le secteur bancaire. Créatif et rigoureux vous avez d'excellentes qualités de contact et la volonté de faire aboutir vos projets.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence ORSEN à BIP, Département des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

Intégrez le contrôle de gestion d'une grande banque internationale

Grande banque internationale d'entreprises et de marchés, nous mettons à la disposition de notre clientèle une large gamme de produits et de services financiers. Innovateurs et performants, notre offre est unique.

Au sein du contrôle de gestion, dans un contexte hautement informatisé, vous intervenez dans :

- l'élaboration, l'analyse et la validation des différents états réglementaires, de la comptabilité analytique, des tableaux de bord et des déclarations fiscales.
- l'élaboration des procédures comptables et la validation des modèles d'évaluation des produits financiers.

Vous aurez donc un rôle capital, en contact à la fois avec vos homologues de la maison mère et avec les responsables clientèles et produits français.

De formation supérieure financière et comptable, si possible complétée par une spécialisation en contrôle de gestion, vous avez 2 à 3 ans d'expérience acquise dans un environnement similaire (idéalement bancaire). La maîtrise de la comptabilité anglo-saxonne et de l'anglais vous sera évidemment indispensable au quotidien.

Pour ce poste évolutif basé à Paris, merci d'adresser lettre, CV et prétentions, sous référence 80450 à EURO RSCG FUTURS, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

Europact

Association Humanitaire conseil au service d'autres associations ou organisations internationales, dans le domaine des Ressources Humaines et des évaluations de projets dans les pays en développement, recherche pour son siège de Versailles, un

Charge de mission

Vous souhaitez vous investir durablement dans une association humanitaire et vous avez :

- 30 ans au moins et une formation supérieure (type ESC, IEP),
- une expérience professionnelle du recrutement et des ressources humaines ainsi qu'une véritable capacité relationnelle afin de développer notre activité,
- un tempérament souple et adaptable.

CDI, rémunération tenant compte de l'objet de l'association.

Merci d'envoyer lettre de motivation, C.V. et photo sous référence EP à EUROPACT - 44, rue de la Paroisse - 78000 Versailles.

Entreprise de Travaux Publics Leader en Ile de France
150 MF de C.A. recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous serez chargé de mettre en oeuvre les outils administratifs, financiers, et de contrôle de gestion nécessaires à la maîtrise de notre objectif : 2000 = Qualité Totale.

Vous avez une expérience de 5 ans minimum des marchés de travaux pour l'Etat et les grandes entreprises publiques, une formation supérieure, 30 ans au moins.

Envoyez votre dossier de candidature (Lettre de motivation manuscrite, CV, photo...) à : Clodoald Administration Finance, Réf : DE1, 9 av. Clodoald, 92210 SAINT-CLOUD

DIRIENCE

Intervenir auprès des cadres dirigeants pour leur permettre d'apprécier leur potentiel et d'accroître leur performance professionnelle : telle est notre vocation.

Filiale du Groupe A.R.J. S.A., spécialisée dans le perfectionnement des comportements professionnels, nous intervenons auprès des entreprises dans le domaine des bilans de compétence et des appréciations de potentiel. Nous bénéficions d'un partenariat étroit avec le plus important spécialiste européen de ce métier.

Pour accélérer notre développement, nous recherchons deux consultants expérimentés, l'un basé à Lyon, l'autre à Paris.

Consultants confirmés H/F
PARIS - LYON

• A l'issue d'une formation à nos approches, vous mènerez en toute autonomie des missions chez nos clients. Vous participerez activement au développement commercial de notre société.

• Diplômé en psychologie (DESS ou équivalent) et âgé d'environ 35 ans, vous saurez nous démontrer une expertise probante de ce métier notamment dans l'utilisation de techniques d'évaluation.

• Vous saurez nous convaincre de votre capacité à réussir avec nous par votre exigence marquée de la qualité du service rendu, votre sens relationnel, votre respect de l'éthique et votre volonté de vous affirmer au sein d'une équipe ambieuse et solidaire.

Donnez-nous envie de vous rencontrer en écrivant à notre siège social :

Evelyn GAENG - DIRIENCE
68, Cours Lafayette - 69003 LYON.
Totalement discrétion assurée.

CONSULTANT CONFIRME H/F

Accompagner le dirigeant dans la conduite du changement, consolider l'équipe de direction, articuler les pratiques de management à la stratégie de l'entreprise...

Ces actions illustrent certains aspects majeurs du métier que nous exerçons avec succès depuis 14 ans auprès de nombreux responsables d'entreprises et d'organisations françaises et internationales.

Tout à la fois médiateur, facilitateur, catalyseur, conseiller, "coach" le consultant A.R.J. permet à chaque dirigeant de comprendre la qualité de son impact personnel sur son environnement. Il aide à élaborer des plans d'action concrets visant à mobiliser son énergie et celle de ses collaborateurs au service de la réussite d'un projet professionnel partagé, à traduire la vision dans la réalité quotidienne de l'organisation.

Pour accélérer notre développement, nous recherchons un consultant expérimenté basé à Paris.

Agé d'environ 35 ans, et diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez assuré avec succès des responsabilités significatives en entreprise et possédez une expérience de consultant dans le domaine du management des ressources humaines. Vous maîtrisez l'anglais et si possible, une autre langue européenne.

Vous partagez notre conception d'un métier aussi enthousiasmant qu'exigeant qui demande à chaque consultant de concilier une réelle contribution au développement commercial de son activité et une capacité à générer par ses interventions une forte valeur ajoutée pour ses clients. Si vous recherchez une nouvelle étape dans la pleine affirmation de votre professionnalisme au sein d'une équipe ambieuse et solidaire, donnez-nous envie de vous rencontrer, en écrivant à :

Nello-Bernard Abramovici - A.R.J. S.A.
10 rue de Richelieu, 75001 Paris.
Totalement discrétion assurée.

Directeur opérationnel

SOCIETE HLM

Professionnel expérimenté et reconnu de ce secteur, vos compétences en couvrant l'ensemble des caractéristiques et particularismes techniques, économiques, juridiques, commerciaux et sociaux.

Véritable « patron » de la Société, garant de son image de marque et de ses résultats, vous élaborerez et proposerez au Groupe la politique, déterminerez les axes stratégiques, fixez les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en oeuvre. Vous assurez également les relations avec les partenaires locaux.

Votre sens de la mobilisation et de l'animation des hommes, votre maîtrise technique et votre capacité à intégrer et promouvoir les objectifs prioritaires du Groupe, seront déterminants pour votre réussite dans cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivations et photo), sous référence JYL/DO, à notre Conseil :

Groupe **FORCE**
FORCE 14, rue Moreau 75012 Paris.

JURISTES

Société de Service Ingénierie Informatique,
leader sur son marché, recherche son

Juriste droit du travail

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous avez vocation à intervenir en droit du travail, en particulier :

- vous êtes chargé de la veille sociale et du respect des obligations légales (bilan social, élections professionnelles, etc.);
- vous avez un rôle de conseil auprès des opérationnels, en particulier afin de prévenir tout litige et suivre le contentieux;
- vous élaborerez et veillerez à la mise en place des outils de gestion prévisionnelle de l'emploi;
- vous menez à jour le guide des procédures et réalisez diverses études en droit du travail.

Agé de 30 ans environ, de formation juridique supérieure complétée par un troisième cycle en droit du travail, vous justifiez d'une expérience de 4/5 ans en droit du travail acquise de préférence en entreprise.

Excellent juriste, autonome, ouvert d'esprit et ayant le goût du service, vous souhaitez vous investir dans une entreprise performante.

Contactez Stéphanie Dru au (1) 47.57.24.24 ou adressez lettre man. + CV + photo + n° de tél. + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur le 3617 code MPAGE ss réf. SD11609



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal



LA SOCIÉTÉ CENTRALE POUR
L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

Groupe Caisse des Dépôts Développement, leader français des services aux Sociétés d'Economie Mixte locales, dans les domaines de l'aménagement, de l'environnement et des services publics locaux recherche pour sa Direction Territoriale de l'Ouest (NANTES) :

Juriste Confirmé

Vous animeriez une équipe de consultants juristes pour assurer des missions de conseil et d'assistance.

Vous interveniez dans les domaines du Droit des Affaires, des Sociétés, du Droit Fiscal, du Droit de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Environnement.

Cette mission vous conduira à :

- assurer un conseil permanent;
- suivre les contentieux en liaison avec des conseils extérieurs;
- participer au montage d'opérations en liaison avec les financiers, les comptables, les ingénieurs, les architectes;
- contribuer à l'élaboration de normes de procédures, documents de références à l'usage des SEM.

Vous avez une expérience confirmée dans le domaine juridique, le sens de l'organisation, le goût du travail en équipe et de l'animation.

Vous êtes diplômé de 3ème cycle en Droit (Privé de préférence, mais avec de bonnes connaissances en Droit Public).

Adressez votre CV avec une lettre manuscrite, s/réf. 3282, à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

NOUS SOMMES
L'UN DES
TOUT PREMIERS
GROUPES
FINANCIERS
ET NOUS
RECHERCHONS UN

Juriste d'entreprise

Au sein d'une équipe de juristes expérimentés, vous assurez une double mission dans les domaines juridiques et judiciaires :

- consultations internes sur des sujets très variés faisant appel aux différents domaines du droit (civil, commercial, pénal, administratif, du travail...);
 - suivi des procédures contentieuses dont le groupe fait l'objet et de celles qu'il a engagées.
- Dans le cadre de ces missions, vous participez à des expertises notamment comptables, vous rédigez des contrats et des écritures judiciaires, y compris les conclusions, et plus généralement, vous assurez le suivi des dossiers dont vous avez la charge.

En qualité de juriste d'entreprise ou d'avocat au sein d'un cabinet, depuis au moins 7 ans, vous avez acquis de solides compétences techniques incluant une connaissance approfondie des procédures (droit privé principalement), des relations avec les cours et tribunaux et une excellente maîtrise de la rédaction.

De plus, vos qualités de rigueur et de fiabilité ainsi que votre aisance relationnelle vous permettent d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de la hiérarchie.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 62277 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Importante Société française de communication recherche son

Responsable du Service Juridique

Paris

Rattaché au Directeur Général, vous aurez pour mission de :

- Conseiller les responsables de l'entreprise dans de nombreux domaines juridiques (droits de la production, de la presse, des sociétés, de l'informatique, de l'immobilier et des assurances...);
- Traiter des questions relatives au droit de la propriété littéraire et artistique ainsi qu'au droit de la presse (relations avec les sociétés d'auteurs, droit de réponse...);
- Négocier et gérer les contrats d'assurance;
- Conduire les éventuels contentieux liés aux différents contrats.

Agé de 32/38 ans, doté d'une solide formation juridique (DESS, DEA, DJCE, ...), vous justifiez d'une spécialisation dans le domaine de la propriété littéraire et artistique par votre formation initiale et par une expérience de plusieurs années dans une entreprise du secteur de la communication.

Disponible, pragmatique et motivé par le monde de la communication, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe à forte notoriété.

Contactez Stéphanie Dru au (1) 47.57.24.24 ou adressez lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél. + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur le 3617 MPAGE sous réf. : SD11763



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Un Cabinet d'avocats d'affaires parisien associé à un cabinet de juristes
anglo-saxon de renommée internationale recherche un

Fiscaliste

A 30-40 ans environ, de formation juridique et fiscale, vous avez une expérience d'au moins 5 ans en fiscalité des personnes et des sociétés en tant qu'inspecteur des impôts et/ou dans un cabinet d'audit ou d'avocats. Rigoureux et créatif, vous possédez une grande capacité de travail et vous avez la volonté de vous intégrer dans une équipe européenne. Votre anglais est courant.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) s/réf. M277 à notre Conseil Linden, 15, avenue d'Eylau, 75116 PARIS. Confidentialité assurée.

Linden

LES DIRIGEANTS

Direction Générale
Direction Générale Adjointe - Secrétaire Général

LYON

Directeur général administration de biens

Notre structure lyonnaise est spécialisée dans l'administration de biens. Vous possédez une expérience de responsable de centre de profit dans le domaine immobilier, avez des qualités relationnelles et managériales, la volonté d'être un membre actif et créatif au sein d'un puissant groupe national. Rattaché au P.D.G., vous serez responsable du développement marketing et commercial de l'agence, de l'amélioration de la productivité, de l'analyse des résultats. Vous managerez les fonctions techniques (syndic, gestion, SCPI, négociations immobilières), administratives, comptables, et les ressources humaines d'une équipe de 60 personnes (formation, évolution, évaluation des collaborateurs...). Vous répondrez qualitativement aux attentes de la clientèle, échangerez avec les autres directeurs du Groupe et participerez à la communication interne. Les entretiens auront lieu à Lyon. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel à DOLLE Consultants S.A., 306 route de Launaguet, 31200 Toulouse.

DOLLE CONSULTANTS S.A.
306 route de Launaguet, 31200 Toulouse

GRUPE

هكذا من الاجل

XII / LE MONDE / MERCREDI 3 MAI 1995

REPRODUCTION INTERDITE

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Ingénierie

Ingénieurs Commerciaux Export Senior

Présent à travers 60 pays, nous sommes le N°1 mondial dans les gaz et services industriels. Une position enviable qui n'est pas le fruit du hasard mais le résultat d'un état d'esprit qui privilégie l'innovation et l'anticipation. Un état d'esprit résolument tourné vers la satisfaction du client et la mise en place de solutions techniques adaptées à leurs besoins que nous vous invitons à partager avec nous.

Vous assurerez la négociation d'usines clés en mains ou de contrats à fort contenu technique de plus de 100M€.

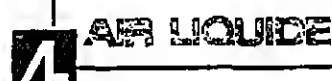
A 30/40 ans, de formation Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous justifiez déjà d'une première expérience réussie dans des fonctions similaires.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle d'une autre langue européenne serait appréciée.

Alors, envie de voir plus grand : nous vous offrons l'opportunité d'une carrière riche et polyvalente à la hauteur de votre talent et de votre ambition.

Ce poste est basé au sein de notre Département Ingénierie en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite - CV) sous la référence AL/DI/COM à AIR LIQUIDE - D.R.H. - 75, quai d'Orsay - 75007 Paris.



Progressons ensemble...

Le Groupe

Flammarion

RECHERCHE UN

RESPONSABLE DU MARCHÉ ENSEIGNEMENT H/F

Rattaché à la Direction Promotion/Publicité, vous développerez nos parts de marché dans le secteur de l'Éducation Nationale. Vous serez chargé notamment de :

- réaliser l'analyse du marché,
- conseiller les éditeurs pour la mise au point des produits,
- définir et réaliser les plans d'action publicitaire.

De formation supérieure type Grande Ecole de Commerce, vous possédez une première expérience significative dans la fonction marketing, un excellent niveau de culture générale et une bonne connaissance du monde de l'éducation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence ENS à : Librairie E. FLAMMARION Direction des Ressources Humaines - 26, rue Racine - 75278 PARIS Cedex 06.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Directeur marketing

Le Groupe Flammarion, leader du marché de l'édition scolaire en France, cherche un Directeur Marketing expérimenté pour développer nos parts de marché dans le secteur de l'Éducation Nationale. Vous serez chargé notamment de :

- réaliser l'analyse du marché,
- conseiller les éditeurs pour la mise au point des produits,
- définir et réaliser les plans d'action publicitaire.

De formation supérieure type Grande Ecole de Commerce, vous possédez une première expérience significative dans la fonction marketing, un excellent niveau de culture générale et une bonne connaissance du monde de l'éducation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence ENS à : Librairie E. FLAMMARION Direction des Ressources Humaines - 26, rue Racine - 75278 PARIS Cedex 06.

Société de conseil nord-américaine, numéro un en France et dans le monde recherche pour sa filiale française

Direction vente Paris

350 KF

Vous assistez le directeur commercial France dans le recrutement, la formation, le suivi, le contrôle et la motivation de la force de vente Manager de terrain, professionnel de la vente de services - de préférence - business to business, vous vous impliquez auprès d'une équipe de vendeurs de haut niveau pour évaluer, former et aider à la conclusion de contrats.

Homme d'initiative et de proposition vous déterminez les besoins en formation, recrutement et en promotion, vous assurez leur mise en œuvre et leur réussite. En l'absence du directeur commercial vous assumez aussi

son intérim mais 70% de votre temps sera consacré au travail sur le terrain. Nous souhaitons rencontrer un candidat de 35 ans et plus, de formation ESC - anglais courant - dont la forte personnalité s'allie à des qualités d'adaptation. Prêt à voyager intensivement. Un système de rémunération attractif et sans plafond axé sur la performance satisfait un candidat désireux de s'investir pleinement au sein d'une société solide et prospère.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature - CV photo - sous référence 62167 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

GRUPE AGRO-ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉ DANS LES PRODUITS INDUSTRIELS TANT EN FRANCE QU'À L'EXPORT RECHERCHE :

Directeur Commercial

Outre l'animation de la force de vente, vous optimisez les fonctions achats et ventes sur le territoire national, européen et export. Votre rôle est déterminant dans les prévisions de ventes et leurs incidences sur les résultats financiers (change, fluctuation des monnaies, restitutions communautaires...).

Homme de compétence et de stratégie, de formation supérieure, rompu au commerce international, vous parlez plusieurs langues dont l'anglais, et avez une parfaite maîtrise des pratiques de gestion.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), à Media System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, en précisant la référence 825 sur l'enveloppe. Confidentialité assurée.



EUROPEAN PRODUCTIVITY INSTITUTE

Business Development Director

E.P.I. est une société de conseil européenne spécialisée dans la mise en œuvre de programmes d'optimisation de la gestion d'entreprise. Nos clients comptent parmi les multinationales et grandes sociétés européennes.

Nous recherchons un haut fonctionnaire ou P.-D.G. pouvant démontrer les capacités à développer notre activité auprès de l'industrie française.

Le profil nécessaire pour représenter la société requiert :
☐ un diplôme de Polytechnique, d'ENA ou de grandes écoles ;
☐ une vaste expérience de gestionnaire dans un environnement européen ;
☐ des relations établies dans le monde industriel français ;
☐ une forte personnalité et des capacités de négociations à haut niveau ;
☐ la parfaite maîtrise du français et de l'anglais ;
☐ être basé à Paris.

L'importance de la fonction détermine une rémunération de haut niveau.

Pour des raisons de confidentialité, les candidats intéressés peuvent soumettre leur curriculum vitae en anglais et accompagné d'une photo récente à Universal Communication, notre agence de publicité, chausée de La Hulpe 154, 1170 Bruxelles, Belgique, qui centralisera les envois et nous les transmettra sans les ouvrir. Merci de mentionner la référence 232 sur l'enveloppe. Les entretiens préliminaires se tiendront à Paris.

EN RAISON DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le Monde INITIATIVES

PARAITRA EXCEPTIONNELLEMENT LE MERCREDI 10 DATÉ 11 MAI

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger



SHELL GABON, LES CLES DE LA REUSSITE POUR DE JEUNES GABONAIS, INGENIEURS OU FUTURS DIPLOMES

Shell Gabon, société d'exploitation et de production de pétrole, est une des plus importantes entreprises du pays : 750 cadres, techniciens et ouvriers, résolument tournés vers l'avenir, contribuent à mettre en valeur les ressources pétrolières nationales. La gestion des ressources humaines est dynamique. La formation poussée, le système de mobilité qui permet d'évoluer tous les 3 à 4 ans, assurent aux cadres performants une carrière riche et évolutive à la mesure de leurs talents.

Shell Gabon offre plusieurs opportunités :

- à des jeunes ingénieurs avec une première expérience professionnelle réussie de 2 à 4 ans. Ils renforceront les équipes d'exploration, de production, d'ingénierie, de télécommunications...
- à de jeunes diplômés scientifiques, techniques ou de gestion, issus d'une grande école ou d'une université réputée en Europe ou en Amérique. Ils évolueront progressivement dans l'entreprise.

De nationalité Gabonaise, vos qualités de motivation, d'esprit de décision, votre capacité d'analyse et de synthèse, votre sens des affaires, votre aptitude à communiquer pourront s'exprimer pleinement à Shell Gabon. Vous êtes motivé par une carrière au sein d'une entreprise très performante, filiale de Shell, un des plus importants groupes mondiaux. Faites-vous connaître en envoyant votre dossier complet (CV + lettre de motivation) à SIRCA - 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris sous la référence 787 351 LM. Futur diplômé, si vous êtes intéressé par un stage, faites-vous également connaître. Les entretiens auront lieu à Paris et dans d'autres capitales éventuellement.

SIRCA ANTICIPER LA REUSSITE